



COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME
EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS

APERÇUS

Quarante années d'activité

SURVEY

Forty years of activity

1959 - 1998

COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS

23 septembre / September 1998



Première rangée / First row:

R. Pekkanen, E. Palm, J. De Meyer, C. Russo, F. Matscher, Thór Vilhjálmsson, R. Bernhardt, F. Gölcüklü, L.-E. Pettiti, A. Spielmann, N. Valticos, I. Foighel, A. Loizou

Deuxième rangée / Second row:

D. Gotchev, G. Mifsud Bonnici, M. Lopes Rocha, Sir John Freeland, J. Morenilla, E. Levits, P. Van Dijk, L. Wildhaber, J. Makarczyk, T. Pantiru, K. Jungwiert

Troisième rangée / Third row:

H. Petzold, V. Toumanov, P. Jambrek, V. Butkevych, P. Kūris, A. Baka, B. Repik, J. Casadevall, U. Lõhmus, P. Mahoney

* * *

Les juges R. Macdonald et M. Voicu étaient absents pour cette photographie. Pour la composition de la Cour voir page 123

Judges R. Macdonald and M. Voicu were not present for this photograph. For the composition of the Court, see page 123.

TABLE DES MATIÈRES - CONTENTS

	Page
I. LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME THE EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS	
A. Introduction générale - General introduction.....	1
B. Organisation et procédure - Organisation and procedure	1
C. La compétence non contentieuse - Non-contentious jurisdiction	3
II. OBJETS DES AFFAIRES PORTÉES DEVANT LA COUR SUBJECT-MATTER OF THE CASES REFERRED TO THE COURT	4
III. TABLEAU RÉCAPITULATIF DES ARRÊTS DE LA COUR TABLE OF THE JUDGMENTS OF THE COURT	26
IV. INCIDENCES DES ARRÊTS OU DES AFFAIRES EFFECTS OF JUDGMENTS OR CASES.....	87
V. AFFAIRES PENDANTES TRANSMISES A LA GRANDE CHAMBRE DE LA NOUVELLE COUR PENDING CASES TRANSMITTED TO THE GRAND CHAMBER OF THE NEW COURT (Article 5 § 5, Protocole / Protocol No. 11)	126
VI. COMPOSITION DE LA COUR COMPOSITION OF THE COURT	128
A. Composition de la Cour actuelle - Composition of the present Court	128
B. Anciens présidents - Former Presidents.....	129
C. Anciens vice-présidents - Former Vice-Presidents	129
D. Anciens juges - Former judges	130
E. Juges ad hoc - Ad hoc judges.....	133
VII. DIVERS MISCELLANEOUS	134
A. Amici curiae.....	134
(a) Autorisés - authorised.....	134
(b) Non autorisés - refused.....	136
B. Relations de la Cour avec les hautes juridictions des Etats contractants et des cours internationales Relations of the Court with the highest legal jurisdictions of Contracting States and international courts	138
C. Publications.....	140

I. LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

A. Introduction générale

La Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, traité international élaboré au sein du Conseil de l'Europe, a été ouverte à la signature à Rome en novembre 1950 et est entrée en vigueur en septembre 1953. Le but de ses auteurs était de prendre les premières mesures propres à assurer la garantie collective de certains des droits énoncés dans la Déclaration Universelle.

Dans le système tel qu'il a fonctionné jusqu'au 31 octobre 1998, trois institutions étaient chargées de faire respecter les engagements pris par les Etats contractants : la Commission européenne des Droits de l'Homme, la Cour européenne des Droits de l'Homme et le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe (article 19 de la Convention). A compter du 1^{er} novembre 1998, à l'entrée en vigueur du Protocole n° 11, les deux premières institutions ont été remplacées par une Cour européenne des Droits de l'Homme unique et permanente.

Dans le système initial, toutes les requêtes introduites en vertu de la Convention, par les requérants individuels et par les Etats contractants, faisaient l'objet d'un examen préliminaire par la Commission européenne des Droits de l'Homme qui décidait de leur recevabilité (article 27 de la Convention). Si un grief était déclaré recevable, et à défaut d'un règlement amiable, la Commission rédigeait un rapport dans lequel elle constatait les faits et formulait un avis non obligatoire sur le fond de l'affaire (article 31 de la Convention). La Commission et/ou le gouvernement d'un Etat intéressé pouvaient alors saisir la Cour européenne des Droits de l'Homme afin d'obtenir un arrêt définitif et contraignant. Si l'affaire n'était pas déférée à la Cour, c'était le Comité des Ministres qui se prononçait. Avant l'entrée en vigueur du Protocole n° 9 le 1^{er} octobre 1994, les requérants individuels ne pouvaient pas eux-mêmes saisir la Cour. En vertu de ce Protocole et lorsqu'un Etat l'ayant ratifié était en cause¹, ils avaient qualité pour saisir la Cour de leurs griefs déclarés recevables par la Commission.

La reconnaissance de la compétence de la Commission pour examiner les requêtes présentées par des particuliers, et la reconnaissance de la juridiction de la Cour étaient facultatives, mais en pratique, tous les Etats contractants avaient accepté l'une et l'autre (articles 25 et 46 de la Convention).

B. Organisation et procédure

La Cour européenne des Droits de l'Homme a été créée en 1959. Comme la Cour actuelle, elle siégeait au Palais des Droits de l'Homme à Strasbourg ; ses dépenses étaient à la charge du Conseil de l'Europe. Son organisation et sa procédure étaient régies par la Convention et par les règlements de la Cour. Il existait deux règlements de la Cour, « A » et « B », le dernier ne s'appliquant qu'aux affaires concernant un Etat qui avait ratifié le Protocole n° 9.

1. Composition

La Cour se composait d'un nombre de juges égal à celui des Etats membres du Conseil de l'Europe et ne pouvait comprendre plus d'un ressortissant d'un même Etat (article 38 de la Convention).

¹. Au 31 octobre 1998, vingt-quatre Etats membres avaient ratifié le Protocole n° 9 : Autriche, Belgique, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, Allemagne, Hongrie, Irlande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Russie, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse.

I. THE EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS

A. General Introduction

The Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, an international treaty drawn up within the Council of Europe, was opened for signature in Rome in November 1950 and entered into force in September 1953. The object of its authors was to take the first steps for the collective enforcement of certain of the rights stated in the Universal Declaration.

Under the system established by the Convention, which prevailed until 31 October 1998, three institutions exercised responsibility for enforcing the obligations undertaken by the contracting states: the European Commission of Human Rights, the European Court of Human Rights and the Committee of Ministers of the Council of Europe (Article 19 of the Convention). From 1 November 1998, on the entry into force of Protocol No. 11, the first two of these institutions were replaced by a single full-time European Court of Human Rights.

Under the original system, all applications brought by individual applicants or Contracting States were the subject of a preliminary examination by the European Commission of Human Rights which determined their admissibility (Article 27) and, in respect of complaints declared admissible and where no friendly settlement had been reached, drew up a report establishing the facts and expressing a non-binding opinion on the merits of the case (Article 31). The Commission and/or a government of a state concerned could then decide to refer the case to the European Court of Human Rights for a final, binding adjudication. If the case was not brought before the Court, it was decided by the Committee of Ministers. Prior to the entry into force of Protocol No. 9 on 1 October 1994, it was not possible for applicants to bring their case before the Court themselves. By virtue of that protocol and in cases against states which had ratified it¹, applicants had that right in respect of their complaints declared admissible by the Commission.

Recognition of the Commission's competence to receive applications from individual applicants (Article 25) and of the Court's jurisdiction (Article 46) was optional, although in practice all the contracting states had accepted both.

B. Organisation and procedure

The European Court of Human Rights was set up in 1959. Like the present Court, its seat was at the Human Rights Building, Strasbourg, and its expenses were borne by the Council of Europe. Its organisation and procedure were governed by the Convention and the Rules of Court. There were two sets of Rules of Court, "A" and "B", the latter applying only in cases brought against states that had ratified Protocol No. 9.

1. Composition

The Court was composed of a number of judges equal to that of the member states of the Council of Europe. No two judges could be nationals of the same state (Article 38).

¹. By 31 October 1998, Protocol No. 9 had been ratified by twenty-four member states: Austria, Belgium, Cyprus, the Czech Republic, Denmark, Estonia, Finland, Germany, Hungary, Ireland, Italy, Liechtenstein, Luxembourg, the Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, Russia, San Marino, Slovakia, Slovenia, Sweden and Switzerland.

Les juges étaient élus par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, pour neuf ans, sur une liste de trois personnes présentée par les Etats membres ; ils étaient rééligibles. Les candidats devaient jouir de la plus grande considération morale et réunir les qualifications requises pour exercer de hautes fonctions judiciaires, ou être des jurisconsultes possédant une compétence notoire . Ils siégeaient à titre individuel et jouissaient d'une indépendance complète dans l'accomplissement de leur tâche (article 39 de la Convention).

La Cour élisait son président et un ou deux vice-présidents pour trois ans (article 41 de la Convention), ainsi que, après consultation du Secrétaire général du Conseil de l'Europe, son greffier et son greffier adjoint pour sept ans ; elle consultait le greffier avant l'élection du greffier adjoint. Le Secrétaire général nommait les autres agents du greffe avec l'accord du président ou du greffier. Le greffe relevait de l'autorité directe de la Cour.

2. Le comité de filtrage

Lorsqu'un requérant individuel saisissait la Cour en vertu du droit que lui reconnaissait le Protocole n° 9, un comité de trois juges (le comité de filtrage) – dont le juge élu au titre de l'Etat concerné par la requête – décidait si l'affaire méritait d'être examinée par la Cour. S'il estimait à l'unanimité que tel n'était pas le cas, c'était au Comité des Ministres de se prononcer (article 5 du Protocole n° 9).

3. Les chambres

La Cour était constituée en une chambre de neuf juges. Y siégeaient d'office son président ou vice-président et le juge ressortissant de tout Etat intéressé. Si ce juge se trouvait empêché ou se refusait, ou s'il n'en existait pas, l'Etat en question avait le droit de désigner un membre de la Cour ou une personne étrangère à celle-ci (juge *ad hoc*) pour y siéger. Le président tirait au sort les noms des autres membres de la chambre (article 43 de la Convention).

Une chambre pouvait et, sous certaines conditions, devait se dessaisir au profit d'une grande chambre de vingt et un juges, laquelle pouvait, dans des cas exceptionnels, se dessaisir à son tour au profit de la Cour plénière (articles 51 du règlement A et 53 du règlement B).

4. Les parties

Etaient parties à l'instance le ou les Etats intéressés (article 44 de la Convention), ainsi que les requérants individuels lorsque l'Etat défendeur avait ratifié le Protocole n° 9. La Commission y participait également et déléguait à cet effet un ou plusieurs de ses membres ; elle n'avait pas pour autant qualité de partie. Après la saisine de la Cour, sa principale fonction était d'aider cette dernière en qualité de «défenseur de l'intérêt général».

Si l'Etat en question n'avait pas ratifié le Protocole n° 9, un requérant pouvait néanmoins participer à l'instance (article 33 § 3 (d) du règlement A), une fois la Cour saisie par un gouvernement ou par la Commission.

Le requérant devait en principe être représenté par un conseil.

5. L'assistance judiciaire

Le requérant pouvait bénéficier de l'assistance judiciaire dont les règles figuraient dans un addendum au règlement de la Cour. Cette assistance n'était accordée que si le président de la Cour ou de la chambre constatait que le requérant ne possédait pas de moyens financiers suffisants pour couvrir tout ou partie des frais à exposer et que son octroi était nécessaire à la bonne marche de l'affaire devant la Cour.

Judges were elected by the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, for a period of nine years, from a list of three persons nominated by member states; they could be re-elected. The candidates had to be of high moral character and either possess the qualifications required for appointment to high judicial office or be jurisconsults of recognised competence. The judges sat on the Court in their individual capacity and they enjoyed full independence in the discharge of their duties (Article 39).

The Court elected its President and one or two Vice-Presidents for three years (Article 41). It also elected, for seven years, its Registrar and Deputy Registrar after consulting the Secretary General of the Council of Europe. The other officials in the registry were appointed by the Secretary General with the agreement of the President or the Registrar. The registry came under the Court's direct authority.

2. Screening Panel

Where a case had been brought before the Court solely by an individual applicant exercising his or her right to do so under Protocol No. 9, a panel of three judges (Screening Panel) - including the judge elected in respect of the state concerned - decided whether the case should be accepted for consideration by the Court; if it found unanimously that it should not be so accepted, the case was determined by the Committee of Ministers (Article 5 of Protocol No. 9).

3. Chambers

The Court normally sat as a Chamber of nine judges including, as ex officio members, the President or Vice-President and the judge who was a national of any state party concerned. If the "national" judge was unable to sit or withdrew, or if there was none, the state in question was entitled to appoint another member of the Court or a person from outside the Court (an ad hoc judge). The names of the other judges were drawn by lot by the President (Article 43 of the Convention).

A Chamber could and, under certain conditions had to, relinquish jurisdiction in favour of a Grand Chamber of twenty-one judges; and the Grand Chamber itself could in turn, in exceptional cases, relinquish jurisdiction in favour of the plenary court (Rule 51 of Rules A; Rule 53 of Rules B).

4. Parties

The state or states concerned were parties to the case (Article 44), as were individual applicants in cases against a respondent state that had ratified Protocol No. 9. The Commission also took part and appointed one or more of its members as Delegates for this purpose, but it did not appear as a party. Once a case had been brought before the Court, the Commission's main function was to assist the Court as "defender of the public interest".

In cases against states that had not ratified Protocol No. 9, an applicant might take part in the proceedings (Rule 33 § 3 (d) of Rules A), once a case had been referred to the Court by a government or the Commission.

The applicant had in principle to be represented by an advocate.

5. Legal aid

The applicant could be granted legal aid. The rules on legal aid to applicants were set out in an Addendum to the Rules of Court. It could be granted only where the President of the Court or of the Chamber was satisfied that the applicant lacked sufficient means to meet all or part of the costs involved and that such a course was necessary for the proper conduct of the case before the Court.

6. La procédure écrite et l'audience

La procédure se déroulait d'abord par écrit, sauf si le président en décidait autrement. Des mémoires et autres documents étaient déposés au greffe de la Cour dans l'ordre et dans les délais indiqués par le président. La procédure écrite était normalement suivie d'une audience qui était en principe publique. La Cour pouvait se dispenser d'audience lorsqu'elle estimait justifiée une telle dérogation à la procédure habituelle (articles 26 et 38 du règlement A et 27 et 40 du règlement B).

7. *Amicus curiae*

Dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, le président pouvait inviter ou autoriser un Etat contractant non partie à la cause ou une personne intéressée autre que le requérant ou encore une organisation non gouvernementale à présenter des observations écrites dans les délais et sur les points qu'il indiquait (articles 37 § 2 et 41 § 1 du règlement A et 39 § 2 et 43 § 1 du règlement B).

8. Les arrêts

La Cour rendait des arrêts définitifs auxquels les Etats membres avaient l'obligation de se conformer (articles 52 et 53 de la Convention). Si la Cour constatait une violation de la Convention, elle n'avait pas le pouvoir de casser les décisions des autorités nationales ni d'ordonner les mesures en découlant. Elle pouvait toutefois accorder une « satisfaction équitable » sous la forme d'une compensation financière, pour dommage matériel et moral, et du remboursement des frais et dépens encourus par le requérant qui avait obtenu gain de cause (article 50 de la Convention). Le Comité des Ministres surveillait l'exécution des arrêts (article 54 de la Convention).

9. Les frais

L'Etat concerné et le requérant assumaient leurs propres frais, sous réserve des règles relatives à l'assistance judiciaire dont pouvait bénéficier le requérant. Cependant, lorsque la Cour décidait qu'il y avait eu violation de la Convention, elle pouvait ordonner au gouvernement défendeur de rembourser les frais et dépens engagés par le requérant pour empêcher la violation ou en obtenir la réparation, tant devant les juridictions internes qu'à Strasbourg. Le requérant devait établir que ceux-ci avaient été effectivement et nécessairement engagés et que leur montant avait été raisonnable.

C. **La compétence non contentieuse**

Le Protocole n° 2 à la Convention, entré en vigueur le 20 septembre 1970, attribuait à la Cour la compétence de donner des avis consultatifs, à la demande du Comité des Ministres, sur des questions juridiques concernant l'interprétation de la Convention et de ses Protocoles. Il était conçu en termes fort restrictifs et le Comité des Ministres n'a jamais jusqu'au 31 octobre 1998 adressé une telle demande à la Cour.

La Convention du Conseil de l'Europe sur les Droits de l'Homme et la biomédecine, ouverte à la signature le 4 avril 1997, donne à la Cour la compétence de rendre, à la demande des gouvernements, des avis consultatifs sur l'interprétation de ladite Convention.

6. Written and oral procedure

The first stage of the procedure was written, unless the President of the Chamber decided otherwise. Memorials and other documents were filed with the Court's registry in the order and within the time-limits laid down by the President. The written procedure was normally followed by a hearing, which was in principle public. The Court could dispense with a hearing where it found that such derogation from the usual procedure was warranted (Rules 26 and 38 of Rules A, 27 and 40 of Rules B).

7. Amicus curiae

The President could, in the interests of the proper administration of justice, invite or grant leave to a contracting state which was not party to the proceedings, or to a person concerned other than the applicant or to a non-governmental organisation to submit written observations within a time-limit and on specific issues (Rules 37 § 2 and 41 § 1 of Rules A; 39 § 2 and 43 § 1 of Rules B).

8. Judgments

The Court's judgments were final and binding for member States (Articles 52 and 53). If the Court found a violation of the Convention, it had no power to quash the decisions of the national authorities or to order consequential measures. The Court could, however, award "just satisfaction" in the form of financial compensation for pecuniary and non-pecuniary damage and reimbursement of the successful applicant's costs and expenses (Article 50). The Committee of Ministers had the task of supervising the execution of the Court's judgments (Article 54).

9. Costs

The states concerned and the applicant bore their own costs, subject, as far as the applicant was concerned, to the rules on legal aid. However, where the Court found a violation of the Convention it could award a sum against the respondent government for costs and expenses incurred by the applicant in seeking to prevent the violation or to obtain redress therefor. Such costs and expenses could relate to both the domestic and the Strasbourg proceedings. The applicant had to show that they were actually incurred, necessarily incurred and were reasonable as to quantum.

C. **Non-contentious jurisdiction**

Protocol No. 2 to the Convention, which entered into force on 21 September 1970, conferred on the Court the competence to give advisory opinions at the request of the Committee of Ministers on legal questions concerning the interpretation of the Convention and its Protocols. Protocol No. 2 was drafted in very restrictive terms and the Committee of Ministers has yet to make such a request.

The Council of Europe Convention on Human Rights and Biomedicine, which was opened for signature on 4 April 1997, confers on the Court the power to give advisory opinions on the interpretation of the Biomedicine Convention at the request of governments.

II. OBJET DES AFFAIRES PORTÉES DEVANT LA COUR

Depuis sa création en 1959 et jusqu'à fin septembre 1998, la Cour a été saisie de plus de 1 000 affaires soulevant des problèmes très variés qui sont classées ci-après selon l'article de la Convention européenne des Droits de l'Homme invoqué.

Article 2 - *Affaires relatives principalement au droit à la vie*

1. Affaires concernant le décès de personnes

a) Décès d'un suspect en garde à vue en Espagne (DIAZ RUANO), de trois terroristes présumés tués par des soldats britanniques à Gibraltar (McCANN ET AUTRES), d'un homme armé et de sa fiancée après l'intervention d'une équipe de secours à Chypre (ANDRONICOU ET CONSTANTINO) et, en Turquie, décès d'un homme après un échange de coups de feu entre soldats turcs et membres du PKK (KAYA ; OĞUR), d'un jeune après que la police eut tiré sur des manifestants (GÜLEÇ), d'une femme lors d'une opération de sécurité près de son village (ERGI), d'un homme lors d'un contrôle de gendarmerie (AYTEKIN) et d'un médecin à proximité des locaux de la direction de la sécurité de sa ville (TANRIKULU), et attaque armée contre un vendeur de journaux et son oncle ayant causé la mort de celui-ci (YAŞA).

b) Disparition d'un suspect après son placement en garde à vue en Turquie (KURT ; ÇAKICI).

2. Affaires concernant l'absence de mesures visant à protéger le droit à la vie

- Prétendu manque de protection du requérant et de son père par la police britannique contre un homme les harcelant, qui aurait causé des blessures au premier et la mort du second (OSMAN) ; absence d'informations de la part des autorités britanniques sur les risques entraînés par la présence du père de la requérante sur un site d'essais nucléaires (L.C.B. c. ROYAUME-UNI).

Article 3 - *Affaires relatives principalement à l'intégrité physique*

1. Prohibition de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants

a) Traitements infligés par la police et les forces de sécurité au cours d'une arrestation ou pendant une garde à vue en Irlande du Nord (IRLANDE c. ROYAUME-UNI), en France (TOMASI ; SELMOUNI), en Allemagne (KLAAS), en Suisse (HURTADO), en Espagne (DIAZ RUANO), en Autriche (RIBITSCH), en Turquie (YAĞIZ ; AKSOY ; AYDIN ; ERDAGÖZ ; SUR ; TEKIN ; ÇAKICI) et en Bulgarie (ASSENOV ET AUTRES).

b) Conditions de détention dans un hôpital psychiatrique en Autriche (HERCZEGFALVY) ; arrestation à plusieurs reprises, suivie de la détention et de la condamnation d'un objecteur au service militaire en Finlande (RANINEN).

c) Peine de fustigation dans l'île de Man (TYRER), châtiments corporels dans les écoles publiques d'Ecosse (CAMPBELL ET COSANS) et les écoles privées d'Angleterre (COSTELLO-ROBERTS ; Y c. ROYAUME-UNI) ; châtiment d'un enfant par son beau-père (A c. ROYAUME-UNI).

d) Angoisse endurée par une mère en raison de la disparition de son fils après son placement en garde à vue en Turquie (KURT).

II. SUBJECT-MATTER OF THE CASES REFERRED TO THE COURT

By the end of September 1998, more than one thousand cases had been referred to the Court since its creation in 1959. These raised a wide variety of issues, which are grouped below according to the Article of the European Convention on Human Rights relied on.

Article 2 - *Cases concerning principally the right to life*

1. Cases concerning loss of life

a) Death of a suspect in police custody in Spain (DIAZ RUANO), of three presumed terrorists killed by British soldiers in Gibraltar (McCANN AND OTHERS), of an armed man and his fiancée following the intervention of a rescue unit in Cyprus (ANDRONICOU AND CONSTANTINOU) and, in Turkey, of a man after an exchange of gunfire between Turkish soldiers and members of the PKK (KAYA; OĞUR), of a youth killed when police opened fire on demonstrators (GÜLEÇ), of a woman in a security operation near her village (ERGI), of a man killed at a gendarmerie checkpoint (AYTEKIN), and of a doctor near the security police building of his town (TANRIKULU), and armed attack on a newspaper seller and his uncle which caused the death of the latter (YAŞA).

b) Disappearance of a suspect after being taken into police custody in Turkey (KURT; ÇAKICI).

2. Cases concerning the lack of measures to protect the right to life

- Alleged failure by the British police to protect the applicant and his father from a man who had harassed them and who injured the former and killed the latter (OSMAN); failure by British authorities to give information on the risks entailed by presence of applicant's father at a nuclear test site (L.C.B. v. THE UNITED KINGDOM)

Article 3 - *Cases concerning principally physical integrity*

1. Prohibition of torture and inhuman or degrading treatment or punishment

a) Treatment meted out by police and security forces during arrest or police custody in Northern Ireland (IRELAND v. THE UNITED KINGDOM), France (TOMASI; SELMOUNI), Germany (KLAAS), Switzerland (HURTADO), Spain (DIAZ RUANO), Austria (RIBITSCH), Turkey (YAĞIZ; AKSOY; AYDIN; ERDAGÖZ; SUR; TEKIN; ÇAKICI) and Bulgaria (ASSENOV AND OTHERS).

b) Conditions of detention in an Austrian psychiatric hospital (HERCZEGFALVY); repeated arrest and detention, and conviction of a conscript for refusing to perform military service in Finland (RANINEN).

c) Birching as a punishment for a criminal offence in the Isle of Man (TYRER), corporal punishment in State schools in Scotland (CAMPBELL AND COSANS) and in private schools in England (COSTELLO-ROBERTS; Y v. THE UNITED KINGDOM); chastisement of a child by his stepfather (A v. THE UNITED KINGDOM).

d) Distress endured by a mother after her son disappeared after being taken into police custody in Turkey (KURT).

2. Risque pour une personne d'être soumise à des traitements contraires à l'article 3 en cas d'extradition ou d'expulsion

a) Risque pour un ressortissant allemand d'être exposé au "syndrome du couloir de la mort" en cas d'extradition par les autorités britanniques vers les Etats-Unis d'Amérique (SOERING).

b) Risque allégué pour des ressortissants chiliens, un ressortissant péruvien et un ressortissant iranien d'être exposés à des tortures ou traitements inhumains en cas d'expulsion par les autorités suédoises vers le Chili, le Pérou et l'Iran respectivement (CRUZ VARAS ET AUTRES ; PAEZ ; HATAMI), des Tamouls de Sri Lanka par les autorités britanniques et françaises vers Sri Lanka (VILVARAJAH ET AUTRES ; VIJAYANATHAN ET PUSPARAJAH), d'un citoyen somalien par les autorités autrichiennes vers la Somalie (AHMED), d'un citoyen du Bangladesh par les autorités néerlandaises vers le Bangladesh (BAHADDAR), et vers la Turquie (X c PAYS-BAS), d'un Sikh par les autorités britanniques vers l'Inde (CHAHAL) et d'un citoyen de la République démocratique du Congo par les autorités françaises vers le Congo (B.B. c. France).

c) Risque allégué par un Colombien d'être exposé aux représailles des trafiquants de drogue qu'il a dénoncés s'il était expulsé vers la Colombie (H.L.R. c. FRANCE).

d) Risques allégués par un Algérien sourd-muet pour le cas où il serait expulsé de France vers l'Algérie, compte tenu de son handicap et de son état de dépendance (NASRI) et par un malade du SIDA, en cas d'expulsion du Royaume-Uni vers St Christophe où il ne recevrait pas les soins voulus (D. c. ROYAUME-UNI).

Article 4 - Affaires relatives principalement à l'interdiction du travail forcé

a) Obligation, pour un avocat stagiaire belge, d'assister gratuitement un inculpé sans ressources (VAN DER MUSSELE).

b) Obligation pour les hommes, mais non pour les femmes, d'effectuer un service de sapeur-pompier ou, à défaut, de payer une contribution en Allemagne (KARLHEINZ SCHMIDT) .

Article 5 - Affaires relatives principalement au droit à la liberté et à la sûreté

1. Privation de liberté (notion)

a) Détention d'une personne, ultérieurement disparue, non reconnue par les autorités en Turquie (KURT ; ÇAKICI).

b) Sanctions disciplinaires et pénales militaires aux Pays-Bas (ENGEL ET AUTRES ; DE JONG, BALJET ET VAN DEN BRINK), détention de ministres du culte des témoins de Jéhovah pour refus du service militaire en Grèce (TSIRLIS ET KOULOUMPAS) et arrestation à plusieurs reprises, suivie de la détention et de la condamnation d'un appelé pour les mêmes raisons en Finlande (RANINEN).

c) Internement administratif ordonné en vertu d'une loi irlandaise sur les atteintes à la sûreté de l'Etat (LAWLESS) ; détention de personnes soupçonnées de terrorisme, ordonnée en vertu de la législation sur l'état d'urgence en Irlande du Nord (IRLANDE c. ROYAUME-UNI ; FOX, CAMPBELL ET HARTLEY ; MURRAY).

d) Assignation judiciaire à résidence en Italie (GUZZARDI ; CIULLA).

2. Risk of being subjected to treatment contrary to Article 3 in the event of extradition or expulsion

a) Risk that a German national would be exposed to the "death-row phenomenon" if extradited by the United Kingdom authorities to the United States of America (SOERING).

b) Risk alleged by Chilean nationals, a Peruvian national and an Iranian national (CRUZ VARAS AND OTHERS; PAEZ; HATAMI), Sri Lankan Tamils (VILVARAJAH AND OTHERS; VIJAYANATHAN AND PUSPARAJAH), a Somali citizen (AHMED), a Bangladeshi citizen and a Turkish citizen (BAHADDAR; X. v. THE NETHERLANDS), a Sikh (CHAHAL) and a citizen from the Democratic Republic of the Congo (B.B. v. FRANCE) that they would be exposed to torture or inhuman treatment if they were expelled to Chile, Peru and Iran respectively by the Swedish authorities (in the first three cases), to Sri Lanka by the British and French authorities (in the next two cases), to Somalia by the Austrian authorities (in the sixth case), to Bangladesh and Turkey respectively by the Dutch authorities (in the seventh and eighth cases), to India by the British authorities (in the ninth case) and to the Congo by the French authorities (in the last case).

c) Risk alleged by a Colombian citizen that he would be exposed to reprisals by drug dealers whom he had incriminated if he was expelled to Colombia (H.L.R. v. FRANCE).

d) Risks that would allegedly be run by a deaf and dumb Algerian citizen if he was expelled to Algeria from France, given his disability and state of dependence (NASRI) and by a person with AIDS, if he was expelled from the United Kingdom to St Kitts where he would not receive adequate treatment (D. v. THE UNITED KINGDOM).

Article 4 - Cases concerning principally the prohibition of forced labour

a) Obligation for a Belgian trainee lawyer to provide free legal assistance to an accused lacking financial resources (VAN DER MUSSELE).

b) Obligation imposed on men, but not on women, to serve as firemen or, failing that, to pay a levy in Germany (KARLHEINZ SCHMIDT).

Article 5 - Cases concerning principally the right to liberty and security of person

1. Deprivation of liberty (concept)

a) Detention of a person who subsequently disappeared not admitted by authorities in Turkey (KURT; ÇAKICI).

b) Military disciplinary and criminal penalties in the Netherlands (ENGEL AND OTHERS; DE JONG, BALJET AND VAN DEN BRINK), detention of ministers of the Jehovah's Witnesses for refusing to perform military service in Greece (TSIRLIS AND KOULOUMPAS) and repeated arrest and detention, and conviction of a conscript for the same reason in Finland (RANINEN).

c) Detention without trial ordered under Irish legislation concerning offences against the State (LAWLESS), arrest and detention of persons suspected of being terrorists under the Northern Ireland emergency legislation (IRELAND v. THE UNITED KINGDOM; FOX, CAMPBELL AND HARTLEY; MURRAY).

d) Court order for compulsory residence in Italy (GUZZARDI; CIULLA).

e) Détention pour refus de témoigner en Autriche (K. c. AUTRICHE) et pour production de fausses preuves en Turquie (ERDAGÖZ).

f) Détention pour défaut de paiement de l'impôt local de capitation (*poll tax*) au Royaume-Uni (BENHAM) ; arrestation et détention d'un couple envisageant de quitter son appartement sans payer le loyer et les factures en instance en Allemagne (K.-F. c. ALLEMAGNE).

g) Arrestation et détention d'une personne prétendant avoir été amenée contre son gré sur le territoire de l'Allemagne (STOCKÉ), arrestation et détention de manifestants en Autriche (CHORHERR) et au Royaume-Uni (STEEL ET AUTRES), arrestation d'une femme prise en flagrant délit puis garde à vue pendant deux jours en Italie (GIULIA MANZONI) et détention d'un ex-premier ministre adjoint pour détournement de fonds en Bulgarie (LOUKANOV).

h) Non-imputation, sur la durée de peines prononcées en première instance au Royaume-Uni, d'une partie de la détention subie par les condamnés dans l'attente du résultat (négatif) de leur demande en autorisation d'interjeter appel (MONNELL ET MORRIS) et, en France, non-imputation, sur la peine d'emprisonnement, de la durée de la détention provisoire lors de l'instruction qui fut annulée par la suite (P.L. c. FRANCE).

i) Placement d'un mineur dans une maison d'arrêt à titre de mesure provisoire de garde en Belgique (BOUAMAR) et dans le service de psychiatrie infantile d'un hôpital public au Danemark (NIELSEN).

j) Internement d'aliénés aux Pays-Bas (WINTERWERP ; VAN DER LEER ; WASSINK), au Royaume-Uni (X c. ROYAUME-UNI ; ASHINGDANE ; JOHNSON), en Italie (LUBERTI), en Autriche (HERCZEGFALVY), en Norvège (E. c. NORVEGE) et en Belgique (AERTS), ainsi que de vagabonds en Belgique (DE WILDE, OOMS ET VERSYP) et de toxicomanes en Grèce (BIZZOTTO).

k) Ecoux extraditionnel en Belgique (KOLOMPAR), en France (QUINN) et en Espagne (SCOTT), et détention aux fins d'expulsion en France (BOZANO) et au Royaume-Uni (CHAHAL).

l) Rétenion de demandeurs d'asile dans la zone internationale d'un aéroport de Paris (France) (AMUUR) et internement administratif d'un étranger en attendant son expulsion de la Suisse en raison du défaut de documents de voyage (ALI).

2. Information sur les motifs de la détention

- Non-information d'un malade mental sur les motifs de son internement aux Pays-Bas (VAN DER LEER).

3. Durée et légalité de la garde à vue

- Droit d'une personne arrêtée ou détenue d'être aussitôt traduite devant un juge ou un autre magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires, en Suisse (SCHIESSER ; HUBER), aux Pays-Bas (DE JONG, BALJET ET VAN DEN BRINK ; VAN DER SLUIJS, ZUIDERVELD ET Klappe ; DUINHOF ET DUIJF ; KOSTER), en Suède (SKOOGSTRÖM ; McGOFF), en Belgique (PAUWELS), au Royaume-Uni (BROGAN ET AUTRES ; BRANNIGAN ET McBRIDE), en Italie (BRINCAT), en Turquie (AKSOY ; SAKIK ET AUTRES ; DEMIR ET AUTRES), à Malte (AQUILINA ; T.W. c. MALTE) et en Bulgarie (NIKOLOVA).

e) Detention for refusing to give evidence in Austria (K. v. AUSTRIA) and for producing false evidence in Turkey (ERDAGÖZ).

f) Detention for failure to pay the community charge (poll tax) in the United Kingdom (BENHAM); arrest and detention of a couple for planning to leave their flat without paying outstanding rent and bills in Germany (K.-F. v. GERMANY).

g) Arrest and detention of a person who claimed to have been taken against his will onto the territory of Germany (STOCKÉ), arrest and detention of demonstrators in Austria (CHORHERR) and in the United Kingdom (STEEL AND OTHERS), arrest of a woman in the act of committing an offence and her subsequent detention in police custody for two days in Italy (GIULIA MANZONI) and detention of a former Deputy Prime Minister for misappropriating funds in Bulgaria (LUKANOV).

h) Refusal to count time spent in custody in the United Kingdom, by persons convicted of criminal offences pending the outcome of (unsuccessful) applications for leave to appeal, towards service of prison sentences (MONNELL AND MORRIS) and refusal to deduct from a prison sentence in France time spent in pre-trial detention during an earlier judicial investigation, which was later set aside (P.L. v. FRANCE).

i) Placement of a minor in a remand centre in Belgium as a provisional custodial measure (BOUAMAR) and in a child's psychiatric ward of a public hospital in Denmark (NIELSEN).

j) Detention of persons of unsound mind in the Netherlands (WINTERWERP; VAN DER LEER; WASSINK), the United Kingdom (X v. THE UNITED KINGDOM; ASHINGDANE; JOHNSON), Italy (LUBERTI), Austria (HERCZEGFALVY), Norway (E. v. NORWAY) and Belgium (AERTS), of vagrants in Belgium (DE WILDE, OOMS AND VERSYP) and of drug addicts in Greece (BIZZOTTO).

k) Detention with a view to extradition in Belgium (KOLOMPAR), France (QUINN) and Spain (SCOTT), and detention with a view to deportation in France (BOZANO) and the United Kingdom (CHAHAL).

l) Administrative detention of asylum-seekers in the international zone of a Paris airport (France) (AMUUR) and of an alien pending his expulsion from Switzerland for not being in possession of valid travel documents (ALI).

2. Information about reasons for detention

- Mental patient not informed of reasons for his detention in the Netherlands (VAN DER LEER).

3. Length and lawfulness of detention in police custody

- Right of a person arrested or remanded in custody to be brought promptly before a judge or other officer authorised by law to exercise judicial power, in Switzerland (SCHIESSER; HUBER), the Netherlands (DE JONG, BALJET AND VAN DEN BRINK; VAN DER SLUIJS, ZUIDERVELD AND Klappe; DUINHOF AND DUIJF; KOSTER), Sweden (SKOOGSTRÖM; McGOFF), Belgium (PAUWELS), the United Kingdom (BROGAN AND OTHERS; BRANNIGAN AND McBRIDE), Italy (BRINCAT), Turkey (AKSOY; SAKIK AND OTHERS; DEMIR AND OTHERS), Malta (AQUILINA; T.W. v. MALTA) and Bulgaria (NIKOLOVA).

4. Durée de la détention provisoire

- Détentions provisoires de longue durée en Allemagne (WEMHOFF), en Autriche (NEUMEISTER ; STÖGMÜLLER ; MATZNETTER ; RINGEISEN ; CAN ; B. c. AUTRICHE ; TOTH), en Italie (VALLON ; CONTRADA), en France (WOUKAM MOUDEFO ; LETELLIER ; KEMMACHE nos 1, 2 et 3 ; BIROU ; TOMASI ; MULLER ; MORGANTI ; I.A. c. FRANCE ; CIVET), en Belgique (CLOOTH), en Suisse (W. c. SUISSE), en Turquie (YAĞCI ET SARGIN ; MANSUR ; MITAP ET MÜFTÜOĞLÜ), en Espagne (VAN DER TANG ; SCOTT), en Norvège (ERIKSEN) et en Bulgarie (ASSENOV ET AUTRES).

5. Contrôle de la légalité de la détention

a) Impossibilité pour un condamné à une peine perpétuelle discrétionnaire (WEEKS ; THYNNE, WILSON ET GUNNELL) ou obligatoire (WYNNE), ou pour la durée qu'il plaira à Sa Majesté (HUSSAIN ; SINGH), de contester la légalité de son maintien en détention au Royaume-Uni, et pour un récidiviste de contester la légalité de sa mise à disposition du gouvernement en Belgique (VAN DROOGENBROCK).

b) Impossibilité pour des vagabonds en Belgique (DE WILDE, OOMS ET VERSYP) et pour des aliénés au Royaume-Uni (X c. ROYAUME-UNI ; ASHINGDANE), au Portugal (SILVA ROCHA) et aux Pays-Bas (ERKALO) de contester la légalité de leur internement ou le refus de remise en liberté.

c) Absence d'un recours effectif contre une détention au titre de la contrainte par corps en France (SOUWARE).

d) Impossibilité pour une personne condamnée en Andorre de contester sa détention dans une prison française devant les juridictions de la France (DROZD ET JANOUSEK ; IRIBARNE PÉREZ) et pour un détenu d'introduire un recours contre une ordonnance rendant exécutoires en Belgique des mandats d'arrêt décernés par les autorités britanniques (FARMAKOPOULOS).

e) Impossibilité pour des parlementaires de former un recours contre une garde à vue de quatorze jours en Turquie (SAKIK ET AUTRES) et rejet d'un recours contre un mandat d'arrêt en raison du transfert successif du détenu dans plusieurs cantons suisses (R.M.D. c. SUISSE) ;

f) Absence de recours pour obtenir la mise en liberté devant un organe réunissant les conditions d'un tribunal aux Pays-Bas (WINTERWERP ; KEUS ; WASSINK) et au Royaume-Uni (CHAHAL) ; caractère non contradictoire de la procédure de recours contre le rejet de demandes de mise en liberté en Autriche (TOTH), en Suisse (SANCHEZ-REISSE) et en Bulgarie (ASSENOV ET AUTRES ; NIKOLOVA) ; refus de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'autoriser le détenu à comparaître pour défendre sa demande de mise en liberté en Grèce (KAMPANIS) ; non-accès d'un inculpé au dossier des juridictions appelées en Belgique à se prononcer sur sa détention provisoire (LAMY) ; et défaut d'assistance effective d'un défenseur en Belgique (BOUAMAR) et en Allemagne (MEGYERI).

g) Durée de la procédure d'examen d'une demande d'élargissement d'une personne en détention provisoire en Italie (BEZICHERI), aux Pays-Bas (DE JONG, BALJET ET VAN DEN BRINK) et en France (LETELLIER ; NAVARRA) et en instance d'extradition en Suisse (SANCHEZ-REISSE), ou d'un aliéné en Norvège (E. c. NORVÈGE), en Autriche (HERCZEGFALVY), en Italie (LUBERTI), aux Pays-Bas (VAN DER LEER ; KOENDJBIHARIE) et en Pologne (MUSIAL).

4. Length of detention on remand

- Detention on remand for prolonged periods in Germany (WEMHOFF), Austria (NEUMEISTER; STÖGMÜLLER; MATZNETTER; RINGEISEN; CAN; B. v. AUSTRIA; TOTH), Italy (VALLON; CONTRADA), France (WOUKAM MOUDEFO; LETELLIER; KEMMACHE nos. 1, 2 and 3; BIROU; TOMASI; MULLER; MORGANTI; I.A. v. FRANCE; CIVET), Belgium (CLOOTH), Switzerland (W. v. SWITZERLAND), Turkey (YAĞCI AND SARGIN; MANSUR; MITAP AND MÜFTÜOĞLÜ), Spain (VAN DER TANG; SCOTT), Norway (ERIKSEN) and Bulgaria (ASSENOV AND OTHERS).

5. Review of lawfulness of detention

a) Impossibility of challenging lawfulness of continued detention in the United Kingdom in the case of a person given a discretionary (WEEKS; THYNNE, WILSON AND GUNNELL) or mandatory (WYNNE) life sentence or sentenced to be detained during Her Majesty's pleasure (HUSSAIN; SINGH) and in Belgium in the case of a recidivist (VAN DROOGENBROECK).

b) Impossibility for vagrants in Belgium (DE WILDE, OOMS AND VERSYP) and mental patients in the United Kingdom (X v. THE UNITED KINGDOM; ASHINGDANE), Portugal (SILVA ROCHA) and the Netherlands (ERKALO) to challenge lawfulness of their detention or refusal to release them.

c) No effective remedy for imprisonment in default of payment of a judgment debt in France (SOUMARE).

d) Impossibility, in the case of a person convicted and sentenced in Andorra, of challenging in the French courts his detention in a French prison (DROZD AND JANOUSEK; IRIBARNE PÉREZ) and, in the case of a prisoner in Belgium, of appealing against a court order making arrest warrants issued by the British authorities enforceable (FARMAKOPOULOS).

e) Impossibility of challenging the lawfulness of detention in police custody of parliamentarians for fourteen days in Turkey (SAKIK AND OTHERS) and dismissal of an appeal against a detention order on the ground that the person detained had been transferred to another canton in Switzerland (R.M.D. v. SWITZERLAND).

f) Lack of remedy permitting an application to a body with judicial attributes to secure release in the Netherlands (WINTERWERP; KEUS; WASSINK) and the United Kingdom (CHAHAL); non-adversarial nature of appeal proceedings against the refusal of applications for provisional release in Austria (TOTH), Switzerland (SANCHEZ-REISSE) and Bulgaria (ASSENOV AND OTHERS; NIKOLOVA); refusal by the Indictment Division of the Court of Appeal in Greece to give a prisoner on remand leave to appear before it to present argument on his application for release (KAMPANIS); no access to the files of the courts reviewing an accused's detention on remand in Belgium (LAMY), and failure to provide effective assistance by defence counsel in Belgium (BOUAMAR) and Germany (MEGYERI).

g) Length of proceedings for examination of an application for release by persons held in detention on remand in Italy (BEZICHERI), the Netherlands (DE JONG, BALJET AND VAN DEN BRINK) and France (LETELLIER; NAVARRA) and pending extradition in Switzerland (SANCHEZ-REISSE), or by persons of unsound mind in Norway (E. v. NORWAY), Austria (HERCZEGFALVY), Italy (LUBERTI), the Netherlands (VAN DER LEER; KOENDJIBIHARIE) and Poland (MUSIAL).

Article 6 - Affaires relatives principalement au droit à un procès équitable

1. Litiges sur des droits et obligations de caractère civil

a) Litiges relatifs au droit de propriété, ainsi qu'à la vente, l'expropriation et la jouissance de biens immobiliers et de terrains en Autriche (RINGEISEN ; SRAMEK ; ETTL ET AUTRES ; ERKNER ET HOF AUER ; POISS ; ORTENBERG), en Suède (SPORRONG ET LÖNNROTH ; BODÉN ; ALLAN JACOBSSON n° 1 ; HÅKANSSON ET STURESSON ; MATS JACOBSSON ; SKÄRBY ; ZANDER), en Espagne (RUIZ-MATEOS), aux Pays-Bas (OERLEMANS), au Royaume-Uni (LITHGOW ET AUTRES ; JAMES ET AUTRES), en Grèce (LES SAINTS MONASTÈRES), au Luxembourg (PROCOLA) et en Allemagne (PAMMEL ; PROBSTMEIER).

b) Litiges relatifs au statut et à la capacité des personnes, ainsi qu'au droit de la famille en Irlande (AIREY ; KEEGAN), aux Pays-Bas (WINTERWERP), au Danemark (RASMUSSEN) et au Royaume-Uni (O., W., B., R. et H. c. Royaume-Uni ; McMICHAEL).

c) Litiges liés au contrat de travail et au licenciement en Allemagne (BUCHHOLZ) et en Autriche (OBERMEIER) ; ainsi qu'au droit d'exercer, de continuer à exercer ou d'être réintégré dans une profession en Belgique (LE COMPTE, VAN LEUVEN ET DE MEYERE ; ALBERT ET LE COMPTE ; DE MOOR), en Allemagne (KÖNIG) et en Suisse (KRASKA) ; et à l'exercice et la cessation d'une activité économique aux Pays-Bas (BENTHEM) et en Suède (PUDAS ; TRE TRAKTÖRER AB).

d) Contentieux de la sécurité sociale en matière d'assurance maladie, pensions, allocations complémentaires et accidents du travail en Allemagne (DEUMELAND ; SÜßMANN), aux Pays-Bas (FELDBRUGGE ; SCHOUTEN ET MELDRUM), en Italie (FRANCESCO LOMBARDO ; GIANCARLO LOMBARDO ; MASSA), en Suisse (SCHULER-ZGRAGGEN), en Finlande (KEROJÄRVI), en Autriche (PAUGER) et en Grèce (STAMOULAKATOS n° 2) et litiges concernant l'octroi de bénéfices d'aide sociale en Italie (SALESI).

e) Procès en réparation contre l'Etat en raison de l'action illégale de ses agents ou du mauvais fonctionnement de ses services au Portugal (BARAONA ; NEVES E SILVA), en France (H. c. FRANCE ; EDITIONS PERISCOPE ; X c. FRANCE ; TOMASI), en Grèce (RAFFINERIES GRECQUES STRAN ET STRATIS ANDREADIS) et au Royaume-Uni (POWELL ET RAYNER).

f) Litiges concernant le statut des fonctionnaires, y compris leurs droits patrimoniaux, en France (NEIGEL ; HUBER) et en Italie (SPURIO ; GALLO ; ZILAGHE ; LAGHI ; VIERO ; ORLANDINI ; RYLLO ; DE SANTA ; LAPALORCIA ; ABENAVOLI ; NICODEMO ; SOLDANI ; FUSCO ; DI LUCA ET SALUZZI ; PIZZI ; SCARFÒ ; ARGENTO ; TROMBETTA), ainsi que la carrière d'un militaire en France (MAILLARD).

g) Actions en réparation intentées dans le cadre d'une procédure pénale au Portugal (SILVA PONTES), en France (ACQUAVIVA ; HAMER) et en Grèce (GEORGIADIS).

2. Accusation en matière pénale

a) Procédures disciplinaires militaires aux Pays-Bas (ENGEL ET AUTRES) et pénitentiaires au Royaume-Uni (CAMPBELL ET FELL).

b) Procédures concernant une contravention administrative, y compris des infractions au code de la route, ou l'imposition d'une amende administrative en Allemagne (ÖZTÜRK ; LUTZ), en Suisse (BELILOS), en Autriche (SCHMAUTZER ; UMLAUFT ; GRADINGER ; PRAMSTALLER ; PALAORO ; PFARRMEIER) et en Grèce (GARYFALLOU AEBE).

Article 6 - *Cases concerning principally the right to a fair trial*

1. Disputes concerning civil rights and obligations

a) Disputes concerning the right of property, and the sale, expropriation or enjoyment of immovable property and land in Austria (RINGEISEN; SRAMEK; ETTL AND OTHERS; ERKNER AND HOFAUER; POISS; ORTENBERG), Sweden (SPORRONG AND LÖNNROTH; BODÉN; ALLAN JACOBSSON no. 1; HÅKANSSON AND STURESSON; MATS JACOBSSON; SKÄRBY; ZANDER), Spain (RUIZ-MATEOS), the Netherlands (OERLEMANS), the United Kingdom (LITHGOW AND OTHERS; JAMES AND OTHERS), Greece (THE HOLY MONASTERIES), Luxembourg (PROCOLA) and Germany (PAMMEL; PROBSTMEIER).

b) Disputes concerning status and capacity and family law in Ireland (AIREY; KEEGAN), the Netherlands (WINTERWERP), Denmark (RASMUSSEN) and the United Kingdom (O., W., B., R. and H. v. THE UNITED KINGDOM; McMICHAEL).

c) Disputes relating to termination of a contract of employment in Germany (BUCHHOLZ) and Austria (OBERMEIER); right to carry on or resume practice of a profession in Belgium (LE COMPTE, VAN LEUVEN AND DE MEYERE; ALBERT AND LE COMPTE; DE MOOR), Germany (KÖNIG) and Switzerland (KRASKA); and exercise and cessation of an economic activity in the Netherlands (BENTHEM) and Sweden (PUDAS; TRE TRAKTÖRER AB).

d) Litigation concerning social security benefits for sickness, pensions, supplementary benefits and industrial accidents in Germany (DEUMELAND; SÜßMANN), the Netherlands (FELDBRUGGE; SCHOUTEN AND MELDRUM), Italy (FRANCESCO LOMBARDO; GIANCARLO LOMBARDO; MASSA), Switzerland (SCHULER-ZGRAGGEN), Finland (KEROJÄRVI), Austria (PAUGER) and Greece (STAMOULAKATOS no. 2) and disputes concerning the awarding of welfare assistance benefits in Italy (SALESI).

e) Actions for damages against the State for illegal action by its agents or malfunctioning of its services in Portugal (BARAONA; NEVES E SILVA), France (H. v. FRANCE; EDITIONS PERISCOPE; X v. FRANCE; TOMASI), Greece (STRAN GREEK REFINERIES AND STRATIS ANDREADIS) and the United Kingdom (POWELL AND RAYNER).

f) Disputes concerning status of civil servants, including their pecuniary rights, in France (NEIGEL; HUBER) and Italy (SPURIO; GALLO; ZILAGHE; LAGHI; VIERO; ORLANDINI; RYLLO; DE SANTA; LAPALORCIA; ABENAVOLI; NICODEMO; SOLDANI; FUSCO; DI LUCA AND SALUZZI; PIZZI; SCARFÒ; ARGENTO; TROMBETTA) and career of a serviceman in France (MAILLARD).

g) Actions for compensation brought in connection with criminal proceedings in Portugal (SILVA PONTES), France (ACQUAVIVA; HAMER) and Greece (GEORGIADIS).

2. Criminal charge

a) Military disciplinary proceedings in the Netherlands (ENGEL AND OTHERS), prison disciplinary proceedings in England (CAMPBELL AND FELL).

b) Proceedings concerning administrative offences, including road traffic offences, or imposition of an administrative fine in Germany (OZTÜRK; LUTZ), Switzerland (BELILOS), Austria (SCHMAUTZER; UMLAUFT; GRADINGER; PRAMSTALLER; PALAORO; PFARRMEIER) and Greece (GARYFALLOU AEBE).

c) Procédures concernant des infractions douanières au Royaume-Uni (AGOSI ; AIR CANADA) et en France (SALABIAKU ; FUNKE), et des infractions fiscales en France (BENDENOUN ; HENTRICH), au Royaume-Uni (BENHAM) et en Suisse (A.P., M.P. ET T.P. c. SUISSE ; E.L., R.L. ET J.O.-L. c. SUISSE).

d) Procédures concernant le paiement des frais de justice relatifs à une procédure pénale en Autriche (ADOLF) et en Suisse (MINELLI), et sanctions imposées pour préserver la bonne marche d'une procédure judiciaire en Suisse (WEBER), en Suède (RAVNSBORG) et en Autriche (PUTZ).

e) Poursuites devant la Chambre des représentants de Malte pour atteinte aux privilèges d'un parlementaire (DEMICOLI).

3. Droit d'accès à un tribunal

a) Aux Pays-Bas, absence d'une voie de recours judiciaire contre le rejet d'une demande d'autorisation d'exploiter une installation de livraison de gaz liquéfié (BENTHEM), contre un refus d'inscription sur la liste des comptables agréés (VAN MARLE ET AUTRES) ou contre un arrêté classant une zone comme site naturel et soumettant ainsi à autorisation certaines utilisations des terres en cause (OERLEMANS).

b) En Suède, absence de recours contre le retrait de l'autorisation d'exploiter un taxi (PUDAS), contre la délivrance ou la durée d'un permis d'exproprier (SPORRONG ET LÖNNROTH ; BODÉN), contre la révocation d'une licence de débit de boissons alcoolisées (TRE TRAKTÖRER AB), contre une interdiction de construire (ALLAN JACOBSSON n° 1), contre le refus d'un permis de conserver une terre agricole acquise lors d'une vente forcée aux enchères (HÅKANSSON ET STURESSON), contre l'amendement d'un plan d'urbanisme (MATS JACOBSSON), contre le retrait d'un permis d'exploiter une gravière (FREDIN n° 1), contre le refus d'accorder un permis de construire (SKÄRBY), contre la délivrance d'un permis de stockage de déchets (ZANDER), contre la communication d'un dossier médical personnel (ANNE-MARIE ANDERSSON ; M.S. c. SUÈDE), ou contre le refus de la Commission d'indemnisation des victimes d'infractions d'accorder une indemnité (ROLF GUSTAFSSON).

c) En Espagne, délai pour la présentation d'un recours dans une contestation portant sur le paiement d'une lettre de change (EDIFICACIONES MARCH GALLEGOS S.A.) et limitations à l'accès aux tribunaux en raison de l'application des règles de procédure (PÉREZ DE RADA CAVANILLES).

d) En Turquie, absence d'accès effectif aux tribunaux en vue d'obtenir réparation pour des homicides illégaux (KAYA), des tortures prétendument subies pendant une garde à vue (AKSOY ; AYDIN) ou la destruction alléguée d'un village par les forces de sécurité (AKDIVAR ET AUTRES ; MENTEŞ ET AUTRES).

e) En Grèce, absence d'accès à un tribunal pour contester l'attribution de biens à l'Etat (LES SAINTS MONASTÈRES) et le remplacement par le ministre de l'Economie du conseil d'une société en difficulté (KEFALAS ET AUTRES), ainsi que pour obtenir le recouvrement d'honoraires d'ingénieur ou d'expert-conseil (PHILIS n° 1 ; BEİS), et impossibilité pour l'Eglise catholique d'ester en justice faute de reconnaissance de sa personnalité juridique (EGLISE CATHOLIQUE DE LA CANÉE).

f) En Suisse, absence d'accès à un tribunal pour contester la prorogation d'un permis d'exploiter une centrale nucléaire (BALMER-SCHAFROTH ET AUTRES) et absence d'un recours de pleine juridiction contre une amende administrative infligée par une autorité municipale dans le canton de Vaud (BELILOS).

c) Proceedings concerning customs offences in the United Kingdom (AGOSI; AIR CANADA) and France (SALABIAKU; FUNKE), and tax offences in France (BENDENOUN; HENTRICH), the United Kingdom (BENHAM) and Switzerland (A.P., M.P. AND T.P. v. SWITZERLAND; E.L., R.L. AND J.O.-L. v. SWITZERLAND).

d) Proceedings concerning payment of costs of criminal proceedings in Austria (ADOLF) and Switzerland (MINELLI) and penalties imposed to preserve good order of judicial proceedings in Switzerland (WEBER), Sweden (RAVNSBORG) and Austria (PUTZ).

e) Prosecution before the Maltese House of Representatives for breach of parliamentary privilege (DEMICOLI).

3. Right of access to a court

a) In the Netherlands, lack of judicial remedy against the refusal of a licence for an installation for delivery of liquid petroleum gas (BENTHEM), against the refusal of requests for registration as certified accountants (VAN MARLE AND OTHERS) or against an order whereby an area was scheduled as a protected natural site and certain uses of the land were thus made subject to prior authorisation (OERLEMANS).

b) In Sweden, lack of judicial remedy against the withdrawal of a licence to operate a taxi service (PUDAS), as well as against the issue or the duration of an expropriation permit (SPORRONG AND LÖNNROTH; BODÉN), against the revocation of a licence to serve alcoholic beverages (TRE TRAKTÖRER AB), against a prohibition on building (ALLAN JACOBSSON no. 1), against the refusal to grant a permit to retain agricultural land purchased at a public auction (HÅKANSSON AND STURESSON), against the alteration of a planning scheme (MATS JACOBSSON), against the withdrawal of a permit to work a gravel pit (FREDIN no. 1), against the refusal to grant building permission (SKÄRBY), against the issue of a refuse-dumping permit (ZANDER), against the disclosure of personal medical records (ANNE-MARIE ANDERSSON; M.S. v. SWEDEN) or against the Criminal Compensation Board's refusal to award compensation (ROLF GUSTAFSON).

c) In Spain, time-limit for an appeal in litigation concerning payment of a bill of exchange (EDIFICACIONES MARCH GALLEGOS S.A.) and limitations on access to courts on account of application of procedural rules (PÉREZ DE RADA CAVANILLES).

d) In Turkey, lack of effective access to the courts in respect of claims arising out of unlawful killing (KAYA), alleged torture while in police custody (AKSOY; AYDIN) or the alleged destruction of a village by security forces (AKDIVAR AND OTHERS; MENTEŞ AND OTHERS).

e) In Greece, lack of access to the courts to challenge transfer of property to the State (THE HOLY MONASTERIES), the replacement by the Minister for the Economy of the board of a firm in difficulty (KEFALAS AND OTHERS) and to recover an engineer's or an expert witness's fees (PHILIS no. 1; BEIS), and impossibility for the Catholic Church to take legal proceedings as a result of refusal to acknowledge that it had legal personality (CANEA CATHOLIC CHURCH).

f) In Switzerland, lack of access to the courts to challenge the extension of a licence to operate a nuclear power plant (BALMER-SCHRAFROTH AND OTHERS) and lack of right of appeal on the law and the facts against an administrative fine in the Canton of Vaud (BELILOS).

g) Au Royaume-Uni, obstacle à l'accès de détenus aux juridictions anglaises (GOLDER ; SILVER ET AUTRES ; CAMPBELL ET FELL ; ASHINGDANE), absence d'accès à un tribunal pour contester un rapport indépendant publié par le gouvernement et portant sur la reprise d'une société publique (FAYED), et pour attaquer la saisie d'un avion (AIR CANADA) et le refus d'attribution d'un contrat public (TINNELLY ET Mc ELDUFF), incidence de l'exigence d'une garantie élevée pour les frais d'appel sur l'accès aux tribunaux (TOLSTOY MILOSLAVSKY), limites au contrôle juridictionnel de la *High Court* en matière d'urbanisme (BRYAN), prescription d'actions en réparation de troubles psychologiques résultant de violences sexuelles subies dans leur enfance par des jeunes femmes (STUBBINGS ET AUTRES), et ingérence dans le droit d'accès aux juridictions civiles suite à l'adoption d'une législation fiscale rétroactive (NATIONAL AND PROVINCIAL BUILDING SOCIETY ET AUTRES).

h) En France, absence de recours pour contester un arrêté ministériel touchant des droits patrimoniaux (DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE), contre une amende administrative infligée par une autorité ministérielle (SOCIÉTÉ STENUIT), contre le retrait automatique de points du permis de conduire en cas de commission de certaines infractions au code de la route (MALIGE) et pour obtenir une indemnisation complémentaire du préjudice subi par un hémophile infecté par le virus du SIDA à la suite de transfusions sanguines (BELLET ; F.E. c. FRANCE) et absence d'accès à un tribunal en raison du refus de l'aide judiciaire (AÏT-MOUHOUB).

i) En Autriche, étendue de la compétence des Cours administrative et constitutionnelle (ZUMTOBEL ; ORTENBERG ; FISCHER ; SCHMAUTZER ; UMLAUFT ; GRADINGER ; PRAMSTALLER ; PALAORO ; PFARRMEIER ; MAUER nos 1 et 2) et absence d'accès aux juridictions compétentes pour statuer sur la légalité d'une suspension et d'un licenciement (OBERMEIER).

j) En Irlande, incidence des frais de procédure sur l'accès aux tribunaux (AIREY) et absence de *locus standi* du père naturel et du droit d'être consulté ou entendu dans une procédure d'adoption (KEEGAN).

k) En Belgique, paiement d'une amende de composition afin d'éviter la fermeture d'une boucherie pour infraction à la réglementation sur les prix (DEWEER).

l) Au Danemark, limitation à l'accès à un tribunal en matière de contestation de paternité (RASMUSSEN).

m) En Roumanie, impossibilité d'introduire une action en revendication de biens (VASILESCU).

n) En Slovaquie, absence de recours pour attaquer une amende administrative (LAUKO ; KADUBEC).

o) En Allemagne, absence d'accès à un tribunal du travail dans un litige opposant des salariés à une organisation internationale qui bénéficie d'une immunité de juridiction (WAITE ET KENNEDY ; BEER ET REGAN).

4. Indépendance et impartialité des tribunaux

a) Indépendance et impartialité de juridictions pénales en Belgique (PIERSACK ; DE CUBBER ; BEN YAACOU), au Danemark (HAUSCHILDT), en Islande (JÓN KRISTINSSON), en Autriche (OBERSCHLICK n° 1 ; PFEIFER ET PLANKL ; FEY ; PUTZ), en Andorre (DROZD ET JANOUSEK - affaire contre la France et l'Espagne), en Italie (PADOVANI), en France (SAINTEMARIE), en Suède (HOLM), au Portugal (SARAIVA DE CARVALHO), aux Pays-Bas (MASSON ET VAN ZON ; DE HAAN) et en Suisse (THOMANN), d'un juge des enfants aux Pays-Bas (NORTIER) et de la Chambre des représentants maltaise dans une action pour atteinte aux privilèges parlementaires (DEMICOLI).

g) In the United Kingdom, bars on detainees' access to the English courts (GOLDER; SILVER AND OTHERS; CAMPBELL AND FELL; ASHINGDANE), lack of access to the courts to challenge an independent report published by the Government on the takeover of a public company (FAYED), the seizure of an aircraft (AIR CANADA) and the refusal to award a public works contract (TINELLY AND McELDUFF); effect of high security for costs of appeal on access to courts (TOLSTOY MILOSLAVSKY), scope of review of the High Court in town-planning cases (BRYAN), time-limitation of claims for compensation for psychological injury caused to young women by sexual abuse in their childhood (STUBBINGS AND OTHERS), and interference with the right of access to British courts after an Act of Parliament had given retrospective validity to Treasury orders challenged before them (THE NATIONAL AND PROVINCIAL BUILDING SOCIETY AND OTHERS).

h) In France, access to the courts to challenge a Ministerial Decree affecting property rights (DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE), a Ministerial fine (SOCIÉTÉ STENUIT) and automatic deduction of points from a driving licence for road traffic offences (MALIGE), and to obtain additional compensation for damage sustained by a haemophiliac infected with HIV following blood transfusions (BELLET; F.E. v. FRANCE) and lack of access to a court as a result of a refusal to grant legal aid (AÏT-MOUHOUB).

i) In Austria, scope of review of Administrative Court and Constitutional Court (ZUMTOBEL; ORTENBERG; FISCHER; SCHMAUTZER; UMLAUFT; GRADINGER; PRAMSTALLER; PALAORO; PFARRMEIER; MAUER nos. 1 and 2) and lack of access to courts to determine lawfulness of a suspension and termination of employment (OBERMEIER).

j) In Ireland, the effect of legal costs on access to courts (AIREY) and natural father's lack of standing and of right to be consulted or heard in an adoption procedure (KEEGAN).

k) In Belgium, payment of a fine by way of settlement to avoid closure of a butcher's shop ordered for infringement of price regulations (DEWEER).

l) In Denmark, limitation on access to the courts to contest paternity (RASMUSSEN).

m) In Romania, impossibility of taking proceedings to recover property (VASILESCU).

n) In Slovakia, lack of a remedy against an administrative fine (LAUKO; KADUBEC).

o) In Germany, lack of access to an industrial tribunal in litigation between an international organisation having immunity from jurisdiction and its employees (WAITE AND KENNEDY; BEER AND REGAN).

4. Independence and impartiality of the courts

a) Independence and impartiality of criminal courts in Belgium (PIERSACK; DE CUBBER; BEN YAACOUB), Denmark (HAUSCHILDT), Iceland (JÓN KRISTINSSON), Austria (OBERSCHLICK no. 1; PFEIFER AND PLANKL; FEY; PUTZ), Andorra (DROZD AND JANOUSEK - case against France and Spain), Italy (PADOVANI), France (SAINTE-MARIE), Sweden (HOLM), Portugal (SARAIVA DE CARVALHO), the Netherlands (MASSON AND VAN ZON; DE HAAN) and Switzerland (THOMANN), of a juvenile court in the Netherlands (NORTIER) and of the House of Representatives in breach-of-privilege proceedings in Malta (DEMICOLI).

b) Indépendance et impartialité de juridictions administratives autrichiennes (RINGEISEN ; SRAMEK ; ETTL ET AUTRES ; STALLINGER ET KUSO) et suédoises (LANGBORGER ; ROLF GUSTAFSSON).

c) Indépendance et impartialité d'une cour martiale au Royaume-Uni (COYNE ; FINDLAY ; CABLE ET AUTRES) et en Espagne (CASTILLO ALGAR) et de cours de sûreté de l'Etat en Turquie (INCAL ; ÇIRAKLAR ; KARATAŞ ; OKÇUOĞLU ; GERGER ; SÜREK n° 1 ; BAŞKAYA ET OKÇUOĞLU ; SÜREK ET ÖZDEMİR ; SÜREK nos 2, 3 et 4).

d) Impartialité d'un juré de cour d'assises en France (REMLI) et de jurés au Royaume-Uni (PULLAR ; GREGORY).

e) Indépendance du conseil d'appel en matière économique aux Pays-Bas où une disposition légale habilitait la Couronne à limiter les effets des décisions de celui-ci (VAN DE HURK), de la division "recours" de l'office des brevets du même Etat (BRITISH-AMERICAN TOBACCO COMPANY LTD), et impartialité du comité du contentieux du Conseil d'Etat du Luxembourg (PROCOLA).

f) Impartialité de membres du conseil d'un ordre des avocats et d'un conseil d'appel de l'ordre des médecins en Belgique (DE MOOR ; DEBLED) et du conseil national de l'ordre des médecins en France (DIENNET ; GAUTRIN ET AUTRES).

5. Droit à un procès équitable

a) Equité d'une procédure en matière civile devant les Cours administrative et constitutionnelle en Autriche (ORTENBERG), aux Pays-Bas devant des juridictions administratives (VAN DE HURK ; SCHOUTEN ET MELDRUM) et civiles (TERRA WONINGEN B.V.), s'estimant liées par une décision du gouvernement provincial, en Espagne devant les juridictions civiles (RUIZ TORIJA ; HIRO BALANI ; GARCÍA RUIZ) et devant le Tribunal suprême (BRUALLA GÓMEZ DE LA TORRE), en France devant le Conseil d'Etat, s'estimant lié par l'interprétation d'un traité donnée par le ministre des Affaires étrangères (BEAUMARTIN), devant la Cour de cassation (LEVAGES PRESTATIONS SERVICES) et devant la cour d'appel de Papeete (HIGGINS ET AUTRES) et en Finlande devant la Cour suprême administrative (HELLE).

b) Egalité des armes et caractère contradictoire de la procédure en matière civile, aux Pays-Bas devant la commission de recours en matière de sécurité sociale (FELDBRUGGE), devant les juridictions administratives (VAN DE HURK ; J. J. c. PAYS-BAS) et dans une instance civile (DOMBO BEHEER B.V.), en France devant les juridictions administratives (MANTOVANELLI) et devant les tribunaux de prud'hommes (ZIELINSKI ET PRADAL), en Grèce devant la Cour de cassation, le Parlement ayant adopté une mesure législative favorisant une des parties (RAFFINERIES GRECQUES STRAN ET STRATIS ANDREADIS ; PAPAGEORGIU), au Portugal devant la Cour suprême (LOBO MACHADO), en Belgique devant la Cour de cassation (VERMEULEN) et en Suisse devant un tribunal de première instance (ANKERL) et devant le Tribunal fédéral (NIDERÖST-HUBER).

c) Accès au dossier dans une procédure en matière de sécurité sociale en Suisse (SCHULER-ZGRAGGEN), non-communication de documents dans une procédure en indemnisation pour blessures de guerre devant la Cour suprême de Finlande (KEROJÄRVI) et au Royaume-Uni dans une procédure relative au placement d'enfants en Ecosse (McMICHAEL) et dans une procédure devant la commission de recours en matière de pensions (McGINLEY ET EGAN).

d) Equité d'une procédure en matière de droit public et constitutionnel devant le Tribunal fédéral suisse (KRASKA), devant le Tribunal constitutionnel espagnol (RUIZ-MATEOS) et devant le Conseil constitutionnel français (PIERRE-BLOCH).

b) Independence and impartiality of administrative tribunals in Austria (RINGEISEN; SRAMEK; Ettl AND OTHERS; STALLINGER AND KUSO) and Sweden (LANGBORGER; ROLF GUSTAFSON).

c) Independence and impartiality of a court martial in the United Kingdom (COYNE; FINDLAY; CABLE AND OTHERS) and Spain (CASTILLO ALGAR), and National Security Courts in Turkey (INCAL; ÇIRAKLAR; KARATAŞ; OKÇUOĞLU; GERGER; SÜREK no. 1; BAŞKAYA AND OKÇUOĞLU; SÜREK AND ÖZDEMİR; SÜREK nos. 2, 3 and 4).

d) Impartiality of an Assize Court juror in France (REMLI) and of jurors in the United Kingdom (PULLAR; GREGORY).

e) Independence of Industrial Appeals Tribunal in the Netherlands, where a statutory provision empowered the Crown to limit the effects of the tribunal's decisions (VAN DE HURK), of the Appeals Division of the Patent Office in the same State (BRITISH AMERICAN TOBACCO COMPANY LTD); impartiality of Judicial Committee of *Conseil d'Etat* in Luxembourg (PROCOLA).

f) Impartiality of members of Bar Council and of Appeals Board of Medical Association in Belgium (DE MOOR; DEBLED) and of National Council of Medical Association in France (DIENNET; GAUTRIN AND OTHERS).

5. Right to a fair trial

a) Fairness of proceedings before Administrative Court and Constitutional Court in Austria (ORTENBERG), in the Netherlands before administrative courts (VAN DE HURK; SCHOUTEN AND MELDRUM) and before civil courts, in so far as they considered themselves bound by the assessment of the provincial authorities (TERRA WONINGEN B.V.), in Spain before civil courts (RUIZ TORIJA; HIRO BALANI; GARCÍA RUIZ) and before the Supreme Court (BRUALLA GÓMEZ DE LA TORRE), in France before the *Conseil d'Etat*, in so far as it considered itself bound by the interpretation of a treaty by the Ministry of Foreign Affairs (BEAUMARTIN), before the Court of Cassation (LEVAGES PRESTATIONS SERVICES) and before the Papeete Court of Appeal (HIGGINS AND OTHERS) and in Finland before the Supreme Administrative Court (HELLE).

b) Equality of arms and adversarial trial in civil proceedings, in the Netherlands before the Social Security Appeals Board (FELDBRUGGE), in the administrative courts (VAN DE HURK; J.J.v. THE NETHERLANDS) and in a civil case (DOMBO BEHEER B.V.), in France before the administrative courts (MANTOVANELLI) and an industrial tribunal (ZIELINSKI AND PRADAL), in the Greek Court of Cassation after Parliament had adopted legislative action favouring one party (STRAN GREEK REFINERIES AND STRATIS ANDREADIS; PAPAGEORGIOU), in the Supreme Court of Portugal (LOBO MACHADO), in the Belgian Court of Cassation (VERMEULEN), and in Switzerland in a court of first instance (ANKERL) and the Federal Court (NIDERÖST-HUBER).

c) Access to the case file in social security proceedings in Switzerland (SCHULER-ZGRAGGEN); non-communication of documents in war injury compensation proceedings before the Supreme Court of Finland (KEROJÄRVI) and in the United Kingdom in child care proceedings in Scotland (McMICHAEL) and in proceedings before the Pensions Appeal Tribunal (McGINLEY AND EGAN).

d) Fairness of proceedings concerning public and constitutional law before the Swiss Federal Court (KRASKA), before the Spanish Constitutional Court (RUIZ-MATEOS) and before the French Constitutional Council (PIERRE-BLOCH).

e) Procès pénaux jugés inéquitables par les prévenus en Autriche (KAMASINSKI ; BRANDSTETTER ; KREMZOW), en Espagne (BARBERÀ, MESSEGUÉ ET JABARDO ; TEJEDOR GARCÍA), en Suisse (SCHENK), en Allemagne (COLAK ; HENNINGS), en Belgique (BRICMONT), aux Pays-Bas (K.D.B. c. PAYS-BAS), en Norvège (BOTTEN), en France (PHAM HOANG ; FUNKE ; MELIN ; VACHER ; FOUQUET ; BERNARD), au Royaume-Uni (EDWARDS ; STANFORD ; JOHN MURRAY ; SAUNDERS), au Portugal (TEIXEIRA DE CASTRO) et en Grèce (TWALIB).

f) Egalité des armes et caractère contradictoire d'une procédure pénale ou disciplinaire en Autriche (BÖNISCH ; UNTERPERTINGER ; KAMASINSKI ; ASCH ; BRANDSTETTER ; ARTNER ; BULUT), en Belgique (DELCOURT ; BORGERS ; VAN ORSHOVEN), en France (DELTA ; CARDOT ; SAÏDI ; FOUCHER ; REINHARDT ET SLIMANE-KAÏD), en Italie (ISGRÓ) et en Turquie (INCAL).

g) Accès d'un contribuable au dossier des services fiscaux produit dans une instance judiciaire ayant abouti à des majorations et compléments d'impôt (BENDENOUN) et refus de communiquer à l'accusé des pièces dans le cadre d'une procédure pour infractions fiscales en France (MIAILHE n° 2).

6. Droit à un procès public

a) Procédures civiles suivies sans audience en Allemagne (AXEN), en Suède (HELMERS) et en Suisse (SCHULER- ZGRAGGEN ; A.P., M.P. ET T.P. c. SUISSE) et absence de prononcé public de la décision finale en Allemagne (AXEN) et en Italie (PRETTO ET AUTRES).

b) Absence d'audience devant les juridictions pénales en Suède (EKBATANI ; JAN-ÅKE ANDERSSON ; FEJDE) et en Suisse (WEBER), ainsi que devant un tribunal militaire en Suisse (SUTTER) et devant le comité des visiteurs de prisons au Royaume-Uni (CAMPBELL ET FELL), et absence de prononcé public de la décision finale en Suisse (SUTTER) et au Royaume-Uni (CAMPBELL ET FELL).

c) Absence d'audience, en France dans une procédure commerciale sur le fond en appel (PARDO), en Belgique devant la Cour des comptes (MUYLDERMANS), en Autriche devant les Cours administrative et constitutionnelle (ZUMTOBEL ; FISCHER ; PAUGER), en Suède devant la Cour suprême administrative statuant en premier et dernier ressort (RAVNSBORG ; FREDIN n° 2 ; ALLAN JACOBSSON n° 2) et en Finlande devant la Cour suprême administrative (HELLE).

d) Absence d'audience dans une procédure disciplinaire devant le conseil d'un ordre des avocats (H. c. BELGIQUE ; DE MOOR) et de l'ordre des médecins en Belgique (LE COMPTE, VAN LEUVEN ET DE MEYERE ; ALBERT ET LE COMPTE) et devant le conseil national de l'ordre des médecins en France (DIENNET ; GAUTRIN ET AUTRES).

e) Absence d'audience publique en Grèce dans une instance relative à l'octroi d'une indemnité en réparation d'une détention provisoire (TSIRLIS ET KOULOUMPAS ; GEORGIADIS) et en Autriche devant une cour d'appel (SZÜCS ; WERNER) et, dans une procédure de remembrement foncier, devant des commissions régionales (STALLINGER ET KUSO).

7. Droit à un procès dans un délai raisonnable

a) Durée de la procédure devant des juridictions pénales en Allemagne (WEMHOFF ; ECKLE), en Autriche (NEUMEISTER ; RINGEISEN ; LECHNER ET HESS ; B. c. AUTRICHE ; MLYNEK), en Italie (FOTI ET AUTRES ; CORIGLIANO ; VALLON ; BAGGETTA ; MILASI ; ADILETTA ET AUTRES ; ALIMENA ; ANGELUCCI ; COLACIOPPO ; FERRARO ; FICARA ; FRAU ; GIROLAMI ; MAJ ; MANZONI ; MORI ; MOTTA ; PUGLIESE n° 1 ; TRIGGIANI ; VIEZZER ; MESSINA ; VENDITTELLI ; FERRANTELLI ET SANTANGELO), en France (CLERC ; KEMMACHE n° 2 ; DOBBERTIN ; REINHARDT ET SLIMANE-KAÏD ; I.A. c. FRANCE ; PELISSIER ET SASSI),

e) Criminal proceedings said by the accused to be unfair, in Austria (KAMASINSKI; BRANDSTETTER; KREMZOW), Spain (BARBERÀ, MESSEGUÉ AND JABARDO; TEJEDOR GARCÍA), Switzerland (SCHENK), Germany (COLAK; HENNINGS), Belgium (BRICMONT), the Netherlands (K.D.B. v. THE NETHERLANDS), Norway (BOTTEN), France (PHAM HOANG; FUNKE; MELIN; VACHER; FOUQUET; BERNARD), the United Kingdom (EDWARDS; STANFORD; JOHN MURRAY; SAUNDERS), Portugal (TEIXEIRA DE CASTRO) and Greece (TWALIB).

f) Equality of arms and non-adversarial nature of criminal or disciplinary proceedings in Austria (BÖNISCH; UNTERPERTINGER; KAMASINSKI; ASCH; BRANDSTETTER; ARTNER; BULUT), Belgium (DELCOURT; BORGERS; VAN ORSHOVEN), France (DELTA; CARDOT; SAÏDI; FOUCHER; REINHARDT AND SLIMANE-KAÏD), Italy (ISGRÓ) and Turkey (INCAL).

g) Taxpayer's access to tax authorities' file used in court proceedings leading to tax surcharges and supplementary tax assessments (BENDENOUN) and refusal to communicate documents to the accused in proceedings for tax offences in France (MIAILHE no. 2).

6. Right to a public hearing

a) Civil judicial proceedings conducted without a hearing in Germany (AXEN), Sweden (HELMERS) and Switzerland (SCHULER-ZGRAGGEN; A.P., M.P. AND T.P. v. SWITZERLAND) and without public delivery of the final decision in Germany (AXEN) and Italy (PRETTO AND OTHERS).

b) Lack of a hearing in the criminal courts in Sweden (EKBATANI; JAN-ÅKE ANDERSSON; FEJDE) and Switzerland (WEBER), before a military court in Switzerland (SUTTER) and before the Board of Prison Visitors in the United Kingdom (CAMPBELL AND FELL), and lack of public pronouncement of the final decision in Switzerland (SUTTER) and the United Kingdom (CAMPBELL AND FELL).

c) Lack of a hearing on the merits of an appeal in commercial proceedings in France (PARDO), before the Audit Court in Belgium (MUYLDERMANS), before the Administrative Court and the Constitutional Court in Austria (ZUMTOBEL; FISCHER; PAUGER), before the Supreme Administrative Court, acting as first and only instance, in Sweden (RAVNSBORG; FREDIN no. 2, ALLAN JACOBSSON no. 2) and before the Supreme Administrative Court in Finland (HELLE).

d) Lack of a hearing in proceedings before the Belgian Bar Council (H. v. BELGIUM; DE MOOR) and the Belgian Medical Association in disciplinary matters (LE COMPTE, VAN LEUVEN AND DE MEYERE; ALBERT AND LE COMPTE), and before the French National Council of Medical Association (DIENNET; GAUTRIN AND OTHERS).

e) Lack of a public hearing in proceedings concerning the granting of compensation for detention on remand in Greece (TSIRLIS AND KOULOUMPAS; GEORGIADIS) and in Austria, before the Court of Appeal (SZÜCS; WERNER) and in land consolidation proceedings before Regional Boards (STALLINGER AND KUSO).

7. Right to a hearing within a reasonable time

a) Length of proceedings before criminal courts in Germany (WEMHOFF; ECKLE), Austria (NEUMEISTER; RINGEISEN; LECHNER AND HESS; B. v. AUSTRIA; MLYNEK), Italy (FOTI AND OTHERS; CORIGLIANO; VALLON; BAGGETTA; MILASI; ADILETTA AND OTHERS; ALIMENA; ANGELUCCI; COLACIOPPO; FERRARO; FICARA; FRAU; GIROLAMI; MAJ; MANZONI; MORI; MOTTA; PUGLIESE no. 1; TRIGGIANI; VIEZZER; MESSINA; VENDITTELLI; FERRANTELLI AND SANTANGELO), France (CLERC; KEMMACHE no. 2; DOBBERTIN; REINHARDT AND SLIMANE-KAÏD; I.A. v. FRANCE; PELISSIER AND SASSI),

en Belgique (BODDAERT), aux Pays-Bas (ABDOELLA ; BUNKATE ; HOZEE), en Suisse (SCHERER), en Turquie (MANSUR ; YAĞCI ET SARGIN ; MITAP ET MÜFTÜOĞLÜ) et en Grèce (PHILIS n° 2 ; PORTINGTON) ou militaires en Turquie (ZANA).

b) Durée de la procédure devant des juridictions civiles en Italie (PRETTO ET AUTRES ; CAPUANO ; BRIGANDI ; MOTTA ; SANTILLI ; ZANGHÌ ; PUGLIESE n° 2 ; CALEFFI ; VOCATURO ; DIANA ; RIDI ; MANIERI ; MASTRANTONIO ; IDROCALCE S.R.L ; OWNERS' SERVICES LTD ; CARDARELLI ; GOLINO ; TAIUTI ; MACIARIELLO ; MANIFATTURA FL ; STEFFANO ; RUOTOLO ; GILBERTI ; VORRASI ; CAPPELLO ; NONNIS ; G. c. ITALIE ; CAFFÉ ROVERSI S.P.A. ; TROTTO ; NIBBIO ; BORGESE ; BIONDI ; MACALUSO ; MONACO ; ANDREUCCI ; CATTIVERA ; SERI ; GANA ; MANUNZA ; BARBAGALLO ; CIFOLA ; PANDOLFELLI ET PALUMBO ; ARENA ; PIERAZZINI ; TUSA ; GORI ; COOPERATIVA PARCO CUMA ; SERRENTINO ; CASADIO ; TESTA ; LESTINI ; COVITTI ; ZONETTI ; SIMONETTI ; CORMIO ; LORENZI, BERNARDINI ET GRITTI ; DAL SASSO ; TUMMINELLI ; CESARINI ; SALERNO ; PIZZETTI ; DE MICHELI ; F.M. c. ITALIE ; SALESI ; TREVISAN ; BILLI ; SCUDERI ; M.R. c. ITALIE ; SCOPELLITI ; ISTITUTO DI VIGILANZA - CITTA DI TORINO S.R.L. ; FIGUS MILONE ; GOISIS ; RAIMONDO ; KATTE KLITSCH DE LA GRANGE ; CIRICOSTA ET VIOLA ; CETERONI ; DI PEDE ; ZAPPIA ; LAINO ; A.P. c. ITALIE ; DI MAURO ; A.L.M. c. ITALIE ; FERRARI), au Portugal (GUINCHO ; MARTINS MOREIRA ; SILVA PONTES), en Autriche (LECHNER ET HESS), en Espagne (UNIÓN ALIMENTARIA SANDERS S.A. ; RUIZ-MATEOS), au Royaume-Uni (H. c. ROYAUME-UNI ; ROBINS), en Allemagne (BOCK), en France (VERNILLO ; MONNET ; ALLENET DE RIBEMONT ; DUCLOS), en Grèce (PHILIS n° 1 ; RAFFINERIES GRECQUES STRAN ET STRATIS ANDREADIS ; PAPAGEORGIOU ; PAFITIS ET AUTRES ; AVIS ENTREPRISES ; PAPACHELAS), au Danemark (A ET AUTRES c. DANEMARK), en Pologne (PROSZAK ; PODBIELSKI ; STYRANOWSKI) et à Chypre (MAVRONICHIS).

c) Durée de la procédure devant les juridictions sociales ou du travail en Allemagne (BUCHHOLZ ; DEUMELAND), au Portugal (OLIVIERA NEVES), en Autriche (OBERMEIER) et au Royaume-Uni (DARNELL).

d) Durée de la procédure devant les juridictions administratives en Allemagne (KÖNIG), en Suisse (ZIMMERMANN ET STEINER), au Portugal (BARAONA ; NÉVES E SILVA ; MATOS E SILVA, LDA. ET AUTRES ; CLUBE DE FUTEBOL UNIAO DE COIMBRA), en Autriche (ERKNER ET HOF AUER ; POISS ; WIESINGER), en France (H. c. FRANCE ; EDITIONS PÉRISCOPE ; X c. FRANCE ; BEAUMARTIN ; VALLÉE ; KARAKAYA ; DEMAÏ ; PHOCAS ; MARLHENS ; GUILLEMIN ; DOUSTALY ; CAZENAVE DE LA ROCHE ; LE CALVEZ ; PAILOT ; RICHARD ; COUEZ ; BENKESSIOUER ; HENRA ; LETERME), en Italie (FRANCESCO ET GIANCARLO LOMBARDO ; MUTI ; MASSA ; TERRANOVA ; AUSIELLO ; PACCIONE ; SCOLLO ; S.R. c. ITALIE ; FISANOTTI ; BOTTAZI), en Belgique (DE MOOR), aux Pays-Bas (SCHOUTEN ET MELDRUM), en Grèce (PASKHALIDIS ET AUTRES ; GARRYFALLOU A.E.B.E. ; STAMOULAKATOS n° 2 ; PAFITIS ET AUTRES) et en Suède (PAULSEN-MEDALEN).

e) Durée de la procédure devant la cour constitutionnelle en Allemagne (SÜSSMANN ; PAMMEL ; PROBSTMEIER) et en Espagne (RUIZ-MATEOS).

f) Durée d'une procédure pénale avec constitution de partie civile au Portugal (MOREIRA DE AZEVEDO), en France (TOMASI ; ACQUAVIVA ; HAMER) et en Italie (CASCIAROLI ; TORRI), et d'une procédure en réparation pour détention provisoire irrégulière devant les juridictions pénales en Pologne (HUMEN).

g) Retard dans l'exécution de décisions judiciaires au Portugal (SILVA PONTES ; ESTIMA JORGE), en Italie (DI PEDE ; ZAPPIA) et en Grèce (HORNSBY).

Belgium (BODDAERT), the Netherlands (ABDOELLA; BUNKATE; HOZEE), Switzerland (SCHERER), Turkey (MANSUR; YAĞCI AND SARGIN; MITAP AND MÜFTÜOĞLÜ) and Greece (PHILIS no. 2; PORTINGTON), or military courts in Turkey (ZANA)

b) Length of proceedings before civil courts in Italy (PRETTO AND OTHERS; CAPUANO; BRIGANDI; MOTTA; SANTILLI; ZANGHÌ; PUGLIESE no. 2; CALEFFI; VOCATURO; DIANA; RIDI; MANIERI; MASTRANTONIO; IDROCALCE S.R.L.; OWNERS' SERVICES LTD; CARDARELLI; GOLINO; TAIUTI; MACIARIELLO; MANIFATTURA FL; STEFFANO; RUOTOLO; GILBERTI; VORRASI; CAPPELLO; NONNIS; G. v. ITALY; CAFFÉ ROVERSI S.P.A.; TROTTO; NIBBIO; BORGESSE; BIONDI; MACALUSO; MONACO; ANDREUCCI; CATTIVERA; SERI; GANA; MANUNZA; BARBAGALLO; CIFOLA; PANDOLFELLI AND PALUMBO; ARENA; PIERAZZINI; TUSA; GORI; COOPERATIVA PARCO CUMA; SERRENTINO; CASADIO; TESTA; LESTINI; COVITTI; ZONETTI; SIMONETTI; CORMIO; LORENZI, BERNARDINI AND GRITTI; DAL SASSO; TUMMINELLI; CESARINI; SALERNO; PIZZETTI; DE MICHELI; F.M. v. ITALY; SALESI; TREVISAN; BILLI; SCUDERI; M.R. v. ITALY; SCOPELLITI; ISTITUTO DI VIGILANZA - CITTA DI TORINO S.R.L.; FIGUS MILONE; GOISIS; RAIMONDO; KATTE KLITSCHKE DE LA GRANGE; CIRICOSTA AND VIOLA; CETERONI; DI PEDE; ZAPPIA; LAINO; A.P. v. ITALY; DI MAURO; A.L.M. v. ITALY; FERRARI), Portugal (GUINCHO; MARTINS MOREIRA; SILVA PONTES), Austria (LECHNER AND HESS), Spain (UNIÓN ALIMENTARIA SANDERS S.A.; RUIZ-MATEOS), the United Kingdom (H. v. THE UNITED KINGDOM; ROBINS), Germany (BOCK), France (VERNILLO; MONNET; ALLENET DE RIBEMONT; DUCLOS), Greece (PHILIS no. 1; STRAN GREEK REFINERIES AND STRATIS ANDREADIS; PAPAGEORGIOU; PAFITIS AND OTHERS; AVIS ENTREPRISES; PAPACHELAS), Denmark (A AND OTHERS v. DENMARK), Poland (PROSZAK; PODBIELSKI; STYRANOWSKI) and Cyprus (MAVRONICHIS).

c) Length of proceedings before social or labour courts in Germany (BUCHHOLZ; DEUMELAND), Portugal (OLIVEIRA NEVES), Austria (OBERMEIER) and the United Kingdom (DARNELL).

d) Length of proceedings before administrative courts in Germany (KÖNIG), Switzerland (ZIMMERMANN AND STEINER), Portugal (BARAONA; NÉVES E SILVA; MATOS E SILVA, LDA. AND OTHERS; CLUBE DE FUTEBOL UNIAO DE COIMBRA), Austria (ERKNER AND HOF AUER; POISS; WIESINGER), France (H. v. FRANCE; EDITIONS PÉRISCOPE; X. v. FRANCE; BEAUMARTIN; VALLÉE; KARAKAYA; DEMAI; PHOCAS; MARLHENS; GUILLEMIN; DOUSTALY; CAZENAVE DE LA ROCHE; LE CALVEZ; PAILLOT; RICHARD; COUEZ; BENKESSIOUER; HENRA; LETERME), Italy (FRANCESCO AND GIANCARLO LOMBARDO; MUTI; MASSA; TERRANOVA; AUSIELLO; PACCIONE; SCOLLO; S.R. v. ITALY; FISANOTTI; BOTTAZI), Belgium (DE MOOR), the Netherlands (SCHOUTEN AND MELDRUM), Greece (PASKHALIDIS AND OTHERS; GARRYFALLOU A.E.B.E.; STAMOULAKATOS no. 2; PAFITIS AND OTHERS) and Sweden (PAULSEN-MEDALEN).

e) Length of proceedings before constitutional courts in Germany (SÜSSMAN; PAMMEL; PROBSTMEIER) and Spain (RUIZ-MATEOS).

f) Length of criminal proceedings joined by a civil party in Portugal (MOREIRA DE AZEVEDO), France (TOMASI; ACQUAVIVA; HAMER) and Italy (CASCIAROLI; TORRI) and of proceedings on a claim for compensation for unlawful detention on remand pursued in the Polish criminal courts (HUMEN).

g) Late execution of judicial decisions in Portugal (SILVA PONTES; ESTIMA JORGE), Italy (DI PEDE; ZAPPIA) and Greece (HORNSBY).

h) Durée d'une procédure administrative introduite par des fonctionnaires ou militaires en Italie (SPURIO ; DE SANTA ; GALLO ; LAPALORCIA ; ABENAVOLI ; ZILAGHE ; LACHI ; VIERO ; ORLANDINI ; RYLLO ; SOLDANI ; FUSCO ; DI LUCA ET SALUZZI ; NICODEMO ; PIZZI ; SCARFÒ ; ARGENTO ; TROMBETTA) et en France (NEIGEL ; HUBER ; MAILLARD).

8. Droit à la présomption d'innocence

a) Présomption d'innocence en Autriche (ADOLF ; BRANDSTETTER ; SEKANINA), en Suisse (MINELLI ; A.P., M.P. et T.P. c. SUISSE ; E.L., R.L. et J.O.-L. c. SUISSE), en Allemagne (ENGLERT ; LUTZ ; NÖLKENBOCKHOFF), en Espagne (BARBERÀ, MESSEGUÉ ET JABARDO), en France (SALABIAKU ; HENTRICH ; ALLENET DE RIBEMONT), à Malte (DEMICOLI) et aux Pays-Bas (LEUTSCHER).

b) Droit d'un accusé de garder le silence au Royaume-Uni (JOHN MURRAY) et de ne pas s'incriminer soi-même en France (MIAILHE n° 1 ; SERVES), en Autriche (K. c. AUTRICHE) et au Royaume-Uni (SAUNDERS).

9. Droits de la défense

a) Procès pénal conduit en l'absence des accusés en Italie (COLOZZA ; RUBINAT ; BROZICEK ; F.C.B. c. ITALIE ; T. c. ITALIE) et en Grèce (STAMOULAKATOS n° 1), refus de permettre à un avocat de représenter un accusé absent en France (POITRIMOL ; OMAR ; GUERIN), aux Pays-Bas (LALA ; PELLADOAH) et en Belgique (VAN GEYSEGHEM) et refus de permettre au requérant de participer à l'audience devant une cour d'appel en Pologne (BELZIUK) et en Turquie (ZANA).

b) Interrogatoire d'un suspect en l'absence de son avocat en Suisse (IMBRIOSCIA) et au Royaume-Uni (JOHN MURRAY).

c) Droit du prévenu d'être informé, dans le plus court délai, de la nature et de la cause des accusations portées contre lui et de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense en France (CHICHLIAN ET EKINDJIAN ; PELISSIER ET SASSI), au Royaume-Uni (CAMPBELL ET FELL), en Grèce (HADJIANASTASSIOU ; TWALIB), aux Pays-Bas (K.D.B. c. PAYS-BAS) et en Espagne (GEA CATALAN ; DE SALVADOR TORRES).

d) Droit à l'assistance effective d'un avocat d'office en Italie (ARTICO ; GODDI ; TRIPODI), en Allemagne (PAKELLI), en Autriche (CAN), au Royaume-Uni (GRANGER ; BONER ; MAXWELL), en Suisse (QUARANTA ; S. c. SUISSE), en Belgique (VIDAL), au Portugal (DAUD), en Grèce (TWALIB) et en France (PHAM HOANG) et imposition au condamné des frais et honoraires de trois avocats commis d'office en Allemagne (CROISSANT).

e) Condamnations reposant, dans une certaine mesure ou de manière décisive, sur les dépositions de témoins anonymes aux Pays-Bas (KOSTOVSKI ; BAEGEN ; DOORSON ; VAN MECHELEN ET AUTRES) et en Autriche (WINDISCH), et refus d'entendre des témoins proposés par la défense en Belgique (VIDAL).

f) Droit de l'accusé ou de la personne faisant l'objet d'une procédure administrative pour contravention, à l'assistance gratuite d'un interprète en Allemagne (LUEDICKE, BELKACEM ET KOÇ ; ÖZTÜRK), en Autriche (KAMASINSKI) et au Portugal (DAUD).

h) Length of administrative proceedings brought by civil servants or servicemen in Italy (SPURIO; DE SANTA; GALLO; LAPALORCIA; ABENAVOLI; ZILAGHE; LACHI; VIERO; ORLANDINI; RYLLO; SOLDANI; FUSCO; DI LUCA AND SALUZZI; NICODEMO; PIZZI; SCARFÒ; ARGENTO; TROMBETTA) and France (NEIGEL; HUBER; MAILLARD).

8. Right to the presumption of innocence

a) Presumption of innocence in Austria (ADOLF; BRANDSTETTER; SEKANINA), Switzerland (MINELLI; A.P., M.P. AND T.P. v. SWITZERLAND; E.L., R.L. AND J.O.-L. v. SWITZERLAND), Germany (ENGLERT; LUTZ; NÖLKENBOCKHOFF), Spain (BARBERÁ, MESSEGUÉ AND JABARDO), France (SALABIAKU; HENTRICH; ALLENET DE RIBEMONT), Malta (DEMICOLI) and the Netherlands (LEUTSCHER).

b) Accused's right of silence in the United Kingdom (JOHN MURRAY) and accused's right not to incriminate himself in France (MIAILHE no. 1; SERVES), Austria (K. v. AUSTRIA) and the United Kingdom (SAUNDERS).

9. Rights of the defence

a) Criminal trial conducted in the absence of the accused in Italy (COLOZZA; RUBINAT; BROZICEK; F.C.B. v. ITALY; T. v. ITALY) and Greece (STAMOULAKATOS no. 1), refusal to allow defendants not in court for their trial to be represented by counsel in France (POITRIMOL; OMAR; GUÉRIN), the Netherlands (LALA; PELLADOAH) and Belgium (VAN GEYSEGHEM) and refusal to allow applicants to participate in hearing before courts of appeal in Poland (BELZIUK) and Turkey (ZANA).

b) Interrogation of a suspect in the absence of his lawyer in Switzerland (IMBROSCIA) and the United Kingdom (JOHN MURRAY).

c) Right of an accused to be informed promptly of the nature and cause of the accusations against him and to have adequate time and facilities for the preparation of his defence in France (CHICHLIAN AND EKINDJIAN; PELISSIER AND SASSI), the United Kingdom (CAMPBELL AND FELL), Greece (HADJIANASTASSIOU; TWALIB), the Netherlands (K.D.B. v. THE NETHERLANDS) and Spain (GEA CATALAN; DE SALVADOR TORRES).

d) Right to an effective defence under the legal aid scheme in Italy (ARTICO; GODDI; TRIPODI), Germany (PAKELLI), Austria (CAN), the United Kingdom (GRANGER; BONER; MAXWELL), Switzerland (QUARANTA; S. v. SWITZERLAND), Belgium (VIDAL), Portugal (DAUD), Greece (TWALIB) and France (PHAM HOANG), and obligation for convicted defendant in Germany to pay fees of three lawyers appointed to defend him under the legal aid scheme (CROISSANT).

e) Convictions based, to a certain or decisive extent, on the evidence of anonymous witnesses in the Netherlands (KOSTOVSKI; BAEGEN; DOORSON; VAN MECHELEN AND OTHERS) and Austria (WINDISCH), and refusal to hear witnesses the defence wished to call in Belgium (VIDAL).

f) Right of a person charged with a criminal offence or against whom administrative proceedings are being taken for a regulatory offence to have the free assistance of an interpreter in Germany (LUEDICKE, BELKACEM AND KOÇ; ÖZTÜRK), Austria (KAMASINSKI) and Portugal (DAUD).

Article 7 - *Affaires relatives à la non-rétroactivité des lois prévoyant des délits et des peines*

a) Imprécision alléguée d'une législation pénale en Grèce (KOKKINAKIS ; LARISSIS ET AUTRES), en France (CANTONI) et en Turquie (ERDOĞDU ET INCE ; BAŞKAYA ET OKÇUOĞLU).

b) Rétroactivité alléguée d'une loi pénale ou d'une peine au Royaume-Uni (WELCH ; S.W. ET C.R. c. ROYAUME-UNI) et en France (JAMIL ; G. c. France).

Article 8 - *Affaires relatives principalement au droit au respect de la vie privée et familiale, du domicile et de la correspondance*

1. Droit au respect de la vie privée et familiale

a) Statut des mères célibataires et des enfants nés hors mariage en Belgique (MARCKX ; VERMEIRE), interdiction du divorce en Irlande et conséquences juridiques en découlant pour un homme et une femme non mariés ensemble ainsi que pour leur enfant (JOHNSTON ET AUTRES) et interdiction temporaire de remariage après divorce, frappant le conjoint jugé responsable de la désunion (F. c. SUISSE).

b) Questions diverses relatives au placement d'enfants à l'assistance publique au Royaume-Uni (O., H., W., B. et R. c. ROYAUME-UNI ; BOYLE ; McMICHAEL), en Suède (OLSSON nos 1 et 2; ERIKSSON ; NYBERG ; RIEME ; MARGARETA ET ROGER ANDERSSON), en Norvège (JOHANSEN) et en Italie (BRONDA).

c) Placement d'un enfant, notamment en vue de son adoption, sans le consentement ou à l'insu du père naturel en Irlande (KEEGAN), au Royaume-Uni (McMICHAEL) et en Suède (SÖDERBACK), mise en œuvre des droits de garde et de visite d'un père à l'égard de sa fille demeurant chez ses grands-parents maternels et transfert de la garde à ceux-ci en Finlande (HOKKANEN) et impossibilité pour un père, aux Pays-Bas, de faire reconnaître sa paternité à l'égard de son enfant né d'une femme mariée (KROON ET AUTRES).

d) Refus de l'autorisation de changer de patronyme en Finlande (STJERNA) et refus d'inscrire sur l'acte de naissance le prénom choisi par les parents en France (GUILLLOT).

e) Impossibilité en droit néerlandais de faire engager des poursuites contre l'auteur de violences sexuelles sur une mineure de plus de seize ans, mais incapable de déterminer sa volonté en raison d'un handicap mental (X ET Y c. PAYS-BAS) et prescription d'une action en réparation de troubles psychologiques résultant de violences sexuelles subies dans leur enfance par des jeunes femmes au Royaume-Uni (STUBBINGS ET AUTRES).

f) Législation pénale interdisant les relations sexuelles entre hommes adultes consentants et en privé en Irlande du Nord (DUDGEON), en Irlande (NORRIS) et à Chypre (MODINOS), condamnation de personnes accusées de pratiques sadomasochistes en privé au Royaume-Uni (LASKEY, JAGGARD ET BROWN) et législation fixant l'âge légal minimum pour des relations homosexuelles à 18 ans au lieu de 16 ans au Royaume-Uni (SUTHERLAND).

g) Absence, en Belgique (VAN OOSTERWIJCK), au Royaume-Uni (REES ; COSSEY ; SHEFFIELD ET HORSHAM) et en France (B. c. FRANCE), d'une législation permettant de tenir compte d'un changement de sexe ; refus de reconnaître à un transsexuel le statut de père d'un enfant auquel sa compagne a donné naissance à la suite d'une insémination artificielle (X, Y et Z c. ROYAUME-UNI) et suppression du droit de visite d'un transsexuel à l'égard de son enfant au Royaume-Uni (SHEFFIELD).

Article 7 - *Cases concerning principally non-retroactivity of criminal offences and penalties*

a) Allegedly imprecise criminal legislation in Greece (KOKKINAKIS; LARISSIS AND OTHERS), France (CANTONI) and Turkey (ERDOĞDU AND INCE; BAŞKAYA AND OKÇUOĞLU).

b) Allegedly retrospective effect of criminal law or penalties in the United Kingdom (WELCH; S.W. AND C.R. v. THE UNITED KINGDOM) and France (JAMIL; G. v. FRANCE).

Article 8 - *Cases concerning principally the right to respect for private and family life, home and correspondence*

1. Right to respect for private and family life

a) Status of unmarried mothers and children born out of wedlock in Belgium (MARCKX; VERMEIRE), prohibition of divorce in Ireland and the resultant legal consequences for an unmarried couple living together and for their child (JOHNSTON AND OTHERS), and temporary prohibition of remarriage, after divorce, in respect of the party responsible for the breakdown (F. v. SWITZERLAND).

b) Various questions relating to the placement of children in the care of a public authority in the United Kingdom (O., H., W., B. and R. v. THE UNITED KINGDOM; BOYLE; McMICHAEL), Sweden (OLSSON nos. 1 and 2; ERIKSSON; NYBERG; RIEME; MARGARETA AND ROGER ANDERSSON), Norway (JOHANSEN) and Italy (BRONDA).

c) Placement of a child for adoption without father's consent or knowledge in Ireland (KEEGAN), the United Kingdom (McMICHAEL) and Sweden (SÖDERBACK); enforcement of a father's custody and visiting rights in respect of a daughter residing with her maternal grandparents and transfer of custody to them in Finland (HOKKANEN); lack of possibility for a father to obtain legal recognition of his paternity in respect of his child by a married woman in the Netherlands (KROON AND OTHERS).

d) Refusal of permission to change surname in Finland (STJERNA) and refusal to enter on the birth certificate the forename chosen by the parents in France (GUILLOT).

e) Impossibility under Netherlands law of having criminal proceedings instituted against the perpetrator of a sexual assault on a minor girl aged over sixteen but incapable of determining her will by reason of a mental handicap (X AND Y v. THE NETHERLANDS) and time-limitation of claims for compensation for psychological injury caused to young women by sexual abuse in their childhood in the United Kingdom (STUBBINGS AND OTHERS).

f) Criminal laws prohibiting consensual homosexual activities in private between males in Northern Ireland (DUDGEON), Ireland (NORRIS) and Cyprus (MODINOS) and conviction of persons in respect of sado-masochistic acts carried out in private in the United Kingdom (LASKEY, JAGGARD AND BROWN); legislation fixing the legal minimum age for consent to homosexual acts at 18 rather than 16 in the United Kingdom (SUTHERLAND).

g) Lack in Belgium (VAN OOSTERWIJCK), the United Kingdom (REES; COSSEY; SHEFFIELD AND HORSHAM) and France (B. v. FRANCE) of laws allowing account to be taken of a change of sex; lack of recognition of a transsexual's role as father of a child born of his permanent female companion as a result of artificial insemination by a donor (X, Y AND Z v. THE UNITED KINGDOM) and severance of contact between a male-to-female transsexual and her daughter in the United Kingdom (SHEFFIELD).

h) Application des règles d'immigration au Royaume-Uni (ABDULAZIZ, CABALES ET BALKANDALI ; LAMGUINDAZ), en Suisse (GÜL) et aux Pays-Bas (AHMUT ; NSONA), et expulsion d'un membre de la famille des Pays-Bas (BERREHAB), de la Belgique (MOUSTAQUIM ; C. c. BELGIQUE), de la France (DJEROUD ; BELDJOU DI ; NASRI ; BOUGHANEMI ; BOUCHELKIA ; MEHEMI ; BOUJLIFA ; EL BOUJAÏDI ; DALIA) et de la Suède (CRUZ VARAS ET AUTRES).

i) Refus d'employer quelqu'un dans un musée de la marine, en Suède, en raison de renseignements figurant à son sujet dans un fichier secret de la police (LEANDER), contrôle d'identité au cours d'une manifestation et consignation de données dans un fichier administratif en Autriche (FRIEDL) et prise et consignation de données dans un fichier de police au Royaume-Uni (MURRAY).

j) Révélation de la séropositivité d'une femme au cours d'une procédure pénale dirigée contre son mari en Finlande (Z c. FINLANDE), communication d'un dossier médical au bureau d'assurance sociale en Suède (M.S. c. SUEDE ; ANNE-MARIE ANDERSSON) et refus de donner accès au dossier d'une personne autrefois prise en charge par les services sociaux au Royaume-Uni (GASKIN).

2. Droit au respect de la correspondance

a) Surveillance secrète de la correspondance et des télécommunications par les services de sécurité ou pendant une enquête pénale en Allemagne (KLASS ET AUTRES), au Royaume-Uni (MALONE), en France (HUVIG ; KRUSLIN ; A. c. FRANCE ; LAMBERT), en Suisse (LÜDI ; KOPP) et en Espagne (VALENZUELA CONTRERAS) et écoute des communications téléphoniques, à son domicile et à son bureau, d'une femme haut fonctionnaire de police au Royaume-Uni (HALFORD).

b) Restrictions imposées, en matière de correspondance et de visites, à des détenus au Royaume-Uni (GOLDER ; SILVER ET AUTRES ; CAMPBELL ET FELL ; BOYLE ET RICE ; McCALLUM ; CAMPBELL) et en Roumanie (PETRA), entre un inculpé et un avocat en Suisse (SCHÖNENBERGER ET DURMAZ) et en Italie (CALOGERO DIANA ; DOMENICHINI), à des vagabonds internés en Belgique (DE WILDE, OOMS ET VERSYP), à un aliéné interné (HERCZEGFALVY) et à deux personnes en détention provisoire en Autriche (PFEIFER ET PLANKL).

3. Droit au respect du domicile

a) Destruction alléguée d'un village ou d'une maison et expulsion de ses habitants en Turquie (AKDIVAR ET AUTRES ; MENTEŞ ET AUTRES ; SELÇUK ET ASKER ; GÜNDEM) et restrictions à l'accès à une propriété dans le Nord de Chypre (LOIZIDOU).

b) Limitation au droit de propriétaires d'habiter leur maison à Guernesey (GILLOW), refus d'autoriser une Tsigane à vivre en caravane avec sa famille sur son propre terrain au Royaume-Uni (BUCKLEY) et impossibilité de récupérer un appartement sous bail pour y loger sa famille au Portugal (VELOSA BARRETO).

c) Au Royaume-Uni, fouille de locaux en exécution d'une injonction délivrée dans le cadre d'une procédure civile (CHAPPELL) et intrusion de policiers au domicile de la requérante pour y saisir des biens dans le cadre d'une procédure de divorce (McLEOD), fouille de domiciles par les autorités douanières françaises (FUNKE ; CREMIEUX ; MIAILHE n° 1), d'un cabinet d'avocat en Allemagne (NIEMIETZ) et d'un domicile par les services de télécommunications en Suisse (CAMENZIND).

d) Nuisances provoquées en Espagne par une station d'épuration proche d'une habitation (LÓPEZ OSTRA), manque d'information à la population locale sur les risques d'accident dans une centrale chimique en Italie (GUERRA ET AUTRES) et d'accès aux dossiers administratifs concernant des essais nucléaires au Royaume-Uni (McGINLEY ET EGAN).

h) Application of the immigration rules in the United Kingdom (ABDULAZIZ, CABALES AND BALKANDALI; LAMGUINDAZ), Switzerland (GÜL) and the Netherlands (AHMUT; NSONA), and expulsion of a family member in the Netherlands (BERREHAB), Belgium (MOUSTAQUIM; C. v. BELGIUM), France (DJEROUD; BELDJOU DI; NASRI; BOUGHANEMI; BOUCHELKIA; MEHEMI; BOUJLIFA; EL BOUJAÏDI; DALIA) and Sweden (CRUZ VARAS AND OTHERS).

i) Refusal to employ a person at a naval museum in Sweden because of information kept on him in a secret police register (LEANDER), identity check during a demonstration and recording of information in an administrative file in Austria (FRIEDL) and recording of information in a police file in the United Kingdom (MURRAY).

j) Disclosure of a woman's condition as HIV-positive in criminal proceedings against her husband in Finland (Z v. FINLAND), and of medical records to the Social Insurance Office in Sweden (M.S. v. SWEDEN; ANNE-MARIE ANDERSSON) and refusal to allow a person who had been taken into care as a child access to his case records in the United Kingdom (GASKIN).

2. Right to respect for correspondence

a) Secret surveillance of correspondence and telecommunications by security services or during criminal investigations in Germany (KLASS AND OTHERS), the United Kingdom (MALONE), France (HUVIG; KRUSLIN; A. v. FRANCE; LAMBERT), Switzerland (LÜDI; KOPP) and Spain (VALENZUELA CONTRERAS); interception of home and office telephone calls of a high-ranking female police officer in the United Kingdom (HALFORD).

b) Restrictions concerning correspondence and visits imposed on convicted prisoners in the United Kingdom (GOLDER; SILVER AND OTHERS; CAMPBELL AND FELL; BOYLE AND RICE; McCALLUM; CAMPBELL) and Romania (PETRA), on an accused person and a lawyer instructed to defend him in Switzerland (SCHÖNENBERGER AND DURMAZ) and Italy (CALOGERO DIANA; DOMENICHINI), on detained vagrants in Belgium (DE WILDE, OOMS AND VERSYP), on a detained mental patient (HERCZEGFALVY) and on two persons in detention on remand in Austria (PFEIFER AND PLANKL).

3. Right to respect for one's home

a) Alleged destruction of a village or a house and expulsion of villagers in Turkey (AKDIVAR AND OTHERS; MENTES AND OTHERS; SELÇUK AND ASKER; GÜNDEM); restrictions on access to property in northern Cyprus (LOIZIDOU).

b) Restrictions on the right of owners to live in their house in Guernsey (GILLOW), refusal to allow a gypsy to live with her family in caravans on her own land in the United Kingdom (BUCKLEY) and impossibility in Portugal of regaining possession of a rented flat in order to accommodate one's family (VELOSA BARRETO).

c) In the United Kingdom, search of premises in execution of a court order obtained in civil proceedings (CHAPPELL) and seizure by police of property inside the applicant's home in the context of divorce proceedings (McLEOD), search of homes by French customs authorities (FUNKE; CREMIEUX; MIALHE no. 1), of a lawyer's chambers in Germany (NIEMIETZ) and of a private home by the telecommunications authorities in Switzerland (CAMENZIND).

d) Nuisance caused by waste-treatment plant on neighbouring property in Spain (LÓPEZ OSTRA), failure to inform the local population about the risks they ran in the event of accidents at a chemical factory in Italy (GUERRA AND OTHERS) and lack of access in the United Kingdom to administrative files concerning nuclear tests (McGINLEY AND EGAN).

Article 9 - *Affaires relatives principalement à la liberté de religion*

a) Interdiction du « prosélytisme » et sanctions imposées à des témoins de Jéhovah (KOKKINAKIS ; MANOUSSAKIS ET AUTRES ; VALSAMIS ; EFSTRATIOU), condamnation de trois témoins de Jéhovah ayant établi un lieu de culte sans autorisation de l'autorité ecclésiastique compétente (PENTIDIS ET AUTRES) et surveillance par les services de renseignements d'un témoin de Jéhovah en Grèce (TSAVACHIDIS).

b) Condamnation pour prosélytisme d'officiers d'aviation membres de l'Eglise pentecôtiste en Grèce (LARISSIS ET AUTRES) et mise à la retraite anticipée d'un juge militaire en raison de ses opinions islamistes intégristes en Turquie (KALAÇ).

c) Obligation pour les parlementaires de prêter serment sur les Evangiles sous peine de déchéance de leur mandat à Saint-Marin (BUSCARINI ET AUTRES).

Article 10 - *Affaires relatives principalement à la liberté d'expression*

a) Déchéances infligées en Belgique, dans le domaine de la liberté d'expression, pour collaboration avec l'occupant (DE BECKER) et condamnation en France pour apologie du délit de collaboration (LEHIDEUX ET ISORNI).

b) Incidences sur la liberté d'expression de l'obligation de faire allégeance à la Constitution pour pouvoir occuper un poste dans la fonction publique en Allemagne (GLASENAPP ; KOSIEK ; VOGT), du refus d'accès à la fonction publique en raison de propos tenus au sujet de points de droit constitutionnel au Lichtenstein (WILLE) et des limitations aux activités politiques des personnes occupant certains postes au sein des administrations locales au Royaume-Uni (AHMED ET AUTRES) et interdiction faite par la constitution aux membres de la police de s'affilier aux partis politiques et de s'engager dans des activités politiques en Hongrie (REKVÉNYI).

c) Arrestation pour exhibition d'affiches au cours d'une parade militaire en Autriche (CHORHERR), condamnation d'un dirigeant politique de la communauté musulmane de Thrace occidentale (Grèce) pour troubles à l'ordre public pendant une campagne électorale (AHMET SADIK), d'un détenu pour avoir affirmé, lors d'une entrevue avec des journalistes, son soutien au PKK (ZANA) et d'un homme politique pour incitation alléguée à la violence en Turquie (INCAL).

d) Mesures d'expulsion et d'interdiction d'entrée sur le territoire français opposées à une citoyenne allemande députée au Parlement européen durant une campagne électorale (PIERMONT).

e) Au Royaume-Uni, restrictions au droit de la presse de commenter des procès civils pendants devant les tribunaux britanniques (*SUNDAY TIMES* n° 1) ou de relater certaines informations publiées dans les mémoires d'un membre retraité des services secrets britanniques (*SUNDAY TIMES* n° 2 ; *OBSERVER ET GUARDIAN*), condamnation de journalistes en Autriche pour avoir indûment influé sur une procédure pénale dirigée contre un ancien ministre (WORM) et pour avoir diffamé un juge pénal (PRAGER ET OBERSCHLICK), au Danemark pour avoir critiqué deux juges non professionnels du Groënland (BARFOD) et en Belgique pour avoir critiqué trois conseillers et un avocat général de cour d'appel (DE HAES ET GIJSELS), condamnation en Suisse d'un citoyen pour avoir violé, lors d'une conférence de presse, le secret de l'instruction (WEBER) et d'un avocat pour avoir critiqué la justice (SCHÖPFER).

Article 9 - *Cases concerning principally freedom of religion*

a) In Greece, prohibition of "proselytism" and penalties imposed on Jehovah's Witnesses (KOKKINAKIS; MANOUSSAKIS AND OTHERS; VALSAMIS; EFSTRATIOU), conviction of three Jehovah's Witnesses for establishing a place of worship without authorisation from the competent ecclesiastical authority (PENTIDIS AND OTHERS) and covert surveillance of a Jehovah's Witness by Greek intelligence (TSAVACHIDIS).

b) Conviction for proselytism of Air Force officers belonging to the Pentecostal Church in Greece (LARISSIS AND OTHERS) and enforced early retirement of a military judge owing to his fundamentalist Islamic opinions in Turkey (KALAÇ).

c) Obligation for members of parliament to swear an oath on the Gospels in San Marino (BUSCARINI AND OTHERS).

Article 10 - *Cases concerning principally freedom of expression*

a) Forfeiture of certain rights in the field of freedom of expression, imposed in Belgium for collaboration with the occupying forces (DE BECKER) and conviction in France of publicly defending collaboration (LEHIDEUX AND ISORNI).

b) Incidences on freedom of expression of the obligation to swear allegiance to the Constitution in order to be appointed to or remain in a civil service post in Germany (GLASENAPP; KOSIEK; VOGT), refusal of access to civil service on account of remarks made on points of constitutional law in Liechtenstein (WILLIE), limitation of the political activities of persons occupying certain local government posts in the United Kingdom (AHMED AND OTHERS) and constitutional bar preventing members of the police from joining political parties and engaging in political activities in Hungary (REKVÉNYI).

c) Arrest for displaying posters at a military parade in Austria (CHORHERR), conviction of a political leader of the Muslim community in Western Thrace (Greece) for disturbing public order during an election campaign (AHMET SADIK), of a prisoner for having stated in an interview that he supported the PKK (ZANA) and of a politician for allegedly inciting violence in Turkey (INCAL).

d) Expulsion and exclusion of a German member of the European Parliament from French territory during an election campaign (PIERMONT).

e) Restrictions on the right of the press to comment on civil proceedings pending before the English courts (*SUNDAY TIMES* no. 1) or to disclose certain information published in the memoirs of a retired member of the British secret service (*SUNDAY TIMES* no. 2; *OBSERVER* AND *GUARDIAN*); conviction of journalists in Austria for allegedly exerting an improper influence on criminal proceedings against a former minister (WORM) and for defamation of a criminal judge (PRAGER AND OBERSCHLICK), in Denmark for having criticised two lay judges in Greenland (BARFOD) and in Belgium for having criticised three judges and an advocate-general of a Court of Appeal (DE HAES AND GIJSELS); conviction of a Swiss national for having, at a press conference, breached the confidentiality of a judicial investigation (WEBER), and of a Swiss lawyer for criticising the judiciary (SCHÖPFER).

f) Condamnation de journalistes en Autriche pour avoir diffamé le chancelier fédéral autrichien (LINGENS), le secrétaire général du parti libéral autrichien (OBERSCHLICK n° 1) et des hommes politiques autrichiens de droite (OBERSCHLICK n° 2 ; SCHWABE), en Pologne pour avoir insulté des gardes municipaux (JANOWSKI) et en Roumanie pour avoir diffamé un chef d'entreprise publique et un sénateur (DALBAN), d'éditeurs et de journalistes pour propagande communiste (ÖZTÜRK) ou contre l'indivisibilité de l'Etat en Turquie (KARATAŞ ; ARSLAN ; POLAT ; CEYLAN ; OKÇUOĞLU ; GERGER ; ERDOĞDU ET INCE ; SÜREK n° 1 ; BAŞKAYA ET OKÇUOĞLU ; SÜREK ET ÖZDEMİR ; SÜREK n°s 2, 3 et 4) et pour avoir publié des articles critiquant des chasseurs de phoques en Norvège (BLADET TRØMSØ A/S ET STENÅS), d'un écrivain pour avoir critiqué des fonctionnaires dans la presse en Islande (THORGEIR THORGEIRSON) et d'un sénateur espagnol pour avoir diffamé le gouvernement (CASTELLS).

g) Ordonnance judiciaire enjoignant à un journaliste de divulguer l'identité de son informateur en relation avec la rédaction d'un article traitant des problèmes financiers d'une société au Royaume-Uni (GOODWIN) et condamnation de journalistes pour recel d'informations pour avoir publié le salaire d'un chef d'entreprise (FREZZO ET ROIRE).

h) Interdiction de diffuser dans une caserne une revue publiée par une association de soldats en Autriche (VEREINIGUNG DEMOKRATISCHER SOLDATEN ÖSTERREICHS ET GUBI), saisie et retrait de la circulation d'une revue contenant une étude sur les activités du service de sécurité intérieure aux Pays-Bas (VERENIGING WEEKBLAD BLUF !) et condamnation d'un appelé pour insultes à l'armée proférées dans une lettre au commandant de son unité (GRIGORIADES) et d'un officier pour avoir divulgué des renseignements classés secrets en Grèce (HADJIANASTASSIOU).

i) Condamnation d'un éditeur, d'un peintre ou d'organisations d'expositions, saisie et confiscation d'un livre ou de tableaux, prononcées au Royaume-Uni (HANDYSIDE) et en Suisse (MÜLLER ET AUTRES) sur la base de lois relatives aux publications obscènes, saisie et confiscation d'un film jugé blasphématoire en Autriche (OTTO-PREMIER- INSTITUT) et refus de la Commission de classement des films de délivrer un visa pour un film vidéo jugé blasphématoire au Royaume-Uni (WINGROVE) et condamnation pour projection d'un film pornographique dans un sex-shop en Suisse (SCHERER).

j) Condamnation d'un journaliste pour complicité dans la diffusion de propos racistes par le canal d'une émission de télévision au Danemark (JERSILD).

k) Condamnation à de forts dommages-intérêts dans une procédure civile en diffamation dirigée contre l'auteur d'une brochure accusant un ancien officier britannique d'être un criminel de guerre, au Royaume-Uni (TOLSTOY MILOSLAVSKY).

l) Limitation apportée en Allemagne à la liberté d'expression d'un vétérinaire en vertu d'une loi relative à la concurrence déloyale, combinée avec le code de déontologie de la profession (BARTHOLD), interdiction faite à une maison allemande d'édition et à son rédacteur en chef de répéter certaines déclarations dans son bulletin d'information (MARKT INTERN VERLAG GmbH ET KLAUS BEERMANN) et à un journaliste de poursuivre la diffusion d'une circulaire renfermant des critiques sur une agence de presse en Allemagne (JACUBOWSKI) et interdiction faite en Suisse à un chercheur de critiquer les fours à micro-ondes dans une publication (HERTEL).

m) Sanction disciplinaire infligée à un avocat espagnol pour avoir fait de la publicité professionnelle (CASADO COCA) et restrictions à la publicité professionnelle d'un médecin au Royaume-Uni (COLMAN).

n) Restrictions au droit pour des agences-conseils en Irlande de fournir à des femmes enceintes des informations sur les possibilités d'avortement en Grande-Bretagne (OPEN DOOR ET DUBLIN WELL WOMAN), et poursuites contre une militante anti-avortement pour diffusion, avant des élections parlementaires, d'un tract exposant les opinions des candidats sur ce sujet au Royaume-Uni (BOWMAN).

f) Conviction of journalists in Austria for defaming the Austrian Federal Chancellor (LINGENS), the Secretary General of the Austrian Liberal Party (OBERSCHLICK no. 1) and Austrian right-wing politicians (OBERSCHLICK no. 2; SCHWABE), in Poland for insulting municipal police (JANOWSKI) and in Romania for defaming the head of a publicly-owned company and a senator (DALBAN), of editors and journalists for Communist propaganda (ÖZTÜRK) or propaganda against the indivisibility of the State in Turkey (KARATAŞ; ARSLAN; POLAT; CEYLAN; OKÇUOĞLU; GERGER; ERDOĞDU AND INCE; SÜREK no. 1; BAŞKAYA AND OKÇUOĞLU; SÜREK AND ÖZDEMİR; SÜREK nos. 2, 3 and 4), and for publishing articles criticising seal hunters in Norway (BLADET TRØMSØ A/S AND STENÅS), of a writer for criticising civil servants in the press in Iceland (THORGEIR THORGEIRSON) and of a Spanish senator for defaming the government (CASTELLS).

g) Court order imposed on a journalist requiring him to disclose the identity of his informant in connection with an article on the financial difficulties of a company in the United Kingdom (GOODWIN) and conviction of journalists on a charge of receiving stolen confidential information for publishing the salary of a company's managing director (FREZZOZ AND ROIRE).

h) Prohibition on distribution in military barracks of a review published by a soldiers' association in Austria (VEREINIGUNG DEMOKRATISCHER SOLDATEN ÖSTERREICH'S AND GUBI); seizure and withdrawal from circulation of a magazine publishing a survey of the activities of the Internal Security Service in the Netherlands (VERENIGING WEEKBLAD *BLUF!*); conviction of a conscript for insulting the army in a letter sent to the commander of his unit (GRIGORIADES) and of an officer for divulging information classified as secret in Greece (HADJIANASTASSIOU).

i) Conviction of a publisher or a painter and exhibition organisers and seizure and forfeiture of a book or paintings, under legislation on obscene publications in the United Kingdom (HANDYSIDE) and Switzerland (MÜLLER AND OTHERS); seizure and forfeiture of film found to be blasphemous in Austria (OTTO-PREMINGER- INSTITUT) and refusal of the British Board of Film classification to grant a certificate for a video film deemed to be blasphemous in the United Kingdom (WINGROVE); conviction for showing an obscene film in a sex shop in Switzerland (SCHERER).

j) Conviction of journalist for aiding and abetting the dissemination of racist remarks through a television programme in Denmark (JERSILD).

k) High award of damages in civil defamation proceedings in the United Kingdom against the author of a pamphlet accusing a former army officer of being a war criminal (TOLSTOY MILOSLAVSKY).

l) Restriction on a veterinary surgeon's freedom of expression, imposed in Germany by virtue of an Act on unfair competition taken in conjunction with the veterinary surgeons' rules of professional conduct (BARTHOLD); prohibition imposed on a German publishing firm and its editor-in-chief restraining them from repeating various statements in its news-sheet (MARKT INTERN VERLAG GmbH AND KLAUS BEERMANN) and on journalist restraining him from disseminating a letter containing adverse comments on a news agency in Germany (JACUBOWSKI); prohibition in Switzerland restraining a researcher from criticising microwave ovens in a publication (HERTEL).

m) Disciplinary sanction imposed on lawyer for advertising his professional services in Spain (CASADO COCA) and restrictions on professional advertising by a medical practitioner in the United Kingdom (COLMAN).

n) Restrictions on counselling agencies in Ireland from providing information to pregnant women concerning abortion facilities in Britain (OPEN DOOR AND DUBLIN WELL WOMAN); prosecution of an anti-abortion campaigner for distributing leaflets before a Parliamentary election setting out the candidates' views on that subject in the United Kingdom (BOWMAN).

o) Interdiction aux sociétés suisses d'exploitation de réseaux câblés bénéficiant d'une concession d'antenne collective de rediffuser des programmes provenant d'émetteurs qui ne répondent pas aux exigences des accords internationaux sur la radiodiffusion et les télécommunications (GROPPERA RADIO AG ET AUTRES), refus par l'entreprise suisse des PTT d'autoriser une société spécialisée dans l'électronique domestique à montrer un programme public d'une télévision étrangère qu'elle recevait directement d'un satellite au moyen d'une antenne parabolique privée en Suisse (AUTRONIC AG), monopole d'une agence publique de radiodiffusion en Autriche (INFORMATIONSVEREIN LENTIA ET AUTRES), refus d'autoriser une société de télévision autrichienne à diffuser ses propres émissions (TELESYSTEM TYROL KABELTELEVISION) et refus des autorités autrichiennes d'autoriser l'exploitation d'une station de radio dans la région de Vienne (RADIO ABC).

Article 11 - *Affaires relatives principalement à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, y compris la liberté syndicale*

a) Dissolution de partis politiques par la Cour constitutionnelle en Turquie (PARTI COMMUNISTE UNIFIÉ DE TURQUIE ET AUTRES ; PARTI SOCIALISTE ET AUTRES ; ÖZDEP).

b) Sanction disciplinaire infligée à un avocat ayant participé à une manifestation indépendantiste en Guadeloupe (EZELIN) et interdiction d'une association proclamant l'existence d'une minorité macédonienne en Grèce (SIDIROPOULOS ET AUTRES).

c) Etendue de la liberté syndicale en Belgique (SYNDICAT NATIONAL DE LA POLICE BELGE) et en Suède (SYNDICAT SUÉDOIS DES CONDUCTEURS DE LOCOMOTIVES ; SCHMIDT ET DAHLSTRÖM).

d) Licenciement de cheminots britanniques en vertu d'un accord entre employeur et syndicats imposant l'appartenance à un syndicat comme condition d'emploi (YOUNG, JAMES ET WEBSTER) et changement du lieu d'affectation au sein d'une entreprise pour refus d'un salarié de s'affilier à un syndicat au Royaume-Uni (SIBSON) ainsi qu'absence de protection de l'Etat, face à des mesures syndicales de rétorsion, pour un restaurateur ayant refusé de s'affilier à un syndicat patronal en Suède (GUSTAFSSON).

e) Affiliation à une association professionnelle, condition pour détenir une licence de taxi en Islande (SIGURDUR SIGURJÓNSSON) et obligation faite à des propriétaires fonciers de s'affilier à une association communale de chasse en France (CHASSAGNOU ; DUMONT ET AUTRES ; MONTION).

Article 12 - *Affaires relatives principalement au droit de se marier*

a) Conséquences juridiques découlant de l'interdiction du divorce en Irlande pour un homme marié souhaitant divorcer et épouser une autre femme, ainsi que pour celle-ci et pour leur enfant (JOHNSTON ET AUTRES) et interdiction temporaire de remariage après divorce, frappant le conjoint jugé responsable de la désunion en Suisse (F. c. SUISSE).

b) Absence au Royaume-Uni (REES ; COSSEY) et en France (B. c. FRANCE), d'une législation permettant de tenir compte d'un changement de sexe.

o) Prohibition on Swiss cable companies with a community-antenna franchise from rebroadcasting programmes received from transmitters which did not comply with the requirements of international radio and telecommunication agreements (GROPPERA RADIO AG AND OTHERS); refusal of the Swiss Post and Telecommunications authority to allow a company specialising in electronics to show a public programme from a foreign television service which it received directly from a satellite by means of a private dish aerial in Switzerland (AUTRONIC AG); monopoly of State broadcasting agency (INFORMATIONSVEREIN LENTIA AND OTHERS) and refusal to authorise a company operating a community television network to broadcast its own programmes in Austria (TELESYSTEM TYROL KABELTELEVISION); refusal of the Austrian authorities to authorise the establishment and operation of a radio station in the Vienna area (RADIO ABC).

Article 11 - *Cases concerning principally freedom of peaceful assembly and freedom of association, including trade union freedom*

a) Dissolution of political parties by the Constitutional Court in Turkey (UNITED COMMUNIST PARTY OF TURKEY AND OTHERS; SOCIALIST PARTY AND OTHERS; ÖZDEP).

b) Disciplinary penalty imposed on a barrister who had taken part in a demonstration in favour of independence in Guadeloupe (EZELIN) and banning of an association proclaiming the existence of a Macedonian minority in Greece (SIDOROPOULOS AND OTHERS).

c) Scope of trade union freedom in Belgium (NATIONAL UNION OF BELGIAN POLICE) and Sweden (SWEDISH ENGINE DRIVERS' UNION; SCHMIDT AND DAHLSTRÖM).

d) Dismissal of British railwaymen following an agreement between employer and trade unions making union membership a condition of employment (YOUNG, JAMES AND WEBSTER) and change of place of employment by a firm on account of employee's refusal to join a trade union in the United Kingdom (SIBSON); lack of State protection for a restaurant owner against industrial action following his refusal to join an employers' association in Sweden (GUSTAFSSON).

e) Membership of professional organisation a condition for holding a taxi licence in Iceland (SIGURDUR SIGURJÓNSSON) and obligation for landowners to join a municipal hunting association in France (CHASSAGNOU; DUMONT AND OTHERS; MONTION).

Article 12 - *Cases concerning principally the right to marry*

a) Legal consequences of the divorce law in Ireland for a married man wishing to obtain a divorce and marry another woman and for that woman and their child (JOHNSTON AND OTHERS); temporary prohibition of remarriage, after divorce, in respect of the party responsible for the breakdown in Switzerland (F. v. SWITZERLAND).

b) Absence in the United Kingdom (REES; COSSEY) and France (B. v. FRANCE) of laws allowing account to be taken of a change of sex..

Article 13 - *Affaires relatives principalement au droit à un recours effectif devant une instance nationale*

a) Absence de tout recours effectif en Turquie pour se plaindre d'un homicide prétendument commis par les forces de sécurité (KAYA ; AYTEKIN ; ERGI ; YAŞA), et pour obtenir réparation pour le meurtre du mari de la requérante en raison de l'insuffisance de l'enquête des autorités sur celui-ci (TANRIKULU) et, au Royaume-Uni, pour se plaindre d'un manque de protection alléguée du requérant et de son père par la police (OSMAN).

b) Absence de tout recours effectif pour se plaindre de mauvais traitements par les forces de sécurité pendant une détention en Turquie (AYDIN) et en Bulgarie (ASSENOV ET AUTRES), de la disparition d'une personne en détention en Turquie (KURT ; ÇAKICI) ainsi que de l'expulsion ou de l'extradition d'une personne vers un pays où elle risque d'être soumise à des traitements contraires à l'article 3 au Royaume-Uni (SOERING ; CHAHAL ; VILVARAJAH ET AUTRES).

c) Absence de tout recours effectif pour réclamer une indemnité en raison du bruit provenant de l'aéroport de Heathrow (POWELL ET RAYNER).

d) Absence de tout recours effectif pour se plaindre de restrictions à la correspondance de détenus au Royaume-Uni (BOYLE ET RICE ; McCALLUM) et en Italie (DOMENICHINI ; CALOGERO DIANA), de la surveillance secrète des télécommunications en Allemagne (KLASS ET AUTRES) et au Royaume-Uni (HALFORD) et de perquisitions domiciliaires en Suisse (CAMENZIND).

e) Absence de toute enquête approfondie sur des allégations de destruction de maisons par les forces de sécurité dans le Sud-Est de la Turquie (MENTEŞ ET AUTRES ; SELÇUK ET ASKER ; GÜNDEM).

f) Absence de tout recours effectif pour se plaindre d'une restriction à l'accès à la fonction publique au Lichtenstein (WILLE).

g) Absence de tout recours effectif ouvert à des manifestants gênés par des tiers dans leur droit à la liberté de réunion en Autriche (PLATTFORM ÄRZTE FÜR DAS LEBEN).

h) Absence de tout recours effectif pour se plaindre d'une expropriation de fait en Grèce (IATRIDIS).

i) Absence de tout recours effectif pour se plaindre de l'exclusion de l'école d'enfants témoins de Jéhovah en Grèce (VALSAMIS ; EFSTRATIOU).

Article 14 - *Affaires relatives principalement à l'interdiction de toute discrimination*

a) Discrimination alléguée quant à la langue d'enseignement en Belgique (AFFAIRE RELATIVE À CERTAINS ASPECTS DU RÉGIME LINGUISTIQUE DE L'ENSEIGNEMENT EN BELGIQUE).

b) Droit d'accès aux tribunaux d'un père pour contester sa paternité au Danemark (RASMUSSEN), manque de reconnaissance à l'Eglise catholique par la législation grecque de la personnalité juridique distincte aux fins d'une instance en justice (EGLISE CATHOLIQUE DE LA CANÉE) et motivation d'un arrêt du Tribunal fédéral suisse fondée sur une différence de sexe (SCHULER-ZGRAGGEN).

c) Statut juridique des mères célibataires et des enfants nés hors mariage en Belgique (MARCKX ; VERMEIRE) et en Autriche (INZE) et des pères naturels en Irlande (KEEGAN), aux Pays-Bas (KROON ET AUTRES) et au Royaume-Uni (McMICHAEL), et conséquences juridiques découlant de l'interdiction du divorce en Irlande pour un homme marié souhaitant divorcer et épouser une autre femme, ainsi que pour celle-ci et pour leur enfant (JOHNSTON ET AUTRES).

Article 13 - *Cases concerning principally the right to an effective remedy before a national authority*

a) Lack of an effective remedy in Turkey to complain of homicides allegedly committed by security forces (KAYA; AYTEKIN; ERGI; YAŞA) or to obtain compensation for the killing of the applicant's husband on account of the inadequacy of the inquiry conducted by the authorities (TANRIKULU) and, in the United Kingdom, to complain of an alleged lack of police protection for the applicant and his father (OSMAN).

b) Lack of an effective remedy to complain of ill-treatment by security forces during detention in Turkey (AYDIN) and Bulgaria (ASSENOV AND OTHERS), of the disappearance of a person while he was detained in Turkey (KURT; ÇAKICI) and of expulsion or extradition from the United Kingdom to countries where applicants would run the risk of being subjected to treatment contrary to Article 3 (SOERING; CHAHAL; VILVARAJAH AND OTHERS).

c) Lack of an effective remedy to seek damages on account of the noise caused at Heathrow airport (POWELL AND RAYNER).

d) Lack of an effective remedy to complain against restrictions on prisoners' correspondence in the United Kingdom (BOYLE AND RICE; McCALLUM) and Italy (DOMENICHINI; CALOGERO DIANA); against the interception of telecommunications in Germany (KLASS AND OTHERS) and the United Kingdom (HALFORD), and against searches in a private home in Switzerland (CAMENZIND).

e) Lack of a thorough enquiry into allegations that security forces had destroyed houses in south-east Turkey (MENTEŞ AND OTHERS; SELÇUK AND ASKER; GÜNDEM).

f) Lack of an effective remedy to complain of a restriction on access to the civil service in Liechtenstein (WILLE).

g) Lack of an effective remedy for demonstrators hindered by third parties from exercising their right to freedom of assembly in Austria (PLATTFORM ÄRZTE FÜR DAS LEBEN).

h) Lack of an effective remedy to complain of a *de facto* expropriation in Greece (IATRIDIS).

i) Lack of an effective remedy open to Jehovah's Witnesses suspended from school in Greece (VALSAMIS; EFSTRATIOU).

Article 14 - *Cases concerning principally the prohibition of discrimination*

a) Alleged discrimination concerning the language of instruction in Belgian schools (CASE RELATING TO CERTAIN ASPECTS OF THE LAWS ON THE USE OF LANGUAGES IN EDUCATION IN BELGIUM).

b) Father's right of access to the courts to contest paternity in Denmark (RASMUSSEN); discrimination against the Catholic Church through failure of Greek law to recognise that it has separate legal personality for the purposes of issuing proceedings (CANEA CATHOLIC CHURCH) and reasoning of a judgment of the Swiss Federal Court based on difference of sex (SCHULER-ZGRAGGEN).

c) Legal status of unmarried mothers and children born out of wedlock in Belgium (MARCKX; VERMEIRE) and Austria (INZE), and of natural fathers in Ireland (KEEGAN), the Netherlands (KROON AND OTHERS) and the United Kingdom (McMICHAEL); legal consequences of the divorce law in Ireland for a married man wishing to obtain a divorce and marry another woman and for that woman and their child (JOHNSTON AND OTHERS).

d) Refus de reconnaître à un transsexuel le statut de père d'un enfant auquel sa compagne a donné naissance à la suite d'une insémination artificielle (X, Y et Z c. ROYAUME-UNI) et différence dans l'âge légal minimum (18 ans au lieu de 16) pour avoir des relations homosexuelles au Royaume-Uni (SUTHERLAND).

e) Nom d'un couple marié en Suisse (BURGHARTZ).

f) Application des règles d'immigration au Royaume-Uni entraînant une différence de traitement entre hommes et femmes (ABDULAZIZ, CABALES ET BALKANDALI).

g) Refus d'autoriser une Tsigane à vivre en caravane avec sa famille sur son propre terrain au Royaume-Uni (BUCKLEY), expulsion du « locataire protégé » d'un logement appartenant au gouvernement à Chypre (LARKOS) et non-adoption par les autorités d'une station balnéaire italienne de mesures permettant à un handicapé d'accéder aux lieux de loisirs (BOTTA).

h) Refus d'exempter du service militaire un ministre des témoins de Jéhovah en Grèce au motif que ceux-ci n'appartiennent pas à une confession reconnue (TSIRLIS ET KOULOUMPAS), décision relative à la garde d'enfants fondée sur la religion d'un parent dans une procédure de divorce en Autriche (HOFFMANN) et obligation de verser une taxe confessionnelle en Suède (DARBY).

i) Attribution préférentielle en Carinthie (Autriche), d'un domaine agricole à un enfant légitime plutôt qu'à son demi-frère né hors mariage (INZE).

j) Traitement prétendument discriminatoire à l'égard des hommes en ce qui concerne la cotisation à la caisse d'allocations familiales aux Pays-Bas (VAN RAALTE) et quant au droit au versement d'allocations pour congé parental en Autriche (PETROVIC), et obligation pour les hommes, mais non pour les femmes, d'effectuer un service de sapeur-pompier ou, à défaut, de payer une contribution en Allemagne (KARLHEINZ SCHMIDT).

k) Refus d'accorder à un citoyen turc en Autriche une avance sur sa pension au motif que seuls les citoyens autrichiens y ont droit (GAYGUSUZ).

l) Discrimination alléguée dans l'attribution d'un contrat public à l'encontre de catholiques en Irlande du Nord (TINNELLY ET McELDUFF).

m) Mode de désignation des représentants à l'assemblée régionale flamande en Belgique (MATHIEU-MOHIN ET CLERFAYT) et impossibilité de participer à l'élection de députés européens depuis Gibraltar (MATTHEWS).

Article 15 - *Affaires relatives à la dérogation à certains droits garantis par la Convention*

- Détention ou internement administratif de personnes soupçonnées de terrorisme ou d'avoir attenté à la sécurité de l'Etat en Irlande (LAWLESS), au Royaume-Uni (IRLANDE c. ROYAUME-UNI ; BRANNIGAN ET McBRIDE) et en Turquie (SAKIK ET AUTRES).

Article 25 - *Affaires relatives principalement à l'exercice du droit de recours individuel*

- Entraves à l'exercice du droit de recours individuel en Turquie (AYDIN ; AKDIVAR ET AUTRES ; ERGI ; KURT ; TANRIKULU), en Bulgarie (ASSENOV ET AUTRES) et en Roumanie (PETRA).

d) Lack of recognition of a transsexual's role as father of a child born of his permanent female companion as a result of artificial insemination by a donor (X, Y AND Z v. THE UNITED KINGDOM) and different age of consent (18 instead of 16) for homosexuals in the United Kingdom (SUTHERLAND).

e) Surname of a married couple in Switzerland (BURGHARTZ).

f) Application of immigration rules in the United Kingdom, resulting in differential treatment between men and women (ABDULAZIZ, CABALES AND BALKANDALI).

g) Refusal of planning permission to enable a Gypsy to live in a caravan with her family on her own land in the United Kingdom (BUCKLEY), eviction of a "protected tenant" from a flat belonging to the government in Cyprus (LARKOS) and failure by the authorities of a seaside resort in Italy to take measures to enable a disabled person to gain access to the beach and the sea (BOTTA).

h) Refusal to exempt a minister of the Jehovah's Witnesses in Greece from military service on the ground that the Jehovah's Witnesses are not members of a recognised religion (TSIRLIS AND KOULOUMPAS); decision on child custody based on the religion of one of the parents in divorce proceedings in Austria (HOFFMANN) and obligation to pay a church tax in Sweden (DARBY) .

i) Assignment, in Carinthia (Austria), of a farm to a legitimate child in preference to his half-brother born out of wedlock (INZE).

j) Alleged discriminatory treatment of men with respect to contributions to the family-allowance fund in the Netherlands (VAN RAALTE) and the right to a parental leave allowance in Austria (PETROVIC); obligation for men but not women to do service with the fire brigade or pay a levy in lieu in Germany (KARLHEINZ SCHMIDT).

k) Refusal to grant a Turkish citizen in Austria an advance on his pension on the ground that only Austrian citizens can lawfully qualify for it (GAYGUSUZ).

l) Alleged discrimination against Catholics in Northern Ireland concerning the award of public works contracts (TINNELLY AND McELDUFF).

m) Method of appointment of representatives to the Flemish regional assembly in Belgium (MATHIEU-MOHIN AND CLERFAYT) and impossibility of voting in Gibraltar in elections to the European Parliament (MATTHEWS).

Article 15 - *Cases concerning derogations from certain rights guaranteed by the Convention*

- Detention or internment of persons suspected of terrorism or of a breach of national security in Ireland (LAWLESS), the United Kingdom (IRELAND v. THE UNITED KINGDOM; BRANNIGAN AND McBRIDE) and Turkey (SAKIK AND OTHERS).

Article 25 - *Cases concerning principally the exercise of the right of individual petition*

- Obstacles to exercise of the right to individual petition in Turkey (AYDIN; AKDIVAR AND OTHERS; ERGI; KURT; TANRIKULU), Bulgaria (ASSENOV AND OTHERS) and Romania (PETRA).

Article 46 - *Affaire relative principalement à la juridiction de la Cour*

- Champ d'application temporel et territorial des déclarations de la Turquie au titre de l'article 46 (LOIZIDOU).

Article 1 du Protocole n° 1 - *Affaires relatives principalement au droit de propriété*

a) Destruction alléguée d'un village ou d'une maison par les forces de sécurité en Turquie (AKDIVAR ET AUTRES ; SELÇUK ET ASKER ; GÜNDEM) et restrictions à l'accès à une propriété dans le Nord de Chypre (LOIZIDOU).

b) Occupation par l'Etat grec sans indemnisation de terres (PAPAMICHALOPOULOS ET AUTRES) et d'un immeuble occupé par un cinéma (IATRIDIS) et législation attribuant à l'Etat une grande partie des biens de monastères de l'Eglise de Grèce (LES SAINTS MONASTÈRES).

c) Modalités de l'indemnisation des actionnaires de sociétés de construction aéronautique et navale nationalisées au Royaume-Uni (LITHGOW ET AUTRES).

d) Impossibilité d'obtenir une réparation complète pour l'expropriation de parties d'immeubles sis au bord d'une route en Grèce (KATIKARIDIS ET AUTRES ; TSOMTSOS ET AUTRES ; PAPACHELAS), inexécution de décisions judiciaires annulant une expropriation en France (GUILLEMIN) et retard apporté à verser l'indemnité d'expropriation octroyée ou insuffisance des intérêts moratoires en Turquie (AKKUŞ ; AKA) et en Grèce (AVIS ENTREPRISES).

e) Problèmes relatifs aux permis d'exproprier et aux interdictions de bâtir en Suède (SPORRONG ET LÖNNROTH ; ALLAN JACOBSSON n° 1) et en France (PHOCAS), mesures municipales d'aménagement du territoire portant atteinte au respect des biens des requérants en Grèce (AGROTEXIM ET AUTRES) et en Italie (KATTE KLITSCH DE LA GRANGE ; ZUBANI), procédure d'expropriation des terrains d'une société au Portugal afin d'y créer une réserve pour la protection d'animaux (MATOS E SILVA LDA. ET AUTRES) et décision de la Cour suprême d'Irlande constatant la nullité d'une autorisation-cadre de projets d'aménagement (PINE VALLEY DEVELOPMENTS LTD. ET AUTRES).

f) Au Royaume-Uni, saisie et confiscation par les douanes de biens importés en contrebande mais appartenant à un tiers (AGOSI) et saisie d'un avion, avec restitution ultérieure sous conditions, en raison de la découverte de stupéfiants dans une soute (AIR CANADA), refus du permis de conserver une terre agricole en Suède, acquise lors d'une vente forcée aux enchères, et revente forcée du terrain par la suite (HÅKANSSON ET STURESSON), préemption par les pouvoirs publics d'un immeuble acquis par des particuliers en France (HENTRICH), saisie et vente par les services fiscaux, en recouvrement de dettes fiscales incombant à l'acquéreur, de biens meubles dont un tiers détenait la réserve de propriété aux Pays-Bas (GASUS DOSIER- UND FÖRDERTECHNIK GmbH) et rétention d'objets de valeur saisis en 1966 par la police en Roumanie (VASILESCU).

g) Législation britannique donnant à des locataires de longue durée le droit d'acheter son bien au propriétaire sous certaines conditions (JAMES ET AUTRES), impossibilité pour le propriétaire d'un appartement de récupérer l'usage de son bien en Italie (SCOLLO ; SPADEA ET SCALABRINO) et au Portugal (VELOSA BARRETO) et réductions de loyer imposées en vertu de la législation en Autriche (MELLACHER ET AUTRES).

h) Opérations de remembrement foncier en Autriche (ERKNER ET HOF AUER ; POISS ; WIESINGER) et absence de réparation pour les inconvénients temporaires prétendument causés par celles-ci (PRÖTSCH).

Article 46 - *Case concerning principally the Court's jurisdiction*

- Temporal and territorial scope of Turkey's declarations under Article 46 (LOIZIDOU).

Protocol no. 1, Article 1 - *Cases concerning principally the right of property*

a) Alleged destruction of a village or of a house in Turkey by the security forces (AKDIVAR AND OTHERS; SELÇUK AND ASKER; GÜNDEM); restrictions on access to property in northern Cyprus (LOIZIDOU).

b) Occupation by Greek State without compensation of land (PAPAMICHALOPOULOS AND OTHERS) and of a building housing a cinema (IATRIDIS), and legislation assigning to the State a large part of the property of monasteries of the Greek Church (THE HOLY MONASTERIES).

c) Levels of shareholders' compensation for property nationalised in the aircraft and shipbuilding industries in the United Kingdom (LITHGOW AND OTHERS).

d) Impossibility of obtaining full compensation for the expropriation of parts of roadside properties in Greece (KATIKARIDIS AND OTHERS; TSOMTSOS AND OTHERS; PAPACHELAS); failure to execute court decisions quashing an expropriation in France (GUILLEMIN) and delay in paying additional compensation awarded or insufficient default interest in respect of an expropriation in Turkey (AKKUŞ; AKA) and Greece (AVIS ENTREPRISES).

e) Issues concerning expropriation permits and prohibitions on construction in Sweden (SPORRONG AND LÖNNROTH; ALLAN JACOBSSON no. 1) and France (PHOCAS); municipal town-planning measures adversely affecting the applicants' peaceful enjoyment of their possessions in Greece (AGROTEXIM AND OTHERS) and Italy (KATTE KLITSCH DE LA GRANGE; ZUBANI); proceedings in Portugal to expropriate a company's land in order to establish a reserve for the protection of animals (MATOS E SILVA LDA. AND OTHERS) and decision by the Supreme Court of Ireland that a grant of outline planning permission was a nullity (PINE VALLEY DEVELOPMENTS LTD. AND OTHERS).

f) In the United Kingdom, seizure and confiscation by customs authorities of smuggled goods belonging to a third party (AGOSI) and seizure of an aircraft subsequently returned conditionally, on account of the discovery of drugs in a baggage hold (AIR CANADA); refusal to grant a permit to retain agricultural land in Sweden purchased at a public auction and subsequent compulsory sale of it (HÅKANSSON AND STURESSON); pre-emption by public authority of real property purchased by private individuals in France (HENTRICH); seizure and sale by tax authorities of movable property, subject to retention of title, in recovery of tax debts owed by the purchaser in the Netherlands (GASUS DOSIER- UND FÖRDERTECHNICK GmbH) and retention of objects of value seized by the Romanian police in 1966 (VASILESCU).

g) Legislation in England and Wales giving long-term tenants the right in certain circumstances compulsorily to purchase the landlord's interest in the property (JAMES AND OTHERS); impossibility of securing execution of an eviction order obtained by the landlord of a flat in Italy (SCOLLO; SPADEA AND SCALABRINO) and Portugal (VELOSA BARRETO); rent reductions imposed under Austrian legislation (MELLACHER AND OTHERS).

h) Agricultural land consolidation proceedings in Austria (ERKNER AND HOF AUER; POISS; WIESINGER) and lack of compensation for temporary inconveniences allegedly caused by such proceedings (PRÖTSCH).

i) Saisie et confiscation des biens immobiliers et des véhicules d'un mafieux présumé, ordonnées dans le cadre d'une surveillance policière et maintenues après la levée des mesures (RAIMONDO), et apposition des scellés sur un appartement dans le cadre d'une procédure pénale dirigée contre le propriétaire et maintien des scellés après la fin de celle-ci en Italie (VENDITTELLI), ainsi que sur une pièce que des témoins de Jéhovah entendaient utiliser pour leurs activités sociales et religieuses en Grèce (PENTIDIS ET AUTRES).

j) Annulation par un acte législatif d'une sentence arbitrale constatant l'existence d'une dette de l'Etat en Grèce (RAFFINERIES GRECQUES STRAN ET STRATIS ANDREADIS), adoption et effet rétroactif d'une loi concernant le service de pilotage de navires dans les eaux territoriales belges (S.A. PRESSOS COMPANIA NAVIERA ET AUTRES) et validation rétroactive par une loi de dispositions fiscales au Royaume-Uni (NATIONAL AND PROVINCIAL BUILDING SOCIETY ET AUTRES).

k) Obligation faite à des propriétaires fonciers de laisser leurs terrains à la disposition d'une association de chasseurs en France (CHASSAGNOU ; DUMONT ET AUTRES ; MONTION).

l) Inexécution d'une injonction de payer ses honoraires à un expert appelé comme témoin émise contre une personne morale de droit public en Grèce (BEÏS).

Article 2 du Protocole n° 1 - *Affaires relatives principalement au droit à l'instruction*

a) AFFAIRE RELATIVE À CERTAINS ASPECTS DU RÉGIME LINGUISTIQUE DE L'ENSEIGNEMENT EN BELGIQUE.

b) Education sexuelle obligatoire dans les écoles primaires publiques du Danemark (KJELDSSEN, BUSK MADSEN ET PEDERSEN).

c) Châtiments corporels dans les écoles publiques en Ecosse (CAMPBELL ET COSANS) et expulsion de l'école d'un témoin de Jéhovah pour refus d'assister aux célébrations de la fête nationale grecque (EFSTRATIOU ; VALSAMIS).

Article 3 du Protocole n° 1 - *Affaires relatives principalement au droit à des élections libres*

a) Annulation de l'élection de candidats au Parlement grec (GITONAS ET AUTRES) et au Parlement britannique (AHMED ET AUTRES).

b) Mode de désignation des représentants à l'assemblée régionale flamande en Belgique (MATHIEU-MOHIN ET CLERFAYT) et impossibilité de participer à l'élection de députés européens depuis Gibraltar (MATTHEWS).

Article 2 du Protocole n° 4 - *Affaires relatives principalement à des restrictions à la liberté de circulation*

a) Surveillance spéciale de la police imposée à un mafieux présumé en Italie (RAIMONDO).

b) Restriction à la libre circulation opposée à une citoyenne allemande députée au Parlement européen, lors d'un déplacement en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie durant une campagne électorale (PIERMONT) .

i) Seizure and confiscation of real property and vehicles of Mafia suspect, ordered in connection with police supervision and continued after lifting of measures (RAIMONDO), and sealing of a flat ordered in criminal proceedings against the owner and maintained after their termination (VENDITTELLI) in Italy, as well as sealing of a room intended for use by Jehovah's Witnesses in their religious and social activities in Greece (PENTIDIS AND OTHERS).

j) Annulment by legislative action of an arbitral award recognising the existence of State debt in Greece (STRAN GREEK REFINERIES AND STRATIS ANDREADIS); enactment and retrospective effect of a law on the piloting service for ships in Belgian territorial waters (S.A. PRESSOS COMPANIA NAVIERA AND OTHERS) and retrospective validation by legislation of Treasury Orders in the United Kingdom (THE NATIONAL AND PROVINCIAL BUILDING SOCIETY AND OTHERS).

k) Obligation for landowners to make their land available to a hunters' association in France (CHASSAGNOU; DUMONT AND OTHERS; MONTION).

l) Non-execution of an order requiring a public-law entity to pay a legal expert's fees in Greece (BEIS).

Protocol no. 1, Article 2 - *Cases concerning principally the right to education*

a) CASE RELATING TO CERTAIN ASPECTS OF THE LAWS ON THE USE OF LANGUAGES IN EDUCATION IN BELGIUM.

b) Compulsory sex education in State primary schools in Denmark (KJELDTSEN, BUSK MADSEN AND PEDERSEN).

c) Corporal punishment in State schools in Scotland (CAMPBELL AND COSANS) and suspension from school of a Jehovah's Witness for refusing to attend the celebrations of the National Day in Greece (EFSTRATIOU; VALSAMIS).

Protocol no. 1, Article 3 - *Cases concerning principally the right to free elections*

a) Annulment of the election of candidates to the Greek parliament (GITONAS AND OTHERS) and the British parliament (AHMED AND OTHERS).

b) Method of appointment of representatives to the Flemish regional assembly in Belgium (MATHIEU-MOHIN AND CLERFAYT) and impossibility of voting in Gibraltar in elections to the European Parliament (MATTHEWS).

Protocol no. 4, Article 2 - *Cases concerning mainly restrictions on liberty of movement*

a) Special police supervision imposed on mafia suspect in Italy (RAIMONDO).

b) Restrictions on liberty of movement imposed on a German member of the European Parliament on the occasion of a visit to French Polynesia and New Caledonia during an election campaign (PIERMONT).

Article 4 du Protocole n° 7 - *Affaires relatives principalement au principe non bis in idem*

- Personne condamnée pour une infraction pénale, puis sanctionnée pour le même fait au paiement d'une amende par les autorités administratives en Autriche (GRADINGER ; MARTE ET ACHBERGER) et en Suisse (OLIVEIRA).

Protocol no. 7, Article 4 - *Cases concerning mainly the principle of non bis in idem*

- Person convicted of a criminal offence, then sentenced to a fine by administrative authorities for the same offence in Austria (GRADINGER; MARTE AND ACHBERGER) and Switzerland (OLIVEIRA).

III. TABLEAU RÉCAPITULATIF DES ARRÊTS DE LA COUR

Entre 1959 et la fin septembre 1998, la Cour a rendu 837 arrêts et adopté 190 décisions de rejet en vertu de l'article 5 § 2 du Protocole n° 9.

Le tableau qui suit indique pour chaque arrêt, présenté chronologiquement, l'Etat défendeur, la date de saisine de la Commission européenne des Droits de l'homme, la date et l'auteur de la saisine de la Cour européenne des Droits de l'Homme, la date de l'arrêt (avec indication des arrêts adoptés en Cour plénière ou en grande chambre), la publication dans laquelle il est paru et les conclusions de la Cour.

III. TABLE OF THE JUDGMENTS OF THE COURT

From 1959 to the end of September 1998 the Court delivered 837 judgments and adopted 190 decisions rejecting applications submitted under Article 5 § 2 of Protocol No. 9.

The following table shows for each judgment, in chronological order, the respondent State, the date on which the application was lodged with the European Commission of Human Rights, when and by whom the case was referred to the European Court of Human Rights, the date of the judgment (with an indication of those which were adopted by the plenary Court or a Grand Chamber), the collection in which it was published and the Court's findings.

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court		Série / Series A Recueil/Report	
1	Lawless	IRL	8.11.57	C - 13.4.1960	14.11.1960 7.4.1961 1.7.1961	1 2 3	Prel Pro NV – 5, 6, 7, 15 NE – 17
2	De Becker	B	1.9.1956	C - 28.4.1960	27.3.1962	4	Reg
3	Affaire linguistique belge / Belgian linguistic case	B	16.6.1962- 28.1.1964	C - 25.6.1965	9.2.1967 - P 23.7.1968 - P	5 6	Prel V – P1-2 + 14 NV-8
4	Wemhoff	D	9.1.1964	C - 7.10.1966	27.6.1968	7	NV – 5§3, 6§1
5	Neumeister	A	12.7.1963	C - 7.10.1966 G - 11.10.1996	27.6.1968 7.5.1974	8 17	V – 5§3 NV – 5§4, 6§1 FD
6	Stögmüller	A	1.8.1962	C - 30.5.1967 G - 12.6.1967	10.11.1969	9	V – 5§3
7	Matznetter	A	3.4.1964	C - 13.7.1967 G - 8.8.1967	10.11.1969	10	NV – 5§3, 5§4, 6§1
8	Delcourt	B	20.12.1965	C - 5.2.1969	17.1.1970	11	NV – 6§1
9	De Wilde, Ooms & Versyp	B	21.6.1966 16.9.1966	G - 24.10.1969	18.11.1970 - P 18.6.1971 - P 10.3.1972 - P	12 12 14	Pro Prel V – 5§4 NV – 3, 4, 5§1, 8, 13 NE – 5§3, 6, 7 FD
10	Ringeisen	A	3.7.1965	C - 24.7.1970	16.7.1971 22.6.1972 23.6.1973	13 15 16	Prel V – 5§3 NV – 6§1 Mor Mor (Interpretation)

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommages matériels / Pecuniary damage

Mor = Dommages morales / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court		Série / Series A Recueil/Report	
11	Golder	UK	2.8.1969	G - 27.9.1973	21.2.1975 - P	18	V – 6§1, 8 VS
12	Syndicat national de la police belge / National Union of Belgian Police	B	25.3.1970	C - 7.10.1974	27.10.1975 - P	19	NV – 11, 11+ 14
13	Syndicat suédois des conducteurs de locomotives / Swedish Engine Drivers' Union	S	6.7.1972	C - 7.10.1974	6.2.1976	20	NV – 11, 11+13, 11+14
14	Schmidt & Dahlström	S	9.6.1972	C - 9.10.1974	6.2.1976	21	NV – 11, 11 + 14
15	Engel & autres / Others	NL	6.7.1971	C - 8.10.1974 G - 17.12.1974	8.6.1976 - P	22 - A	V – 5§1, 6§1 NV – 5§1 + 14, 5§4, 6§2, 6§3 (b)(c)(d), 6 + 14, 10, 10 + 14, 10 + 17, 10 + 18, 11 Mor (Engel), VS
			31.5.1971 19.12.1971 29.12.1971		23.11.1976 - P	22 - B	
16	Kjeldsen, Busk Madsen & Pedersen	DK	4.4.1971 15.11.1972 20.11.1972	C - 24.7.1975	7.12.1976	23	NV – 8, 9, P1-2, P1-2 + 14
17	Handyside	UK	13.4.1972	C - 12.1.1976	7.12.1976 - P	24	NV – 10 , 10+14, 18, P1-1 + 14
18	Irlande c. Royaume-Uni / Ireland v.the United Kingdom	UK	16.12.1971	IRL - 10.3.1976	18.1.1978 - P	25	Pro V – 3 NV – 5, 5 + 14, 6, 6 + 14, 15 NE – 50
19	Tyrer	UK	21.9.1972	C - 11.3.1977	25.4.1978	26	Pro V – 3 NE – 3 + 14, 50
20	König	D	3.7.1973	G - 28.2.1977 C - 14.3.1977	28.6.1978 - P 10.3.1980 - P	27 36 - B	V – 6§1 Mor, FD
21	Klass & autres / Others	D	11.6.1971	C - 15.7.1977	6.9.1978 - P	28	Prel NV – 6, 8, 13
22	Luedicke, Belkacem & Koç	D	23.7.1973 20.12.1974 28.7.1975	G - 1.10.1977 C - 10.10.1977	28.11.1978 10.3.1980	29 36 - A	Prel V – 6§3 (e) NE – 6§ 3 (e) + 14 FD (Reg)
23	The Sunday Times (n°1)	UK	19.1.1974	C - 15.7.1977	26.4.1979 - P 6.11.1980 - P	30 38	V – 10 NV – 10+14 NE – 18 FD

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
24	Marckx	B	29.3.1974	C - 10.3.1978	13.6.1979 - P	31	Prel V – 8, 8+14, P1-1 + 14 NV – 3, 12, P1-1 VS
25	Airey	IRL	14.6.1973	C - 16.5.1978	9.10.1979	32	Prel V – 6§1, 8 NE – 6§1 + 14, 13
					6.2.1981	41	FD
26	Winterwerp	NL	13.12.1972	C - 9.3.1978 G - 21.4.1978	24.10.1979	33	V – 5§4, 6§1 NV – 5§1
					27.11.1981	47	FD (Reg)
27	Schiesser	CH	15.11.1976	C - 16.5.1978 G - 11.7.1978	4.12.1979	34	NV – 5§3, 5§4
28	Deweert	B	6.2.1975	C - 14.12.1978	27.2.1980	35	Prel V – 6§1 NE – 6§2, 6§3, P1-1 Mat, VS, FD
29	Artico	I	26.4.1974	C - 11.5.1979	13.5.1980	37	Prel V – 6§3 (c) Mor
30	Guzzardi	I	17.11.1975	C - 8.3.1979	6.11.1980 - P	39	Prel V – 5§1 NV – 3, 6, 8, 9 Mor, FD
31	Van Oosterwijk	B	1.9.1976	G - 22.6.1979 C - 16.7.1979	6.11.1980 - P	40	Prel
32	Buchholz	D	18.12.1976	G - 3.10.1980	6.5.1981	42	NV – 3, 6§1, 8, 12
33	Le Compte, Van Leuven & De Meyere	B	28.10.1974 21.10.1975	C - 14.3.1980 G - 23.4.1980	23.6.1981 - P	43	V – 6§1 NV – 11
					18.10.1982	54	VS, FD
34	Young, James & Webster	UK	26.7.1976 18.2.1977	C - 14.5.1980	13.8.1981 - P	44	V – 11 NE – 9, 10, 13
					18.10.1982	55 - A	Mat, Mor, FD
35	Dudgeon	UK	22.5.1976	C - 18.7.1980	22.10.1981 - P	45	V – 8 NE – 8 + 14
					24.2.1983	59	VS, FD
36	X c. Royaume-Uni / v. the United Kingdom	UK	14.7.1974	C - 13.10.1980	5.11.1981	46	V – 5§4 NV – 5§1 NE – 5§2
					18.10.1982	55 - B	FD
37	Campbell & Cosans	UK	30.3.1976 1.10.1976	C - 13.10.1980 G - 13.10.1980	25.2.1982	48	Prel V – P1-2 NV – 3
					22.3.1983	60	Mat, Mor, FD

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
38	Adolf	A	7.6.1978	C - 18.12.1980 G - 23.1.1981	26.3.1982	49	NV – 6§1, 6§2, 6§3 (d)
39	Van Droogenbroeck	B	16.4.1977	C - 18.12.1980 G - 5.1.1981	24.6.1982 - P 25.4.1983	50 63	V – 5§4 NV – 4, 5§1 Mor
40	Eckle	D	27.12.1977	C - 18.5.1981	15.7.1982 21.6.1983	51 65	Prel V – 6§1 VS, FD
41	Sporrong & Lönnroth	S	18.8.1975	G - 10.3.1981 C - 16.3.1981	23.9.1982 - P 18.12.1984 - P	52 88	V – 6§1, P1-1 NV – P1-1 + 14 NE – 13, P1-1 + 17, P1-1 + 18 Mat, Mor, FD
42	Piersack	B	15.3.1979	C - 14.10.1981	1.10.1982 26.10.1984	53 85 - B	V – 6§1 FD
43	Foti & autres / Others	I	14.3.1976 2.9.1976 22.11.1976 15.4.1977	C - 20.5.1981	10.12.1982 21.11.1983	56 69	Prel V – 6§1 NE – 13 Mat, Mor, FD
44	Corigliano	I	20.7.1978	C - 20.7.1981	10.12.1982	57	Prel V – 6§1 VS, FD
45	Albert & Le Compte	B	10.12.1975 6.5.1976	C - 12.3.1982	10.2.1983 - P 24.10.1983	58 68	V – 6§1 NV – 3, 6§1, 6§2, 6§3, 11 VS, FD
46	Silver & autres / Others	UK	20.11.1972 - 5.4.1975	C - 18.3.1981	25.3.1983 24.10.1983	61 67	V – 6§1, 8, 8+13 NE – 10, 6§1+13, 10+13 VS, FD
47	Minelli	CH	20.6.1979	C - 13.10.1981 G - 15.10.1981	25.3.1983	62	V – 6§2 Mat, VS, FD
48	Pakelli	D	5.10.1978	C - 14.5.1982 G - 24.5.1982	25.4.1983	64	V – 6§3 (c) NE – 6§1 VS, FD
49	Zimmermann & Steiner	CH	30.8.1979	C - 17.5.1982 G - 8.7.1982	13.7.1983	66	V – 6§1 VS, FD
50	Van der Mussele	B	7.3.1980	C - 19.7.1982	23.11.1983 - P	70	NV – 4, 4 + 14, P1-1 inapplicable

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommages matériels / Pecuniary damage

Mor = Dommages moraux / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
51	Pretto & autres / Others	I	27.7.1977	C - 17.5.1982	8.12.1983 - P	71	NV – 6§1
52	Axen	D	1.9.1977	C - 17.5.1982	8.12.1983 - P	72	NV – 6§1
53	Öztürk	D	14.2.1979	G - 13.9.1982 C - 15.10.1982	21.2.1984 - P 23.10.1984	73 85 - A	V – 6§3 (e) NE – 50
54	Sutter	CH	17.4.1978	C - 17.5.1982 G - 8.7.1982	22.2.1984 - P	74	NV – 6§1
55	Luberti	I	19.5.1980	C - 19.7.1982	23.2.1984	75	V – 5§4 NV – 5§1 VS, FD
56	Goddi	I	1.5.1980	C - 6.1.1983	9.4.1984	76	V – 6§3 (c) Mat, Mor
57	De Jong, Baljet & Van den Brink	NL	3.8.1979 17.12.1980	C - 15.3.1983	22.5.1984	77	Prel V – 5§3, 5§4 NV – 5§1, 5 + 14 NE – 13, 18 Mor
58	Van der Sluijs, Zuiderveld & Klappe	NL	1.4.1981 31.3.1981 19.2.1981	C - 15.3.1983	22.5.1984	78	Prel V – 5§3 Mor
59	Duinhof & Duijf	NL	18.12.1981 16.2.1982	C - 13.10.1983 G - 14.10.1983	22.5.1984	79	Prel V – 5§3 Mor
60	Campbell & Fell	UK	4.3.1977 31.3.1977	C - 14.10.1982	28.6.1984	80	Prel V – 6§1, 6§3 (b)(c), 8, 8 + 13 NV – 6§1, 6§2, 6§3 (a)(d) NE – 6§1 + 13 VS, FD
61	Guincho	P	20.5.1980	C - 18.7.1983 G - 26.9.1983	10.7.1984	81	V – 6 §1 Mor
62	Malone	UK	19.7.1979	C - 16.5.1983	2.8.1984 - P 26.4.1985	82 95 - A	V – 8 NE – 8+13 FD (Reg)
63	Skoogström	S	20.10.1978	C - 13.10.1983	2.10.1984	83 - A	Reg
64	Sramek	A	19.9.1979	C - 16.5.1983	22.10.1984 - P	84	V – 6§1 FD
65	De Cubber	B	10.10.1980	C - 12.10.1983	26.10.1984 14.9.1987	86 124 - B	V – 6§1 Mor, FD

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
66	McGoff	S	25.3.1980	C - 13.10.1983	26.10.1984	83 - B	V – 5§3 NV – 5§4 NE – 25 FD
67	Rasmussen	DK	21.5.1979	C - 12.10.1983	28.11.1984	87	NV – 6 + 14, 8 + 14
68	Colozza	I	5.5.1980	C - 18.7.1983	12.2.1985	89 - A	V – 6§1 Mat, Mor
69	Rubinat	I	21.7.1978	C - 18.7.1983	12.2.1985	89 - B	Rad
70	Barthold	D	13.7.1979	C - 12.10.1983	25.3.1985 31.1.1986	90 98 - A	V – 10 NE – 11 Mat, VS, FD (Reg)
71	X & Y c. Pays-Bas / v. the Netherlands	NL	10.1.1980	C - 13.12.1983	26.3.1985	91	V – 8 NE – 3+ 14, 8 +14, 13 Mor
72	Bönisch	A	18.6.1979	C - 16.7.1984 G - 21.8.1984	6.5.1985 2.6.1986	92 103	V – 6§1 NE – 6§2, 6§3 (d) Mor, FD
73	Ashingdane	UK	26.10.1977	C - 14.10.1983	28.5.1985	93	NV – 5§1, 5§4, 6§1
74	Abdulaziz, Cabales & Balkandali	UK	11.12.1980 10.8.1981	C - 14.10.1983	28.5.1985 - P	94	V – 8 + 13, 8 +14 NV – 8, 8 + 14 VS, FD
75	Vallon	I	23.10.1981	C - 12.10.1984	3.6.1985	95 - B	Reg
76	Can	A	14.4.1981	C - 15.10.1984	30.9.1985	96	Reg
77	Bentham	NL	21.12.1979	C - 20.3.1984	23.10.1985 - P	97	V – 6§1 VS
78	James & autres / Others	UK	23.10.1979	C - 12.7.1984	21.2.1986 - P	98 - B	NV – 6§1, 13, P1-1, P1-1 + 14
79	Feldbrugge	NL	16.2.1979	C - 12.10.1984	29.5.1986 - P 27.7.1987	99 124 - A	V – 6§1 Mor, FD
79	Deumeland	D	15.4.1981	C - 12.10.1984	29.5.1986 - P	100	V – 6§1 VS
80	Van Marle & autres / Others	NL	10.1.1979 20.6.1979 17.7.1979	C - 12.10.1984	26.6.1986 - P	101	NV – P1-1 NE – 6§1 inapplicable

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
81	Litgow & autres / Others	UK	16.9.1977 - 4.6.1981	C - 18.5.1984	8.7.1986 - P	102	NV – 6§1, 13, P1-1, P1-1 + 14
82	Lingens	A	19.4.1982	C - 13.12.1984 G - 28.1.1985	8.7.1986 - P	103	V – 10 Mat, FD
83	Glaserapp	D	7.11.1980	C - 16.7.1984	28.8.1986 - P	104	Prel NV – 10
84	Kosiek	D	20.2.1982	C - 16.7.1984	28.8.1986 - P	105	Prel NV – 10
85	Rees	UK	18.4.1979	C - 14.3.1985	17.10.1986 - P	106	NV – 8, 12
86	Sanchez-Reisse	CH	10.5.1982	C - 14.3.1985 G - 22.4.1985	21.10.1986	107	V – 5§4 FD
87	AGOSI	UK	17.9.1980	C - 19.12.1984	24.10.1986	108	NV – P1-1 NE – 6 inapplicable
88	Gillow	UK	25.1.1980	C - 19.12.1984	24.11.1986 14.9.1987	109 124 - C	V – 8 NV – 6§1, 8 + 14 NE – P1-1, P4-2 inapplicable Mat, Mor, FD
89	Unterpertinger	A	1.9.1980	C - 14.3.1985 G - 30.4.1985	24.11.1986	110	V – 6§1 + 6§3 (d) Mat, Mor, FD
90	Bozano	F	30.3.1982	C - 14.3.1985	18.12.1986 2.12.1987	111 124 - F	Prel V – 5§1 NE – 5§1 + 18, P4-2 Mor, FD
91	Johnston & autres / Others	IRL	16.2.1982	C - 21.5.1985	18.12.1986 - P	112	Prel V – 8 NV – 8, 8 + 14, 12 NE – 8 + 14, 9 FD
92	Mathieu-Mohin & Clerfayt	B	5.2.1981	C - 11.7.1985	2.3.1987 - P	113	NV – P1-3 , P1-3 + 14
93	Weeks	UK	6.4.1982	C - 14.3.1985	2.3.1987 - P 5.10.1988 - P	114 145 - A	V – 5§4 NV – 5§1 Mat, Mor , FD (Reg)
94	Monnell & Morris	UK	5.8.1981 13.3.1982	C - 11.7.1985 G - 16.7.1985	2.3.1987	115	NV – 5§1 (a), 5 + 14, 6§1 + 6§ 3 (c), 6 + 14
95	Leander	S	2.11.1980	C - 11.7.1985	26.3.1987	116	NV – 8, 10, 13

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
96	Ettl & autres / Others	A	27.10.1980	C - 18.10.1985	23.4.1987	117 - A	NV – 6§1
97	Erkner & Hofauer	A	3.4.1979	C - 14.5.1984	23.4.1987 29.9.1987	117 - B 124 - D	V – 6§1, P1-1 Reg
98	Poiss	A	25.1.1982	C - 14.5.1986	23.4.1987 29.9.1987	117 - C 124 - E	V – 6§1, P1-1 Reg
99	Lechner & Hess	A	18.2.1981	C - 17.10.1985	23.4.1987	118	V – 6§1 Mat, Mor, FD
100	Capuano	I	21.12.1980	C - 28.1.1986	25.6.1987	119 - A	V – 6§1 Mat, Mor
101	Baggetta	I	25.1.1983	C - 13.3.1986	25.6.1987	119 - B	Prel V – 6§1 Mat, Mor, FD
102	Milasi	I	18.7.1983	C - 13.3.1986	25.6.1987	119 - C	V – 6§1 Mor
103	O. c. Royaume-Uni / v. the United Kingdom	UK	15.12.1980	C - 28.1.1986	8.7.1987 - P 9.6.1988 - P	120 - A 136 - A	V – 6§1 NV – 8 NE – 13 Mor, FD (Reg)
104	H. c. Royaume-Uni / v. the United Kingdom	UK	3.9.1981	C - 28.1.1986	8.7.1987 - P 9.6.1988 - P	120 - B 136 - B	V – 6§1, 8 Mor, FD (Reg)
105	W. c. Royaume-Uni / v. the United Kingdom	UK	18.1.1982	C - 28.1.1986	8.7.1987 - P 9.6.1988 - P	121 - A 136 - C	V – 6§1, 8 NE – 13 Mor, FD (Reg)
106	B. c. Royaume-Uni / v. the United Kingdom	UK	26.4.1982	C - 28.1.1986	8.7.1987 - P 9.6.1988 - P	121 - B 136 - D	V – 6§1, 8 NE – 13 Mor, FD
107	R. c. Royaume-Uni / v. the United Kingdom	UK	28.4.1983	C - 28.1.1986	8.7.1987 - P 9.6.1988 - P	121 - C 136 - E	V – 6§1, 8 NE – 13 Mor, FD (Reg)
108	Baraona	P	6.9.1982	C - 28.1.1986 G - 4.2.1986	8.7.1987	122	V – 6§1 Mor, FD
109	Lutz	D	14.6.1982	C - 28.1.1986	25.8.1987 - P	123 - A	Prel NV – 6§2

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
110	Englert	D	13.10.1982	C - 28.1.1986	25.8.1987 - P	123 - B	Prel NV – 6§2
111	Nölkenbockhoff	D	7.2.1983	C - 28.1.1986	25.8.1987 - P	123 - C	Prel NV – 6§2
112	Pudas	S	30.3.1983	C - 13.3.1986	27.10.1987	125 - A	V – 6§1 NE – 13, P1-1 Mor, FD
113	Bodén	S	10.1.1984	C - 18.7.1986	27.10.1987	125 - B	V – 6§1 VS, FD
114	Inze	A	20.6.1979	C - 14.5.1986 G - 16.7.1986	28.10.1987	126	Prel V – P1-1 + 14 Mat, FD
115	Ben Yaacoub	B	30.6.1982	C - 11.7.1985	27.11.1987	127 - A	Reg
116	H. c. Belgique / v. Belgium	B	20.3.1980	C - 28.1.1986	30.11.1987 - P	127 - B	V – 6§1 Mor , FD
117	F. c. Suisse / v. Switzerland	CH	12.12.1984	G - 22.9.1986 C - 17.10.1986	18.12.1987 - P	128	V – 12 VS, FD
118	Bouamar	B	2.9.1980	C - 16.10.1986	29.2.1988 27.6.1988	129 136 - F	V – 5§1, 5§4 NV – 5§4 + 14 NE – 13 Reg
119	Olsson (n° 1)	S	10.6.1983	C - 13.3.1987 G - 13.4.1987	24.3.1988 - P	130	Prel V – 8 NV – 3, 6, 8 + 14, P1-2, P1- 2 + 13 Mor, FD
120	Boyle & Rice	UK	4.3.1981 15.1.1982	C - 18.7.1986	27.4.1988 - P	131	V – 8 NV – 13 FD
121	Belilos	CH	24.3.1983	C - 18.7.1986 G - 22.9.1986	29.4.1988 - P	132	Prel V – 6§1 FD
122	Müller & autres / Others	CH	22.7.1983	C - 12.12.1986 G - 25.2.1987	24.5.1988	133	NV – 10
123	Ekbatani	S	20.6.1983	G - 5.12.1986 C - 12.12.1986	26.5.1988 - P	134	V – 6§1 FD
124	Pauwels	B	19.11.1982	C - 13.3.1987	26.5.1988	135	V – 5§3 FD

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
125	Schönenberger & Durmaz	CH	10.1.1985	C - 13.3.1987 G - 13.4.1987	20.6.1988	137	V – 8 NE – 10 VS, FD
126	Berrehab	NL	14.11.1983	C - 13.3.1987 G - 10.4.1987	21.6.1988	138	V – 8 NV – 3 Mor
127	Plattform "Ärzte für das Leben"	A	13.9.1982	C - 14.5.1987	21.6.1988	139	NV – 11 + 13
128	Schenk	CH	6.3.1984	C - 15.7.1987 G - 28.7.1987	12.7.1988 - P	140	NV – 6§1, 6§2 NE – 8
129	Salabiaku	F	29.7.1983	C - 23.10.1987	7.10.1988	141 - A	NV – 6§1, 6§2
130	Woukam Moudefo	F	8.9.1983	C - 16.10.1987	11.10.1988	141 - B	Reg
131	Norris	IRL	5.10.1983	C - 14.5.1987	26.10.1988 - P	142	Prel V – 8 VS, FD
132	Martins Moreira	P	24.7.1984	C - 18.12.1987 G - 29.1.1988	26.10.1988	143	V – 6§1 Mat, Mor, FD
133	Nielsen	DK	15.2.1984	C - 14.5.1987 G - 22.5.1987	28.11.1988 - P	144	Prel NE – 5 inapplicable
134	Brogan & autres / Others	UK	18.10.1984 22.10.1984 22.11.1984 8.2.1985	C - 15.7.1987 G - 3.8.1987	29.11.1988 - P 30.5.1989 - P	145 - B 152 - B	V – 5§3, 5§5 NV – 5§1(c), 5§4 NE – 13 VS
135	Barberà, Messegué & Jabardo	E	22.7.1983	C - 12.12.1986 G - 29.1.1987	6.12.1988 - P 13.6.1994 - P	146 285 - C	Prel V – 6§1 NV – 6§2 Mor, FD
136	Colak	D	7.6.1982	C - 18.12.1987	6.12.1988	147	NV – 6§1
137	Ciulla	I	5.6.1984	15.7.1987	22.2.1989 - P	148	Prel V – 5§1, 5§5 VS
138	Barfod	DK	22.3.1985	C - 16.10.1987 G - 4.11.1987	22.2.1989	149	NV – 10
139	Bock	D	2.7.1982	C - 25.1.1988	29.3.1989	150	V – 6§1 Mor, FD

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
140	Lamy	B	20.6.1983	C - 18.12.1987	30.3.1989	151	V – 5§4 NV – 5§2, 5§3 NE – 6§3 (b) VS, FD
141	Chappell	UK	11.10.1982	C - 18.12.1987	30.3.1989	152 - A	NV – 8
142	Neves e Silva	P	17.10.1984	C - 14.3.1988 G - 11.4.1988	27.4.1989	153 - A	Prel V – 6§1 Mor, FD
143	Hauschildt	DK	27.10.1982	C - 16.10.1987	24.5.1989 - P	154	Prel V – 6§1 VS, FD
144	Oliveira Neves	P	11.6.1985	C - 16.3.1989	25.5.1989	153 - B	Reg
145	Langborger	S	7.9.1984	C - 18.12.1987	22.6.1989 - P	155	V – 6§1 NV – 8, 11, P1-1 NE – 13 VS, FD
146	Eriksson	S	7.12.1984	C - 13.9.1988 G - 8.11.1988	22.6.1989 - P	156	V – 6§1, 8 NV – 6§1, P1-2 + 13 NE – 6§1 + 13 Mor, FD
147	Unión Alimentaria Sanders S.A.	E	5.7.1985	C - 19.12.1988 G - 20.1.1989	7.7.1989	157	V – 6§1 Mat, FD
148	Bricmont	B	13.2.1984	C - 18.12.1987	7.7.1989	158	Prel V – 6§1 + 6§3 NV – 6§1 VS, FD
150	Tre Traktörer AB	S	23.1.1984	C - 14.3.1988	7.7.1989	159	V – 6§1 NV – P1-1 NE – 13 FD
151	Gaskin	UK	17.2.1983	G - 8.3.1988 C - 14.3.1988	7.7.1989 - P	160	V – 8 NV – 10 Mor, FD
152	Soering	UK	8.7.1988	C - 25.1.1989 G (UK) - 30.1.1989 G (D) - 3.2.1989	7.7.1989 - P	161	V – 3 NV – 6§3 (c), 13 VS, FD
153	H. c. / v. France	F	21.6.1982	C - 11.5.1988	24.10.1989	162 - A	V – 6§1 Mor, FD
154	Allan Jacobsson (n°1)	S	11.1.1984	C - 18.12.1987	25.10.1989	163	V – 6§1 NV – P1-1 NE – 13, 17, 18 FD
155	Bezicheri	I	18.1.1985	C - 11.5.1988	25.10.1989	164	V – 5§4 VS
156	Markt intern Verlag GmbH & Klaus Beermann	D	11.7.1983	C - 14.3.1988 G - 18.4.1988	20.11.1989 - P	165	NV – 10

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
157	Kostovski	NL	18.3.1985	C - 18.7.1988 G - 15.9.1988	20.11.1989 - P 29.3.1990 - P	166 170 - B	V – 6§1 + 6§3 (d) Reg
158	Chichlian & Ekindjian	F	25.4.1984	C - 12.4.1989	28.11.1989	162 - B	Reg
159	Brozicek	I	7.5.1984	C - 11.5.1988	19.12.1989 - P	167	Prel V – 6§1 + 6§3 (a) VS, FD
160	Kamasinski	A	6.11.1981	C - 18.7.1988	19.12.1989	168	Prel V – 6§1 NV – 6§1, 6§2, 6§3 (a) - (e), 6 + 14 NE – 13 FD, VS
161	Mellacher & autres / Others	A	5.8.1983 22.5.1984 4.7.1984	C - 14.10.1988	19.12.1989 - P	169	NV – P1-1 NE – P1-1 + 14
162	Van der Leer	NL	18.5.1984	C - 13.9.1988	21.2.1990	170 - A	V – 5§1, 5§2, 5§4 NE – 6§1 Mat, Mor, FD
163	Håkansson & Stureson	S	3.4.1984	C - 14.12.1988 G - 27.1.1989	21.2.1990	171- A	V – 6§1 NV – 6§1, P1-1, P1-1 + 14 NE – 13 FD
164	Powell & Rayner	UK	31.12.1980	C - 16.3.1989	21.2.1990	172	NV – 13
165	Jón Kristinnsson	IS	10.4.1986	C - 12.4.1989	1.3.1990	171- B	Reg
166	Groppera Radio AG & autres / Others	CH	9.2.1984	C - 16.11.1988 G - 31.1.1989	28.3.1990 - P	173	Prel NV – 10 NE – 10 + 13
167	Granger	UK	5.12.1985	G - 27.2.1989 C - 16.3.1989	28.3.1990	174	Prel V – 6§1 + 6§3 (c) NE – 5, 8, 13 Mor, FD
168	B. c. Autriche / v. Austria	A	10.1.1986	C - 16.3.1989	28.3.1990	175	V – 6§1 NV – 5§3 VS, FD
169	Kruslin	F	16.10.1985	C - 16.3.1989	24.4.1990	176 - A	V – 8 VS, FD
170	Huvig	F	9.8.1984	C - 16.3.1989	24.4.1990	176 - B	V – 8 NE – 50
171	Clerc	F	28.8.1986	C - 12.10.1989	26.4.1990	176 - C	Reg
172	Weber	CH	15.5.1984	C - 12.4.1989 G - 3.7.1989	22.5.1990	177	V – 6§1, 10 FD

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
173	Autronic AG	CH	9.1.1987	C - 12.4.1989 G - 6.7.1989	22.5.1990 - P	178	V – 10 FD
174	Obermeier	A	24.9.1985	C - 16.3.1989 G - 7.4.1989	28.6.1990	179	Prel V – 6§1 NE – 13, 14 Mor, FD
175	Mats Jacobsson	S	5.8.1984	C - 12.4.1989 G - 23.5.1989	28.6.1990	180 - A	V – 6§1 NE – 13, P1-1 Mor, FD
176	Skärby	S	26.6.1986	C - 12.4.1989 G - 23.5.1989	28.6.1990	180 - B	V – 6§1 Mor, FD
177	E. c. Norvège / v. Norway	N	13.5.1985	C - 12.4.1989 G - 19.6.1989	29.8.1990	181 - A	V – 5§4 NV – 5§4 NE – 50
178	Fox, Campbell & Hartley	UK	16.6.1986 2.9.1986	C - 13.7.1989	30.8.1990 27.3.1991	182 190 - B	V – 5§1(c), 5§5 NV – 5§2 NE – 5§4, 13 VS, FD
179	McCallum	UK	31.8.1981	G - 8.9.1989	30.8.1990	183	V – 8 NE – 10, 3 + 13, 8 + 13 VS, FD
180	Nyberg	S	9.6.1986	C - 21.5.1990	31.8.1990	181- B	Reg
181	Cossey	UK	24.2.1984	G - 4.7.1989 C - 13.7.1989	27.9.1990 - P	184	NV – 8, 12
182	Wassink	NL	17.10.1986	C - 8.9.1989	27.9.1990	185 - A	V – 5§1 NV – 5§4, 5§5 NE – 6§1 VS, FD
183	Windisch	A	2.10.1986	C - 12.10.1989	27.9.1990 28.6.1993	186 255 - D	V – 6§1 + 6§ 3 (d) FD NE – 50
184	Darby	S	20.11.1984	C - 13.7.1989 G - 8.9.1989	23.10.1990	187	V – P1-1 + 14 NE – 9, 9 + 14 Mat, VS, FD
185	Huber	CH	27.2.1987	C - 13.7.1989 G - 28.7.1989	23.10.1990 - P	188	V – 5§3 VS, FD
186	Moreira de Azevedo	P	16.11.1984	C - 12.10.1989	23.10.1990 28.8.1991	189 208 - C	Prel V – 6§1 Mat, Mor, FD
187	Thynne, Wilson & Gunnell	UK	24.4.1985	C - 12.10.1989	25.10.1990 - P	190 - A	V – 5§4 , 5§5 VS, FD

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
188	Koendjbiharie	NL	18.3.1985	C - 13.12.1989	25.10.1990	185 - B	V – 5§4 NE – 3, 5§1, 6 + 14 VS, FD
189	Keus	NL	13.6.1986	C - 13.12.1989	25.10.1990	185 - C	NV – 5§2, 5§4 NE – 5§1, 5§5, 6§1 + 6§3
190	Delta	F	4.8.1984	C - 14.12.1989	19.12.1990	191 - A	V – 6§1 + 6§3 (d) NE – 6§2, 6§3 (b), 17, 18 Mat, Mor
191	Djeroud	F	25.9.1987	C - 21.5.1990	23.1.1991	191 - B	Reg
192	Fredin (n° 1)	S	5.3.1986	C - 14.12.1989	18.2.1991	192	V – 6§1 NV – P1-1, P1-1 + 14 Mor, FD
193	Moustaquim	B	13.5.1986	C - 14.12.1989	18.2.1991	193	V – 8 NV – 8 + 14 NE – 3, 7 Mor, FD
194	Isgrò	I	12.9.1984	C - 16.2.1990	19.2.1991	194 - A	Prel NV – 6§1 + 6§3 (d)
195	Brigandi	I	22.2.1985	C - 16.2.1990	19.2.1991	194 - B	V – 6§1 NE – P1-1 Mat, Mor
196	Zanghi	I	16.4.1985	C - 16.2.1990	19.2.1991 10.2.1993	194 - C 257 - A	V – 6§1 NE – P1-1 NE – 50
197	Santilli	I	4.3.1985	C - 16.2.1990	19.2.1991	194 - D	V – 6§1 NE – P1-1 Mor, FD
198	Motta (n° 1)	I	22.4.1985	C - 16.2.1990	19.2.1991	195 - A	V – 6§1 Mor, FD
199	Manzoni	I	3.6.1985	C - 16.2.1990	19.2.1991	195 - B	V – 6§1 Mor, FD
200	Pugliese (n° 1)	I	14.10.1985	C - 16.2.1990	19.2.1991	195 - C	V – 6§1 VS
201	Alimena	I	8.11.1985	C - 16.2.1990	19.2.1991	195 - D	V – 6§1, 6§3 (c) Mor, FD
202	Frau	I	22.12.1982	C - 16.2.1990	19.2.1991	195 - E	V – 6§1 Mor
203	Ficara	I	17.5.1986	C - 16.2.1990	19.2.1991	196 - A	V – 6§1 Mor, FD
204	Viezzer	I	6.11.1986	C - 16.2.1990	19.2.1991	196 - B	V – 6§1 Mor, FD

A = Saisine / Reference: Requêteur / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
205	Angelucci	I	10.12.1986	C - 16.2.1990	19.2.1991	196 - C	V – 6§1 Mor
206	Maj	I	18.7.1987	C - 16.2.1990	19.2.1991	196 - D	V – 6§1 Mor
207	Girolami	I	8.10.1987	C - 16.2.1990	19.2.1991	196 - E	V – 6§1 VS, FD
208	Ferraro	I	26.11.1987	C - 16.2.1990	19.2.1991	197 - A	V – 6§1 Mat, Mor, FD
209	Triggiani	I	19.11.1987	C - 16.2.1990	19.2.1991	197 - B	V – 6§1 Mat, Mor, FD
210	Mori	I	26.11.1987	C - 16.2.1990	19.2.1991	197 - C	V – 6§1 Mor, FD
211	Colacioppo	I	11.2.1987	C - 16.2.1990	19.2.1991	197 - D	V – 6§1 Mor
212	Adiletta & autres / Others	I	11.3.1988 12.3.1988	C - 16.2.1990	19.2.1991	197 - E	V – 6§1 Mor, FD
213	Vernillo	F	22.11.1985	C - 21.5.1990	20.2.1991	198	Prel NV – 6§1
214	Stocké	D	20.9.1985	C - 13.12.1989	19.3.1991	199	NV – 5§1, 6§1
215	Cardot	F	12.12.1983	C - 21.5.1990	19.3.1991	200	Prel
216	Cruz Varas & autres / Others	S	5.10.1989	C - 11.7.1990 G - 31.8.1990	20.3.1991 - P	201	NV – 3, 8, 25§1
217	Ezelin	F	16.10.1985	C - 6.4.1990	26.4.1991	202	V – 11 NE – 10 VS, FD
218	Asch	A	22.8.1986	C - 21.5.1990 G - 20.7.1990	26.4.1991	203	NV – 6§1 + 6§3 (d)
219	Oberschlick (n° 1)	A	16.6.1985	C - 16.2.1990	23.5.1991 - P	204	Prel V – 6§1, 10 Mat, VS, FD
220	Quaranta	CH	18.12.1986	C - 6.4.1990 G - 27.6.1990	24.5.1991	205	V – 6§3 (c) Mor, FD
221	Pugliese (n° 2)	I	29.6.1985	C - 21.5.1990	24.5.1991	206 - A	V – 6§1 NE – 50

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
222	Caleffi	I	20.9.1985	C - 21.5.1990	24.5.1991	206 - B	V – 6§1 Mor, FD
223	Vocaturio	I	20.9.1985	C - 21.5.1990	24.5.1991	206 - C	V – 6§1 Mat, Mor, FD
224	Letellier	F	21.8.1986	C - 21.5.1990	26.6.1991	207	V – 5§3 NV – 5§4 VS, FD
225	Owners' Services Ltd	I	13.3.1986	C - 8.3.1991	28.6.1991	208 - A	Rad
226	Philis (n° 1)	GR	5.1.1987 6.4.1988 24.6.1988	C - 21.5.1990	27.8.1991	209	V – 6§1 NE – 6§1 + 13, 6 + 14 Mor, FD
227	Demicoli	M	22.5.1987	C - 21.5.1990	27.8.1991	210	Prel V – 6§1 NE – 6§2 VS, FD
228	Brandstetter	A	6.9.1984 13.3.1987 21.10.1987	C - 11.7.1990 G - 1.10.1990	28.8.1991	211	V – 6§1 NV – 6§1 + 6§3 (d), 6§3 (c) NE – 6§1, 6§2 FD
229	F.C.B. c. Italie / v. Italy	I	9.5.1986	C - 11.7.1990	28.8.1991	208 - B	V – 6§1 + 6§3 (c) VS, FD
230	Muyldermans	B	22.12.1983	C - 8.12.1990	23.10.1991	214 - A	Reg
231	Helmerts	S	6.2.1985	C - 6.4.1990 G - 16.5.1990	29.10.1991 - P	212 - A	V – 6§1 Mor
232	Jan-Åke Andersson	S	16.10.1984	C - 8.6.1990 G - 28.6.1990	29.10.1991 - P	212 - B	NV – 6§1
233	Fejde	S	28.7.1986	C - 8.6.1990 G - 31.8.1990	29.10.1991 - P	212 - C	NV – 6§1
234	Wiesinger	A	12.8.1985	C - 11.7.1990	30.10.1991	213	V – 6§1 NV – P1-1 NE – P1-1+ 14 Mor, FD
235	Borgers	B	5.12.1985	C - 11.7.1990 G - 26.9.1990	30.10.1991 - P	214 - B	V – 6§1 VS, FD
236	Vilvarajah & autres / Others	UK	26.8.1987 16.12.1987	C - 11.7.1990 G - 16.7.1990	30.10.1991	215	NV – 3, 13

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
237	Observer & Guardian	UK	27.1.1988	C - 12.10.1990 G - 23.11.1990	26.11.1991 - P	216	V – 10 NV – 10, 10 + 13, 10 + 14 FD
238	The Sunday Times (n° 2)	UK	31.7.1987	C - 12.10.1990 G - 23.11.1990	26.11.1991 - P	217	V – 10 NV – 10 + 13, 10 + 14 FD
239	Kemmache (n°s 1 & 2)	F	1.8.1986 28.4.1989	C - 11.7.1990 C - 12.10.1990	27.11.1991 2.11.1993	218 270 - B	V – 5§3, 6§1 Mor, FD
240	Oerlemans	NL	5.9.1986	C - 7.7.1990	27.11.1991	219	NV – 6§1
241	S. c. Suisse / v. Switzerland	CH	18.11.1986	C - 8.10.1990 G - 12.12.1990	28.11.1991	220	V – 6§3 (c) NE – 5§4, 6§3 (b) Mor, FD
242	Koster	NL	31.3.1987	C - 12.11.1990	28.11.1991	221	V – 5§3 VS, FD
243	Pine Valley Developments Ltd & autres / Others	IRL	6.1.1987	C - 11.7.1990 G - 11.9.1990	29.11.1991 9.2.1993	222 246 - B	Prel V – P1-1 + 14 NV – P1-1, 13 Mat, Mor, FD
244	Vermeire	B	1.4.1987	C - 11.7.1990	29.11.1991 4.10.1993	214 - C 270 - A	V – 8 + 14 Mat, FD
245	Macaluso	I	14.5.1987	C - 8.3.1991	3.12.1991	223 - A	Rad
246	Manunza	I	20.6.1987	C - 8.3.1991	3.12.1991	223 - B	Rad
247	Gilberti	I	21.1.1987	C - 8.3.1991	3.12.1991	223 - C	Rad
248	Nonnis	I	5.3.1987	C - 8.3.1991	3.12.1991	223 - D	Rad
249	Trotto	I	26.3.1987	C - 8.3.1991	3.12.1991	223 - E	Rad
250	Cattivera	I	26.3.1987	C - 8.3.1991	3.12.1991	223 - F	Rad
251	Seri	I	8.6.1987	C - 8.3.1991	3.12.1991	223 - G	Rad

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
252	Gori	I	15.10.1987	C - 8.3.1991	3.12.1991	223 - H	Rad
253	Casadio	I	2.2.1987	C - 19.4.1991	3.12.1991	223 - I	Rad
254	Testa	I	5.3.1987	C - 19.4.1991	3.12.1991	223 - J	Rad
255	Covitti	I	14.5.1987	C - 19.4.1991	3.12.1991	223 - K	Rad
256	Zonetti	I	26.6.1987	C - 19.4.1991	3.12.1991	223 - L	Rad
257	Simonetti	I	16.7.1987	C - 19.4.1991	3.12.1991	223 - M	Rad
258	Dal Sasso	I	15.10.1987	C - 19.4.1991	3.12.1991	223 - N	Rad
259	Toth	A	12.10.1985	C - 15.10.1990 G - 18.12.1990	12.12.1991	224	Prel V – 5§3, 5§4 VS, FD
260	Clooth	B	12.2.1987	C - 12.10.1990	12.12.1991 5.3.1998	225 1998 - I	V – 5§3 NE – 50
261	Margareta & Roger Andersson	S	13.2.1987	C - 14.12.1990 G - 17.12.1990	25.2.1992	226 - A	V – 8 NV – 13 NE – 13 Mor, FD
262	Pfeifer & Plankl	A	23.9.1983	C - 12.11.1990 G - 6.2.1991	25.2.1992	227	Prel V – 6§1, 8 FD
263	Nibbio	I	3.4.1987	C - 8.3.1991	26.2.1992	228 - A	V – 6§1 Mor, FD
264	Borgese	I	15.4.1987	C - 8.3.1991	26.2.1992	228 - B	V – 6§1 Mor, FD
265	Biondi	I	17.4.1987	C - 8.3.1991	26.2.1992	228 - C	V – 6§1 Mor, FD
266	Monaco	I	14.5.1987	C - 8.3.1991	26.2.1992	228 - D	V – 6§1 Mor, FD
267	Lestini	I	10.4.1987	C - 8.3.1991	26.2.1992	228 - E	V – 6§1 Mor, FD
268	G. c. Italie / v. Italy	I	6.3.1987	C - 8.3.1991	27.2.1992	228 - F	NV – 6§1

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
269	Andreucci	I	23.5.1987	C – 8.3.1991	27.2.1992	228 - G	NV – 6§1
270	Arena	I	10.9.1987	C - 8.3.1991	27.2.1992	228 - H	NV – 6§1
271	Cormio	I	17.7.1987	C - 19.4.1991	27.2.1992	228 - I	NV – 6§1
272	Diana	I	3.10.1985	C - 8.3.1991	27.2.1992	229 - A	V – 6§1 Mor, FD
273	Ridi	I	12.10.1985	C - 8.3.1991	27.2.1992	229 - B	V – 6§1 VS
274	Casciaroli	I	24.12.1985	C - 8.3.1991	27.2.1992	229 - C	V – 6§1 Mor, FD
275	Manieri	I	30.12.1985	C - 8.3.1991	27.2.1992	229 - D	V – 6§1 Mor, FD
276	Mastrantonio	I	17.3.1986	C - 8.3.1991	27.2.1992	229 - E	V – 6§1 Mor, FD
277	Idrocalce S.r.l.	I	1.4.1986	C - 8.3.1991	27.2.1992	229 - F	V – 6§1 VS, FD
278	Cardarelli	I	9.4.1986	C - 8.3.1991	27.2.1992	229 - G	V – 6§1 NE – 50
279	Golino	I	16.4.1986	C - 8.3.1991	27.2.1992	229 - H	V – 6§1 Mor
280	Taiuti	I	23.5.1986	C - 8.3.1991	27.2.1992	229 - I	V – 6§1 Mor, FD
281	Maciariello	I	23.5.1986	C - 8.3.1991	27.2.1992	230 - A	V – 6§1 Mor
282	Manifattura FL	I	9.7.1986	C - 8.3.1991	27.2.1992	230 - B	V – 6§1 VS, FD
283	Steffano	I	16.6.1986	C - 8.3.1991	27.2.1992	230 - C	V – 6§1 VS
284	Ruotolo	I	15.9.1986	C - 8.3.1991	27.2.1992	230 - D	V – 6§1 Mor
285	Vorrasi	I	31.10.1986	C - 8.3.1991	27.2.1992	230 - E	V – 6§1 FD
286	Cappello	I	7.2.1987	C - 8.3.1991	27.2.1992	230 - F	V – 6§1 Mor, FD

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
287	Caffè Roversi S.p.a.	I	27.1.1987	C - 8.3.1991	27.2.1992	230 - G	V – 6§1 FD
288	Gana	I	2.6.1987	C - 8.3.1991	27.2.1992	230 - H	V – 6§1 Mor, FD
289	Barbagallo	I	27.6.1987	C - 8.3.1991	27.2.1992	230 - I	V – 6§1 VS, FD
290	Cifola	I	11.9.1987	C - 8.3.1991	27.2.1992	231 - A	V – 6§1 VS
291	Pandolfelli & Palumbo	I	20.8.1987	C - 8.3.1991	27.2.1992	231 - B	V – 6§1 Mor, FD
292	Pierazzini	I	3.9.1987	C - 8.3.1991	27.2.1992	231 - C	V – 6§1 Mor, FD
293	Tusa	I	7.10.1987	C - 8.3.1991	27.2.1992	231 - D	V – 6§1 Mor, FD
294	Cooperativa Parco Cuma	I	25.2.1986	C - 19.4.1991	27.2.1992	231 - E	V – 6§1 VS, FD
295	Serrentino	I	22.7.1986	C - 19.4.1991	27.2.1992	231 - F	V – 6§1 Mor, FD
296	Lorenzi, Bernardini & Gritti	I	15.9.1987	C - 19.4.1991	27.2.1992	231 - G	V – 6§1 VS, FD
297	Tumminelli	I	29.10.1987	C - 19.4.1991	27.2.1992	231 - H	V – 6§1 VS, FD
298	Société Stenuit	F	20.12.1984	C - 12.7.1991	27.2.1992	232 - A	Rad
299	Birou	F	16.9.1987	C - 12.7.1991	27.2.1992	232 - B	Reg
300	B. c. / v. France	F	28.9.1987	C - 12.11.1990	25.3.1992 - P	232 - C	Prel V – 8 NE – 3 Mor, FD
301	Campbell	UK	14.1.1986	C - 12.10.1990 G - 22.11.1990	25.3.1992	233	V – 8 NE – 25§1 VS, FD
302	Beldjoudi	F	28.3.1986	C - 12.11.1990	26.3.1992	234 - A	V – 8 NE – 3, 8 + 14, 9, 12 VS, FD
303	Editions Périscope	F	20.9.1985	C - 14.12.1990	26.3.1992	234 - B	V – 6§1 FD
304	Farmakopoulos	B	4.7.1985	C - 8.3.1991	27.3.1992	235 - A	Rad

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
305	X c. / v. France	F	19.2.1991	C - 18.10.1991	31.3.1992	234 - C	V – 6§1 Mor, FD
306	Rieme	S	28.7.1986	C - 14.12.1990 G - 17.12.1990	22.4.1992	226 - B	Prel NV – 8
307	Vidal	B	7.7.1986	C - 8.3.1991 G - 6.5.1991	22.4.1992 28.10.1992	235 - B 235 - E	V – 6§1 + 6§ 3 (d) Mor , FD
308	Castells	E	17.9.1985	C - 8.3.1991 G - 21.3.1991	23.4.1992	236	Prel V – 10 NE – 10 + 14 VS, FD
309	Megyeri	D	22.10.1986	C - 19.4.1991	12.5.1992	237 - A	V – 5§4 Mor, FD
310	Lüdi	CH	30.9.1986	C - 8.3.1991 G - 25.4.1991	15.6.1992	238	Prel V – 6§1 + 6§3 (d) NV – 8 FD
311	Thorgerir Thorgerirson	IS	19.11.1987	C - 8.3.1991	25.6.1992	239	V – 10 NV – 6§1 FD
312	Drozd & Janousek	F & E	26.11.1986	C - 8.3.1991	26.6.1992 - P	240	Prel – 6 NV – 5
313	Tomasi	F	10.3.1987	C - 8.3.1991 G - 13.5.1991	27.8.1992	241- A	Prel V – 3, 5§3, 6§1 Mat, Mor, FD
314	Vijayanathan & Pusparajah	F	10.12.1990 10.1.1991	C - 11.9.1991	27.8.1992	241 - B	Prel
315	Artner	A	6.7.1987	C - 8.3.1991	28.8.1992	242 - A	NV – 6§1 + 6§3 (d)
316	Schwabe	A	1.2.1988	C - 8.3.1991	28.8.1992	242 - B	V – 10 VS, FD
317	F.M. c. Italie / v. Italy	I	2.3.1987	C - 13.4.1992	23.9.1992	245 - A	Rad
318	Herczegfalvy	A	27.11.1978	C - 19.4.1991	24.9.1992	244	V – 5§4, 8, 10 NV – 3, 5§1, 5§3 NE – 13 Mor, FD
319	Kolompar	B	10.6.1985	C - 19.4.1991	24.9.1992	235 - C	Prel NV – 5§1, 5§4
320	Croissant	D	3.12.1987	C - 19.4.1991	25.9.1992	237 - B	NV – 6§1 + 6§ 3 (c)

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
321	Pham Hoang	F	20.8.1987	C - 7.6.1991	25.9.1992	243	Prel V – 6§3 (c) NV – 6§1+ 6§2 VS, FD
322	Boddaert	B	13.2.1986	C - 10.6.1991	12.10.1992	235 - D	NV – 6§1
323	T. c. Italie / v. Italy	I	1.4.1988	C - 13.9.1991	12.10.1992	245 - C	V – 6 VS
324	Cesarini	I	11.9.1985	C - 13.9.1991	12.10.1992	245 - B	NV – 6§1
325	Salerno	I	18.1.1986	C - 13.12.1991	12.10.1992	245 - D	NV – 6§1
326	Mlynek	A	21.3.1989	C - 21.2.1992	27.10.1992	242 - C	Reg
327	Open Door & Dublin Well Woman	IRL	10.8.1988 15.9.1988	C - 24.4.1991 G - 3.7.1991	29.10.1992 - P	246 - A	Prel V – 10 NE – 8 + 14 Mat, FD
328	Y c. Royaume-Uni / v. the United Kingdom	UK	2.9.1986	C - 7.12.1991	29.10.1992	247 - A	Reg
329	Abdoella	NL	9.2.1987	G - 2.1.1992	25.11.1992	248 - A	Prel V – 6§1 VS, FD
330	Brincat (n° 1)	I	8.1.1988	C - 12.7.1991	26.11.1992	249 - A	V – 5§3 Mor, FD
331	Francesco Lombardo	I	3.10.1984	C - 13.9.1991	26.11.1992	249 - B	Prel V – 6§1 NE – 50
332	Giancarlo Lombardo	I	29.7.1986	C - 13.12.1991	26.11.1992	249 - C	V – 6§1 VS
333	Olsson (n° 2)	S	23.10.1987	G - 20.8.1991	27.11.1992	250	V – 8 NV – 6§1, 8 NE – 6§1, 13, 53 Mor, FD
334	M.R. c. Italie / v. Italy	I	10.6.1987	C - 10.7.1992	27.11.1992	245 - E	Rad
335	Hennings	D	16.4.1986	C - 12.7.1991	16.12.1992	251 - A	NV – 6§1 NE – 6 + 14
336	Niemietz	D	15.2.1988	C - 12.7.1991	16.12.1992	251 - B	V – 8 NE – P1-1 VS
337	Hadjianastassiou	GR	17.12.1986	C - 12.7.1991	16.12.1992	252	V – 6§1 + 6§ 3 (b) NV – 10 FD
338	Sainte-Marie	F	29.4.1987	C - 13.9.1991	16.12.1992	253 - A	Prel NV – 6§1

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
339	De Geouffre de la Pradelle	F	2.2.1987	C - 13.12.1991	16.12.1992	253 - B	Prel V – 6§1 NE – 13 Mat, FD
340	Edwards	UK	29.9.1986	C - 13.9.1991	16.12.1992	247 - B	NV – 6§1 NE – 13
341	W. c. Suisse / v. Switzerland	CH	20.9.1988	C - 13.12.1991 G - 10.1.1992	26.1.1993	254 - A	NV – 5§3
342	Fey	A	10.11.1988	C - 13.12.1991 G - 7.2.1992	24.2.1993	255 - A	NV – 6§1
343	Funke	F	13.2.1984	C - 13.12.1991	25.2.1993	256 - A	V – 6§1, 8 NE – 6§2 Mor, FD
344	Crémieux	F	11.3.1985	C - 13.12.1991	25.2.1993	256 - B	Prel V – 8 NE – 6§3, 10 VS, FD
345	Miaillhe (n° 1)	F	11.12.1986	C - 13.12.1991	25.2.1993 29.11.1993	256 - C 277 - C	Prel V – 8 NE – 13 Mor, FD
346	Dobbertin	F	19.6.1987	C - 13.12.1991	25.2.1993	256 - D	V – 6§1 Mor, FD
347	Padovani	I	1.7.1987	C - 12.7.1991	26.2.1993	257 - B	Prel NV – 6§1
348	Pizzetti	I	29.7.1986	C - 13.4.1992	26.2.1993	257 - C	V – 6§1 NE – 13 Mor, FD
349	De Micheli	I	27.2.1987	C - 13.4.1992	26.2.1993	257 - D	V – 6§1 Mor, FD
350	Salesi	I	12.6.1987	C - 13.4.1992	26.2.1993	257 - E	V – 6§1 Mat, Mor, FD
351	Trevisan	I	2.2.1988	C - 13.4.1992	26.2.1993	257 - F	V – 6§1 Mor, FD
352	Billi	I	20.1.1989	C – 13.4.1992	26.2.1993	257 - G	V – 6§1 Mat, Mor
353	Messina	I	27.10.1987	C - 13.4.1992	26.2.1993	257 - H	V – 6§1, 8 Mor
354	Costello-Roberts	UK	17.1.1986	C - 7.12.1991	25.3.1993	247 - C	NV – 3, 8, 13
355	Kraska	CH	2.4.1988	C - 13.12.1991 G - 13.2.1992	19.4.1993	254 - B	NV – 6§1

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
356	Sibson	UK	17.10.1988	C - 21.2.1992	20.4.1993	258 - A	Prel NV – 11
357	Modinos	CY	25.5.1989	C - 21.2.1992	22.4.1993	259	V – 8 VS, FD
358	Kokkinakis	GR	22.8.1988	C - 21.2.1992	25.5.1993	260 - A	V – 9 NV – 7 NE – 10, 9 + 14 Mor, FD
359	Brannigan & McBride	UK	19.1.1989	C - 21.2.1992	26.5.1993 - P	258 - B	NV – 5§3 + 15, 13
360	Bunkate	NL	7.3.1988	G - 24.7.1992	26.5.1993	248 - B	Prel V – 6§1 NE – 50
361	K. c. Autriche / v. Austria	A	27.11.1989	C - 11.12.1992	2.6.1993	255 - B	Reg
362	Melin	F	21.11.1986	C - 22.5.1992	22.6.1993	261 - A	NV – 6§1 + 6§3 (b)(c)
363	Ruiz-Mateos	E	5.5.1987	G - 20.2.1992 C – 21.2.1992	23.6.1993 - P	262	V – 6§1 NE – 50
364	Hoffmann	A	20.2.1987	C - 13.4.1992	23.6.1993	255 - C	V – 8 + 14 NE – 8, 9, 9 + 14, P1- 2 FD
365	Schuler-Zgraggen	CH	29.12.1988	C - 25.5.1992 G - 5.8.1992	24.6.1993 31.1.1995	263 305 - A	Prel V – 6§1 + 14 NV – 6§1 VS, FD Mat
366	Papamichalopoulos & autres / Others	GR	7.11.1988	C - 25.5.1992	24.6.1993 31.10.1995	260 - B 330 - B	Prel V – P1-1 Mat, Mor, FD
367	Lamguindaz	UK	6.2.1990	C - 11.12.1992	23.6.1993	258 - C	Reg
368	Colman	UK	11.5.1990	C - 18.1.1993	28.6.1993	258 - D	Reg
369	Sigurdur Sigurjónsson	IS	22.12.1989	C - 10.7.1992	30.6.1993	264	V – 11 NE – 9, 10, 13 FD
370	Scuderi	I	14.2.1987	C - 10.7.1992	24.8.1993	265 - A	V – 6§1 Mor
371	Massa	I	2.11.1988	C - 10.7.1992	24.8.1993	265 - B	V – 6§1 Mor, FD

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
372	Nortier	NL	28.4.1988	C - 11.9.1992	24.8.1993	267	NV – 6§1
373	Sekanina	A	21.4.1987	C - 10.7.1992	25.8.1993	266 - A	V – 6§2 FD
374	Chorherr	A	14.7.1987	C - 10.7.1992	25.8.1993	266 - B	NV – 5, 10
375	Pardo	F	12.11.1986	G - 4.8.1992	20.9.1993 10.7.1996 29.4.1997 - G	261 - B 1996 - III 1997 - III	NV – 6§1 Révision-recevabilité / revision-admissibility NE – revision
376	Saïdi	F	17.1.1989	C - 11.9.1992	20.9.1993	261 - C	Prel V – 6§1 + 6§3 (d) VS, FD
377	Zumtobel	A	10.6.1986	C - 1.9.1992	21.9.1993	268 - A	NV – 6§1
378	Kremzow	A	1.8.1986	C - 11.9.1992 G - 1.10.1992	21.9.1993	268 - B	Prel V – 6§1 + 6§3 (c) NV – 6§1 + 6§3 (b), 6§2 NE – 6 +14, 13 FD
379	Klaas	D	11.7.1989	G - 10.8.1992 C - 11.9.1992	22.9.1993	269	NV – 3, 8
380	Istituto di Vigilanza	I	25.11.1987	C - 11.12.1992	22.9.1993	265 - C	Prel
381	Figus Milone	I	25.11.1987	C - 11.12.1992	22.9.1993	265 - D	Prel
382	Goisis	I	16.5.1989	C - 11.12.1992	22.9.1993	265 - E	Prel
383	Stamoulakatos (n° 1)	GR	18.7.1986	C - 11.9.1992	26.10.1993	271	Prel
384	Darnell	UK	2.12.1988	C - 11.9.1992	26.10.1993	272	V – 6§1 Mor, FD
385	Monnet	F	26.11.1987	G -16.10.1992	27.10.1993	273 - A	NV – 6§1
386	Dombo Beheer B.V.	NL	15.8.1988	C - 26.10.1992	27.10.1993	274	V – 6§1 FD
387	Navarra	F	31.7.1987	C - 26.10.1992	23.11.1993	273 - B	Prel NV – 5§4

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
388	Poitrimol	F	21.4.1988	C - 26.10.1992 G - 11.12.1992	23.11.1993	277 - A	V – 6§1 + 6§3 (c) FD
389	A. c. / v. France	F	15.2.1989	C - 26.10.1992	23.11.1993	277 - B	Prel V – 8 VS, FD
390	Scopelliti	I	6.4.1989	G - 28.10.1992	23.11.1993	278	V – 6§1 VS, FD
391	Imbrioscia	CH	5.5.1988	C - 11.9.1992	24.11.1993	275	NV – 6§1 + 6§3 (c)
392	Informationsverein Lentia & autres / Others	A	16.4.1987 - 20.8.1990	C - 26.10.1992	24.11.1993	276	V – 10 NE – 10 + 14 FD
393	Holm	S	24.1.1987	C - 11.12.1992 G - 15.2.1993	25.11.1993	279 - A	V – 6§1 VS, FD
394	Zander	S	2.9.1988	C - 11.12.1992	25.11.1993	279 - B	V – 6§1 Mor, FD
395	Hurtado	CH	30.10.1990	C - 9.9.1993	28.1.1994	280 - A	Reg
396	Burghartz	CH	26.1.1990	C - 11.12.1992 G - 8.1.1993	22.2.1994	280 - B	Prel V – 8 + 14 NE – 8 FD
397	Raimondo	I	23.4.1987	C - 18.1.1993	22.2.1994	281 - A	V – P1-1, P4 -2 NV – 6§1, P1-1 Mor, FD
398	Tripodi	I	9.7.1986	C - 19.2.1993	22.2.1994	281 - B	NV – 6§3 (c)
399	Stanford	UK	8.1.1990	C - 11.12.1992	23.2.1994	282 - A	NV – 6
400	Fredin (n° 2)	S	9.4.1991	C - 13.4.1993 G - 24.5.1993	23.2.1994	283 - A	V – 6§1 Mor, FD
401	Bendenoun	F	9.9.1986	C - 19.2.1993	24.2.1994	284	NV – 6§1 NE – P1-1
402	Casado Coca	E	25.5.1989	C - 19.2.1993	24.2.1994	285 - A	NV – 10
403	Boyle	UK	5.10.1989	C - 7.4.1993	28.2.1994	282 - B	Reg
404	Ravnsborg	S	2.7.1988	C - 19.2.1993	23.3.1994	283 - B	NE – 6 inapplicable

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
405	Silva Pontes	P	16.1.1989	C - 19.2.1993 G - 5.4.1993	23.3.1994	286 - A	Prel V – 6§1 Mat, Mor, FD
406	Muti	I	15.6.1988	G - 29.7.1993	23.3.1994	281 - C	V – 6§1 Mor, FD
407	Scherer	CH	6.8.1990	C - 13.4.1993 G - 3.5.1993	25.3.1994	287	Rad
408	Van de Hurk	NL	1.12.1989	C - 13.2.1993 G - 11.3.1993	19.4.1994	288	V – 6§1 NV – 6§1 FD
409	Saraiva de Carvalho	P	10.10.1989	C - 7.4.1993	22.4.1994	286 - B	NV – 6§1
410	Vallée	F	9.6.1993	C - 20.1.1994	26.4.1994	289 - A	V – 6§1 Mor , FD
411	Díaz Ruano	E	12.7.1990	C - 8.12.1993	26.4.1994	285 - B	Reg
412	Keegan	IRL	1.5.1990	C - 7.4.1993	26.5.1994	290	Prel V – 6§1, 8 NE – 6§ 1 + 14, 8 + 14 Mor, Mat, FD
413	Jacobowski	D	11.4.1989	G - 19.2.1993 C - 12.3.1993	23.6.1994	291 - A	NV – 10
414	De Moor	B	26.6.1990	C - 13.4.1993	23.6.1994	292 - A	Prel V – 6§1 Mor, FD
415	Karlheinz Schmidt	D	11.8.1987	C - 7.4.1993	18.7.1994	291 - B	V – 4§3 (d) + 14 NE – P1-1 + 14 Mat, FD
416	Vendittelli	I	11.1.1989	C - 12.7.1993	18.7.1994	293 - A	V – P1-1 NV – 6§1, P1-1 NE – 50
417	Wynne	UK	15.6.1989	C - 12.7.1993	18.7.1994	294 - A	NV – 5§4
418	Karakaya	F	30.9.1993	C - 13.4.1994	26.8.1994	289 - B	V – 6§1 Mor, FD
419	Otto-Preminger Institut	A	6.10.1987	C - 7.4.1993 G - 14.5.1993	20.9.1994	295 - A	Prel NV – 10
420	Fayed	UK	30.8.1990	C - 12.7.1993	21.9.1994	294 - B	Prel NV – 6§1 NE – 13
421	Debled	B	17.11.1988	C - 13.4.1993	22.9.1994	292 - B	NV – 6§1

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
422	Hentrich	F	14.12.1987	C - 12.7.1993	22.9.1994 3.7.1995 3.7.1997	296 - A 320 - A 1997 - IV	Prel V – 6§1, P1-1 NV – 6§2 NE – 13, 6 + 14, P1-1 + 14 VS, FD Mat, FD Interprétation/Interpretation
423	Lala	NL	8.3.1989	C - 12.7.1993 G - 30.8.1993	22.9.1994	297 - A	V – 6§1 + 6§ 3 (c) NE – 6§2 VS
424	Pelladoah	NL	17.4.1990	C - 12.7.1993 G - 30.8.1993	22.9.1994	297 - B	V – 6§1 + 6§ 3 (c) VS
423	Jersild	DK	25.7.1989	C - 9.9.1993 G - 11.10.1993	23.9.1994 - G	298	V – 10 Mat, VS, FD
424	Hokkanen	SF	10.4.1992	C - 9.12.1993	23.9.1994	299 - A	NV – 6§1, 8 NE – 13, P7-5 Mor, FD
425	Katte Klitsche de la Grange	I	10.11.1986	C - 12.7.1993 G - 27.7.1993	27.10.1994	293 - B	Prel NV– 6§1, P1-1
426	Kroon & autres / Others	NL	15.5.1991	C - 3.7.1993	27.10.1994	297 - C	V – 8 NE – 8 + 14 VS, FD
427	Murray	UK	28.9.1988	C - 7.4.1993	28.10.1994 - G	300 - A	NV – 5§1, 5§2, 5§5, 8, 8 + 13 NE – 5§1, 5§2 + 13
428	Boner	UK	4.4.1991	C - 12.7.1993 G - 3.8.1993	28.10.1994	300 - B	V – 6§3 (c) VS, FD
429	Maxwell	UK	25.3.1991	C - 12.7.1993 G - 3.8.1993	28.10.1994	300 - C	V – 6§3 (c) VS
430	Demai	F	15.10.1993	C - 7.7.1994	28.10.1994	289 - C	Reg
431	Beaumartin	F	19.7.1989	C - 9.9.1993	24.11.1994	296 - B	V – 6§1 Mor, FD
432	Kemmache (n° 3)	F	28.12.1990	C - 9.12.1993	24.11.1994	296 - C	NV– 5§1
433	Ortenberg	A	10.9.1986	C - 9.9.1993	25.11.1994	295 - B	NV – 6§1 NE – P1-1

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
434	Stjerna	SF	11.3.1991	C - 9.9.1993	25.11.1994	299 - B	NV – 8, 8 + 14
435	Les saints monastères / The Holy Monasteries	GR	16.7.1987 15.5.1988	C - 7.4.1993	9.12.1994	301 - A	Prel V – 6§1, P1-1 NV – 9, 11, 13, 6 + 14, 9 + 14, 11 + 14, P1-1, P1-1 + 14 FD
					1.9.1997	1997 - V	Reg
436	Raffineries grecques Stran / Greek Refineries Stran & Stratis Andreadis	GR	20.11.1987	C - 12.7.1993	9.12.1994	301 - B	Prel V – 6§1, P1-1 NV – 6§1 Mat, FD
437	Ruiz Torija	E	15.3.1991	C - 9.9.1993	9.12.1994	303 - A	Prel V – 6§1 VS, FD
438	Hiro Balani	E	30.1.1991	C - 9.12.1993	9.12.1994	303 - B	V – 6§1 VS, FD
439	López Ostra	E	14.5.1990	C - 8.12.1993	9.12.1994	303 - C	Prel V – 8 NV – 3 Mat, Mor, FD
440	Schouten & Meldrum	NL	4.9.1991	C - 9.12.1993 G - 24.2.1994	9.12.1994	304	V – 6§1 FD
441	Vereinigung demokratischer Soldaten Österreichs & Gubi	A	12.6.1989	C - 9.9.1993	19.12.1994	302	V – 10, 10 + 13 NV – 13 NE – 10 + 14 VS, FD
442	Fiedl	A	5.6.1989	C - 9.9.1994	31.1.1995	305 - B	Reg
443	Vereniging Weekblad Bluf!	NL	4.5.1988	C - 9.12.1993	9.2.1995	306 - A	V – 10 FD
444	Welch	UK	22.6.1990	C - 15.1.1994	9.2.1995	307 - A	V – 7 FD
					26.2.1996	1996 - II	VS
445	Allenet de Ribemont	F	24.5.1989	C - 21.1.1994	10.2.1995	308	V – 6§1, 6§2 Mat, Mor, FD
					7.8.1996	1996 - III	Interprétation / Interpretation
446	Gea Catalán	E	14.10.1991	C - 11.3.1994	10.2.1995	309	Prel NV – 6§3 (a)
447	Gasus Dosier- und Fördertechnik GmbH	NL	6.7.1989	C - 9.12.1993	23.2.1995	306 - B	Prel NV – P1-1
448	McMichael	UK	11.10.1989	C - 10.12.1993	24.2.1995	307 - B	V – 6§1, 8 NV – 6§1 + 14, 8 + 14 NE – 6§1 Mor

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
449	Quinn	F	17.7.1991	C - 9.12.1993	22.3.1995	311	V – 5§1 NV – 5§3 NE – 18 Mor, FD
450	Loizidou	TR	22.7.1989	G (CY) - 9.11.1993	23.3.1995 - G 18.12.1996 - G 28.7.1998 - G	310 1996 - IV 1998	Prel Prel V – P1-1 NV – 8 Mat, Mor, FD
451	Fischer	A	11.5.1990	C - 10.12.1993	26.4.1995	312	V – 6§1 NV – 6§1 FD
452	Prager & Oberschlick	A	21.12.1989	C - 15.4.1994	26.4.1995	313	Prel NV – 10 NE – 10 + 14
453	Piermont	F	6.11.1989 8.11.1989	C - 11.3.1994	27.4.1995	314	V – 10 NV – P4-2 NE – 10 + 14 VS, FD
454	Paccione	I	24.2.1989	G - 12.9.1994	27.4.1995	315 - A	V – 6§1 NE – 50
455	Air Canada	UK	2.5.1991	C - 11.3.1994	5.5.1995	316 - A	NV – 6§1, P1-1
456	Marlhens	F	29.9.1993	C - 1.3.1995	24.5.1995	317 - A	Reg
457	Kefalas & autres / Others	GR	23.8.1987	C - 11.3.1994	8.6.1995	318 - A	Prel
458	Yağcı & Sargin	TR	6.2.1990	C - 11.3.1994	8.6.1995	319 - A	Prel V – 5§3, 6§1 Mor, FD
459	Jamil	F	13.11.1989	C - 13.4.1994	8.6.1995	317 - B	V – 7§1 VS, FD
460	Mansur	TR	23.11.1989	C - 15.4.1994	8.6.1995	319 - B	Prel V – 5§3, 6§1 Mor, FD
461	Tolstoy Miloslavsky	UK	18.12.1990	C - 11.3.1994	13.7.1995	316 - B	V – 10 NV – 6§1, 10 FD
462	Nasri	F	30.1.1992	C - 20.5.1994 G - 7.7.1994	13.7.1995	320 - B	V – 8 NE – 3, 50
463	Morganti	F	15.2.1990	G - 13.4.1995	13.7.1995	320 - C	Prel
464	Kampanis	GR	7.3.1991	G - 1.6.1994	13.7.1995	318 - B	V – 5§4 NV – 5§4 VS, FD

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
465	Van der Tang	E	2.12.1991	G - 18.7.1994 C - 9.9.1994	13.7.1995	321	Prel NV – 5§3
466	Kerojärvi	SF	25.8.1990	G - 10.6.1994	19.7.1995	322	V – 6§1 VS, FD
467	Di Bonaventura	I	7.5.1988 31.7.1991	A - 2.1.1995	13.9.1995 *	338 - A	NE – P9
468	Chiaravalle	I	20.7.1990	A - 9.1.1995	13.9.1995 *	338 - A	NE – P9
469	Colacioppo	I	30.3.1992	A - 16.1.1995	13.9.1995 *	338 - A	NE – P9
470	Linsbod	A	23.11.1990	A - 20.1.1995	13.9.1995 *	338 - B	NE – P9
471	Capoccia	I	17.11.1988 16.2.1989 5.6.1990	A - 19.1.1995	13.9.1995 *	338 - A	NE – P9
472	Lucarelli	I	29.2.1992	A - 9.2.1995	13.9.1995 *	338 - A	NE – P9
473	Chiapetto	I	12.9.1992	A - 10.2.1995	13.9.1995 *	338 - A	NE – P9
474	Motta (n° 2)	I	6.3.1990	A - 13.2.1995	13.9.1995 *	338 - A	NE – P9
475	Colella	I	19.2.1990	A - 13.2.1995	13.9.1995 *	338 - A	NE – P9
476	Cundari	I	29.10.1992	A - 15.2.1995	13.9.1995 *	338 - A	NE – P9
477	Vernillo	I	16.10.1989	A - 20.2.1995	13.9.1995 *	338 - A	NE – P9
478	Pucci	I	16.5.1992	A - 27.2.1995	13.9.1995 *	338 - A	NE – P9
479	Arrigoni	I	11.3.1993	A - 3.3.1995	13.9.1995 *	338 - A	NE – P9
480	Taverna	I	17.4.1992	A - 7.3.1995	13.9.1995 *	338 - A	NE – P9

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
481	Scotti	I	14.10.1988	A - 7.3.1995	13.9.1995 *	338 - A	NE – P9
482	Granatiero	I	4.1.1993	A - 7.3.1995	13.9.1995 *	338 - A	NE – P9
483	F.C. c. Italie / v. Italy	I	23.12.1992	A - 8.3.1995	13.9.1995 *	338 - A	NE – P9
484	Giovannelli & Vincentini	I	29.6.1993	A - 24.3.1995	13.9.1995 *	338 - A	NE – P9
485	W.S. c. Autriche / v. Austria	A	22.7.1992	A - 22.5.1995	13.9.1995 *	338 - B	NE – P9
486	F.G. c. Autriche / v. Austria	A	13.7.1992	A - 22.5.1995	13.9.1995 *	338 - B	NE – P9
487	Ochsenreiter	A	5.1.1990	A - 9.5.1995	13.9.1995 *	338 - B	NE – P9
488	Vogt	D	13.2.1994	C - 11.3.1994 G - 29.3.1994	26.9.1995 - G 2.9.1996 - G	323 1996 - IV	V – 10, 11 NE – 10 + 14 Reg
489	Diennet	F	18.4.1991	C - 7.7.1994	26.9.1995	325 - A	V – 6§1 NV – 6§1 VS, FD
490	McCann & autres / Others	UK	14.8.1991	C - 20.5.1994	27.9.1995 - G	324	V – 2 FD
491	G. c. / v. France	F	19.7.1989	C - 9.9.1994	27.9.1995	325 - B	NV – 7§1
492	Spadea & Scalabrino	I	15.4.1987	C - 7.7.1994	28.9.1995	315 - B	Prel NV – P1-1, P1-1 + 14
493	Scollo	I	19.11.1991	C - 7.7.1994	28.9.1995	315 - C	V– 6§1, P1-1 Mat, Mor , FD
494	Procola	L	22.11.1988	C - 9.9.1994	28.9.1995	326	V – 6§1 FD
495	Masson & Van Zon	NL	8.6.1989 2.6.1989	C - 9.9.1994	28.9.1995	327 - A	NV – 6§1 NE – 13
496	O'Reilly	IRL	24.9.1992	A - 28.6.1995	4.10.1995 *	338 - C	NE – P9
497	Schmautzer	A	26.5.1989	C - 9.9.1994	23.10.1995	328 - A	V – 6§1 VS, FD

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
498	Umlauf	A	23.8.1989	C - 9.9.1994	23.10.1995	328 - B	V – 6§1 VS, FD
499	Gradinger	A	22.5.1989	C - 9.9.1994	23.10.1995	328 - C	V – 6§1, P7-4 FD
500	Pramstaller	A	18.5.1990	C - 9.9.1994	23.10.1995	329 - A	V – 6§1 VS, FD
501	Palaoro	A	28.5.1990	C - 9.9.1994	23.10.1995	329 - B	V – 6§1 VS, FD
502	Pfarrmeier	A	13.6.1990	C - 9.9.1994	23.10.1995	329 - C	V – 6§1 VS, FD
503	Agrotexim & autres / Others	GR	29.11.1988	C - 18.5.1994	24.10.1995	330 - A	Prel – P1-1 NE – 6, 13
504	Iribarne Pérez	F	18.3.1986	C - 9.9.1994	24.10.1995	325 - C	NV – 5§4
505	Baegen	NL	6.4.1990	C - 8.12.1994	27.10.1995	327 - B	Rad
506	British-American Tobacco Co. Ltd	NL	27.2.1992	C - 9.9.1994	20.11.1995	331	NV – 6§1 NE – 13, P1-1
507	Pressos Compania Navier S.A. & autres / Others	B	4.1.1991	C - 9.9.1994 G - 21.10.1994	20.11.1995 3.7.1997	332 1997 - IV	Prel V – P1-1 NE – 6§1 FD FD
508	Acquaviva	F	16.12.1991	C - 9.9.1994	21.11.1995	333 - A	NV – 6§1
509	Velosa Barreto	P	31.3.1991	C - 9.9.1994 G - 24.10.1994	21.11.1995	334	NV – 8, P1-1
510	Bryan	UK	29.10.1991	C - 9.9.1994	22.11.1995	335 - A	NV – 6§1
511	S.W. c. Royaume-Uni / v. the United Kingdom	UK	29.3.1992	C - 9.9.1994	22.11.1995	335 - B	NV – 7
512	C.R. c. Royaume-Uni / v. the United Kingdom	UK	31.3.1992	C - 9.9.1994	22.11.1995	335 - C	NV – 7
513	Ribitsch	A	5.8.1991	C - 9.9.1994	4.12.1995	336	V – 3 Mor, FD
514	Ciricosta & Viola	I	3.3.1992	C - 18.1.1995	4.12.1995	337 - A	NV – 6 §1

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
515	Terranova	I	11.6.1990	G - 7.3.1995	4.12.1995	337 - B	V – 6§1 Mor, FD
516	Bellet	F	24.3.1994	C - 1.3.1995 G - 20.4.1995	4.12.1995	333 - B	V – 6§1 Mat, Mor, FD
517	Cicely & autres / Others	I	9.12.1992	A - 2.6.1995	12.12.1995 *	338 - D	NE – P9
518	Porcu	I	12.6.1993	A - 11.8.1995	12.12.1995 *	338 - D	NE – P9
519	Carriero	I	7.2.1992	A - 18.8.1995	12.12.1995 *	338 - D	NE – P9
520	Elettrodiffusion S.p.a.	I	12.7.1993	A - 15.9.1995	12.12.1995 *	338 - D	NE – P9
521	Maccari	I	11.5.1993	A - 15.9.1995	12.12.1995 *	338 - D	NE – P9
522	De Luca	I	12.3.1993	A - 21.9.1995	12.12.1995 *	338 - D	NE – P9
523	G.N. c. Italie / v. Italy	I	20.1.1993	A - 22.9.1995	12.12.1995 *	338 - E	NE – P9
524	L. c. Finlande / v. Finland	SF	22.4.1991	A - 16.8.1995	12.12.1995 *	338 - E	NE – P9
525	H. c. Finlande / v. Finland	SF	22.5.1991	A - 16.8.1995	12.12.1995 *	338 - E	NE – P9
526	Sacchi	I	19.4.1994	A - 19.5.1995	29.1.1996 *	1996 - I	NE – P9
527	Minasola	I	12.11.1993	A - 13.10.1995	29.1.1996 *	1996 - I	NE – P9
528	Scognamiglio (n° 1)	I	21.9.1993	A - 19.10.1995	29.1.1996 *	1996 - I	NE – P9
529	Scognamiglio (n° 2)	I	21.9.1993	A - 19.10.1995	29.1.1996 *	1996 - I	NE – P9
530	Majani S.p.a.	I	10.9.1993	A - 30.10.1995	29.1.1996 *	1996 - I	NE – P9
531	D.S. & O.P. c. Italie / v. Italy	I	24.10.1989	A - 7.11.1995	29.1.1996 *	1996 - I	NE – P9
532	Fouquet	F	15.4.1992	C - 8.12.1994	31.1.1996	1996 - I	Reg

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
533	John Murray	UK	16.8.1991	C - 9.9.1994 G - 11.10.1994	8.2.1996 - G	1996 - I	V – 6 §1 + 6§3(c) NV – 6§1 + 6§ 2 NE – 6 + 14 VS, FD
534	A & autres / Others c. Danemark / v. Denmark	DK	27.8.1992	C - 6.7.1995	8.2.1996	1996 - I	V – 6§1 NV – 6§1 Mor, FD
535	Botten	N	22.12.1989	C - 8.12.1994 G - 16.1.1995	19.2.1996	1996 - I	Prel V – 6§1 NE – 50
536	Gül	CH	31.12.1993	C - 29.5.1995 G - 26.6.1995	19.2.1996	1996 - I	NV – 8
537	Lobo Machado	P	2.11.1989	C - 7.7.1994 G - 5.9.1994	20.2.1996 - G	1996 - I	V – 6§1 NE – P1-1 VS, FD
538	Vermeulen	B	6.11.1991	C - 8.12.1994 G - 9.1.1995	20.2.1996 - G	1996 - I	V – 6§1 VS, FD
539	Hussain	UK	31.3.1993	C - 8.12.1994 G - 23.12.1994	21.2.1996	1996 - I	V – 5§4 NE – 5§4 + 14 VS, FD
540	Singh	UK	25.1.1994	C - 8.12.1994 G - 23.12.1994	21.2.1996	1996 - I	V – 5§4 VS, FD
541	Putz	A	23.9.1991	C - 8.12.1994 A - 23.12.1994	22.2.1996	1996 - I	NV – 6, 13 inapplicable
542	Bulut	A	5.10.1990	C - 19.12.1994	22.2.1996	1996 - II	V– 6§1 NV – 6§1 FD
543	J.D. c. Pays-Bas / v. the Netherlands	NL	28.1.1992	A - 13.9.1995	14.3.1996 *	1996 - II	NE – P9
544	Finkensieper	NL	23.12.1991	A - 6.10.1995	14.3.1996 *	1996 - II	NE – P9
545	Alkin	A	15.7.1992	A - 10.11.1995	14.3.1996 *	1996 - II	NE – P9
546	Mitap & Müftüoğlu	TR	14.9.1989	C - 23.1.1995	25.3.1996	1996 - II	Prel V – 6§1 Mor , FD
547	Leutscher	NL	29.6.1990	C - 8.12.1994	26.3.1996	1996 - II	NV – 6§2 NE – 6§1 inapplicable
548	Doorson	NL	27.6.1992	C - 8.12.1994	26.3.1996	1996 - II	NV – 6§1 + 6§3 (d)

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
549	Goodwin	UK	27.9.1990	C - 20.5.1994	27.3.1996 - G	1996 - II	V – 10 VS, FD
550	Phocas	F	19.11.1990	C - 9.9.1994	23.4.1996	1996 - II	Prel NV – 6§1, P1-1
551	Remli	F	16.5.1990	C - 18.1.1995	23.4.1996	1996 - II	Prel V – 6§1 VS, FD
552	Boughanemi	F	3.6.1993	C - 1.3.1995 G - 20.4.1995	24.4.1996	1996 - II	NV – 8
553	Lagler (n° 1)	A	3.7.1990	A - 17.1.1996	24.4.1996 *	1996 - II	NE – P9
554	Lagler (n° 2)	A	19.7.1990	A - 17.1.1996	24.4.1996 *	1996 - II	NE – P9
555	Lagler (n° 3)	A	26.7.1991	A - 17.1.1996	24.4.1996 *	1996 - II	NE – P9
556	Schottenberger	A	24.4.1992	A - 13.2.1996	24.4.1996 *	1996 - II	NE – P9
557	Gustafsson	S	1.7.1989	C - 1.3.1995 G - 15.5.1995 A - 21.10.1996 A - 6.8.1998	25.4.1996 - G 13.10.1997 * 30.7.1998 - G 11.9.1998 *	1996 - II 1997-VI 1998 1998	NV – 6§1, 11, 13, P1-1 Révision/Revision – Recevabilité/Admissibility NE – révision/revision Révision n° 2/Revision no. 2 – Irrecevabilité/Inadmissibility
558	L.M. c. Italie / v. Italy	I	4.8.1993	A - 4.1.1996	15.5.1996 *	1996 - III	NE – P9
559	Meistro & Santin	I	15.6.1993	A - 14.1.1996	15.5.1996 *	1996 - III	NE – P9
560	M.S. c. Autriche / v. Austria	A	31.1.1993	A - 6.2.1996	15.5.1996 *	1996 - III	NE – P9
561	Celea	I	5.6.1993	A - 17.2.1996	15.5.1996 *	1996 - III	NE – P9
562	Varvaro	I	8.8.1993	A - 19.2.1996	15.5.1996 *	1996 - III	NE – P9
563	A.A. c. Italie / v. Italy	I	22.9.1992	A - 11.3.1996	15.5.1996 *	1996 - III	NE – P9

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
564	H.B. c. Suisse / v. Switzerland	CH	26.1.1991	A - 26.2.1996	17.5.1996 *	1996 - III	NE – P9
565	Ausiello	I	21.2.1992	G - 18.10.1995	21.5.1996	1996 - III	V – 6§1 VS
566	Curio	I	23.2.1994	A - 14.2.1996	24.5.1996 *	1996 - III	NE – P9
567	Otelli	I	20.1.1994	A - 19.2.1996	24.5.1996 *	1996 - III	NE – P9
568	Angelone & Celeste	I	26.7.1991	A - 19.2.1996	24.5.1996 *	1996 - III	NE – P9
569	Al Maradni & Gamba	I	30.11.1989 4.12.1989	A - 27.2.1996	24.5.1996 *	1996 - III	NE – P9
570	Benham	UK	20.9.1991	C - 23.1.1995 G - 26.1.1995	10.6.1996 - G	1996 - III	V – 6 §1 + 6§3 (c) NV – 5§1, 5§5 VS, FD
571	Pullar	UK	26.5.1993	C - 1.3.1995	10.6.1996	1996 - III	NV – 6§1, 6§1 + 6§3 (d)
572	Thomann	CH	5.12.1990	C - 12.4.1995	10.6.1996	1996 - III	NV– 6§1
573	Amuur	F	27.3.1992	C - 1.3.1995	25.6.1996	1996 - III	Prel V – 5§1 VS, FD
574	Facciolini	I	22.4.1994	A - 26.2.1996	31.7.1996 *	1996 - III	NE – P9
575	Marchetti	I	27.7.1994	A - 14.3.1996	31.7.1996 *	1996 - III	NE – P9
576	Ma.C. c. Italie / v. Italy	I	18.5.1993	A - 21.3.1996	31.7.1996 *	1996 - III	NE – P9
577	Della Sala	I	13.4.1992	A - 22.3.1996	31.7.1996 *	1996 - III	NE – P9
578	Capecchi	I	13.4.1994	A - 25.3.1996	31.7.1996 *	1996 - III	NE – P9
579	Grignano	I	16.6.1993	A - 25.3.1996	31.7.1996 *	1996 - III	NE – P9
580	Rizzo	I	14.5.1993	A - 25.4.1996	31.7.1996 *	1996 - III	NE – P9

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
581	Cacciola	I	5.5.1993	A - 29.4.1996	31.7.1996 *	1996 - III	NE – P9
582	Piccinini	I	10.1.1994	A - 12.4.1996	31.7.1996 *	1996 - III	NE – P9
583	M.C.C. c. Italie / v. Italy	I	19.5.1993	A - 4.4.1996	31.7.1996 *	1996 - III	NE – P9
584	C. c. Belgique / v. Belgium	B	22.3.1993	C - 12.4.1995	7.8.1996	1996 - III	NV – 8, 8 + 14
585	Ferrantelli & Santangelo	I	2.2.1992	C - 29.5.1995 G - 29.5.1995	7.8.1996	1996 - III	V – 6§1 NV – 6§1 NE – 50
586	Yağiz	TR	8.10.1991	C - 10.7.1995	7.8.1996	1996 - III	Prel
587	Johansen	N	10.10.1990	C - 1.3.1995 G - 3.4.1995	7.8.1996	1996 - III	V – 8 NV – 6§1, 8 NE – 13, 50
588	Hamer	F	10.3.1992	C - 12.4.1995	7.8.1996	1996 - III	NE – 6§1 inapplicable
589	Zubani	I	26.1.1988	C - 29.5.1995	7.8.1996 (...)	1996 - IV (...)	Prel V – P1-1 Article 50 pending
590	Matos e Silva, Lda. & autres / Others	P	16.11.1989	C - 20.5.1995 G - 4.7.1995	16.9.1996	1996 - IV	Prel V – 6§1, P1-1 NV – 6§1 + 13 NE – P1-1 + 14 Mat, Mor, FD
591	Gaygusuz	A	17.5.1990	A - 20.4.1995	16.9.1996	1996 - IV	V – P1-1 + 14 NE – 6§1, 8 Mat, FD
592	Süßmann	D	21.5.1992	G - 30.6.1995 A - 16.8.1995	16.9.1996 - G	1996 - IV	NV – 6§1
593	Akdivar & autres / Others	TR	3.5.1993	G - 4.12.1995 C - 11.12.1995	16.9.1996 - G 1.4.1998	1996 - IV 1998 - I	Prel V – 8, P1-1, 25§1 NV – 14, 18 NE – 3, 5, 6§1 + 13 FD Mat, Mor, FD
594	Buckley	UK	7.2.1992	C - 1.3.1995 G - 7.3.1995	25.9.1996	1996 - IV	NV – 8, 8 + 14
595	Miaïlhe (n° 2)	F	16.9.1991	C - 29.5.1995	26.9.1996	1996 - IV	Prel NV – 6§1
596	Manoussakis & autres / Others	GR	7.8.1991	C - 5.7.1995	26.9.1996	1996 - IV	Prel V – 9 VS, FD

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
597	Di Pede	I	3.7.1989	C - 18.9.1995	26.9.1996	1996 - IV	Prel V – 6§1 NE – P1-I Mat, Mor, FD
598	Zappia	I	15.5.1993	C - 18.9.1995	26.9.1996	1996 - IV	Prel V – 6§1 Mat , Mor, FD
599	Lucarelli (n° 2)	I	8.8.1994	A - 13.6.1996	21.10.1996 *	1996 - IV	NE – P9
600	Rocha de Gouveia	P	19.5.1994	A - 10.7.1996	21.10.1996 *	1996 - IV	NE – P9
601	Formichetti	I	30.10.1993	A - 23.7.1996	21.10.1996 *	1996 - IV	NE – P9
602	F.B. c. Italie / v. Italy (n° 1)	I	24.3.1994	A - 29.7.1996	21.10.1996 *	1996 - IV	NE – P9
603	F.B. c. Italie / v. Italy (n° 2)	I	24.5.1994	A - 29.7.1996	21.10.1996 *	1996 - IV	NE – P9
604	Ranucci	I	8.6.1993	A - 1.8.1996	21.10.1996 *	1996 - IV	NE – P9
605	Bizzotto	I	8.3.1994	A - 6.8.1996	21.10.1996 *	1996 - IV	NE – P9
606	Ambiveri & Arnoldi	I	5.1.1995	A - 6.8.1996	21.10.1996 *	1996 - IV	NE – P9
607	Eugénio da Conceição	P	21.4.1994	A - 7.8.1996	21.10.1996 *	1996 - IV	NE – P9
608	Bogliolo	I	22.8.1994	A - 21.8.1996	21.10.1996 *	1996 - IV	NE – P9
609	Stringini	I	23.12.1992	A - 27.8.1996	21.10.1996 *	1996 - IV	NE – P9
610	De Camillis	I	11.10.1993	A - 27.8.1996	21.10.1996 *	1996 - IV	NE – P9
611	Legge	I	30.10.1993	A - 27.8.1996	21.10.1996 *	1996 - IV	NE – P9
612	Di Blasio	I	3.2.1994	A - 27.8.1996	21.10.1996 *	1996 - IV	NE – P9
613	Di Gregorio	I	23.4.1994	A - 27.8.1996	21.10.1996 *	1996 - IV	NE – P9
614	Marchetti (n° 2)	I	8.4.1994	A - 27.8.1996	21.10.1996 *	1996 - IV	NE – P9

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
615	Verini	I	22.6.1993	A - 27.8.1996	21.10.1996 *	1996 - IV	NE – P9
616	Ciuffetelli	I	17.10.1994	A - 27.8.1996	21.10.1996 *	1996 - IV	NE – P9
617	Tobia	I	16.12.1994	A - 27.8.1996	21.10.1996 *	1996 - IV	NE – P9
618	Feingold	A	12.10.1992	A - 2.9.1996	21.10.1996 *	1996 - IV	NE – P9
619	Stubbings & autres / Others	UK	14.5.1993	C - 12.4.1995 G - 3.5.1995	22.10.1996	1996 - IV	NV – 6§1, 8, 6§1 + 14, 8 + 14
620	Levages Prestations Services	F	1.4.1993	C - 22.5.1995	23.10.1996	1996 - V	NV – 6§1
621	Ankerl	CH	10.12.1990	C - 10.7.1995 G - 28.8.1995	23.10.1996	1996 - V	Prel NV – 6§1 NE – 6§1 + 14
622	De Salvador Torres	E	11.1.1993	C - 29.5.1995	24.10.1996	1996 - V	NV – 6§3 (a)
623	Guillot	F	28.3.1987	C - 29.5.1995	24.10.1996	1996 - V	NV – 8
624	Cantoni	F	26.11.1990	C - 29.5.1995	15.11.1996 - G	1996 - V	NV – 7
625	Ahmet Sadık	GR	11.7.1991	C - 29.5.1995	15.11.1996	1996 - V	Prel
626	Katkaridis & autres / Others	GR	24.10.1991	C - 13.9.1995	15.11.1996 31.3.1998	1996 - V 1998 - II	Prel V – P1-1 NV – 6§1 FD Reg
627	Tsomsos & autres / Others	GR	3.10.1992	C - 8.12.1995	15.11.1996 31.3.1998	1996 - V 1998 - II	Prel V – P1-1 FD Reg
628	Bizzotto	GR	15.6.1992	C - 13.9.1995	15.11.1996	1996 - V	Prel NV – 5§1
629	Ceteroni	I	2.12.1992	A - 15.6.1995	15.11.1996	1996 - V	Prel V – 6§1 NE – 8, P4-2 Mor, FD
620	Calogero Diana	I	30.5.1989	G - 19.6.1995	15.11.1996	1996 - V	Prel V – 8, 13 NE – 6§3 (b) VS

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
621	Domenichini	I	6.11.1989	C - 12.12.1995 G - 20.12.1995	15.11.1996	1996 - V	Prel V – 6§3 (b), 8, 13 NE – 8 VS
622	Prötsch	A	12.6.1989	G - 18.8.1995	15.11.1996	1996 - V	NV – P1-1
623	Chahal	UK	27.7.1993	G - 23.8.1995 C - 13.9.1995	15.11.1996 - G	1996 - V	V – 3, 5§4, 13 NV – 5§1 NE – 8 VS, FD
624	Silva Rocha	P	28.6.1990	G - 15.9.1995	15.11.1996	1996 - V	NV – 5§4
625	Wingrove	UK	18.6.1990	C - 1.3.1995 G - 22.3.1995	25.11.1996	1996 - V	NV – 10
626	Nsona	NL	25.1.1994	A - 4.7.1995	28.11.1996	1996 - V	Prel NV – 3, 8 NE – 13
627	Ahmut	NL	23.2.1993	C - 13.9.1995 G - 5.10.1995	28.11.1996	1996 - VI	NV – 8
628	Saunders	UK	20.7.1988	C - 9.9.1994 G - 13.9.1994	17.12.1996 - G	1996 - VI	V – 6§1 VS, FD
629	Terra Woningen B.V.	NL	9.9.1992	C - 29.5.1995	17.12.1996	1996 - VI	Prel V – 6§1 NE – 13 FD
630	Vacher	F	18.11.1991	G - 7.8.1995	17.12.1996	1996 - VI	V – 6§1+ 3 (b)(c) VS, FD
631	Duclos	F	17.8.1992 29.9.1992 13.10.1992	G - 11.10.1995	17.12.1996	1996 - VI	V – 6§1 Mor, FD
632	Ahmed	A	13.12.1994	C - 11.9.1995	17.12.1996	1996 - VI	V – 3 VS, FD
633	Aksoy	TR	20.5.1993	G - 4.12.1995 C - 12.12.1995	18.12.1996	1996 - VI	Prel V – 3, 5§3, 13 NV – 25§1 NE – 6§1 Mat, Mor, FD
634	Valsamis	GR	26.4.1993	C - 13.9.1995	18.12.1996	1996 - VI	V – 9 + 13, P1-2 + 13 NV – 3, 3 + 13, 9, P1-2 VS, FD
635	Efstratiou	GR	25.4.1994	C - 28.5.1996	18.12.1996	1996 - VI	V – 9 + 13, P1-2 + 13 NV – 3, 3 + 13, 9, P1-2 VS, FD

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
636	Scott	E	2.9.1992	C - 18.9.1995	18.12.1996	1996 - VI	Prel V – 5§3 NV – 5§1 VS, FD
637	Bechter	A	19.11.1991	A - 30.4.1996	15.1.1997 *	1997 - I	NE – P9
638	Casanica	I	27.8.1994	A - 19.8.1996	15.1.1997 *	1997 - I	NE – P9
639	Grande & autres / Others	I	14.5.1994	A - 6.9.1996	15.1.1997 *	1997 - I	NE – P9
640	Sbrolla	I	16.2.1995	A - 6.9.1996	15.1.1997 *	1997 - I	NE – P9
641	Calistri	I	24.10.1994	A - 5.8.1996	15.1.1997 *	1997 - I	NE – P9
642	Sorbo	I	2.9.1994	A - 12.9.1996	15.1.1997 *	1997 - I	NE – P9
643	Aluffi	I	19.2.1994	A - 13.9.1996	15.1.1997 *	1997 - I	NE – P9
644	Halshofer	A	18.12.1992	A - 18.9.1996	15.1.1997 *	1997 - I	NE – P9
645	Bellio	I	2.2.1995	A - 19.9.1996	15.1.1997 *	1997 - I	NE – P9
646	Poidimani	I	29.12.1993	A - 30.9.1996	15.1.1997 *	1997 - I	NE – P9
647	Rossi	I	1.12.1994	A - 9.10.1996	15.1.1997 *	1997 - I	NE – P9
648	C. D.C. c. Italie / v. Italy	I	20.3.1995	A - 9.10.1996	15.1.1997 *	1997 - I	NE – P9
649	Salerno (n° 2)	I	19.2.1993	A - 15.10.1996	15.1.1997 *	1997 - I	NE – P9
650	Mori Puddu	I	19.10.1990	A - 29.10.1996	15.1.1997 *	1997 - I	NE – P9
651	Troccoli & autres / Others	I	20.6.1994	A - 29.10.1996	15.1.1997 *	1997 - I	NE – P9
652	Bouchelkia	F	25.10.1993	C - 11.12.1995	29.1.1997	1997 - I	NV – 8
653	Mauer (n°s 1 & 2)	A	18.1.1990 14.5.1990	C - 15.9.1995	18.2.1997	1997 - I	V – 6§1 NE – 6§3 (c)(d) VS, FD

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
654	Nideröst-Huber	CH	17.10.1991	C - 8.12.1995 G - 20.2.1996	18.2.1997	1997 - I	V – 6§1 VS, FD
655	Laskey, Jaggard & Brown	UK	14.12.1992	C - 11.12.1995	19.2.1997	1997 - I	NV – 8
656	Guillemin	F	28.11.1991	C - 8.12.1995	21.2.1997 2.9.1998	1997 - I 1998	Prel V – 6§1, P1-1 Mor , FD Mat, FD
657	Van Raalte	NL	23.4.1992	C - 11.12.1995 G - 15.2.1996	21.2.1997	1997 - I	V – P1-1 + 14 VS, FD
658	De Haes & Gijssels	B	12.3.1992	C - 25.1.1996	24.2.1997	1997 - I	V – 6§1, 10 Mat, VS, FD
659	Findlay	UK	28.5.1993	C - 8.12.1995	25.2.1997	1997 - I	V – 6§1 VS, FD
660	Gregory	UK	7.7.1993	C - 2.12.1995	25.2.1997	1997 - I	NV – 6§1, 6 + 14
661	Z c. Finlande / v. Finland	SF	21.5.1993	C - 25.1.1996	25.2.1997	1997 - I	V – 8 NV – 8 NE – 13 Mor, FD
662	Muller	F	8.3.1993	G - 31.1.1996	17.3.1997	1997 - II	V – 5§3 VS, FD
663	Neigel	F	29.1.1991	C - 8.12.1995	17.3.1997	1997 - II	NE – 6§1 inapplicable
664	Mantovanelli	F	26.2.1993	C - 22.1.1996	18.3.1997	1997 - II	V – 6§1 VS, FD
665	Foucher	F	16.4.1993	C - 25.1.1996 G - 6.2.1996	18.3.1997	1997 - II	V – 6§1 + 6§3 VS, FD
666	Paskhalidis & autres / Others	GR	28.7.1992 - 30.9.1993	G - 8.1.1996	19.3.1997	1997 - II	Rad (part) V – 6§1 Mor, FD
667	Hornsby	GR	7.1.1990	C - 11.12.1995	19.3.1997 1.4.1998	1997 - II 1998 - II	Prel V – 6§1 Mat, Mor
668	Lukanov	BG	1.9.1992	C - 11.3.1996	20.3.1997	1997 - II	V – 5§1 NE – 18 Mor, FD
669	Beïs	GR	18.3.1993	G - 13.3.1996	20.3.1997	1997 - II	Prel

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
670	P.L. c. / v. France	F	20.7.1992	C - 28.5.1996	2.4.1997	1997 - II	Rad
671	Lennart Gustafsson	S	2.9.1992	A - 28.10.1996	11.4.1997 *	1997 - II	NE – P9
672	Ellies	D	6.8.1991	A - 6.12.1996	11.4.1997 *	1997 - II	NE – P9
673	A.M. c. Italie / v. Italy	I	2.9.1992	A - 20.12.1996	11.4.1997 *	1997 - II	NE – P9
674	Menckeberg	NL	6.10.1994	A - 8.1.1997	11.4.1997 *	1997 - II	NE – P9
675	Hengl	A	15.1.1992	A - 16.1.1997	11.4.1997 *	1997 - II	NE – P9
676	Manni	I	31.3.1994	A - 16.1.1997	11.4.1997 *	1997 - II	NE – P9
677	Dotti	I	21.4.1995	A - 4.2.1997	11.4.1997 *	1997 - II	NE – P9
678	X, Y & Z c. Royaume-Uni / v. the United Kingdom	UK	6.5.1993	C - 13.9.1995	22.4.1997 - G	1997 - II	NV – 8 NE – 8 + 14
679	Stallinger & Kuso	A	16.11.1988 27.2.1989	C - 26.1.1996	23.4.1997	1997 - II	V 6§1 NV – 6§1 VS, FD
680	Van Mechelen & autres / Others	NL	24.11.1992 27.11.1992 8.12.1992	C - 17.4.1996	23.4.1997 30.10.1997	1997 - III 1997 - VII	V – 6§1 + 6§3 (d) FD Mor, FD
681	H.L.R. c. / v. France	F	4.7.1994	C - 25.1.1996 G - 29.2.1996	29.4.1997 - G	1997 - III	NV – 3
682	D. c. Royaume-Uni / v. the United Kingdom	UK	15.2.1996	C - 28.10.1996 G - 14.11.1996	2.5.1997	1997 - III	V – 3 NV – 13 NE – 2, 8 FD
683	Ulens	B	11.6.1993	A - 5.12.1996	16.5.1997 *	1997 - III	NE – P9
684	De Brabandere & autres / Others	B	20.11.1992	A - 15.1.1997	16.5.1997 *	1997 - III	NE – P9
685	Di Ciccio	I	23.11.1994	A - 29.1.1997	16.5.1997 *	1997 - III	NE – P9

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
686	Cherubini	I	21.3.1994	A - 10.2.1997	16.5.1997 *	1997 - III	NE – P9
687	Abbate	I	10.2.1995	A - 10.2.1997	16.5.1997 *	1997 - III	NE – P9
688	Spera	I	29.11.1989	A - 19.2.1997	16.5.1997 *	1997 - III	NE – P9
689	Cerruto	I	30.4.1995	A - 5.3.1997	16.5.1997 *	1997 - III	NE – P9
690	A. AR. c. Italie / v. Italy	I	26.4.1994	A - 13.3.1997	16.5.1997 *	1997 - III	NE – P9
691	Eriksen	N	17.9.1990	C - 8.12.1995	27.5.1997	1997 - III	NV – 5§1, 5§3
692	Pauger	A	14.2.1990	C - 17.4.1996	28.5.1997	1997 - III	NV – 6§1 NE – 27§1 (b)
693	Tsirlis & Kouloumpas	GR	26.11.1991	C - 17.4.1996	29.5.1997	1997 - III	V – 5§1, 5§5 NV – 3 NE – 9, 9 + 14, 6§1, 13 Mat, Mor, FD
694	Georgiadis	GR	27.2.1993	C - 17.4.1996	29.5.1997	1997 - III	V – 6§1 NE – 13 VS, FD
695	Telesystem Tirol Kabeltelevision	A	29.11.1991	A - 26.2.1996	9.6.1997	1997 - III	Reg
696	Pentidis & autres / Others	GR	30.12.1993	C - 17.4.1996	9.6.1997	1997 - III	Rad
697	Halford	UK	22.4.1992	C - 28.5.1996	25.6.1997	1997 - III	V – 8, 13 NV – 8, 13 NE – 10 + 14 Mat, Mor, FD
698	Van Orshoven	B	13.3.1992	C - 25.10.1995	25.6.1997	1997 - III	Prel V – 6§1 VS, FD
699	Philis (n° 2)	GR	15.1.1992	G - 6.5.1996	27.6.1997	1997 - IV	V – 6§1 Mor, FD
700	Pammel	D	15.8.1990	A - 21.3.1996 G - 27.3.1996	1.7.1997	1997 - IV	V – 6§1 Mat, FD
701	Probstmeier	D	9.6.1992	A - 18.9.1996 G - 23.10.1996	1.7.1997	1997 - IV	V – 6§1 Mat, FD
702	Rolf Gustafson	S	5.11.1993	A - 18.12.1995	1.7.1997	1997 - IV	NV – 6§1

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
703	Torri	I	8.9.1993	G - 7.5.1996	1.7.1997	1997 - IV	Prel V – 6§1 Mat, Mor, FD
704	Giulia Manzoni	I	2.12.1991	C - 28.5.1996 A - 7.6.1996	1.7.1997	1997 - IV	NV – 5§1 (c)
705	Kalaç	TR	13.7.1992	C - 19.4.1996 G - 3.7.1996	1.7.1997	1997 - IV	Prel NV – 9
706	Gitonas & autres / Others	GR	12.6.1991 22.11.1991 16.5.1995 28.5.1995	C - 28.5.1996 C - 22.1.1997 C - 27.1.1997	1.7.1997	1997 - IV	NV – P1-3
707	Oberschlick (n° 2)	A	15.9.1992	A - 18.3.1996	1.7.1997	1997 - IV	V – 10 Mat, FD
708	Akkuş	TR	26.8.1991	C - 19.4.1996	9.7.1997	1997 - IV	Prel V – P1-1 Mat, Mor, FD
709	Esposito	I	1.3.1988	A - 29.11.1996	5.8.1997 *	1997 - IV	NE – P9
710	Lelli	I	15.10.1993	A - 6.1.1997	5.8.1997 *	1997 - IV	NE – P9
711	Arlistico	I	27.6.1994	A - 18.2.1997	5.8.1997 *	1997 - IV	NE – P9
712	Basta	A	5.8.1991	A - 27.2.1997	5.8.1997 *	1997 - IV	NE – P9
713	S.P.R.L. Anca & autres / Others	B	29.12.1994	A - 28.2.1997	5.8.1997 *	1997 - IV	NE – P9
714	G.D.Z. c. Italie / v. Italy	I	13.1.1995	A - 26.3.1997	5.8.1997 *	1997 - IV	NE – P9
715	Maffeo & Papa	I	20.10.1995	A - 5.5.1997	5.8.1997 *	1997 - IV	NE – P9
716	Coser	I	15.5.1994	A - 26.5.1997	5.8.1997 *	1997 - IV	NE – P9
717	Balmer-Schafroth et autres / Others	CH	14.6.1993	G - 21.5.1996 C - 28.5.1996	26.8.1997 - G	1997 - IV	Prel NE – 6 §1, 13 inapplicable
718	De Haan	NL	5.8.1993	C - 4.7.1996 G - 12.9.1996	26.8.1997	1997 - IV	V – 6§1 VS, FD

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
719	Anne-Marie Andersson	S	11.2.1992	C - 28.5.1996	27.8.1997	1997 - IV	NV – 13 NE – 6§1 inapplicable
720	M.S. c. Suède / v. Sweden	S	23.9.1992	C - 28.5.1996	27.8.1997	1997 - IV	NV – 8, 13 NE – 6§1 inapplicable
721	A.P., M.P. & T.P. c. Suisse / v. Switzerland	CH	13.3.1992	C - 28.5.1996	29.8.1997	1997 - V	V – 6§2 NE – 6§1 + 6§3 FD
722	E.L., R.L. & J.O.-L. c. Suisse / v. Switzerland	CH	29.10.1992	C - 28.5.1996	29.8.1997	1997 - V	V – 6§2 FD
723	Worm	A	28.7.1993	C - 4.7.1996 G - 11.9.1996	29.8.1997	1997 - V	Prel NV – 10
724	Spurio	I	31.8.1992	C - 11.3.1996	2.9.1997	1997 - V	NE – 6§1 inapplicable
725	De Santa	I	24.5.1993	C - 11.3.1996	2.9.1997	1997 - V	V – 6§1 Mor, FD
726	Gallo	I	5.7.1993	C - 11.3.1996	2.9.1997	1997 - V	NE – 6§1 inapplicable
727	Lapalorcia	I	12.5.1994	C - 11.3.1996	2.9.1997	1997 - V	V – 6§1 Mat, Mor, FD
728	Abenavoli	I	3.6.1993	C - 11.3.1996	2.9.1997	1997 - V	V – 6§1 Mor, FD
729	Zilaghe	I	11.10.1993	C - 11.3.1996	2.9.1997	1997 - V	NE – 6§1 inapplicable
730	Laghi	I	11.5.1993	C - 11.3.1996	2.9.1997	1997 - V	NE – 6§1 inapplicable
731	Viero	I	14.5.1993	C - 11.3.1996	2.9.1997	1997 - V	NE – 6§1 inapplicable
732	Orlandini	I	4.11.1993	C - 11.3.1996	2.9.1997	1997 - V	NE – 6§1 inapplicable
733	Ryllo	I	30.4.1993	C - 11.3.1996	2.9.1997	1997 - V	NE – 6§1 inapplicable
734	Soldani	I	6.5.1993	C - 11.3.1996	2.9.1997	1997 - V	NE – 6§1 inapplicable
735	Fusco	I	12.3.1994	C - 11.3.1996	2.9.1997	1997 - V	NE – 6§1 inapplicable
736	Di Luca & Saluzzi	I	3.2.1994	C - 11.3.1996	2.9.1997	1997 - V	NE – 6§1 inapplicable

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
737	Nicodemo	I	21.8.1993	C - 11.3.1996	2.9.1997	1997 - V	V – 6§1 Mor
738	Pizzi	I	30.11.1993	C - 11.3.1996	2.9.1997	1997 - V	NE – 6§1 inapplicable
739	Scarfò	I	30.11.1993	C - 11.3.1996	2.9.1997	1997 - V	NE – 6§1 inapplicable
740	Argento	I	30.4.1993	C - 11.3.1996	2.9.1997	1997 - V	NE – 6§1 inapplicable
741	Trombetta	I	5.6.1993	C - 11.3.1996	2.9.1997	1997 - V	NE – 6§1 inapplicable
742	Arie Mantel & Mantel Holland Beheer B.V.	NL	13.7.1993	A - 21.5.1997	15.9.1997 *	1997 - V	NE – P9
743	Robins	UK	14.3.1993	C - 16.9.1996	23.9.1997	1997 - V	V – 6§1 VS, FD
744	Garyfallou AEBE	GR	12.10.1991	G - 6.8.1996	24.9.1997	1997 - V	Prel V – 6§1 FD
745	Coyne	UK	23.11.1994	C - 16.9.1996	24.9.1997	1997 - V	V – 6§1 VS, FD
746	Aydin	TR	21.12.1993	C - 15.4.1996	25.9.1997 - G	1997 - VI	Prel V – 3, 13 NV – 25§1 NE – 6§1 Mor, FD
747	Mehemi	F	25.8.1994	C - 4.7.1996 G - 17.9.1996	26.9.1997	1997 - VI	V – 8 VS, FD
748	El Boujaïdi	F	7.11.1994	C - 16.9.1996	26.9.1997	1997 - VI	NV – 8
749	R.M.D. c. Suisse / v. Switzerland	CH	26.3.1992	C - 4.7.1996 A - 29.7.1996	26.9.1997	1997 - VI	Prel V – 5§4 Mor, FD
750	Resch	A	28.12.1992	A - 9.6.1997	1.10.1997 *	1997 - VI	NE – P9
751	Stacchiotti	I	6.4.1995	A - 19.7.1997	1.10.1997 *	1997 - VI	NE – P9
752	Milioni Guerriero & Mansueti	I	10.5.1993	A - 22.7.1997	1.10.1997 *	1997 - VI	NE – P9
753	Ilhan	A	21.10.1993	A - 7.7.1997	3.10.1997 *	1997 - VI	NE – P9
754	Fortini	I	10.7.1994	A - 17.8.1997	3.10.1997 *	1997 - VI	NE – P9

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
755	Garberi	I	13.11.1993 27.11.1995	A - 11.8.1997	3.10.1997 *	1997 - VI	NE – P9
756	Sur	TR	15.3.1993	C - 28.10.1996	3.10.1997	1997 - VI	Reg
757	G.M. & U.B. c. Autriche / v. Austria	A	9.10.1992 26.2.1993 19.8.1993	A - 10.7.1997	7.10.1997 *	1997 - VI	NE – P9
758	Andronicou & Constantinou	CY	22.8.1994	C - 4.7.1996 G - 20.9.1996	9.10.1997	1997 - VI	Prel NV – 2, 6§1
759	Serves	F	21.4.1992	C - 4.7.1996 G - 19.9.1996	20.10.1997	1997 - VI	NV – 6§1 + 6§3 (b) NE – 10
760	Radio ABC	A	30.12.1991	G - 28.8.1996 A - 28.8.1996	20.10.1997	1997 - VI	V – 10 FD
761	Pierre - Bloch	F	6.4.1994	C - 16.9.1996	21.10.1997	1997 - VI	NE – 6§1, 13 inapplicable NE – 6§1 + 14
762	Boujlifa	F	22.6.1994	C - 16.9.1996	21.10.1997	1997 - VI	NV – 8
763	Papageorgiou	GR	24.5.1994	G - 12.8.1996	22.10.1997	1997 - VI	Prel V – 6§1 NE – 6§1 + 14, 6§1 + 13 Mor
764	Erdagöz	TR	1.5.1993	G - 18.9.1996	22.10.1997	1997 - VI	Prel NV – 3, 5§1
765	National & Provincial Building Society, the Leeds Permanent Building Society & the Yorkshire Building Society	UK	15.1.1993 21.12.1992 11.1.1993	C - 16.9.1996 G - 25.10.1996	23.10.1997	1997 - VII	NV – 6§1, 6§1 + 14, P1-1, P1-1 + 14
766	Johnson	UK	8.7.1993	C - 9.9.1996	24.10.1997	1997 - VII	V – 5§1 NE – 5§4 Mor, FD
767	Paez	S	16.11.1995	C - 22.1.1997	30.10.1997	1997 - VII	Rad
768	Troncato	I	19.4.1995	A - 2.9.1997	30.10.1997 *	1997 - VII	NE – P9
769	Arconte	I	11.12.1992	A - 11.9.1997	30.10.1997 *	1997 - VII	NE – P9

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
770	Napoli	I	22.7.1995	A - 22.9.1997	30.10.1997 *	1997 - VII	NE – P9
771	Szücs	A	24.8.1992	C - 28.10.1996 G - 25.11.1996	24.11.1997	1997 - VII	V – 6§1 VS, FD
772	Werner	A	16.3.1993	C - 28.10.1996 G - 25.11.1996	24.11.1997	1997 - VII	Prel V – 6§1 FD
773	Zana	TR	30.9.1991	C - 28.5.1996 G - 29.7.1996	25.11.1997 - G	1997 - VII	Prel V – 6§1, 6§1 + 6§3 (c) NV – 10 Mor, FD
774	Grigoriades	GR	17.3.1994	C - 16.9.1996	25.11.1997 - G	1997 - VII	V – 10 NV – 7 FD
775	Sakik & autres / Others	TR	11.3.1994	C - 10.7.1996	26.11.1997	1997 - VII	Prel V – 5§3, 5§4, 5§5 NV – 5§1 Mor, FD
776	Stamoulakatos (n° 2)	GR	1.4.1995	G - 9.12.1996	26.11.1997	1997 - VII	Prel V – 6§1 NE – 13 Mor
777	K.-F. c. Allemagne / v. Germany	D	14.12.1993	C - 28.10.1996	27.11.1997	1997 - VII	Prel V – 5§1 VS, FD
778	Menteş & autres / Others	TR	20.12.1993	C - 17.4.1996	28.11.1997 - G 24.7.1998 - G	1997 - VIII 1998	Prel V – 8, 13 NV – 2, 3, 5, 6, 14, 18 NE – 3, 5§1, 6§1 FD Mat, Mor
779	Proszak	PL	28.4.1994	G - 6.1.1997	16.12.1997	1997 - VIII	NV – 6§1
780	Tejedor García	E	4.8.1994	C - 28.10.1996	16.12.1997	1997 - VIII	NV – 6§1
781	Raninen	SF	11.11.1992	C - 4.12.1996 G - 25.2.1997	16.12.1997	1997 - VIII	Prel V – 5§1 NV – 3, 8 NE – 5§2 Mor, FD
782	Eglise catholique de Canée / Canea Catholic Church	GR	2.8.1994	C - 28.10.1996	16.12.1997	1997 - VIII	Prel V – 6§1, 6§1 + 14 NE – 9, 9 + 14, P1-1, P1-1 + 14 Mat, FD
783	Camenzind	CH	2.10.1992	C - 28.10.1996 G - 14.1.1997	16.12.1997	1997 - VIII	Prel V – 8 + 13 NV – 8 VS, FD
784	Helle	SF	28.9.1992	C - 5.12.1996	19.12.1997	1997 - VIII	NV – 6§1
785	Brualla Gómez de la Torre	E	7.1.1995	C - 4.12.1996	19.12.1997	1997 - VIII	NV – 6§1 NE – 13

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
786	G.R. & P.M. c. Italie / v. Italy	I	1.7.1996	A - 9.10.1997	22.12.1997 *	1997 - VIII	NE – P9
787	Parti communiste unifié de Turquie & autres / United Communist Party of Turkey & Others	TR	7.1.1992	C - 28.10.1996	30.1.1998 - G	1998 - I	V – 11 NE – 9, 10, 14, 18, P1-1, P1-3 VS, FD
788	Higgins & autres / Others	F	1.6.1992	C - 28.10.1996	19.2.1998	1998 - I	Prel V – 6§1 FD
789	Dalia	F	3.11.1994	C - 4.12.1996 G - 5.2.1997	19.2.1998	1998 - I	Prel NV – 3, 8
790	Huber	F	6.1.1995	C - 5.12.1996	19.2.1998	1998 - I	NE – 6§1 inapplicable
791	Paulsen-Medalen & Svensson	S	7.8.1989	A - 25.10.1996	19.2.1998	1998 - I	V – 6§1 NV – 6§1 NE – 8 + 13 Mor, FD
792	Allan Jacobsson (n° 2)	S	21.7.1990	C - 22.1.1997 A - 28.1.1997	19.2.1998	1998 - I	NV – 6§1
793	Bowman	UK	11.3.1994	C - 19.10.1996 G - 7.1.1997	19.2.1998 - G	1998 - I	Prel V – 10 VS, FD
794	Guerra & autres / Others	I	18.10.1988	C - 16.9.1996	19.2.1998 - G	1998 - I	Prel V – 8 NE – 10 inapplicable NE – 2 Mor
795	Bahaddar	NL	2.12.1994	C - 28.10.1996 G - 22.11.1996	19.2.1998	1998 - I	Prel
796	Edificaciones March Gallego S.A.	E	19.5.1995	C - 21.1.1997	19.2.1998	1998 - I	NV – 6§1
797	Kaya	TR	23.9.1993	C - 5.12.1996	19.2.1998	1998 - I	Prel V – 2, 13 NV – 14 NE – 6§1 Mor, FD
798	Larissis & autres / Others	GR	28.1.1994	C - 28.10.1996	24.2.1998	1998 - I	V – 9 NV – 7, 9 + 14 NE – 10 Mor, FD
799	Botta	I	30.7.1992	C - 4.12.1996	24.2.1998	1998 - I	NE – 8, 8 + 14 inapplicable
800	Pafitis & autres / Others	GR	30.6.1992	G - 9.12.1996	26.2.1998	1998 - I	V – 6§1 NV – 6§1 Mor, FD
801	Marte & Achberger	A	23.8.1993	C - 9.7.1997	5.3.1998	1998 - I	Reg

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
802	G.S. c. Italie / v. Italy	I	12.12.1994	A - 9.10.1997	12.3.1998 *	1998 - II	NE – P9
803	Pantano	I	31.1.1992	A - 29.10.1997	12.3.1998 *	1998 - II	NE – P9
804	C.A.R. s.r.L. c. Italie / v. Italy	I	22.9.1993	A - 18.11.1997	12.3.1998 *	1998 - II	NE – P9
805	Emidio de Camillis	I	8.6.1995	A - 15.12.1997	12.3.1998 *	1998 - II	NE – P9
806	Piccininno	I	2.7.1996	A - 16.12.1997	12.3.1998 *	1998 - II	NE – P9
807	Hrdlicka	A	25.11.1991	A - 9.1.1998	12.3.1998 *	1998 - II	NE – P9
808	R.L.P. c. Italie / v. Italy	I	6.6.1996	A - 20.1.1998	12.3.1998 *	1998 - II	NE – P9
809	Kopp	CH	15.12.1993	A - 20.1.1997 C - 22.1.1997 G - 27.2.1997	25.3.1998	1998 - II	Prel V – 8 NE – 8 + 13 VS, FD
810	Belziuk	PL	31.5.1993	C - 23.4.1997 G - 13.6.1997	25.3.1998	1998 - II	Prel V – 6 VS
811	Petrovic	A	3.8.1992	C - 5.12.1996	27.3.1998	1998 - II	NV – 8 + 14
812	J.J. c. Pays-Bas / v. the Netherlands	NL	12.11.1993	C - 22.1.1997	27.3.1998	1998 - II	V – 6§1 FD
813	K.D.B. c. Pays-Bas / v. the Netherlands	NL	23.3.1993	A - 6.8.1997	27.3.1998	1998 - II	V – 6§1 NV – 6§1 FD
814	Reinhardt & Slimane-Kaïd	F	7.9.1993 11.9.1993	C - 27.1.1997 G - 14.3.1997	31.3.1998 - G	1998 - II	V – 6 VS
815	Daud	P	5.3.1993	C - 20.1.1997 G - 31.3.1997	21.4.1998	1998 - II	V – 6§1 + 6§3 (c) NE – 6§1+6§3 (e) VS
816	Estima Jorge	P	27.10.1993	C - 22.1.1997 G - 3.4.1997	21.4.1998	1998 - II	V – 6§1 Mat, Mor, FD
817	Pailot	F	2.7.1996	C - 22.9.1997	22.4.1998	1998 - II	Prel V – 6§1 Mor, FD

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
818	Richard	F	2.10.1996	C - 29.10.1997	22.4.1998	1998 - II	Prel V – 6§1 Mor , FD
819	S.R. c. Italie / v. Italy	I	5.5.1993	G - 29.7.1997	23.4.1998	1998 - II	V – 6§1 Mor, FD
820	Fisanotti	I	28.4.1994	G - 9.10.1997	23.4.1998	1998 - II	V – 6§1 Mor , FD
821	Doustaly	F	29.12.1994	C - 23.1.1997	23.4.1998	1998 - II	V – 6§1 Mat, Mor, FD
822	Bernard	F	29.5.1993	C - 5.12.1996	23.4.1998	1998 - II	Prel NV – 6
823	Selçuk & Asker	TR	15.12.1993	C - 22.1.1997	24.4.1998	1998 - II	Prel V – 3, 8, 13, P1-1 NV – 14, 18 NE – 2 , 5§1, 6§1 Mat, Mor, FD
824	Mavronichis	CY	10.7.1995	G - 7.5.1997	24.4.1998	1998 - II	V – 6§1 Mor, FD
825	Henra	F	21.5.1997	C - 11.12.1997	29.4.1998	1998 - II	Prel V – 6§1 Mor, FD
826	Leterme	F	21.5.1997	C - 11.12.1997	29.4.1998	1998 - III	Prel V – 6§1 Mor, FD
827	Gautrin & autres / Others	F	7.1.1993	G - 14.4.1997	20.5.1998	1998 - III	V – 6§1 VS, FD
828	Schöpfer	CH	11.8.1994	A - 28.5.1997 C - 3.6.1997	20.5.1998	1998 - III	NV – 10
829	Vasilescu	RO	10.2.1995	A - 22.5.1997 C - 28.5.1997	22.5.1998	1998 - III	Prel V – 6§1, P1-1 NE – 8, 13 Mat, Mor, FD
830	Hozee	NL	26.5.1993	A - 14.8.1997	22.5.1998	1998 - III	NV – 6§1
831	Gündem	TR	7.7.1993	C - 28.10.1996	25.5.1998 - G	1998 - III	Prel NV – 3, 5§1, 8, 13, 18, P1-1 NE – 6§1
832	Kurt	TR	11.5.1994	C - 22.1.1997	25.5.1998	1998 - III	Prel V – 5, 3, 13, 25§1 NV – 2 + 14, 3 + 14, 5 + 14, 18 NE – 2, 3 Mor, FD
833	Parti socialiste & autres / Socialist Party & Others	TR	31.12.1992	C - 27.1.1997	25.5.1998 - G	1998 - III	V – 11 NE – 6§1, 9, 10, 14, 18, P1-1, P1-3 Mor
834	Psychex	CH	17.3.1995	A - 6.2.1998	3.6.1998*	1998 - III	NE – P9

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
835	A.D. c. Italie / v. Italy	I	10.6.1994	A - 27.2.1998	3.6.1998*	1998 - III	NE – P9
836	Radolf	A	18.10.1994	A - 26.3.1998	3.6.1998*	1998 - III	NE – P9
837	Breiteneder	A	12.4.1996	A - 3.3.1998	3.6.1998*	1998 - III	NE – P9
838	Somigli	I	27.7.1995	A - 12.3.1998	3.6.1998*	1998 - III	NE – P9
839	Maillard	F	24.9.1994	C - 4.3.1997	9.6.1998	1998 - III	NE – 6§1 inapplicable
840	Cazenave de la Roche	F	28.9.1994	G - 14.4.1997	9.6.1998	1998 - III	V – 6§1 Mor, FD
841	McGinley & Egan	UK	20.4.1993 31.12.1993	C - 22.1.1997	9.6.1998	1998 - III	Prel NV – 6§1, 8 NE – 13
842	L.C.B. c. Royaume-Uni / v. the United Kingdom	UK	21.4.1993	C - 22.1.1997	9.6.1998	1998 - III	NV – 2, 3 NE – 8, 13
843	Twalib	GR	6.4.1993	C - 16.4.1997	9.6.1998	1998 - IV	Prel V – 6§1 + 6§3 (c) NV – 6§1 + 6§3 (b) Mor, FD
844	Teixeira de Castro	P	24.10.1994	C - 16.4.1997 G - 17.6.1997	9.6.1998	1998 - IV	V – 6§1 NE – 3, 8 Mat, Mor, FD
845	Bronda	I	29.4.1993	A - 14.4.1997	9.6.1998	1998 - IV	NV – 8 NE – 8 + 13
846	Tekin	TR	14.7.1993	C - 27.5.1997	9.6.1998	1998 - IV	V – 3, 13 NV – 2, 10, 14, 18 NE – 5§1, 6§1 Mor, FD
847	Incal	TR	7.9.1993	C - 16.4.1997	9.6.1998 - G	1998 - IV	V – 6§1, 10 NE – 14 Mor, FD
848	Sidiropoulos & autres / Others	GR	16.11.1994	C - 29.5.1997	10.7.1998	1998 - IV	Prel V – 11 NE – 6§1, 9, 10, 14 VS, FD
849	Tinnelly & Sons Ltd & Mc Elduff & autres / Others	UK	27.5.1994 26.8.1992	C - 9.7.1997	10.7.1998	1998 - IV	V – 6§1 NE – 6§1 + 14, 8, 8 + 13 Mat, FD
850	Güleç	TR	16.3.1993	C - 28.5.1997	27.7.1998	1998 - IV	Prel V – 2 Mor, FD
851	Ergi	TR	25.3.1994	C - 9.7.1997	28.7.1998	1998 - IV	Prel V – 2, 13, 25§1 NV – 2 + 14, 18 NE – 8 Mor, FD

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
852	Omar	F	27.7.1994	C - 16.4.1997 G - 7.7.1997	29.7.1998 - G	1998 - IV	V – 6§1 FD
853	Guérin	F	11.7.1994	C - 27.5.1997 G - 10.7.1997	29.7.1998 - G	1998 - IV	V – 6§1 Mor, FD
854	Le Calvez	F	9.7.1994	G - 11.7.1997	29.7.1998	1998 - IV	V – 6§1 Mor, FD
855	Valenzuela Contreras	E	2.5.1995	C - 29.5.1997	30.7.1998	1998	Prel – 6 V – 8 FD
856	Aerts	B	8.8.1994	A - 7.7.1997 C - 9.7.1997	30.7.1998	1998	Prel V – 5§1, 6§1 NV – 3, 5§4 Mor, FD
857	Oliveira	CH	22.10.1994	A - 25.8.1997 C - 22.9.1997	30.7.1998	1998	NV – P7-4
858	Sheffield & Horsham	UK	4.8.1993	C - 4.3.1997	30.7.1998 - G	1998	NV – 8, 8 + 14, 12
859	Avis Entreprises	GR	15.11.1995	G - 7.3.1998	30.7.1998	1998	Prel
860	Clube de Futebol União de Coimbra	P	21.3.1995	C - 29.10.1997 G - 1.12.1997	30.7.1998	1998	Reg
861	Gertrude Fidler	A	1.5.1994	A - 3.3.1998	31.7.1998 *	1998	NE – P9
862	Gebhard Fidler	A	13.12.1993	A - 3.3.1998	31.7.1998 *	1998	NE – P9
863	Ali	CH	14.9.1994	G - 9.7.1997 A - 15.7.1997	5.8.1998	1998	Rad
864	S.J., B.J. & G.J. c. Suède / v. Sweden	S	25.11.1991	A - 25.2.1998	7.8.1998 *	1998	NE – P9
865	L.G. c. Suède / v. Sweden	S	27.9.1994	A - 19.3.1998	7.8.1998 *	1998	NE – P9
866	Marangos	CY	11.3.1996	A - 25.3.1998	7.8.1998 *	1998	NE – P9

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
867	Brown & Williamson Tobacco Corporation	SF	8.3.1994	A - 21.4.1998	7.8.1998 *	1998	NE – P9
868	Contrada	I	4.11.1994	C - 22.9.1997	24.8.1998	1998	Prel NV – 3, 5§3
869	Soumare	F	2.2.1993	G - 12.5.1997	24.8.1998	1998	Prel V – 5§4 VS
870	Lambert	F	8.2.1994	C - 22.9.1997 G - 24.10.1997	24.8.1998	1998	V – 8 NE – 13 Mor, FD
871	Couez	F	8.7.1993	G - 19.9.1997	24.8.1998	1998	V – 6§1 Mor
872	Benkessiouer	F	6.9.1995	G - 19.9.1997	24.8.1998	1998	V – 6§1 Mor
873	Hertel	CH	13.9.1994	A - 29.5.1997 C - 3.6.1997 G - 15.7.1997	25.8.1998	1998	V – 10 NE – 6§1, 8 FD
874	Fischer (n° 2)	A	9.12.1994	A - 15.5.1998	1.9.1998 *	1998	NE – P9
875	Fischer (n° 3)	A	10.3.1995	A - 15.5.1998	1.9.1998 *	1998	NE – P9
876	Wirtschafts- Trend Zeitschriften Verlagsgesellschaft M.B.H.	A	20.12.1994	A - 23.6.1998	1.9.1998 *	1998	NE – P9
877	Ahmed & autres / Others	UK	21.9.1993	C - 9.7.1997	2.9.1998	1998	NV – 10, 11, P1-3
878	Yaşa	TR	12.7.1993	C - 9.7.1997	2.9.1998	1998	Prel V – 2, 2 + 13 NV – 2 NE – 10, 14, 18 Mor, FD
879	Erkalo	NL	12.10.1993	C - 22.9.1997	2.9.1998	1998	Prel V – 5§1 NE – 5§4, 5§4 + 13 VS, FD
880	Lauko	SK	13.6.1994	A - 7.1.1998 C - 26.1.1998	2.9.1998	1998	V – 6§1 NE – 13 Mor, FD
881	Kadubec	SK	14.10.1994	A - 15.1.1998 C - 26.1.1998	2.9.1998	1998	V – 6§1 NE – 6§3 (c), 13 Mor, FD

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
882	Agnello	I	22.3.1996	A - 20.4.1998	3.9.1998 *	1998	NE – P9
883	G.L. c. Italie / v. Italy	I	26.5.1995	A - 24.4.1998	3.9.1998 *	1998	NE – P9
884	C.C. c. Italie / v. Italy	I	1.4.1996	A - 4.5.1998	3.9.1998 *	1998	NE – P9
885	Gatti	I	19.7.1995	A - 5.5.1998	3.9.1998 *	1998	NE – P9
886	Bernardoni	I	19.2.1996	A - 6.5.1998	3.9.1998 *	1998	NE – P9
887	Antonio Rossi	I	4.11.1995	A - 14.5.1998	3.9.1998 *	1998	NE – P9
888	Sorace	I	4.4.1997	A - 24.5.1998	3.9.1998 *	1998	NE – P9
889	G.D. c. Italie / v. Italy	I	15.9.1995	A - 4.6.1998	3.9.1998 *	1998	NE – P9
890	Roselli (n° 1)	I	25.5.1996	A - 8.6.1998	3.9.1998 *	1998	NE – P9
891	La Gorga	I	16.3.1996	A - 16.6.1998	3.9.1998 *	1998	NE – P9
892	Milani	I	9.12.1995	A - 29.6.1998	3.9.1998 *	1998	NE – P9
893	Roselli (n° 2)	I	5.7.1996	A - 8.6.1998	3.9.1998 *	1998	NE – P9
894	Patteri	I	10.9.1994	A - 2.7.1998	3.9.1998 *	1998	NE – P9
895	B.B. c. / v. France	F	2.4.1996	C - 27.4.1998	7.9.1998	1998	Rad
896	Denev	S	8.7.1994	A - 18.5.1998	9.9.1998 *	1998	NE – P9
897	Portington	GR	11.5.1995	G - 11.12.1997	23.9.1998	1998	V – 6§1 VS, FD
898	Demir & autres / Others	TR	12.2.1993	C - 11.7.1997	23.9.1998	1998	Prel V – 5§3 + 15 Mor
899	Aka	TR	15.8.1991	C - 30.10.1997	23.9.1998	1998	Prel V – P1-1 Mat, Mor

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
900	A. c. Royaume-Uni / v. the United Kingdom	UK	15.7.1994	C - 27.10.1997	23.9.1998	1998	V – 3 NE – 8, 13, 14 Mor, FD
901	Steel & autres / Others	UK	31.5.1994	C - 9.7.1997	23.9.1998	1998	V – 5§1, 10 NV – 5§1, 5§5, 6§3 (a), 10 Mor, FD
902	McLeod	UK	22.5.1994	C - 11.7.1997	23.9.1998	1998	V – 8 NE – 8, P1-1 VS, FD
903	Aytekin	TR	22.10.1993	C - 29.10.1997	23.9.1998	1998	Prel
904	Petra	RO	19.11.1994	C - 15.12.1997 A - 21.1.1998	23.9.1998	1998	V – 8, 25§1 Mor, FD
905	Lehideux & Isorni	F	13.5.1994	C - 28.5.1997 G - 8.8.1997	23.9.1998 – G	1998	V – 10 VS, FD
906	Malige	F	28.11.1994	C - 9.7.1997	23.9.1998	1998	NV – 6§1
907	I.A. c. / v. France	F	29.3.1993	G - 26.12.1997	23.9.1998	1998	V – 5§3 NV – 6§1 FD
908	Ciepluch	PL	6.5.1996	A - 31.7.1998	28.9.1998 *	1998	NE – P9
909	Hortolomei	A	24.9.1990	A - 13.8.1998	5.10.1998 *	1998	NE – P9
910	Savic	SK	28.9.1994	A - 31.8.1998	5.10.1998 *	1998	NE – P9
911	Decoopman	B	6.6.1995	A - 31.8.1998	5.10.1998 *	1998	NE – P9
912	Brincat (n° 2)	I	7.3.1995	A - 22.7.1998	6.10.1998 *	1998	NE – P9
913	Wettergren & Wessman	P	6.6.1994	A - 23.7.1998	6.10.1998 *	1998	NE – P9
914	Fedeli	I	7.10.1995	A - 31.7.1998	6.10.1998 *	1998	NE – P9
915	Giacomon	I	18.7.1993	A - 4.8.1998	6.10.1998 *	1998	NE – P9
916	Bernardini	I	18.3.1993	A - 10.8.1998	6.10.1998 *	1998	NE – P9

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening panel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
917	Taddei	I	9.12.1995	A - 10.8.1998	6.10.1998 *	1998	NE – P9
918	Melise	I	12.7.1990	A - 11.8.1998	6.10.1998 *	1998	NE – P9
919	De Feo	I	30.1.1995	A - 13.8.1998	6.10.1998 *	1998	NE – P9
920	Ghignoni	I	18.3.1995	A - 26.8.1998	6.10.1998 *	1998	NE – P9
921	De Simone	I	27.1.1997	A - 26.8.1998	6.10.1998 *	1998	NE – P9
922	Hatami	S	22.7.1996	C - 27.5.1998	9.10.1998	1998	Reg
923	Çiraklar	TR	28.11.1991	C - 10.7.1997	28.10.1998	1998	Prel V – 6§1 NE – 6§3 (d) VS
924	Söderbäck	S	17.12.1991	C - 15.12.1997 G - 13.2.1998	28.10.1998	1998	NV – 8
925	Castillo Algar	E	3.8.1995	G - 4.8.1997	28.10.1998	1998	Prel V – 6§1 VS, FD
926	Osman	UK	10.11.1993	C - 22.9.1997	28.10.1998 - G	1998	V – 6§1 NV – 2, 8 NE – 13 Mat, Mor, FD
927	Aït-Mouhoub	F	9.11.1992	C - 29.10.1997 G - 7.1.1998	28.10.1998	1998	V – 6§1 VS, FD
928	Pérez de Rada Cavanilles	E	20.6.1995	C - 15.12.1997	28.10.1998	1998	V – 6§1 VS, FD
929	Assenov & autres / Others	BG	6.9.1993	C - 22.9.1997	28.10.1998	1998	Prel V – 3, 5§3, 5§4, 13, 25§1 NV – 3, 5§1, 6§1 Mor, FD
930	F.E. c./ v. France	F	26.9.1997	C - 27.5.1998	30.10.1998	1998	V – 6§1 Mat, Mor
931	Styranowski	PL	24.7.1995	A - 19.2.1998 G - 26.2.1998	30.10.1998	1998	V – 6§1 Mor
932	Podbielski	PL	31.3.1995	G - 26.2.1998	30.10.1998	1998	V – 6§1 Mor
933	Orlando	I	16.2.1995	A - 14.9.1998	30.10.1998 *	1998	NE – P9

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

No	Affaire / Case	Etat / State	Saisine / Reference		Arrêt / Judgment	Publication Série / Series A Recueil/Report	Résultat / Outcome
			Commission	Cour / Court			
934	Cimino	I	27.1.1996	A - 14.9.1998	30.10.1998 *	1998	NE – P9
935	Annunziata	I	27.12.1994	A - 23.9.1998	30.10.1998 *	1998	NE – P9
936	T.A.M. c. Italie / v. Italy	I	8.1.1997	A - 9.10.1998	30.10.1998 *	1998	NE – P9

A = Saisine / Reference: Requérant / Applicant

C/G= Saisine / Reference: Commission-Gouvernement / Government

P/G = Plénière ou grande chambre / Plenary or Grand Chamber

Prel = Exception préliminaire / Preliminary objection

Pro = Question de procédure / Procedural question

* = Décision d'un comité de filtrage – P9 / Decision of a screening pannel – P9

V = Violation

NV = Non violation

Rad = Radiation / Struck out

NE = Non-lieu à examiner / Not necessary to examine

Reg = Règlement amiable : Friendly settlement

VS = Constat de violation suffisant / Finding of violation sufficient

Mat = Dommage matériel / Pecuniary damage

Mor = Dommage moral / Non-pecuniary damage

FD = Frais et dépens / Costs and expenses

IV. INCIDENCES DES ARRÊTS OU DES AFFAIRES

A. Satisfaction équitable

Lorsque la Cour conclut à l'existence d'une violation de la Convention, elle octroie à la victime, si le droit interne de l'Etat intéressé ne permet qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de l'infraction, une compensation pécuniaire (article 50 de la Convention). Celle-ci comprend généralement le remboursement des frais et dépens encourus, et, le cas échéant, une indemnité pour dommages matériel et/ou moral.

Conformément à l'article 53 de la Convention, les Etats contractants s'engagent à se conformer aux décisions de la Cour. Jusqu'à présent, les Etats tenus de payer au titre de l'article 50 se sont acquittés de leur obligation. Cependant, depuis octobre 1991, la Cour ordonne, dans le dispositif de son arrêt, que l'indemnité soit versée à l'intéressé dans les trois mois du prononcé et, depuis janvier 1996, prévoit le paiement d'intérêts moratoires.

B. Incidences d'ordre général

a) A la suite d'un arrêt constatant une violation

Les arrêts constatant une violation de la Convention ont amené les Etats en cause - et parfois même d'autres Etats - à prendre des mesures d'ordre général pour s'y conformer ou les hautes juridictions internes à adapter leur jurisprudence. Dans quelques cas, la simple saisine a entraîné ou accéléré des changements d'ordre législatif, réglementaire ou jurisprudentiel. Parfois les Etats ont pris des mesures concrètes en rapport avec la ou les personnes concernées. La liste qui suit fournit quelques indications sur les incidences des arrêts, fondées pour la plupart sur les résolutions adoptées par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe dans l'exercice de sa fonction de contrôle de l'exécution des arrêts (article 54 de la Convention).

1. *Affaire "linguistique belge", arrêt du 23 juillet 1968 (série A n° 6)*

- Une loi du 23 décembre 1970 a rangé six communes périphériques de Bruxelles dans la région de langue néerlandaise, tout en maintenant les facilités légales antérieurement accordées aux habitants francophones de ces communes.

2. *Affaire De Wilde, Ooms et Versyp c. Belgique, arrêt du 18 juin 1971 (série A n° 12)*

- Une loi du 6 août 1971 a ouvert une voie de recours contre les décisions rendues par les tribunaux de police en matière de vagabondage et de mendicité.

3. *Affaire Ringeisen c. Autriche, arrêt du 16 juillet 1971 (série A n° 13)*

- L'arrêt a entraîné un revirement de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle quant à l'interprétation des mots "droits et obligations de caractère civil" (article 6 § 1 de la Convention).

IV. EFFECTS OF JUDGMENTS OR CASES

A. *Just Satisfaction*

When the Court finds that there has been a violation of the Convention, and if the domestic law of the State concerned allows only partial reparation to be made, it may award the victim just satisfaction (Article 50 of the Convention). This generally involves the reimbursement of costs and expenses, and when appropriate, compensation for pecuniary and/or non-pecuniary damage.

In accordance with Article 53 of the Convention, the Contracting States undertake to abide by the decisions of the Court. To date States which have been ordered to make payments under Article 50 have consistently done so. The Court now (since October 1991) prescribes, in the operative provisions of the judgment, a period of three months from the date of the decision within which the applicant must be paid and (since January 1996) provides for interest in the event of failure to comply with this time-limit.

B. Effects of a General Nature

a. Following the finding of a violation

A finding by the Court of a violation of the Convention has often led the respondent State, and sometimes even other Contracting States, to take general measures to comply with the decision in question and the higher domestic courts to adapt their case-law. In some cases, the reference of a case to the Court has of itself prompted or expedited amendments to legislation and regulations or changes in the case-law. Judgments have also resulted in the respondent State adopting concrete measures in relation to the person or persons concerned. The list which follows provides information regarding the effects of judgments, mainly taken from the resolutions adopted by the Committee of Ministers of the Council of Europe in the exercise of its duty to supervise the execution of judgments (Article 54 of the Convention).

1. *"Belgian Linguistic" case, judgment of 23 July 1968 (Series A no. 6)*

- An Act of 23 December 1970 assigned six communes in the periphery of Brussels to the Flemish language area whilst preserving the legal facilities formerly granted to French-speaking inhabitants of those communes.

2. *Case of De Wilde, Ooms and Versyp v. Belgium, judgment of 18 June 1971 (Series A no. 12)*

- An Act of 6 August 1971 made provision for an appeal to lie against decisions taken by police courts in relation to vagrancy and begging.

3. *Case of Ringeisen v. Austria, judgment of 16 July 1971 (Series A no. 13)*

- The judgment resulted in the Constitutional Court reversing its previous case-law on the interpretation of the words "civil rights and obligations" (Article 6 § 1 of the Convention).

4. *Affaire Golder c. Royaume-Uni, arrêt du 21 février 1975 (série A n° 18)*

- Le règlement des prisons de 1964, en vigueur en Angleterre et au Pays de Galles, a été amendé. Selon les nouvelles règles, l'autorisation demandée par un détenu pour engager une procédure civile ou consulter un avocat dans ce but est toujours accordée. Lorsqu'il s'agit d'une action contre le ministre de l'Intérieur, l'autorisation n'est accordée qu'après enquête interne sur la plainte. Des instructions ont été données pour appliquer les nouvelles règles aux établissements pénitentiaires d'Ecosse et d'Irlande du Nord (résolution (76) 35 du 22 juin 1976).

5. *Affaire Engel et autres c. Pays-Bas, arrêt du 8 juin 1976 (série A n° 22)*

- Une loi du 12 septembre 1974 a uniformisé pour tous les grades l'éventail des sanctions disciplinaires et leurs modalités d'exécution. Elle a aboli les arrêts provisoires, les arrêts de rigueur et l'affectation à une unité disciplinaire, mais avant même l'entrée en vigueur de la loi le 1^{er} novembre 1974 ces sanctions étaient tombées en désuétude à la suite d'une instruction ministérielle (arrêt, p.11, § 24 et résolution (77) 10 du 20 avril 1977).

6. *Affaire Irlande c. Royaume-Uni, arrêt du 18 janvier 1978 (série A n° 25)*

- Le premier ministre britannique avait pris l'engagement solennel, dès mars 1972, de ne plus utiliser les cinq techniques d'interrogatoire, estimées ultérieurement par la Cour contraires à l'article 3. En outre, des mesures ont été prises afin d'assurer un traitement correct aux détenus (examens médicaux, procédures d'enquête rigoureuses, instructions strictes adressées aux forces de sécurité).

- Les quatorze hommes concernés par les constatations de la Cour ont intenté des actions en dommages-intérêts devant la *High Court* d'Irlande du Nord et se sont vu accorder des indemnités allant de 10 000 GBP à 25 000 GBP (résolution (78) 35 du 27 juin 1978).

7. *Affaire Tyrer c. Royaume-Uni, arrêt du 25 avril 1978 (série A n° 26)*

- Le 13 juin 1978, le gouverneur de l'Ile de Man a été informé du contenu de l'arrêt, puis le *Chief Justice* de l'île a signalé aux juges et tribunaux de celle-ci que le châtiment judiciaire corporel devait être considéré dorénavant comme contraire à la Convention (résolution (78) 39 du 13 octobre 1978).

8. *Affaire Luedicke, Belkacem et Koç c. Allemagne, arrêt du 28 novembre 1978 (série A n° 29)*

- Une loi du 18 août 1980 a modifié les dispositions de la loi sur les frais de justice et du code de procédure pénale concernant les frais d'interprète (résolution DH (83) 4 du 23 mars 1983).

- Voir aussi le décret français n° 87-634 du 4 août 1987.

9. *Affaire The Sunday Times c. Royaume-Uni (n° 1), arrêt du 26 avril 1979 (série A n° 30)*

- Une loi du 27 juillet 1981 (*Contempt of Court Act 1981* (1981 c 49)) régit désormais la majeure partie de la matière du *contempt of court*.

4. *Case of Golder v. the United Kingdom, judgment of 21 February 1975 (Series A no. 18)*

- The Prison Rules 1964 in force in England and Wales were amended. Under the new rules, leave for a prisoner to institute civil proceedings or to consult a solicitor about instituting such proceedings would always be granted. When the proposed proceedings were against the Secretary of State, leave would not be granted until the complaint had been ventilated through the internal channels. Instructions were issued to implement the new procedure in prison establishments in Scotland and Northern Ireland (Resolution (76) 35 of 22 June 1976).

5. *Case of Engel and Others v. the Netherlands, judgment of 8 June 1976 (Series A no. 22)*

- An Act of 12 September 1974 standardised the range of disciplinary sanctions and their manner of execution for all ranks. It abolished provisional arrest, strict arrest and committal to a disciplinary unit. Before the Act entered into force on 1 November 1974, these sanctions had ceased to be imposed in practice, following a ministerial instruction (judgment, p. 11, § 24 and Resolution (77) 10 of 20 April 1977).

6. *Case of Ireland v. the United Kingdom, judgment of 18 January 1978 (Series A no. 25)*

- The Prime Minister gave a solemn undertaking in March 1972 that the five interrogation techniques, which were later found to be in breach of Article 3, would no longer be employed. In addition, measures had been taken to ensure that prisoners would be properly treated (medical examinations, rigorous procedures for investigating complaints, strict instructions to the security forces).

- The fourteen men concerned brought civil actions for damages in the High Court of Northern Ireland and were awarded compensation ranging from £10,000 to £25,000 (Resolution (78) 35 of 27 June 1978).

7. *Case of Tyrer v. the United Kingdom, judgment of 25 April 1978 (Series A no. 26)*

- On 13 June 1978 the Lieutenant Governor of the Isle of Man was advised of the judgment. Subsequently the Chief Justice of the island informed the judges and courts that judicial corporal punishment was in the future to be considered in breach of the Convention (Resolution (78) 39 of 13 October 1978).

8. *Case of Luedicke, Belkacem and Koç v. Germany, judgment of 28 November 1978 (Series A no. 29)*

- An Act of 18 August 1980 amended the provisions of the Court Costs Act and of the Code of Criminal Procedure concerning interpretation costs (Resolution DH (83) 4 of 23 March 1983).

- See also the French decree no. 87-634 of 4 August 1987.

9. *Case of The Sunday Times v. the United Kingdom (no. 1), judgment of 26 April 1979 (Series A no. 30)*

- Contempt of court is now predominantly governed by the Contempt of Court Act of 27 July 1981 (1981 c 49).

10. *Affaire Marckx c. Belgique, arrêt du 13 juin 1979 (série A n° 31)*

- Une loi du 31 mars 1987 a modifié "diverses dispositions légales relatives à la filiation", en supprimant toute discrimination à l'égard des enfants naturels (résolution DH (88) 3 du 4 mars 1988).

11. *Affaire Airey c. Irlande, arrêt du 9 octobre 1979 (série A n° 32)*

- Un régime d'assistance judiciaire et de consultation en matière civile a été institué ; sa gestion a été confiée à un organe indépendant, le Conseil d'assistance judiciaire dont les premiers centres ont ouvert leurs portes le 15 août 1980 (résolution DH (81) 8 du 22 mai 1980).

12. *Affaire Winterwerp c. Pays-Bas, arrêt du 24 octobre 1979 (série A n° 33)*

- Le 16 avril 1980, le ministre de la Justice a adressé aux parquets une circulaire les chargeant de demander aux tribunaux d'entendre le patient avant de prendre une décision sur son internement involontaire ou la mise à terme de son séjour dans un hôpital psychiatrique (résolution DH (82) 2 du 24 juin 1982). Une loi du 29 octobre 1992 sur "le placement en hôpital psychiatrique dans des cas spéciaux" est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1994.

13. *Affaire Deweer c. Belgique, arrêt du 27 février 1980 (série A n° 35)*

- Une loi du 6 juillet 1983 interdit d'utiliser conjointement, en cas d'infraction à la législation sur les prix, l'imposition d'une amende transactionnelle sous la contrainte de la fermeture provisoire (résolution DH (83) 16 du 9 décembre 1983).

14. *Arrêt Guzzardi c. Italie, arrêt du 6 novembre 1980 (série A n° 39)*

- En août 1977, le ministère de l'Intérieur avait décidé de rayer l'île d'Asinara de la liste des lieux de résidence obligatoire (arrêt, § 43).

15. *Affaire Van Oosterwijck c. Belgique, arrêt du 6 novembre 1980 (série A n° 40)*

- Par une ordonnance du 16 avril 1986, le tribunal de première instance de Bruxelles a accueilli une action en rectification d'acte d'état civil introduite par D. Van Oosterwijck le 4 novembre 1981.

16. *Affaire Le Compte, Van Leuven et De Meyere c. Belgique, arrêt du 23 juin 1981 (série A n° 43)*

- Le 14 avril 1983, la Cour de cassation s'était ralliée à la solution adoptée par la Cour européenne (applicabilité de l'article 6 § 1 de la Convention à certaines procédures disciplinaires). Une loi du 13 mars 1985 prévoit désormais, sous certaines conditions, la publicité des procédures disciplinaires devant les conseils d'appel de l'Ordre des médecins et de l'Ordre des pharmaciens (résolution DH (85) 13 du 28 juin 1985).

- En France, le décret du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat prévoit qu'en matière disciplinaire le conseil de l'Ordre des avocats peut décider la publicité des débats si l'avocat mis en cause en fait expressément la demande. La Cour de cassation française a aligné sa jurisprudence relative aux procédures disciplinaires contre des architectes.

10. Case of *Marckx v. Belgium*, judgment of 13 June 1979 (Series A no. 31)

- An Act of 31 March 1987 amended "various legal provisions relating to affiliation", and thereby eliminated all discrimination concerning illegitimate children (Resolution DH (88) 3 of 4 March 1988).

11. Case of *Airey v. Ireland*, judgment of 9 October 1979 (Series A no. 32)

- A Scheme of Civil Legal Aid and Advice administered by the Legal Aid Board, an independent body, has been set up. Its first Law Centres were opened on 15 August 1980 (Resolution DH (81) 8 of 22 May 1980).

12. Case of *Winterwerp v. the Netherlands*, judgment of 24 October 1979 (Series A no. 33)

- On 16 April 1980, the Minister of Justice issued a circular letter to the public prosecutors instructing them to request the courts to hear patients before making decisions concerning involuntary admission to or dismissal from psychiatric hospitals (Resolution DH (82) 2 of 24 June 1982). An Act of 29 October 1992 on "special admissions to psychiatric hospitals" entered into force on 17 January 1994.

13. Case of *Deweert v. Belgium*, judgment of 27 February 1980 (Series A no. 35)

- An Act of 6 July 1983 prohibits in relation to offences against price legislation the imposition of a fine paid by way of settlement under constraint of provisional closure (Resolution DH (83) 16 of 9 December 1983).

14. Case of *Guzzardi v. Italy*, judgment of 6 November 1980 (Series A no. 39)

- In August 1977 the Interior Minister decided to remove the island of Asinara from the list of places used for compulsory residence (judgment, § 43).

15. Case of *Van Oosterwijck v. Belgium*, judgment of 6 November 1980 (Series A no. 40)

- By an order of 16 April 1986 the First Instance Court of Brussels granted an application brought by D. Van Oosterwijck on 4 November 1981 for the rectification of a certificate of civil status.

16. Case of *Le Compte, Van Leuven and De Meyere v. Belgium*, judgment of 23 June 1981 (Series A no. 43)

- On 14 April 1983 the Court of Cassation adopted the European Court's approach (applicability of Article 6 § 1 of the Convention to certain disciplinary proceedings). An Act of 13 March 1985 now provides, subject to certain conditions, that disciplinary proceedings before the Appeals Councils of the *Ordre des médecins* and the *Ordre des pharmaciens* should be held in public (Resolution DH (85) 13 of 28 June 1985).

- In France, the Decree of 27 November 1991 governing the profession of *avocat* (lawyer) allows for hearings in disciplinary proceedings before the Council of the *Ordre des avocats* (Bar Association) to be held in public if the lawyer concerned expressly so requests. The French Court of Cassation has brought its case-law relating to architects' disciplinary proceedings into line with the jurisprudence of the European Court.

17. *Affaire Young, James et Webster c. Royaume-Uni, arrêt du 13 août 1981 (série A n° 44)*

- La loi de 1980 sur l'emploi (*Employment Act 1980* - (1980 c 42)) a été amendée (*Employment Act 1982* - (1982 c 46)) ; désormais le licenciement d'un salarié en vertu d'un accord de *closed shop* est considéré comme abusif et donne droit à un recours (résolution DH (83) 3 du 23 mars 1983).

18. *Affaire Dudgeon c. Royaume-Uni, arrêt du 22 octobre 1981 (série A n° 45)*

- Entrée en vigueur le 9 décembre 1982, une ordonnance (*The Homosexual Offences (Northern Ireland) Order 1982*) a "dépénalisé" en Irlande du Nord les actes homosexuels réalisés en privé par des hommes consentants âgés de 21 ans et plus; elle a toutefois prévu des exceptions pour les malades mentaux, les militaires et le personnel de la marine marchande (résolution DH (83) 13 du 27 octobre 1983).

19. *Affaire X c. Royaume-Uni, arrêt du 5 novembre 1981 (série A n° 46)*

- Une loi portant modification de la loi sur la santé mentale est entrée en vigueur le 30 septembre 1983 (*Mental Health (Amendment) Act 1982* (1982 c 51) ; voir maintenant: *Mental Health Act 1983* (1983 c 20)) (résolution DH (83) 2 du 23 mars 1983).

20. *Affaire Campbell et Cosans c. Royaume-Uni, arrêt du 25 février 1982 (série A n° 48)*

- La loi (n° 2) de 1986 sur l'éducation (*Education (no.2) Act 1986* – 1986 c 61), entrée en vigueur le 15 août 1987, a aboli les châtiments corporels dans les écoles publiques du Royaume-Uni, ainsi que dans les écoles recevant une aide financière de l'Etat (résolution DH (87) 9 du 25 juin 1987).

21. *Affaire Van Droogenbroeck c. Belgique, arrêt du 26 mars 1982 (série A n° 50)*

- Une loi du 17 juillet 1990 a modifié les articles 25 et 26 de la loi de défense sociale à l'égard des anormaux et délinquants récidivistes. La décision du ministre de la Justice ordonnant l'internement d'un récidiviste peut désormais faire l'objet d'un recours devant la chambre du conseil du tribunal ayant décidé la mise de l'intéressé à la disposition du gouvernement (résolution DH (90) 31 du 16 novembre 1990).

22. *Affaire Sporrong et Lönnroth c. Suède, arrêt du 23 septembre 1982 (série A n° 52)*

- Une loi de 1972 avait déjà instauré des règles relatives à la durée des permis d'expropriation (résolution DH (85) 17 du 25 octobre 1985). Une nouvelle loi sur l'urbanisme et la construction, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1987, régit l'octroi des permis de construire.

23. *Affaire Piersack c. Belgique, arrêt du 1^{er} octobre 1982 (série A n° 53)*

- Saisie par le procureur général, la Cour de cassation a annulé le 18 mai 1983 l'arrêt rendu le 10 novembre 1978 par la cour d'assises du Brabant - dont l'impartialité "pouvait paraître sujette à caution" (arrêt de la Cour européenne du 1^{er} octobre 1982) - et renvoyé l'affaire à celle du Hainaut. Celle-ci a condamné à nouveau le requérant après une procédure réunissant les conditions de l'article 6 § 1 (arrêt du 26 octobre 1984, sur l'application de l'article 50, série A n° 85-B, pp. 14-15, § 6).

17. *Case of Young, James and Webster v. the United Kingdom, judgment of 13 August 1981 (Series A no. 44)*

- The Employment Act 1980 (1980 c 42) was amended by the Employment Act 1982 (1982 c 46). It provides that the dismissal of an employee as a result of a closed shop agreement is to be regarded as unfair and entitles such a person to a remedy (Resolution DH (83) 3 of 23 March 1983).

18. *Case of Dudgeon v. the United Kingdom, judgment of 22 October 1981 (Series A no. 45)*

- The Homosexual Offences (Northern Ireland) Order 1982, which entered into force on 9 December 1982, "decriminalised" homosexual acts conducted in private between consenting males aged 21 or over, subject to certain exceptions concerning mental patients, members of the armed forces and merchant seamen (Resolution DH (83) 13 of 27 October 1983).

19. *Case of X v. the United Kingdom, judgment of 5 November 1981 (Series A no. 46)*

- An Act amending the Mental Health Act entered into force on 30 September 1983 (Mental Health (Amendment) Act 1982 (1982 c 51)). It is now known as the Mental Health Act 1983 (1983 c 20) (Resolution DH (83) 2 of 23 March 1983).

20. *Case of Campbell and Cosans v. the United Kingdom, judgment of 25 February 1982 (Series A no. 48)*

- The Education (No. 2) Act 1986 (1986 c 61), which came into force on 15 August 1987, abolished corporal punishment in state schools in the United Kingdom, as well as in schools to which the State provides financial assistance (Resolution DH (87) 9 of 25 June 1987).

21. *Case of Van Droogenbroeck v. Belgium, judgment of 26 March 1982 (Series A no. 50)*

- An Act of 17 July 1990 has amended sections 25 and 26 of the Social Protection Act in respect of mentally deficient people and habitual offenders. A decision of the Minister of Justice to detain a habitual offender can now be appealed to the *chambre du conseil* of the court which has decided his placement at the government's disposal (Resolution DH (90) 31 of 16 November 1990).

22. *Case of Sporrong and Lönnroth v. Sweden, judgment of 23 September 1982 (Series A no. 52)*

- An Act of 1972 had already introduced rules regarding time-limits for expropriation permits (Resolution DH (85) 17 of 25 October 1985). A new town planning and construction Act regulating the award of building permits entered into force on 1 July 1987.

23. *Case of Piersack v. Belgium, judgment of 1 October 1982 (Series A no. 53)*

- On application by the *procureur général*, the Court of Cassation quashed the judgment of 10 November 1978 of the Brabant Assize Court - whose impartiality "was capable of appearing open to doubt" (judgment of the European Court of 1 October 1982) - and referred the case back to the Hainaut Assize Court. The latter again convicted the applicant after proceedings which satisfied the conditions of Article 6 § 1 (judgment of 26 October 1984, on the application of Article 50, Series A no. 85-B, pp. 14-15, § 6).

24. *Affaire Albert et Le Compte c. Belgique, arrêt du 10 février 1983 (série A n° 58)*

- Voir ci-dessus, n° 16, affaire Le Compte, Van Leuven et De Meyere c. Belgique (23 juin 1981) (résolution DH (85) 14 du 28 juin 1985).

25. *Affaire Silver et autres c. Royaume-Uni, arrêt du 25 mars 1983 (série A n° 61)*

- Le 1^{er} décembre 1981, des modifications ont été apportées à la réglementation concernant la surveillance de la correspondance des détenus en Angleterre et au Pays de Galles. Le régime de la correspondance des détenus a subi en Ecosse (à compter du 1^{er} août 1983) et en Irlande du Nord (à partir du 1^{er} février 1985) des modifications analogues à celles apportées en Angleterre et au Pays de Galles en 1981 (résolution DH (85) 15 du 28 juin 1985).

26. *Affaire Minelli c. Suisse, arrêt du 25 mars 1983 (série A n° 62)*

- L'arrêt a été porté à la connaissance de la Direction de la Justice du canton de Zurich, du Tribunal fédéral suisse et de l'Association suisse des avocats, et publié dans des revues juridiques (résolution DH (83) 10 du 21 juin 1983).

27. *Affaire Zimmermann et Steiner c. Suisse, arrêt du 13 juillet 1983 (série A n° 66)*

- Le gouvernement fédéral a proposé au Parlement, le 19 octobre 1983, la nomination de quinze juges fédéraux supplémentaires à temps partiel et pour une période limitée pour faire face à la surcharge de travail du Tribunal fédéral. L'Office fédéral de la Justice a assuré la diffusion de l'arrêt auprès de l'Association suisse des avocats et dans plusieurs revues juridiques (résolution DH (83) 17 du 9 décembre 1983).

28. *Affaire Öztürk c. Allemagne, arrêt du 21 février 1984 (série A n° 73)*

- Une loi du 15 juin 1989, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1989, a modifié les dispositions de la loi sur les frais de justice et du code de procédure pénale concernant les frais d'interprète (résolution finale DH (89) 31 du 10 novembre 1989).

29-31. *Affaires De Jong, Baljet et Van den Brink, Van der Sluijs, Zuiderveld et Klappe, Duinhof et Duijf c. Pays-Bas, arrêts du 22 mai 1984 (série A nos 77, 78 et 79)*

- Dès mars 1983, certaines dispositions de la réglementation régissant l'application du droit pénal et disciplinaire militaire édictée par arrêté ministériel avaient été modifiées (résolutions DH (84) 7 et 8 du 7 décembre 1984 et DH (85) 11 du 31 mai 1985). Le 1^{er} janvier 1991 est entrée en vigueur une loi du 14 juin 1990 portant réforme de l'administration de la justice militaire.

32. *Affaire Campbell et Fell c. Royaume-Uni, arrêt du 28 juin 1984 (série A n° 80)*

- Voir ci-dessus, nos 4 et 25, affaires Golder et Silver et autres c. Royaume-Uni (21 février 1975 et 25 mars 1983). Par une lettre du 12 juillet 1984 aux présidents des comités de visiteurs, la direction des prisons a annoncé l'instauration d'une assistance judiciaire devant lesdits comités et d'une publicité des décisions de ces derniers (résolution DH (86) 7 du 27 juin 1986).

24. Case of *Albert and Le Compte v. Belgium*, judgment of 10 February 1983 (Series A no. 58)
 - See above, no. 16, case of *Le Compte, Van Leuven and De Meyere v. Belgium* (23 June 1981) (Resolution DH (85) 14 of 28 June 1985).

25. Case of *Silver and Others v. the United Kingdom*, judgment of 25 March 1983 (Series A no. 61)

- On 1 December 1981 amendments to the rules governing the control of the prisoners' correspondence in England and Wales had been introduced. In Scotland (as from 1 August 1983) and in Northern Ireland (as from 1 February 1985) the rules were amended to bring them into line with those in force in England and Wales (Resolution DH (85) 15 of 28 June 1985).

26. Case of *Minelli v. Switzerland*, judgment of 25 March 1983 (Series A no. 62)

- The Zurich Cantonal Justice Office, the Swiss Federal Court and the Swiss Bar Association were informed of the judgment. It was published in the relevant legal journals (Resolution DH (83) 10 of 21 June 1983).

27. Case of *Zimmermann and Steiner v. Switzerland*, judgment of 13 July 1983 (Series A no. 66)

- On 19 October 1993 the Swiss Government proposed to Parliament the appointment for a limited period of fifteen part-time substitute judges in order to deal with the Federal Court's excessive workload. The Federal Department of Justice communicated the judgment to the Swiss Bar Association and it was published in several legal journals (Resolution DH (83) 17 of 9 December 1983).

28. Case of *Öztürk v. Germany*, judgment of 21 February 1984 (Series A no. 73)

- An Act of 15 June 1989, which entered into force on 1 July 1989, amended the provisions of the Court Costs Act and of the Code of Criminal Procedure concerning interpretation costs (Final Resolution DH (89) 31 of 10 November 1989).

29.-31. Cases of *De Jong, Baljet and Van den Brink; Van der Sluijs, Zuiderveld and Klappe; Duinhof and Duijf v. the Netherlands*, judgments of 22 May 1984 (Series A nos. 77, 78 and 79)

- In March 1983 various rules governing the application of military criminal and disciplinary law as laid down by ministerial decree had been amended (Resolutions DH (84) 7 and 8 of 7 December 1984 and DH (85) 11 of 31 May 1985). An Act of 14 June 1990 reforming the administration of military justice came into force on 1 January 1991.

32. Case of *Campbell and Fell v. the United Kingdom*, judgment of 28 June 1984 (Series A no. 80)

- See above, nos. 4 and 25, cases of *Golder and Silver and Others v. the United Kingdom* (21 February 1975 and 25 March 1983). In a letter of 12 July 1984 to the Chairmen of Boards of Visitors, the Prison Department announced that publicly-funded legal representation would be available before those tribunals whose decisions would be made public (Resolution DH (86) 7 of 27 June 1986).

33. *Affaire Malone c. Royaume-Uni, arrêt du 2 août 1984 (série A n° 82)*

- Approuvée par la Reine le 25 juillet 1985, la loi sur l'interception des communications (c 56) est entrée en vigueur le 10 avril 1986 ; elle énonce les motifs autorisant une interception des communications sur les systèmes publics des Postes et des Télécommunications (résolution DH (86) 1 du 11 avril 1986).

34. *Affaire Sramek c. Autriche, arrêt du 22 octobre 1984 (série A n° 84)*

- Le gouvernement régional du Tyrol a adopté le 21 novembre 1984 une ordonnance : la division dont relève le rapporteur de l'autorité des transactions immobilières se trouve désormais séparée de la direction dont le contrôleur des transactions immobilières est le chef (résolution DH (85) 6 du 13 mars 1985).

35. *Affaire McGoff c. Suède, arrêt du 26 octobre 1984 (série A n° 83-B)*

- La Commission de révision du code de procédure judiciaire, créée en 1983, a proposé des amendements se fondant sur l'arrêt de la Cour ; elle a en outre informé de son contenu la police, les parquets et les tribunaux (résolution DH (85) 10 du 31 mai 1985). Le code de procédure judiciaire a été modifié le 17 décembre 1987 ; à compter du 12 avril 1988, il fixe à quatre jours la durée maximale de la garde à vue.

36. *Affaire De Cubber c. Belgique, arrêt du 26 octobre 1984 (série A n° 86)*

- Par un arrêt du 23 janvier 1985 (Lomry et Marchal, *Pasicrisie Belge*, 1985 I, n° 302), la Cour de cassation s'est ralliée à la jurisprudence de la Cour dans cette affaire (résolution DH (88) 20 du 9 décembre 1988).

- Le ministre de la Justice a prié le procureur général près la Cour de cassation de dénoncer devant celle-ci l'arrêt de la cour d'appel de Gand du 4 février 1980, condamnant le requérant. La haute juridiction a déclaré cette requête irrecevable le 27 janvier 1987 (arrêt du 14 septembre 1987 sur l'application de l'article 50, série A n° 124-B, pp. 14-15, §§ 5 et 7).

37. *Affaire Colozza c. Italie, arrêt du 12 février 1985 (série A n° 89)*

- Le nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur le 24 octobre 1989, modifie les dispositions antérieures en matière de réouverture des délais pour présenter un recours contre un jugement rendu par contumace afin qu'elles répondent aux exigences de la Convention (article 175, auparavant article 183 bis). La Cour de cassation l'a d'ailleurs ainsi compris dans son arrêt du 12 mai 1993 dans l'affaire Medrano (résolution DH (93) 64 du 14 décembre 1993).

38. *Affaire X et Y c. Pays-Bas, arrêt du 26 mars 1985 (série A n° 91)*

- Une loi du 27 février 1985, entrée en vigueur le 1^{er} avril 1985, a amendé l'article 65 du code pénal. Elle autorise le représentant légal d'une personne atteinte d'un handicap mental et victime d'une infraction à porter plainte (résolution DH (89) 3 du 18 janvier 1989).

39. *Affaire Bönisch c. Autriche, arrêt du 6 mai 1985 (série A n° 92)*

- Le 28 novembre 1985, la Cour constitutionnelle a déclaré contraire à la Constitution la première phrase de l'article 48 de la loi de 1975 sur les denrées alimentaires, disposition appliquée à M. Bönisch dans des procédures que la Cour européenne avait jugées non conformes aux exigences de l'article 6 § 1 de la Convention (résolution DH (87) 1 du 16 janvier 1987).

33. Case of *Malone v. the United Kingdom*, judgment of 2 August 1984 (Series A no. 82)

- The Interception of Communications Act 1985 (c 56) received Royal Assent on 25 July 1985 and came into force on 10 April 1986. It expressly sets out the grounds for the authorised interception of communications on the public postal and telecommunications systems (Resolution DH (86) 1 of 11 April 1986).

34. Case of *Sramek v. Austria*, judgment of 22 October 1984 (Series A no. 84)

- On 21 November 1984 the regional government of the Tyrol adopted an order according to which the Division to which the rapporteur of the property transactions authority belongs is to be separate from the Directorate headed by the Real Property Transactions Officer (Resolution DH (85) 6 of 13 March 1985).

35. Case of *McGoff v. Sweden*, judgment of 26 October 1984 (Series A no. 83-B)

- The Commission for the revision of the Code of Judicial Procedure, established in 1983, proposed amendments to the Code as required by the judgment of the Court. In addition, it informed the police, the prosecutors and the courts of the content of the judgment (Resolution DH (85) 10 of 31 May 1985). The Code of Judicial Procedure was amended on 17 December 1987 and with effect from 12 April 1988 the maximum duration of police custody was set at four days.

36. Case of *De Cubber v. Belgium*, judgment of 26 October 1984 (Series A no. 86)

- In a decision of 23 January 1985 (Lomry and Marchal, *Pasicrisie Belge*, 1985 I, no. 302), the *Cour de cassation* applied the jurisprudence of the Court (Resolution DH (88) 20 of 9 December 1988).

- The Minister of Justice instructed the *procureur général* of the *Cour de cassation* to apply to have the judgment of the Gand Court of Appeal of 4 February 1980 convicting the applicant quashed. On 27 January 1987 the *Cour de cassation* declared the application to be inadmissible (judgment of 14 September 1987, on the application of Article 50, Series A no. 124-B, pp. 14-15, §§ 5 and 7).

37. Case of *Colozza v. Italy*, judgment of 12 February 1985 (Series A no. 89)

- The new Code of Criminal Procedure, which entered into force on 24 October 1989, reformed the previous rules on leave to appeal out of time against an *in absentia* judgment to bring them into conformity with the requirements of the Convention (Article 175, formerly Article 183 bis). The Court of Cassation took into account the new regulations in its judgment of 12 May 1993 in the Medrano case (Resolution DH (93) 64 of 14 December 1993).

38. Case of *X and Y v. the Netherlands*, judgment of 26 March 1985 (Series A no. 91)

- An Act of 27 February 1985, which entered into force on 1 April 1985, amended Article 65 of the Criminal Code. It empowers a legal representative to file a complaint on behalf of a mentally handicapped person who has been the victim of an offence (Resolution DH (89) 3 of 18 January 1989).

39. Case of *Bönisch v. Austria*, judgment of 6 May 1985 (Series A no. 92)

- On 28 November 1985 the Constitutional Court held that the first sentence of section 48 of the Food Act 1975 was contrary to the Constitution. The sentence had been applied against Mr Bönisch in proceedings which the European Court had found to be in breach of Article 6 § 1 of the Convention (Resolution DH (87) 1 of 16 January 1987).

40. *Affaire Abdulaziz, Cabales et Balkandali c. Royaume-Uni, arrêt du 28 mai 1985 (série A n° 94)*

- Les règles sur l'immigration ont été modifiées par le gouvernement, à compter du 26 août 1985. Les nouvelles dispositions suppriment la différence de traitement entre hommes et femmes mariés établis au Royaume-Uni, en ce qui concerne l'octroi d'un permis d'entrée ou de séjour à leur conjoint en se fondant sur le critère du mariage (résolution DH (86) 2 du 11 avril 1986).

41. *Affaire Benthem c. Pays-Bas, arrêt du 23 octobre 1985 (série A n° 97)*

- Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1988 pour cinq ans, la loi du 18 juin 1987 sur les litiges portés devant la Couronne accorde un pouvoir de décision à la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. Dorénavant, il peut agir comme un tribunal au sens de l'article 6 § 1 de la Convention (résolution DH (88) 6 du 26 avril 1988).

42. *Affaire Feldbrugge c. Pays-Bas, arrêt du 29 mai 1986 (série A n° 99)*

- La loi de 1955 sur les recours a été modifiée, notamment en matière de litiges concernant la capacité ou l'incapacité de travail, par une loi du 11 septembre 1991, entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1991 (résolution DH (92) 8 du 20 février 1992).

43. *Affaire Lingens c. Autriche, arrêt du 8 juillet 1986 (série A n° 103-B)*

- L'arrêt a été porté à l'attention des tribunaux compétents, pour que désormais ils appliquent l'article 111 du code pénal à la lumière de l'article 10 de la Convention tel qu'interprété par la Cour dans cet arrêt (résolution DH (87) 2 du 16 janvier 1987).

44. *Affaire Sanchez-Reisse c. Suisse, arrêt du 21 octobre 1986 (série A n° 107)*

- L'Office fédéral de la Justice a invité les autorités compétentes à appliquer la nouvelle loi fédérale sur l'entraide internationale en matière pénale du 20 mars 1981, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1983, de façon à tenir compte des exigences procédurales de l'article 5 § 4 de la Convention, notamment en ce qui concerne le caractère contradictoire des procédures (résolution DH (87) 12 du 25 septembre 1987).

45. *Affaire Unterpertinger c. Autriche, arrêt du 24 novembre 1986 (série A n° 110)*

- Sur pourvoi du procureur général, la Cour suprême a, le 21 juillet 1987, annulé l'arrêt de la cour d'appel d'Innsbruck, du 4 juin 1980. Le 13 janvier 1988, celle-ci a relaxé le requérant en raison de l'insuffisance des preuves et estimé qu'il avait droit à une réparation pour dommage matériel (résolution DH (89) 2 du 18 janvier 1989).

46. *Affaire Johnston et autres c. Irlande, arrêt du 18 décembre 1986 (série A n° 112)*

- La loi de 1987 sur la condition des enfants (*Status of Children Act 1987*), promulguée le 14 décembre 1987, est entrée pleinement en vigueur le 14 juin 1988. Elle assure l'égalité des droits de tous les enfants, qu'ils soient légitimes ou nés hors mariage (résolution DH (88) 11 du 21 juin 1988).

40. Case of Abdulaziz, Cabales and Balkandali v. the United Kingdom, judgment of 28 May 1985 (Series A no. 94)

- The Immigration Rules were amended by the Government as of 26 August 1985. The new rules remove the difference of treatment between married men and women settled in the United Kingdom in respect of admission or leave to remain of their spouses on the basis of marriage (Resolution DH (86) 2 of 11 April 1986).

41. Case of Benthem v. the Netherlands, judgment of 23 October 1985 (Series A no. 97)

- The Crown Disputes Jurisdiction Act of 18 June 1987, which entered into force on 1 January 1988 for a five year period, gives a power of decision to the Administrative Litigation Division of the Council of State. It can henceforth act as a tribunal within the meaning of Article 6 of the Convention (Resolution DH (88) 6 of 26 April 1988).

42. Case of Feldbrugge v. the Netherlands, judgment of 29 May 1986 (Series A no. 99)

- The Appeals Act 1955 was amended, in particular with regard to disputes concerning fitness or unfitness for work, by an Act dated 11 September 1991, which entered into force on 1 October 1991 (Resolution DH (92) 8 of 20 February 1992).

43. Case of Lingens v. Austria, judgment of 8 July 1986 (Series A no. 103-B)

- The judgment was brought to the attention of the competent courts, which will henceforth be obliged to apply Article 111 of the Penal Code in accordance with Article 10 of the Convention, as interpreted by the Court in this case (Resolution DH (87) 2 of 16 January 1987).

44. Case of Sanchez-Reisse v. Switzerland, judgment of 21 October 1986 (Series A no. 107)

- The Federal Ministry of Justice invited the competent authorities to apply the new Federal Act on International Mutual Assistance in Criminal Matters of 20 March 1981, in force as from 1 January 1983, in such a manner as to take account of the procedural requirements of Article 5 § 4 of the Convention, in particular as regards the need for adversarial proceedings (Resolution DH (87) 12 of 25 September 1987).

45. Case of Unterpertinger v. Austria, judgment of 24 November 1986 (Series A no. 110)

- On 21 July 1987 the Supreme Court, in an application by the Attorney General, quashed the judgment of the Innsbruck Court of Appeal of 4 June 1980. On 13 January 1988 the latter acquitted the applicant on the ground of lack of evidence. It stated that he was entitled to compensation for pecuniary damage (Resolution DH (89) 2 of 18 January 1989).

46. Case of Johnston and Others v. Ireland, judgment of 18 December 1986 (Series A no. 112)

- The Status of Children Act 1987, which was enacted on 14 December 1987, came fully into operation on 14 June 1988. It ensures equal rights for all children, whether born in or out of wedlock (Resolution DH (88) 11 of 21 June 1988).

47. *Affaire Weeks c. Royaume-Uni, arrêt du 2 mars 1987 (série A n° 114)*

- Selon les informations fournies par le gouvernement, conformément à la nouvelle jurisprudence de la Cour d'appel, la condamnation à perpétuité sera imposée seulement pour des infractions très graves ; il est donc improbable qu'à l'avenir elle puisse être prononcée dans une affaire comparable (résolution DH (89) 18 du 15 juin 1989).

48-49. *Affaires Erkner et Hofauer, et Poiss c. Autriche, arrêts des 23 avril 1987 (série A n°s 117-A et B)*

- La loi fédérale sur la procédure agricole, la loi fédérale sur les autorités agricoles et la loi fédérale sur les principes régissant l'aménagement des terres agricoles ont été amendées en vue de simplifier et accélérer les procédures de remembrement foncier et d'instaurer une réglementation de compensation adéquate. Ces réformes sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1994 (résolutions DH (94) 21 et 22 du 21 mars 1994).

50-53. *Affaires O., W., B. et R. c. Royaume-Uni, arrêts du 8 juillet 1987 (série A n°s 120 et 121)*

- La loi de 1989 sur les enfants (*Children Act 1989*), est entrée en vigueur dans son intégralité en octobre 1991. Dorénavant, les parents auront la possibilité de faire examiner par un tribunal toutes les questions relatives aux contacts avec leurs enfants placés sous la garde d'une autorité locale (résolutions DH (90) 3, 4, 5 et 6 du 12 mars 1990).

54-55. *Affaires Pudas et Bodén c. Suède, arrêts du 27 octobre 1987 (série A n° 125)*

- En vertu de la loi du 21 avril 1988 sur le contrôle judiciaire de certaines décisions administratives, entrée en vigueur le 1^{er} juin 1988, la Cour administrative suprême peut désormais exercer un contrôle de légalité sur de nombreuses décisions administratives, telles que le retrait d'une licence de transport public ou l'octroi d'un permis d'expropriation (résolutions DH (88) 15 et 16 du 26 octobre 1988).

56. *Affaire Inze c. Autriche, arrêt du 28 octobre 1987 (série A n° 126)*

- La loi carinthienne de 1903 sur les exploitations agricoles héréditaires a été remplacée par une loi adoptée le 13 décembre 1989 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1990. En vertu de cette loi, l'attribution d'une exploitation héréditaire se fera selon des critères objectifs, et non plus en se fondant sur la naissance légitime ou hors mariage des intéressés (résolution DH (90) 21 du 24 septembre 1990).

57. *Affaire H. c. Belgique, arrêt du 30 novembre 1987 (série A n° 127-B)*

- Une loi du 19 novembre 1992, publiée le 18 décembre 1992, a modifié les articles 432, 433, 459, 465, 471 et 476 du code judiciaire et y a inséré l'article 469 bis. Dorénavant, la décision du conseil de l'Ordre refusant la réinscription d'un avocat après sa radiation doit être motivée et est susceptible d'appel ; l'audience est publique à moins que l'avocat intéressé ne demande le huis clos (résolution DH (93) 19 du 18 mai 1993).

47. *Case of Weeks v. the United Kingdom, judgment of 2 March 1987 (Series A no. 114)*

- According to the Government's statement, under the case-law of the Court of Appeal offences for which life sentences are now imposed must be serious offences and therefore it is unlikely that, in the future, a life sentence would be imposed in a comparable case (Resolution DH (89) 18 of 15 June 1989).

-

48-49. *Cases of Erkner and Hofauer, and Poiss v. Austria, judgments of 23 April 1987 (Series A nos. 117-A and B).*

- The Federal Agricultural Proceedings Act, the Federal Agricultural Authorities Act and the Federal Agricultural Land Planning (General Principles) Act have been amended in order to simplify and accelerate proceedings in land consolidation cases and to provide for adequate compensation rules. The reforms came into force on 1 January 1994 (Resolution DH (94) 21 and 22 of 21 March 1994).

50-53. *Cases of O., W., B. and R. v. the United Kingdom, judgments of 8 July 1987 (Series A nos. 120 and 121)*

- The Children Act 1989 came into force as a whole in October 1991. Henceforth, it is possible for parents to have all questions of contact with their children placed in local authority care determined by a court (Resolution DH (90) 3, 4, 5 and 6 of 12 March 1990).

54-55. *Cases of Pudas and Bodén v. Sweden, judgments of 27 October 1987 (Series A no. 125)*

- Under the terms of the Act of 21 April 1988 on judicial review of certain administrative decisions, which entered into force on 1 June 1988, the Supreme Administrative Court may now review the lawfulness of a number of administrative decisions, including a decision to withdraw a public transport licence or a decision on the issuing of expropriation permits (Resolutions DH (88) 15 and 16 of 26 October 1988).

56. *Case of Inze v. Austria, judgment of 28 October 1987 (Series A no. 126)*

- The Carinthian Hereditary Farms Act 1903 was replaced by the Carinthian Hereditary Farms Act 1990, which was adopted on 13 December 1989 and came into force on 1 January 1990. Under this Act the determination of who is to take over a hereditary farm is to be made according to objective criteria and not on the basis of birth in or out of wedlock (Resolution DH (90) 21 of 24 September 1990).

57. *Case of H. v. Belgium, judgment of 30 November 1987 (Series A no. 127-B)*

- An Act of 19 November 1992, published on 18 December 1992, amended Articles 432, 433, 459, 465, 471 and 476 of the Judicial Code and inserted Article 469 bis. A decision by the Council of the *Ordre* not to restore an *avocat* to the roll after disbarment must now be reasoned and an appeal lies against it. The hearing is public unless the advocate concerned requests that it be held in private (Resolution DH (93) 19 of 18 May 1993).

58. *Affaire F. c. Suisse, arrêt du 18 décembre 1987 (série A n° 128)*

- Le 20 janvier 1988, le ministre fédéral suisse de la Justice a invité la Commission d'experts chargée de la révision du droit suisse du divorce à se pencher sur les conséquences législatives qu'il convient de tirer de l'arrêt. Par une lettre du 2 février 1988, le président de la Commission a répondu que celle-ci avait l'intention de proposer au gouvernement l'abrogation de l'article 150 du code civil suisse dans le cadre de ladite révision, qui devrait entrer en vigueur en 1998 (résolution intérimaire DH (89) 9 du 2 mars 1989). En 1992, l'avant-projet de ladite Commission a fait l'objet d'une procédure de consultation auprès des cantons, des partis politiques et des milieux intéressés. En tout cas, depuis l'arrêt de la Cour, l'article 150 n'a pas été appliqué (résolution DH (94) 77 du 19 octobre 1994).

59. *Affaire Bouamar c. Belgique, arrêt du 29 février 1988 (série A n° 129)*

- Une loi du 2 février 1994, entrée en vigueur le 27 septembre 1994, limite à une seule fois la possibilité pour le tribunal de la jeunesse de placer un enfant en maison d'arrêt au cours de la même procédure. La durée maximale de ce placement est maintenue à quinze jours. En outre, le gouvernement a mis en place dans certaines institutions des sections à régime fermé pour accueillir les mineurs gravement perturbés (résolution DH (95) 16 du 7 février 1995).

60. *Affaire Belilos c. Suisse, arrêt du 29 avril 1988 (série A n° 132)*

- Le 16 mai 1988, le gouvernement suisse a remis au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe une précision à la déclaration interprétative que la Suisse avait formulée en 1974, seulement quant aux procédures civiles.

- Le canton de Vaud a modifié sa loi du 17 novembre 1969 sur les sentences municipales par une loi du 1^{er} mars 1989, entrée en vigueur le 2 mai 1989. Celle-ci institue une procédure d'appel auprès du tribunal de police (ou auprès du président du tribunal des mineurs) contre toute sentence de la municipalité (résolution DH (89) 24 du 19 septembre 1989).

61. *Affaire Ekbatani c. Suède, arrêt du 26 mai 1988 (série A n° 134)*

- Les dispositions du code de procédure judiciaire relatives aux audiences d'appel ont été amendées par une loi du 29 mars 1984. Ces amendements sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 1984 (résolution DH (88) 21 du 9 décembre 1988).

62. *Affaire Pauwels c. Belgique, arrêt du 26 mai 1988 (série A n° 135)*

- Des circulaires internes du 29 mars 1983, 11 mars 1985 et 28 octobre 1991 prévoient qu'un magistrat militaire qui a assumé des fonctions d'instruction ne peut, dans la même affaire, exercer des fonctions de poursuite. Un projet de loi plus général incluant une réforme des tribunaux militaires a été approuvé par le Conseil des Ministres, puis examiné par le Conseil d'Etat. Dans son avis remis le 3 juillet 1996, ce dernier invite le Gouvernement à revoir certaines dispositions qu'il n'estime pas conformes à la Convention et en particulier à l'interprétation donnée par la Cour dans l'arrêt Pauwels (résolution intérimaire DH (96) 676 du 15 novembre 1996).

63. *Affaire Schönenberger et Durmaz c. Suisse, arrêt du 20 juin 1988 (série A n° 137)*

- L'arrêt a été diffusé dans les milieux juridiques suisses, et la pratique et jurisprudence devront tenir compte des exigences qui en découlent quant à la surveillance de la correspondance des détenus avec leurs avocats. Le Tribunal fédéral s'y est déjà référé dans son arrêt du 2 novembre 1988 (résolution DH (89) 12 du 27 avril 1989).

58. *Case of F. v. Switzerland, judgment of 18 December 1987 (Series A no. 128)*

- On 20 January 1988 the Minister of Justice requested the Swiss Divorce Law Review Commission to consider the legislative consequences flowing from the judgment. In a letter of 2 February 1988, the Chairman of the Commission replied that it intended to propose to the Government that Article 150 of the Swiss Civil Code be repealed in the context of the revision of Swiss divorce law due to take effect in 1998 (Interim Resolution DH (89) 9 of 2 March 1989). In 1992 the draft of the expert commission was the object of a consultation procedure involving cantons, the political parties and other interested parties. In practice Article 150 of the Civil Code has not been applied since the judgment of the Court (Resolution DH (94) 77 of 19 October 1994).

59. *Case of Bouamar v. Belgium, judgment of 29 February 1988 (Series A nos. 129)*

- An Act of 2 February 1994, which came into force on 27 September 1994, provides that the Juvenile Court may not place a child in a remand prison more than once during a single set of proceedings. The maximum length of such a placement continues to be fifteen days. The Government have established in certain institutions closed sections which are reserved for highly disturbed young people (Resolution DH (95) 16 of 7 February 1995).

60. *Case of Belilos v. Switzerland, judgment of 29 April 1988 (Series A no. 132)*

- On 16 May 1988 the Swiss Government submitted a clarification to the Secretary General of the Council of Europe of its interpretative declaration made in 1974 regarding civil proceedings.

- The Canton of Vaud amended its Act of 17 November 1969 on municipal decisions with an Act of 1 March 1989 which came into force on 2 May 1989. The new Act instituted an appeal procedure to the Police Court (or to the President of the Juvenile Court) against any decision pronounced by a municipality (Resolution DH (89) 24 of 19 September 1989).

61. *Case of Ekbatani v. Sweden, judgment of 26 May 1988 (Series A no. 134)*

- The provisions of the Code of Judicial Procedure concerning hearings at appellate level were amended by an Act of 29 March 1984. These amendments came into force on 1 July 1984 (Resolution DH (88) 21 of 9 December 1988).

62. *Case of Pauwels v. Belgium, judgment of 26 May 1988 (Series A no. 135)*

- Internal circulars of 29 March 1983, 11 March 1985 and 28 October 1991 provide that a military judge cannot act as both investigating judge and public prosecutor in a case. A bill, which is more general in terms and includes a reform of the military courts, has been approved by the *Conseil des Ministres* and considered by the *Conseil d'Etat*. In its opinion expressed on 3 July 1996, the *Conseil d'Etat* invited the Government to review certain provisions which it considered did not comply with the Convention and, in particular, with the Court's interpretation in the Pauwels judgment (Interim Resolution DH (96) 676 of 15 November 1996).

63. *Case of Schönenberger and Durmaz v. Switzerland, judgment of 20 June 1988 (Series A no. 137)*

- The judgment was circulated within Swiss legal circles to ensure that practice and case-law will in future take account of the requirements which the judgment imposes concerning the monitoring of correspondance between prisoners and their lawyers. The Federal Court referred to the judgment in a decision of 2 November 1988 (Resolution DH (89) 12 of 27 April 1989).

64. *Affaire Norris c. Irlande, arrêt du 26 octobre 1988 (série A n° 142)*

- La loi de 1993 relative aux crimes et délits sexuels, entrée en vigueur le 7 juillet 1993, dépénalise les actes homosexuels réalisés en privé par des hommes consentants âgés de 17 ans et plus (résolution DH (93) 62 du 14 décembre 1993).

65. *Affaire Martins Moreira c. Portugal, arrêt du 26 octobre 1988 (série A n° 143)*

- En vertu d'un décret-loi du 17 juillet 1988 et d'un arrêté ministériel du 10 août 1988, les tribunaux locaux concernés dans cette affaire ont vu leurs effectifs augmenter tant en juges qu'en personnel administratif ; le nombre des juges à la Cour suprême a également été accru. Des réformes ont été apportées aux instituts de médecine légale (décrets-lois des 30 avril 1983 et 29 décembre 1987; arrêté ministériel du 16 avril 1987), afin de leur permettre de faire avancer leur travail plus rapidement (résolution DH (89) 22 du 19 septembre 1989).

66. *Affaire Brogan et autres c. Royaume-Uni, arrêt du 29 novembre 1988 (série A n° 145-B)*

- Le gouvernement britannique, dans le contexte de la menace continue du terrorisme sur les affaires d'Irlande du Nord, a estimé devoir maintenir les pouvoirs spéciaux d'arrestation et de détention litigieux. Se prévalant de l'article 15 de la Convention, il a notifié au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe les 23 décembre 1988 et 23 mars 1989 une dérogation à l'article 5 § 3 de la Convention (résolution DH (90) 23 du 24 septembre 1990).

67. *Affaire Barberà, Messegué et Jabardo c. Espagne, arrêt du 6 décembre 1988 (série A n° 146)*

- Par un arrêt du 16 décembre 1991, le Tribunal constitutionnel a ordonné la réouverture des poursuites contre les requérants devant l'Audiencia Nacional. Ils ont été acquittés le 30 octobre 1993 faute de preuves suffisantes (arrêt du 13 juin 1994 sur l'application de l'article 50, série A n° 285-C, p. 54, §5).

- Deux lois organiques (n^{os} 3 et 4/1988) du 25 mai 1988 ont réformé le code pénal et le code de procédure pénale et abrogé la loi du 24 décembre 1984, relative aux actes de bandes armées et d'éléments terroristes (résolution DH (94) 84 du 16 novembre 1994).

68. *Affaire Ciulla c. Italie, arrêt du 22 février 1989 (série A n° 148)*

- La loi n° 327 du 3 août 1988, modifiant l'article 6 de la loi de 1956, avait supprimé la forme spéciale de détention en cause dans la présente affaire. Les articles 314 et 315 du nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur le 24 octobre 1989, édictent dans certaines hypothèses un droit à réparation pour détention injuste (résolution DH (90) 13 du 14 mai 1990).

69. *Affaire Lamy c. Belgique, arrêt du 30 mars 1989 (série A n° 151)*

- La loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive a remplacé celle du 20 avril 1874. Elle prévoit la mise du dossier à la disposition de l'inculpé et de son avocat avant la comparution devant la chambre du conseil qui statue sur le maintien en détention (résolution DH (91) 8 du 13 février 1991).

64. *Case of Norris v. Ireland, judgment of 26 October 1988 (Series A no. 142)*

- The Criminal Law (Sexual Offences) Act 1993, which entered into force on 7 July 1993, decriminalised homosexual acts conducted in private between consenting male adults of or over the age of 17 (Resolution DH (93) 62 of 14 December 1993).

65. *Case of Martins Moreira v. Portugal, judgment of 26 October 1988 (Series A no. 143)*

- Under a Legislative Decree of 17 July 1988 and a Ministerial Order of 10 August 1988 the local courts involved in this case were reinforced in terms of both judges and administrative staff. The number of judges in the Supreme Court was also increased. The forensic medicine institutes have been the subject of reform (Legislative Decrees of 30 April 1983 and 29 December 1987; Ministerial Order of 16 April 1987) to enable them to speed up proceedings (Resolution DH (89) 22 of 19 September 1989).

66. *Case of Brogan and Others v. the United Kingdom, judgment of 29 November 1988 (Series A no 145-B)*

- In the context of the continued threat posed by terrorism in connection with the affairs of Northern Ireland, the Government of the United Kingdom concluded that the special arrest and detention powers at issue had to remain in place. Therefore, availing itself of the possibility afforded by Article 15 of the Convention, it notified the Secretary General of the Council of Europe of a derogation from Article 5 § 3 of the Convention on 23 December 1988 and 23 March 1989 (Resolution DH (90) 23 of 24 September 1990)

67. *Case of Barberà, Messegué and Jabardo v. Spain, judgment of 6 December 1988 (Series A no. 146)*

- In a judgment of 16 December 1991 the Constitutional Court ordered the reopening of criminal proceedings against the applicants. They were later acquitted by the *Audiencia Nacional* on 30 October 1993 on the ground of insufficient evidence against them (judgment of 13 June 1994, on the application of Article 50, Series A no. 285-C, p. 54, § 5).

- Two institutional laws (Nos. 3 and 4/1988) of 25 May 1988 amended the Criminal Code and the Code of Criminal Procedure and repealed the previous Act of 24 December 1984 concerning the actions of armed bands and terrorists (Resolution DH (94) 84 of 16 November 1994).

68. *Case of Ciulla v. Italy, judgment of 22 February 1989 (Series A no. 148)*

- Law no. 327 of 3 August 1988, amending Article 6 of the 1956 Law, abolished the special form of detention at issue in the present case. Articles 314 and 315 of the new Code of Criminal Procedure, which came into force on 24 October 1989, confer a right to compensation for wrongful detention in certain circumstances (Resolution DH (90) 13 of 14 May 1990).

69. *Case of Lamy v. Belgium, judgment of 30 March 1989 (Series A no. 151)*

- The Act of 20 July 1990 dealing with detention on remand replaced the Act of 20 April 1874. It provides that the file is placed at the disposal of the accused and his lawyer prior to his appearance before the *chambre du conseil* which is to take a decision on the further remand in custody (Resolution DH (91) 8 of 13 February 1991).

70. *Affaire Hauschildt c. Danemark, arrêt du 24 mai 1989 (série A n° 154)*

- Une loi du 13 juin 1990, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1990, a modifié les articles 60 à 62 de la loi sur l'administration de la justice. En conséquence, un juge ayant pris certaines décisions avant le renvoi en jugement ne pourra plus intervenir dans la même affaire comme juge du fond ou juge d'appel (résolution DH (91) 9 du 13 février 1991).

71. *Affaire Langborger c. Suède, arrêt du 22 juin 1989 (série A n° 155)*

- La loi de 1973 sur les comités des baux et loyers, ainsi que la loi de 1974 concernant le tribunal des locations ont été modifiées le 30 mai 1991. Les modifications sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet 1991. Désormais, les assesseurs-échevins qui siègent aux comités des loyers et au tribunal des locations doivent être remplacés par des magistrats dès qu'il paraît y avoir un conflit d'intérêts (résolution DH (91) 25 du 27 septembre 1991).

72. *Affaire Eriksson c. Suède, arrêt du 22 juin 1989 (série A n° 156)*

- En vertu de la loi portant dispositions spéciales sur l'assistance aux jeunes, adoptée le 8 mars 1990 et entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1990, le tribunal administratif départemental est désormais compétent pour prendre toutes décisions concernant l'interdiction de retirer un enfant du foyer d'accueil et pour contrôler en appel les décisions du conseil social en matière de visites des parents à un enfant soumis à une interdiction de retrait (résolution DH (91) 14 du 6 juin 1991).

73. *Affaire Unión Alimentaria Sanders S.A. c. Espagne, arrêt du 7 juillet 1989 (série A n° 157)*

- La loi d'organisation territoriale du système judiciaire, du 28 décembre 1988, a réorganisé les circonscriptions judiciaires d'Espagne et redéfini la compétence territoriale des juridictions. Sa mise en place s'est échelonnée de 1989 à 1992 et a entraîné la création de 1570 postes judiciaires. En 1989, quatre décrets d'application ont prévu la création de postes ainsi que de diverses juridictions. Chacune des communautés autonomes a, de son côté, adopté une loi définissant les capitales de district judiciaire et les circonscriptions judiciaires (résolution DH (90) 40 du 13 décembre 1990).

74. *Affaire Tre Traktörer AB c. Suède, arrêt du 7 juillet 1989 (série A n° 159)*

- Voir ci-dessus, n°s 54-55, affaires Pudas et Bodén c. Suède (27 octobre 1987). La nouvelle loi s'applique notamment aux décisions concernant le retrait de licences de débit de boissons alcoolisées (résolution DH (90) 1 du 12 mars 1990).

75. *Affaire Soering c. Royaume-Uni, arrêt du 7 juillet 1989 (série A n° 161)*

- Par une note diplomatique du 28 juillet 1989, le gouvernement britannique a informé les autorités des Etats-Unis que l'extradition du requérant vers ce pays pour y répondre d'accusations le rendant passible de la peine de mort était refusée. Le requérant serait livré à la condition de ne pas être poursuivi pour une infraction autre que les deux accusations de meurtre du premier degré. Les autorités des Etats-Unis d'Amérique ont, par une note diplomatique du 31 juillet 1989, confirmé qu'à la lumière des dispositions applicables du traité bilatéral d'extradition de 1972, le droit des Etats-Unis interdisait que le requérant fût poursuivi en Virginie sous l'accusation d'assassinats passibles de la peine de mort (résolution DH (90) 8 du 12 mars 1990).

Par la suite, M. Soering a été extradé vers les Etats-Unis.

70. Case of Hauschildt v. Denmark, judgment of 24 May 1989 (Series A no. 154)

- An Act of 13 June 1990, which entered into force on 1 July 1990, amended sections 60 to 62 of the Administration of Justice Act. Henceforth, no judge who has taken pre-trial decisions may act as trial or appeal judge in the same case (Resolution DH (91) 9 of 13 February 1991).

71. Case of Langborger v. Sweden, judgment of 22 June 1989 (Series A no. 155)

- The Lease Review Boards and Rent Review Boards Act 1973 and the 1974 Act concerning the Housing and Tenancy Court were amended on 30 May 1991. The amendments came into force on 1 July 1991. Henceforth, the lay assessors who sit on the Rent Review Board and in the Housing and Tenancy Court must be replaced by ordinary judges whenever there may be a conflict of interest (Resolution DH (91) 25 of 27 September 1991).

72. Case of Eriksson v. Sweden, judgment of 22 June 1989 (Series A no. 156)

- Under the Act containing special provisions on the care of young persons, which was enacted on 8 March 1990 and came into force on 1 July 1990, the Regional Administrative Court will henceforth take any decision concerning prohibition on the removal of a child from a foster home. It will also decide on appeal from the Social Council's decisions concerning the parents' right of access to a child in respect of whom such a prohibition has been imposed (Resolution DH (91) 14 of 6 June 1991).

73. Case of Unión Alimentaria Sanders S.A. v. Spain, judgment of 7 July 1989 (Series A no. 157)

- The Act of 28 December 1988 on the territorial organisation of the judicial system reorganised judicial districts in Spain and redefined the territorial jurisdiction of the courts. It was implemented in stages between 1989 and 1992 and entailed the creation of 1,570 new judicial posts. In 1989 four Royal Decrees provided for the creation of judicial posts and courts. Each of the autonomous communities has adopted an Act setting out judicial districts and their capitals (Resolution DH (90) 40 of 13 December 1990).

74. Case of Tre Traktörer AB v. Sweden, judgment of 7 July 1989 (Series A no. 159)

- See above, nos. 54-55, cases of Pudas and Bodén v. Sweden (27 October 1987). The new Act applies *inter alia* to decisions to revoke a licence to serve alcoholic beverages (Resolution DH (90) 1 of 12 March 1990).

75. Case of Soering v. the United Kingdom, judgment of 7 July 1989 (Series A no. 161)

- In a diplomatic note of 28 July 1989 the Government of the United Kingdom informed the United States of America authorities that the extradition of the applicant on charges for which the death penalty may be imposed was refused. The applicant would be surrendered on the condition that he would not be prosecuted for any offence other than for the two counts of first-degree murder. The authorities of the United States confirmed in a diplomatic note of 31 July 1989 that, in the light of the applicable provisions of the 1972 Extradition Treaty, United States law would prohibit the applicant's prosecution in Virginia for the offence of capital murder (Resolution DH (90) 8 of 12 March 1990).

Mr Soering was subsequently extradited to the United States.

76. *Affaire Allan Jacobsson c. Suède (n° 1), arrêt du 25 octobre 1989 (série A n° 163)*

- Depuis le 1^{er} juillet 1987, la loi de 1987 sur l'aménagement du territoire et la construction remplace la loi de 1947 sur la construction. En vertu de ladite loi, certaines décisions sur les permis de construire peuvent être examinées par les tribunaux administratifs. Dans certains cas, cependant, le gouvernement reste l'autorité finale. Ses décisions peuvent alors être portées devant la Cour administrative suprême en vertu de la loi du 21 avril 1988 sur le contrôle judiciaire de certaines décisions administratives, entrée en vigueur le 1^{er} juin 1988. Voir ci-dessus, n^{os} 54-55, affaires Pudas et Bodén c. Suède (27 octobre 1987) (résolution DH (90) 2 du 12 mars 1990).

77. *Affaire Bezicheri c. Italie, arrêt du 25 octobre 1989 (série A n° 164)*

- Aux termes de l'article 299 § 3 du nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur le 24 octobre 1989, le juge doit statuer dans un délai de cinq jours sur toute requête de l'accusé visant à obtenir sa mise en liberté pendant une détention provisoire (résolution DH (90) 12 du 14 mai 1990).

78. *Affaire Kostovski c. Pays-Bas, arrêt du 20 novembre 1989 (série A n° 166)*

- Plusieurs modifications du code de procédure pénale, introduites par la loi du 11 novembre 1993, entrée en vigueur le 1^{er} février 1994, fixent de nouvelles règles sur les "témoins menacés", qui peuvent rester anonymes, et les moyens de protéger les droits des accusés lorsque leurs témoignages doivent servir dans des procédures pénales (résolution DH (94) 47 du 9 juin 1994).

79. *Affaire Brozicek c. Italie, arrêt du 19 décembre 1989 (série A n° 167)*

- Le nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur le 24 octobre 1989, prévoit que l'avis d'ouverture de poursuites doit être rédigé dans la langue de l'intéressé quand il ne ressort pas du dossier que celui-ci comprend l'italien (article 169 § 3) ; en outre, il modifie la réglementation antérieure en matière de réouverture des délais pour présenter un recours contre un jugement rendu par contumace afin qu'elle réponde aux exigences de la Convention (article 175, auparavant article 183 bis) (résolution DH (93) 63 du 14 décembre 1993).

80. *Affaire Van der Leer c. Pays-Bas, arrêt du 21 février 1990 (série A n° 170-A)*

- La loi du 29 octobre 1992 sur les hôpitaux psychiatriques (admissions spéciales) est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1994. Voir ci-dessus, n° 12, affaire Winterwerp c. Pays-Bas (24 octobre 1979) (résolution DH (93) 23 du 11 juin 1993).

81. *Affaire Håkansson et Stureson c. Suède, arrêt du 21 février 1990 (série A n° 171)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 54-55, affaires Pudas et Bodén c. Suède (27 octobre 1987) (résolution DH (90) 32 du 16 novembre 1990).

82. *Affaire Granger c. Royaume-Uni, arrêt du 28 mars 1990 (série A n° 174)*

- L'ensemble du système de gestion de l'aide judiciaire a été réformé par la loi de 1986 sur l'aide judiciaire en Ecosse, qui est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1987. Les attributions du Comité d'aide judiciaire de la *Law society* d'Ecosse ont été confiées à la Commission d'aide judiciaire d'Ecosse (*Scottish Legal Aid Board*). Selon une circulaire, adressée le 4 décembre 1990 par le *Lord Justice General* à toutes les cours d'appel, celles-ci peuvent désormais recommander à la *Legal Aid Board* de revoir une décision qui a refusé l'aide judiciaire pour un appel (résolution DH (91) 29 du 18 novembre 1991).

76. *Case of Allan Jacobsson v. Sweden (no. 1), judgment of 25 October 1989 (Series A no. 163)*

- Since 1 July 1987 the Building Act 1947 has been replaced by the Plan and Building Act 1987. Under this Act some decisions on building permits can be examined by administrative courts. However, in certain cases the Government remains the final authority. Its decisions can be brought before the Supreme Administrative Court in accordance with the provisions of the Act of 21 April 1988 on judicial review of certain administrative decisions which came into force on 1 June 1988. See above, nos. 54-55, cases of Pudas and Bodén v. Sweden (27 October 1987) (Resolution DH (90) 2 of 12 March 1990).

77. *Case of Bezicheri v. Italy, judgment of 25 October 1989 (Series A no. 164)*

- Under Article 299 § 3 of the new Code of Criminal Procedure, which came into force on 24 October 1989, a judge must rule within five days on any application by an accused person seeking release from detention on remand (Resolution DH (90) 12 of 14 May 1990).

78. *Case of Kostovski v. the Netherlands, judgment of 20 November 1989 (Series A no. 166)*

- The Act of 11 November 1993, which entered into force on 1 February 1994, introduced a number of amendments to the Code of Criminal Procedure and resulted in new rules as to who may be defined as a "threatened witness", who may remain anonymous, and the methods to be used in order to safeguard the rights of the accused in cases when the testimony of such persons is used in criminal proceedings (Resolution DH (94) 47 of 9 June 1994).

79. *Case of Brozicek v. Italy, judgment of 19 December 1989 (Series A no. 167)*

- The new Code of Criminal Procedure, which entered into force on 24 October 1989, stipulated that an indictment should be drafted in the language of the accused if it does not appear from the file that the accused knows Italian (Article 169 § 3). In addition, it reformed the regulations in respect of leave to appeal out of time against an *in absentia* judgment so that they complied with the requirements of the Convention (Article 175, formerly Article 183 bis) (Resolution DH (93) 63 of 14 December 1993).

80. *Case of Van der Leer v. the Netherlands, judgment of 21 February 1990 (Series A no. 170-A)*

- The Psychiatric Hospitals (Special Admissions) Act of 29 October 1992 came into force on 1 January 1994. See above, no. 12, case of Winterwerp v. the Netherlands (24 October 1979) (Resolution DH (93) 23 of 11 June 1993).

81. *Case of Håkansson and Sturesson v. Sweden, judgment of 21 February 1990 (Series A no. 171)*

- See above, nos. 54-55, cases of Pudas and Bodén v. Sweden (27 October 1987) (Resolution DH (90) 32 of 16 November 1990).

82. *Case of Granger v. the United Kingdom, judgment of 28 March 1990 (Series A no. 174)*

- The system for the administration of legal aid was reformed by the Legal Aid (Scotland) Act 1986 which came into effect on 1 April 1987. The former functions of the Legal Aid Committee of the Law Society of Scotland were transferred to the Scottish Legal Aid Board. According to a Practice Note circulated by the Lord Justice General to all appeal courts on 4 December 1990, these courts may now make a recommendation to the Legal Aid Board to have a decision refusing legal aid for an appeal reviewed (Resolution DH (91) 29 of 18 November 1991).

83. *Affaire B. c. Autriche, arrêt du 28 mars 1990 (série A n° 175)*

- Aux termes du nouvel article 91 de la loi d'organisation judiciaire, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1990, lorsqu'un tribunal tarde à accomplir un acte de procédure et notamment à rédiger un jugement, les parties peuvent demander à la juridiction supérieure de fixer un délai pour l'accomplissement de cet acte (résolution DH (90) 41 du 13 décembre 1990).

84-85. *Affaires Kruslin et Huvig c. France, arrêts du 24 avril 1990 (série A n° 176-A et B)*

- La loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1991. Elle ajoute un nouvel article au code de procédure pénale (article 100), qui régit minutieusement les interceptions ordonnées par l'autorité judiciaire (résolutions DH (92) 40 et 41 du 15 juin 1992).

86. *Affaire Weber c. Suisse, arrêt du 22 mai 1990 (série A n° 177)*

- Le code vaudois de procédure pénale, du 12 septembre 1967, a été modifié par une loi du 12 décembre 1989, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1990. La personne accusée d'avoir enfreint l'obligation de garder le secret de l'instruction peut désormais s'opposer à l'ordonnance de condamnation du juge d'instruction, qui doit le renvoyer devant le tribunal de police (résolution DH (90) 39 du 13 décembre 1990).

87. *Affaire Autronic AG c. Suisse, arrêt du 22 mai 1990 (série A n° 178)*

- L'ordonnance n° 1 relative à la loi fédérale du 14 octobre 1922 réglant la correspondance télégraphique et téléphonique a été modifiée le 21 décembre 1990. L'ordonnance modifiée est entrée en vigueur rétroactivement le 23 mai 1990. Elle permet aux personnes disposant d'une concession d'antenne collective de recevoir et diffuser des émissions locales et étrangères répondant à la réglementation internationale en la matière (résolution DH (91) 26 du 18 octobre 1991).

88. *Affaire Obermeier c. Autriche, arrêt du 28 juin 1990 (série A n° 179)*

- La loi de 1970 sur le recrutement des personnes handicapées a été modifiée par une loi du 26 juin 1992, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1992. Désormais, la décision du Conseil pour les personnes handicapées autorisant le licenciement est susceptible d'appel devant une commission de recours indépendante (article 13). Les décisions de celle-ci peuvent être attaquées devant la Cour administrative et la Cour constitutionnelle (résolution DH (92) 51 du 17 septembre 1992).

89-90. *Affaires Mats Jacobsson et Skärby c. Suède, arrêts du 28 juin 1990 (série A n° 180)*

- Voir ci-dessus, n°^{os} 54-55, affaires Pudas et Bodén c. Suède (27 octobre 1987) et n° 76, Allan Jacobsson c. Suède (n° 1) (25 octobre 1989) (résolutions DH (90) 34 et 35 du 16 novembre 1990).

91. *Affaire E. c. Norvège, arrêt du 29 août 1990 (série A n° 181)*

- Une circulaire du 16 janvier 1991, adressée par les autorités norvégiennes à tous les tribunaux, indique les conséquences à tirer de l'arrêt, notamment en ce qui concerne les mesures à prendre afin d'assurer que les décisions concernant la détention préventive soient prises dans un "bref délai" (résolution DH (91) 16 du 6 juin 1991).

83. Case of *B. v. Austria*, judgment of 28 March 1990 (Series A no. 175)

- Under the new Article 91 of the Act on Organisation of the Courts, which came into force on 1 January 1990, when a court delays taking procedural steps such as drawing up a judgment, the parties may request the higher court to prescribe a time-limit for the taking of such procedural steps (Resolution DH (90) 41 of 13 December 1990).

84-85. Cases of *Kruslin and Huvig v. France*, judgments of 24 April 1990 (Series A no. 176-A and B)

- Act no. 91-646 of 10 July 1991 concerning the secrecy of telecommunications came into force on 1 October 1991. It added Article 100 to the Code of Criminal Procedure in which the conditions relating to interceptions ordered by a judge are set out in detail (Resolutions DH (92) 40 and 41 of 15 June 1992).

86. Case of *Weber v. Switzerland*, judgment of 22 May 1990 (Series A no. 177)

- The Canton of Vaud Code of Criminal Procedure of 12 September 1967 was amended by an Act of 12 December 1989, which came into force on 1 July 1990. A person charged with having breached the confidentiality of an investigation can henceforth refuse to be sentenced by an investigating judge who must then refer the case to the police court (Resolution DH (90) 39 of 13 December 1990).

87. Case of *Autronic AG v. Switzerland*, judgment of 22 May 1990 (Series A no. 178)

- Ordinance No. 1 relating to the Federal Act of 14 October 1922 regulating telegraph and telephone communications was amended on 21 December 1990. The amended ordinance came into force retroactively on 23 May 1990. It permits community antenna licence holders to receive and rebroadcast local and foreign programmes which are in accordance with the relevant international regulations (Resolution DH (91) 26 of 18 October 1991).

88. Case of *Obermeier v. Austria*, judgment of 28 June 1990 (Series A no. 179)

- The Disabled Persons (Employment) Act 1970 was amended by an Act of 26 June 1992 which came into force on 1 July 1992. An independent Appeals Board now hears appeals brought against decisions taken by the Disabled Persons Board authorising the dismissal of a disabled person (Article 13). The decisions taken by the Appeals Board may be challenged in the Administrative Court and in the Constitutional Court (Resolution DH (92) 51 of 17 September 1992).

89-90. Cases of *Mats Jacobsson and Skärby v. Sweden*, judgments of 28 June 1990 (Series A no. 180)

- See above, nos. 54-55, cases of *Pudas and Bodén v. Sweden* (27 October 1987) and no. 76, case of *Allan Jacobsson v. Sweden* (no. 1) (25 October 1989) (Resolutions DH (90) 34 and 35 of 16 November 1990).

91. Case of *E. v. Norway*, judgment of 29 August 1990 (Series A no. 181)

- On 16 January 1991 the Norwegian authorities distributed a circular letter to all courts describing the implications of the Court's judgment. It was stressed that measures should be taken to ensure that decisions in cases of preventive detention were taken 'speedily' (Resolution DH (91) 16 of 6 June 1991).

92. *Affaire Fox, Campbell et Hartley c. Royaume-Uni, arrêt du 30 août 1990 (série A n° 182)*

- L'article 6 de la loi de 1987 sur l'état d'urgence en Irlande du Nord, entrée en vigueur le 15 juin 1987 et postérieure aux faits à l'origine de l'affaire, a remplacé l'article 11 § 1 de la loi de 1978 sur l'état d'urgence en Irlande du Nord, qui n'exigeait pas pour l'arrestation d'un suspect que les policiers aient des soupçons plausibles (résolution DH (91) 39 du 13 décembre 1991).

93. *Affaire McCallum c. Royaume-Uni, arrêt du 30 août 1990 (série A n° 183)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 4 et 25, affaires Golder, et Silver et autres c. Royaume-Uni (21 février 1975 et 25 mars 1983) (résolution DH (90) 38 du 13 décembre 1990).

94. *Affaire Windisch c. Autriche, arrêt du 27 septembre 1990 (série A n° 186)*

- Le 23 août 1990, la Cour suprême avait cassé l'arrêt condamnant le requérant. Au cours d'une nouvelle procédure les deux témoins, auparavant anonymes, avaient déposé (résolution DH (93) 61 du 14 décembre 1993).

95. *Affaire Darby c. Suède, arrêt du 23 octobre 1990 (série A n° 187)*

- L'article 1 de la loi de 1951 relative à certains dégrèvements d'impôts en faveur des personnes n'appartenant pas à l'Eglise de Suède a fait l'objet d'un amendement entré en vigueur le 1^{er} janvier 1987. Depuis cette date, le bénéfice de la réduction de l'impôt ecclésial ne dépend plus d'un enregistrement comme résident en Suède (résolution DH (90) 42 du 13 décembre 1990).

96. *Affaire Huber c. Suisse, arrêt du 23 octobre 1990 (série A n° 188)*

- Le code zurichois de procédure pénale a fait l'objet le 1^{er} septembre 1991 d'une révision partielle, qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1992. Dorénavant, il n'appartient plus au procureur de district, mais au juge pénal, d'ordonner la mise en détention provisoire de l'accusé (résolution DH (91) 40 du 13 décembre 1991).

97. *Affaire Moreira de Azevedo c. Portugal, arrêt du 23 octobre 1990 (série A n° 189)*

- Les articles 108 et 109 du nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1988, permettent que l'accusé, l'assistante, les parties civiles ou le ministère public demandent au juge d'accélérer la procédure, lorsque les délais prévus par la loi sont dépassés. En outre, plusieurs règlements ministériels ont augmenté le nombre de juges et fonctionnaires du tribunal concerné (résolution DH (92) 10 du 20 février 1992).

98. *Affaire Thynne, Wilson et Gunnell c. Royaume-Uni, arrêt du 25 octobre 1990 (série A n° 190)*

- La loi de 1967 sur la justice pénale a été amendée par une loi de 1991, qui est entrée en vigueur en octobre 1992. L'article 34 de cette loi prévoit qu'une personne condamnée à une peine perpétuelle discrétionnaire peut désormais demander au ministre, dans certaines conditions, de déférer son cas à la commission de libération conditionnelle dès qu'elle aura purgé une partie de sa peine spécifiée par le tribunal qui l'a condamnée. En vertu de l'article 39, le ministre a l'obligation d'élargir immédiatement toute personne dont la libération conditionnelle a été révoquée et qui a été réintégrée en prison, si la commission de libération conditionnelle en décide ainsi (résolution DH (92) 24 du 15 juin 1992).

92. Case of Fox, Campbell and Hartley v. the United Kingdom, judgment of 30 August 1990 (Series A no. 182)
- Section 6 of the Northern Ireland (Emergency Provisions) Act 1987, which came into force on 15 June 1987 and was subsequent to the facts of this case, replaced section 11 (1) of the Northern Ireland (Emergency provisions) Act 1978 which had contained no requirement that the suspicions of officers arresting suspects should be “reasonable” (Resolution DH (91) 39 of 13 December 1991).
93. *Case of McCallum v. the United Kingdom, judgment of 30 August 1990 (Series A no. 183)*
- See above, nos. 4 and 25, cases of Golder and Silver and Others v. the United Kingdom (21 February 1975 and 25 March 1983) (Resolution DH (90) 38 of 13 December 1990).
94. *Case of Windisch v. Austria, judgment of 27 September 1990 (Series A no. 186)*
- In a decision of 23 August 1990 the Supreme Court quashed the judgment convicting the applicant. During fresh proceedings two previously anonymous witnesses gave evidence in open court (Resolution DH (93) 61 of 14 December 1993).
95. *Case of Darby v. Sweden, judgment of 23 October 1990 (Series A no. 187)*
- Section 1 of the 1951 Dissenters Tax Act was amended with effect from 1 January 1987 so that a taxpayer no longer has to be registered as resident in Sweden in order to benefit from the reduction of the Church tax (Resolution DH (90) 42 of 13 December 1990).
96. *Case of Huber v. Switzerland, judgment of 23 October 1990 (Series A no. 188)*
- The Zurich Code of Criminal Procedure was partially amended on 1 September 1991. The amendment came into force on 1 July 1992. Henceforth, the Criminal Court and not the District Attorney will be competent to take a decision as to the detention on remand of the person charged (Resolution DH (91) 40 of 13 December 1991).
97. *Case of Moreira de Azevedo v. Portugal, judgment of 23 October 1990 (Series A no. 189)*
- Sections 108 and 109 of the new Code of Criminal Procedure, which came into force on 1 January 1988, provide that when the time-limits set by law have expired the Public Prosecutor, the accused, the *assistente* or the parties claiming damages may request the court to expedite the proceedings. Furthermore, various Ministerial Instruments have increased the number of judges and civil servants at the court concerned (Resolution DH (92) 10 of 20 February 1992).
98. *Case of Thynne, Wilson and Gunnell v. the United Kingdom, judgment of 25 October 1990 (Series A no. 190)*
- The Criminal Justice Act 1967 was amended by the Criminal Justice Act 1991 which entered into force in October 1992. Under section 34 of the Act a discretionary life prisoner will henceforth be able to require the Secretary of State, in certain situations, to refer his case to the Parole Board at any time after he has served the relevant part of his sentence as specified by the sentencing court. Under section 39 of the Act the Secretary of State will be obliged to order the immediate release of a person whose release on licence was revoked and who was recalled to prison, if the Parole Board so directs (Resolution DH (92) 24 of 15 June 1992).

99. *Affaire Koendjibiharie c. Pays-Bas, arrêt du 25 octobre 1990 (série A n° 185-B)*

- Une loi du 19 novembre 1986, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1988, a modifié le code pénal en ce qui concerne le régime spécial applicable aux malades mentaux. Elle prévoit la possibilité pour la personne internée de faire appel de la décision de prolongation (résolution DH (92) 25 du 15 juin 1992).

100. *Affaire Delta c. France, arrêt du 19 décembre 1990 (série A n° 191-A)*

- Dans un arrêt du 12 janvier 1989 (Affaire Randhawa), la chambre criminelle de la Cour de cassation avait opéré un changement de jurisprudence. Se fondant sur l'article 6 § 3 d) de la Convention, elle précisait que les juges d'appel, sauf impossibilité, sont tenus, lorsqu'ils sont légalement requis, d'ordonner l'audition contradictoire des témoins à charge qui n'ont été confrontés avec le prévenu à aucun stade précédent de la procédure (arrêt, pp. 12-13, § 28, et résolution DH (91) 31 du 18 novembre 1991).

101. *Affaire Fredin c. Suède (n° 1), arrêt du 18 février 1991 (série A n° 192)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 54-55, affaire Pudas et Bodén c. Suède (27 octobre 1987) (résolution DH (91) 11 du 13 mai 1991).

102. *Affaire Moustaquim c. Belgique, arrêt du 18 février 1991 (série A n° 193)*

- L'arrêt a fait l'objet d'une large diffusion auprès des autorités administratives et judiciaires compétentes, afin qu'elles en tiennent compte dans d'éventuelles affaires similaires (résolution DH (92) 14 du 2 avril 1992).

103-105. *Affaires Zanghi, Brigandì et Santilli c. Italie, arrêts du 19 février 1991 (série A n^{os} 194-C à D).*

- La loi n° 30 du 1^{er} février 1989 redéfinit le ressort des tribunaux de première instance (*pretore*) et permet de redéployer des magistrats et du personnel auxiliaire dans les juridictions les plus encombrées. La loi n° 353 du 26 novembre 1990, entrée en vigueur le 30 avril 1995, prévoit des mesures d'urgence destinées à rationaliser et modifier la procédure civile. Enfin, la loi n° 374 du 21 novembre 1991, entrée en vigueur le 1^{er} mai 1995, institue le juge de paix, qui s'occupe des litiges mineurs (résolutions DH (95) 82, 83 et 84 du 7 juin 1995).

106-120. *Affaires Motta, Manzoni, Pugliese (n° 1), Alimena, Ficara, Viezzer, Angelucci, Maj, Girolami, Ferraro, Triggiani, Mori, Colacioppo, Adiletta & autres et Frau, arrêts du 19 février 1991 (série A n^{os} 195-A à D, 196-A à E, 197-A à E et 195-E)*

- Le nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur le 24 octobre 1989, prévoit de nombreuses mesures pour simplifier la procédure pénale, en vue notamment d'en réduire la durée. Par ailleurs, une loi du 17 janvier 1992 a prévu l'octroi d'un crédit extraordinaire en vue de financer les besoins urgents de l'administration de la justice (résolutions DH (92) 26 à 39 du 15 juin 1992 et DH (92) 54 du 17 septembre 1992).

121. *Affaire Oberschlick c. Autriche (n° 1), arrêt du 23 mai 1991 (série A n° 204)*

- Par un arrêt du 18 mai 1993, la Cour suprême a adapté aux exigences de la Convention la jurisprudence autrichienne concernant l'interprétation de l'article 111 du code pénal (diffamation) (résolution DH (93) 60 du 14 décembre 1993).

99. *Case of Koendjibiharie v. the Netherlands, judgment of 25 October 1990 (Series A no. 185-B)*

- The Act of 19 November 1986, which came into force on 1 September 1988, amended the Criminal Code with regard to the special provisions applying to persons suffering from mental illness. A confined person may henceforth appeal against a decision extending the period of confinement (Resolution DH (92) 25 of 15 June 1992).

100. *Case of Delta v. France, judgment of 19 December 1990 (Series A no. 191-A)*

- In the Randhawa judgment of 12 January 1989, the Criminal Division of the Court of Cassation reversed its previous case-law. Referring to Article 6 § 3 (d) of the Convention, it held that, on appeal, where a formal application had been made for the examination of prosecution witnesses who had not been confronted with the defendant at any earlier stage in the proceedings, the court was under a duty to direct that they give evidence in adversarial proceedings, unless that was impossible (judgment, pp. 12-13, § 28, and Resolution DH (91) 31 of 18 November 1991).

101. *Case of Fredin v. Sweden (no. 1), judgment of 18 February 1991 (Series A no. 192)*

- See above, nos. 54-55, cases of Pudas and Bodén v. Sweden (27 October 1987) (Resolution DH (91) 11 of 13 May 1991).

102. *Case of Moustaquim v. Belgium, judgment of 18 February 1991 (Series A no. 193)*

- The Court's judgment was widely circulated among the competent administrative and judicial authorities to allow them to take into account the Court's case-law in any similar cases (Resolution DH (92) 14 of 2 April 1992).

103-105. *Cases of Zanghi, Brigandi and Santilli v. Italy, judgments of 19 February 1991 (Series A nos. 194-C, 194-B and 194-D)*

- Law no. 30 of 1 February 1989 redefines the territorial jurisdiction of magistrates' courts (*pretore*) and makes it possible to redeploy judges and auxiliary staff to the courts with the heaviest workloads. Act no. 353 of 26 November 1990, which entered into force 30 April 1995, contains urgent measures intended to rationalise and amend the civil procedure. Act no. 374 of 21 November 1991, which entered into force on 1 May 1995, institutes the justice of the peace whose function is to handle disputes of minor importance (Resolutions DH (95) 82, 83 and 84 of 7 June 1995).

106-120. *Cases of Motta, Manzoni, Pugliese (no. 1), Alimena, Ficara, Viezzer, Angelucci, Maj, Girolami, Ferraro, Triggianni, Mori, Colacioppo, Adiletta and Others and Frau, judgments of 19 February 1991 (Series A nos. 195-A to D, 196-A to E, 197-A to E and 195-E)*

- The new Code of Criminal Procedure, which came into force on 24 October 1989, provides for various measures to simplify criminal proceedings in order to reduce their length. Furthermore, an Act of 17 January 1992 allocated an exceptional budgetary appropriation to finance urgent measures for the administration of justice (Resolutions DH (92) 26 to 39 of 15 June 1992 and DH (92) 54 of 17 September 1992).

121. *Case of Oberschlick v. Austria (no. 1), judgment of 23 May 1991 (Series A no. 204)*

- In a judgment of 18 May 1993 the Supreme Court changed the case-law of the Austrian courts regarding the interpretation of Article 111 of the Criminal Code (defamation) in order to comply with the requirements of the Convention (Resolution DH (93) 60 of 14 December 1993).

122-124. *Affaires Pugliese (n° 2), Caleffi et Vocaturo c. Italie, arrêts du 24 mai 1991 (série A n°s 206-A à C)*

- Voir ci-dessus n°s 103-105, affaires Zanghi, Brigandi et Santilli c. Italie (19 février 1991) (résolutions DH (95) 86 à 88 du 7 juin 1995).

125. *Affaire Philis c. Grèce (n° 1), arrêt du 27 août 1991 (série A n° 209)*

- Un décret présidentiel du 7 mars 1994, entré en vigueur le 11 mars 1994, a aligné sur les exigences de l'article 6 le droit grec concernant l'accès des ingénieurs aux tribunaux en vue du recouvrement de leurs honoraires (résolution DH (94) 85 du 5 décembre 1994).

126. *Affaire Demicoli c. Malte, arrêt du 27 août 1991 (série A n° 210)*

- Une loi amendant l'ordonnance sur les privilèges de la Chambre des Représentants (Loi n° XI de 1995), entrée en vigueur le 19 mai 1995, octroie au tribunal d'instance compétence pour sanctionner les violations des privilèges qui y sont garantis, la Chambre gardant le droit d'instruire les dossiers et de les soumettre au tribunal (résolution DH (95) 211 du 11 septembre 1995).

127. *Affaire F.C.B. c. Italie, arrêt du 28 août 1991 (série A n° 208-B)*

- Le nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur le 24 octobre 1989, dispose que le juge suspend ou renvoie le procès même d'office lorsqu'il paraît probable que l'absence de l'accusé est due à une impossibilité absolue de comparaître (résolution DH (93) 6 du 9 mars 1993).

128. *Affaire Wiesinger c. Autriche, arrêt du 30 octobre 1991 (série A n° 213)*

- Voir ci-dessus, n°s 48-49, affaires Ekner et Hofauer, et Poiss c. Autriche (23 avril 1987) (résolution DH (94) 45 du 9 juin 1994).

129. *Affaire Kemmache c. France (n°s 1 et 2), arrêt du 27 novembre 1991 (série A n° 218)*

- L'arrêt a été publié au Bulletin de la Cour de cassation en vue de sa diffusion au niveau national (résolution DH (94) 24 du 21 mars 1994).

130. *Affaire Koster c. Pays-Bas, arrêt du 28 novembre 1991 (série A n° 221)*

- Voir ci-dessus, n°s 29-31, affaires De Jong, Baljet et Van den Brink ; Van der Sluijs, Zuiderveld et Klappe ; et Duinhof et Duijf c. Pays-Bas (22 mai 1984) (résolution DH (92) 20 du 15 mai 1992).

131. *Affaire Vermeire c. Belgique, arrêt du 29 novembre 1991 (série A n° 214-C)*

- Voir ci-dessus, n° 10, affaire Marckx c. Belgique (13 juin 1979) (résolution DH (94) 3 du 6 janvier 1994).

122-124. *Cases of Pugliese (no. 2), Caleffi and Vocaturo v. Italy, judgments of 24 May 1991 (Series A nos. 206-A to C)*

- See above, nos. 103-105, cases of Zanghì, Brigandì and Santilli v. Italy (19 February 1991) (Resolutions DH (95) 86 to 88 of 7 June 1995).

125. *Case of Philis v. Greece (no. 1), judgment of 27 August 1991 (Series A no. 209)*

- In order to bring the law into conformity with the requirements of Article 6, a Presidential Decree of 7 March 1994, which entered into force on 11 March 1994, amended Greek law regarding engineers' right of access to the courts to recover professional fees (Resolution DH (94) 85 of 5 December 1994).

126. *Case of Demicoli v. Malta, judgment of 27 August 1991 (Series A no. 210)*

- An Act amending the House of Representatives (Privileges and Powers) Ordinance (Act no. XI of 1995), which came into force on 19 May 1995, transfers the power to sanction breaches of such privileges to the Court of Magistrates. The House retains the power to investigate cases and to bring them before the court (Resolution DH (95) 211 of 11 September 1995).

127. *Case of F.C.B. v. Italy, judgment of 28 August 1991 (Series A no. 208-B)*

- The new Code of Criminal Procedure, which entered into force on 24 October 1989, stipulates that a judge should stay or adjourn a trial, even of his own motion, where it appears that the absence of the accused is due to an absolute inability to attend court (Resolution DH (93) 6 of 9 March 1993).

128. *Case of Wiesinger v. Austria, judgment of 30 October 1991 (Series A no. 213)*

- See above, nos. 48-49, cases of Erkner and Hofauer, and Poiss v. Austria (23 April 1987) (Resolution DH (94) 45 of 9 June 1994).

129. *Case of Kemmache v. France (nos. 1 and 2), judgment of 27 November 1991 (Series A no. 218)*

- The judgment was published in the *Bulletin de la Cour de cassation* to ensure its dissemination at a national level (Resolution DH (94) 24 of 21 March 1994).

130. *Case of Koster v. the Netherlands, judgment of 28 November 1991 (Series A no. 221)*

- See above, nos. 29-31, cases of De Jong, Baljet and Van den Brink; Van der Sluijs, Zuiderveld and Klappe; and Duinhof and Duijf v. the Netherlands (22 May 1984) (Resolution DH (92) 20 of 15 May 1992).

131. *Case of Vermeire v. Belgium, judgment of 29 November 1991 (Series A no. 214-C)*

- See above, no. 10, case of Marckx v. Belgium (13 June 1979) (Resolution DH (94) 3 of 6 January 1994).

132. *Affaire Toth c. Autriche, arrêt du 12 décembre 1991 (série A n° 224)*

- Une circulaire du ministre de la Justice, du 5 octobre 1992, a invité les membres du parquet à ne plus faire usage, en attendant l'adoption d'un amendement soumis au parlement en janvier 1993, de leur droit de participer aux débats devant les juridictions d'appel, conformément à l'article 35 § 2 du code de procédure pénale. Elle prévoit également la production de photocopies du dossier pour éviter les retards dus aux délais de transmission de celui-ci à un autre tribunal en cas de recours (résolution DH (93) 4 du 26 janvier 1993).

133. *Affaire Pfeifer et Plankl c. Autriche, arrêt du 25 février 1992 (série A n° 227)*

- Par une circulaire du 20 juin 1992, le ministère fédéral de la Justice a attiré l'attention des présidents de cours d'appel et des procureurs généraux sur les conséquences à tirer de l'arrêt. En particulier, l'accusé ne doit pas en principe être invité à renoncer à faire valoir un motif d'exclusion d'un juge, sauf dans des cas exceptionnels et dans son propre intérêt, à condition que soient respectées des garanties procédurales minimales (résolution DH (92) 64 du 15 décembre 1992).

134-168. *Affaires Nibbio, Borgese, Biondi, Monaco et Lestini, et affaires Barbagallo, Caffè Roversi S.p.a., Cappello, Cardarelli, Casciaroli, Cifola, Cooperativa Parco Cuma, Diana, Gana, Golino, Idrocalce S.r.l., Lorenzi, Bernardini et Gritti, Maciariello, Manieri, Manifattura FL, Mastrantonio, Pandolfelli et Palumbo, Pierazzini, Ridi, Ruotolo, Serrentino, Steffano, Taiuti, Tumminelli, Tusa, Vorrasi c. Italie, arrêts des 26 et 27 février 1992 (série A n°s 228 A-I et n°s 230-I, 230-G, 230-F, 229-G, 229-C, 231-A, 231-E, 229-A, 230-H, 229-H, 229-F, 231-G, 230-A, 229-D, 230-B, 229-E, 231-B, 231-C, 229-B, 230-D, 231-F, 230-C, 229-I, 231-H, 231-D et 230-E).*

- Deux lois entrées en vigueur le 30 avril et le 1^{er} mai 1995 visent à restructurer les juridictions civiles et à accélérer les procédures devant elles. Voir ci-dessus, n°s 103-105, affaires Zanghì, Brigandì et Santilli c. Italie (19 février 1991) (résolutions DH (95) 201-205 du 11 septembre 1995 et DH (95) 369-394 du 15 décembre 1995).

169. *Affaire B. c. France, arrêt du 25 mars 1992 (série A n° 232-C)*

- Par deux arrêts du 11 décembre 1992, la Cour de cassation (assemblée plénière) a cassé deux arrêts de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, du 15 novembre 1990, qui déboutaient des transsexuels de leur demande en rectification de leur acte de naissance (résolution DH (93) 52 du 9 novembre 1993).

170. *Affaire Campbell c. Royaume-Uni, arrêt du 25 mars 1992 (série A n° 233)*

- Une circulaire administrative, entrée en vigueur le 12 octobre 1992, décrit en détail la marche à suivre pour contrôler la correspondance d'un détenu avec son avocat ou avec les organes de la Convention. Sauf cas exceptionnels, ladite correspondance sera dorénavant adressée et reçue sans avoir été ouverte ni lue (résolution DH (93) 5 du 26 janvier 1993).

171. *Affaire Beldjoudi c. France, arrêt du 26 mars 1992 (série A n° 234-A)*

- L'ordonnance du 2 novembre 1945, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, modifiée en dernier lieu par les lois des 24 août et 30 décembre 1993, crée une catégorie distincte de personnes à l'abri de toute mesure d'expulsion sauf cas de nécessité impérieuse. L'arrêté d'expulsion pris à l'encontre du requérant n'a été ni exécuté ni rapporté (résolution DH (96) 85 du 9 février 1996).

132. *Case of Toth v. Austria, judgment of 12 December 1991 (Series A no. 224)*

- A Ministry of Justice circular of 5 October 1992 instructed officials of the Public Prosecutor's Office to refrain, pending the adoption of an amendment brought before Parliament in January 1993, from exercising their right to take part in proceedings before courts of appeal in accordance with Article 35 § 2 of the Code of Criminal Procedure. It also stipulated that photocopies of case-files should be made to avoid delays in the transmission of the original file to appellate courts (Resolution DH (93) 4 of 26 January 1993).

133. *Case of Pfeifer and Plankl v. Austria, judgment of 25 February 1992 (Series A no. 227)*

- By a circular of 20 June 1992 the Federal Ministry of Justice drew the attention of the Appeal Court Presidents and Public Prosecutors to the implications of this judgment. In particular it noted that in principle the accused must not be invited to waive his right to apply for the disqualification of a judge save in exceptional cases when it would be in his own interests and only then on the condition that minimum procedural guarantees would be respected (Resolution DH (92) 64 of 15 December 1992).

134-168. *Cases of Nibbio, Borgese, Biondi, Monaco and Lestini, and cases Barbagallo, Caffè Roversi S.p.a., Cappello, Cardarelli, Casciaroli, Cifola, Cooperativa Parco Cuma, Diana, Gana, Golino, Idrocalce S.r.l., Lorenzi, Bernardini et Gritti, Maciariello, Manieri, Manifattura FL, Mastrantonio, Pandolfelli and Palumbo, Pierazzini, Ridi, Ruotolo, Serrentino, Steffano, Taiuti, Tumminelli, Tusa, Vorrasi v. Italy, judgments of 26 and 27 February 1992 (Series A nos. 228 A-I and nos. 230-I, 230-G, 230-F, 229-G, 229-C, 231-A, 231-E, 229-A, 230-H, 229-H, 229-F, 231-G, 230-A, 229-D, 230-B, 229-E, 231-B, 231-C, 229-B, 230-D, 231-F, 230-C, 229-I, 231-H, 231-D et 230-E).*

- Two laws came into force on 30 April and 1 May 1995 to reorganise the civil courts and accelerate proceedings in them. See above, nos. 103-105, cases Zanghì, Brigandi and Santilli v. Italy (19 February 1991) (Resolutions DH (95) 201-205 of 11 September 1995 and DH (95) 369-394 of 15 December 1995).

169. *Case of B. v. France, judgment of 25 March 1992 (Series A no. 232-C)*

- In two judgments of 11 December 1992 a plenary session of the Court of Cassation set aside two judgments of 15 November 1990 in which the Aix-en-Provence Court of Appeal had refused requests from transsexuals for a rectification of their birth certificates (Resolution DH (93) 52 of 9 November 1993).

170. *Case of Campbell v. the United Kingdom, judgment of 25 March 1992 (Series A no. 233)*

- An administrative circular, which came into force on 12 October 1992, described in detail the procedure to be followed regarding the monitoring of prisoners' correspondence with legal advisers or with the Convention institutions. Unless the circumstances are exceptional, such correspondence is now sent and received without being opened and read (Resolution DH (93) 5 of 26 January 1993).

171. *Case of Beldjoudi v. France, judgment of 26 March 1992 (Series A no. 234-A)*

- The Ordinance of 2 November 1945 concerning the conditions of entry and residence of aliens in France, as last amended by the Acts of 24 August 1993 and of 30 December 1993, establishes a distinct category of aliens who cannot be deported except in cases of absolute necessity. The deportation order against the applicant has not been executed or rescinded (Resolution DH (96) 85 of 9 February 1996).

172. *Affaire X c. France, arrêt du 31 mars 1992 (série A n° 234-C)*

- D'après le gouvernement français, sur les 424 recours introduits contre l'Etat au 17 mai 1993 par des hémophiles contaminés par le V.I.H., 347 ont déjà été tranchés et seulement 77 se trouvent en instance, 59 pour complément d'expertise et 18 introduits à la fin de 1992 ou au début de 1993 (résolution DH (93) 33 du 21 septembre 1993).

173. *Affaire Castells c. Espagne, arrêt du 23 avril 1992 (série A n° 236)*

- Par un arrêt du 25 octobre 1993, le Tribunal constitutionnel a déclaré que la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme constitue un critère d'interprétation des normes constitutionnelles qui protègent les droits fondamentaux et est directement applicable dans l'ordre juridique interne. La Cour suprême est donc aujourd'hui tenue d'accepter l'*exceptio veritatis* dans les procédures en diffamation (résolution DH (95) 93 du 7 juin 1995).

174. *Affaire Megyeri c. Allemagne, arrêt du 12 mai 1992 (série A n° 237-A)*

- L'arrêt a été traduit en allemand et diffusé aux autorités judiciaires des *Länder* (résolution DH (92) 62 du 10 novembre 1992).

175. *Affaire Lüdi c. Suisse, arrêt du 15 juin 1992 (série A n° 238)*

- Par un arrêt du 7 août 1992, le Tribunal fédéral, citant l'article 6 de la Convention et l'arrêt Lüdi, a estimé inadmissible une condamnation fondée sur le témoignage d'un agent infiltré, si l'accusé n'a pas eu la possibilité de l'interroger pendant le procès (résolution DH (92) 61 du 10 novembre 1992).

176. *Affaire Thorgeir Thorgeirson c. Islande, arrêt du 25 juin 1992 (série A n° 239)*

- L'arrêt a été traduit en islandais et diffusé auprès des tribunaux et du Procureur général (résolution DH (92) 59 du 10 novembre 1992).

177. *Affaire Tomasi c. France, arrêt du 27 août 1992 (série A n° 241-A)*

- La loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 et la loi n° 93-1013 du 24 août 1993 ont supprimé le privilège de juridiction, qui a causé certains retards, et amélioré la protection des personnes placées en garde à vue afin d'éviter des mauvais traitements, notamment en prévoyant des examens médicaux et l'intervention de l'avocat (résolution DH (94) 34 du 4 mai 1994).

178. *Affaire Schwabe c. Autriche, arrêt du 28 août 1992 (série A n° 242-B)*

- Voir ci-dessus, n° 121, affaire Oberschlick c. Autriche (n° 1) (23 mai 1991) (résolution DH (94) 23 du 21 mars 1994).

172. *Case of X v. France, judgment of 31 March 1992 (Series A no. 234-C)*

- According to the French Government, by 17 May 1993 424 cases had been brought against the State by haemophiliacs infected with the HIV virus. In 347 of these cases judgment had been given. Of the 77 cases still pending, 59 were awaiting supplementary expert evidence and 18 were brought at the end of 1992 or at the beginning of 1993 (Resolution DH (93) 33 of 21 September 1993).

173. *Case of Castells v. Spain, judgment of 23 April 1992 (Series A no. 236)*

- In a judgment of 25 October 1993 the Constitutional Court held that the case-law of the European Court constituted a criterion for the interpretation of the constitutional norms protecting fundamental rights and was directly applicable in the Spanish legal system. Hence the Supreme Court now allows the defence of *exceptio veritatis* to be raised in defamation proceedings (Resolution DH (95) 93 of 7 June 1995).

174. *Case of Megyeri v. Germany, judgment of 12 May 1992 (Serie A no. 237-A)*

- The Court's judgment was translated into German and brought to the attention of judicial authorities of the *Länder* (Resolution DH (92) 62 of 10 November 1992).

175. *Case of Lüdi v. Switzerland, judgment of 15 June 1992 (Series A no. 238)*

- In a judgment of 7 August 1992 the Federal Court, citing Article 6 of the Convention and the Lüdi judgment, held that a conviction based on the testimony of an undercover police officer should not be admitted when the accused had not had the opportunity to cross-examine the officer during the proceedings (Resolution DH (92) 61 of 10 November 1992).

176. *Case of Thorgeir Thorgeirson v. Iceland, judgment of 25 June 1992 (Series A no. 239)*

- The Court's judgment was translated into Icelandic and brought to the attention of the courts and of the State Prosecutor (Resolution DH (92) 59 of 10 November 1992).

177. *Case of Tomasi v. France, judgment of 27 August 1992 (Series A no. 241-A)*

- Acts nos. 93-2 of 4 January 1993 and 93-1013 of 24 August 1994 abolished certain rules on privileged jurisdiction which had caused delays in proceedings. In addition, the protection afforded to persons held in police custody was increased to prevent ill-treatment, notably by providing for a right to medical examinations and access to a lawyer (Resolution DH (94) 34 of 4 May 1994).

178. *Case of Schwabe v. Austria, judgment of 28 August 1992 (Series A no. 242-B)*

- See above, no. 121, case of Oberschlick v. Austria (no. 1) (23 May 1991) (Resolution DH (94) 23 of 21 March 1994).

179. *Affaire Herczegfalvy c. Autriche, arrêt du 24 septembre 1992 (série A n° 244)*

- L'article 51 § 1 de la loi sur les hôpitaux a été remplacé en 1991 par des dispositions plus précises. En outre, depuis le 1^{er} janvier 1990, l'article 34 de la loi sur le placement des malades mentaux prévoit notamment que la correspondance entre le malade et son avocat ne peut subir d'entraves ; depuis le 1^{er} janvier 1994, ces règles s'appliquent aussi aux condamnés placés en hôpital psychiatrique (nouvel article 167 a) de la loi sur l'application des peines). Enfin, l'article 58 de cette loi autorise l'accès des détenus à la lecture, la radio et la télévision (résolution DH (94) 48 du 9 juin 1994).

180. *Affaire Pham Hoang c. France, arrêt du 25 septembre 1992 (série A n° 243)*

- La loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique a modifié le système d'octroi de celle-ci. En outre, elle a établi auprès de chaque tribunal de grande instance, de la Cour de cassation, du Conseil d'Etat et de la Commission de recours pour les réfugiés, des bureaux d'aide juridique qui se prononcent sur les demandes qui leur sont soumises et dont les décisions peuvent faire l'objet d'un recours (résolution DH (93) 31 du 21 septembre 1993).

181. *Affaire T. c. Italie, arrêt du 12 octobre 1992 (série A n° 245-C)*

- Voir ci-dessus, n° 37, affaire Colozza c. Italie (12 février 1985) (résolution DH (93) 65 du 14 décembre 1993).

182. *Affaire Open Door et Dublin Well Woman c. Irlande, arrêt du 29 octobre 1992 (série A n° 246-A)*

- En 1992, le Quatorzième Amendement à la Constitution irlandaise a modifié l'alinéa 3 de l'article 40 § 3 de la Constitution. Le nouvel alinéa permet d'obtenir ou de faciliter l'obtention d'informations relatives aux services légaux d'interruption volontaire de grossesse existant dans un autre Etat. Par la suite, le Parlement irlandais a adopté la loi de 1995 sur la réglementation de l'information concernant les services à l'étranger pour l'interruption volontaire de grossesse.

- Dans un arrêt du 23 juin 1995, la *High Court* a annulé, en ce qui concerne Dublin Well Woman Centre Ltd, l'injonction émise le 19 décembre 1986, modifiée par la Cour suprême le 16 mars 1988, qui avait été à l'origine de l'affaire portée devant la Cour (résolution DH (96) 368 du 25 juin 1996).

183. *Affaire Abdoella c. Pays-Bas, arrêt du 25 novembre 1992 (série A n° 248-A)*

- A la suite de l'examen attentif de l'arrêt par la Cour suprême et les cours d'appel, les présidents de celles-ci se réunissent dorénavant régulièrement pour suivre l'organisation des procédures d'appel (résolution DH (95) 91 du 7 juin 1995).

184. *Affaire Brincat c. Italie, arrêt du 26 novembre 1992 (série A n° 249-A)*

- Le nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur le 24 octobre 1989, habilite le nouveau juge des enquêtes préliminaires à ordonner, sur requête du ministère public, des mesures affectant les droits et libertés constitutionnels, telles que des mesures restrictives de la liberté personnelle. Les décisions du juge sont susceptibles de recours devant le tribunal pénal et la Cour de cassation (résolution DH (94) 46 du 9 juin 1994).

179. *Case of Herczegfalvy v. Austria, judgment of 24 September 1992 (Series A no. 244)*

- In 1991 Section 51 (1) of the Hospitals Act was replaced by more detailed provisions. Furthermore, as from 1 January 1990, section 34 of the Act on the Placement of the Mentally Ill provided, *inter alia*, that correspondence between a patient and his counsel could not be interfered with. As from 1 January 1994 this provision was also applied to convicted persons placed in mental hospitals (new section 167(a) of the Law on the Enforcement of Sentences). Finally, Article 58 of this law provided that detainees should have access to reading material and to television and radio facilities (Resolution DH (94) 48 of 9 June 1994).

180. *Case of Pham Hoang v. France, judgment of 25 September 1992 (Series A no. 243)*

- Act no. 91-647 of 10 July 1991 amended the system for granting legal aid. In addition, it established a legal aid office at each *Tribunal de grande instance*, the *Cour de cassation*, the *Conseil d'Etat* and the Refugee Appeals Board. The offices give decisions on legal aid applications and an appeal lies against such decisions (Resolution DH (93) 31 of 21 September 1993).

181. *Case of T. v. Italy, judgment of 12 October 1992 (Series A no. 245-C)*

- See above, no. 37, case of Colozza v. Italy (12 February 1985) (Resolution DH (93) 65 of 14 December 1993).

182. *Case of Open Door and Dublin Well Woman v. Ireland, judgment of 29 October 1992 (Series A no. 246-A)*

- In 1992 Article 40.3.3 of the Irish Constitution was amended by the Fourteenth Amendment. The new sub-paragraph permits access, or the facilitating of access, to information on foreign clinics lawfully terminating pregnancies. Subsequently, the Irish Parliament passed the 1995 Regulation of Information (Services outside the State for Termination of Pregnancies) Act.

- In a judgment of 23 June 1995 the High Court lifted the injunction against Dublin Well Woman Centre Limited, granted on 19 December 1986 and amended by the Supreme Court on 16 March 1988, which had given rise to the case before the Court (Resolution DH (96) 368 of 25 June 1996).

183. *Case of Abdoella v. the Netherlands, judgment of 25 November 1992 (Series A no. 248-A)*

- Following a detailed study of the judgment by the Supreme Court and appellate courts, the presidents of the latter established regular meetings to monitor the organisation of appeal proceedings (Resolution DH (95) 91 of 7 June 1995).

184. *Case of Brincat v. Italy, judgment of 26 November 1992 (Series A no. 249-A)*

- The new Code of Criminal Procedure, which came into force on 24 October 1989, empowers the newly-created preliminary investigation judge to order, at the request of the public prosecutor, measures interfering with constitutional rights and freedoms such as a restriction on personal liberty. The decisions of this judge may be appealed to the Criminal Court and to the Court of Cassation (Resolution DH (94) 46 of 9 June 1994).

185-186. *Affaires Giancarlo et Francesco Lombardo c. Italie, arrêts du 26 novembre 1992 (série A n° 249-B et C)*

- Un décret-loi du 15 novembre 1993, devenu la loi n° 19 du 14 janvier 1994, a modifié l'organisation de la Cour des comptes en instituant des sections juridictionnelles de celle-ci dans toutes les régions de l'Italie, ce qui permettra d'assurer la célérité des procédures (résolutions DH (94) 25 et 26 du 21 mars 1994).

187. *Affaire Olsson c. Suède (n° 2), arrêt du 27 novembre 1992 (série A n° 250)*

- Voir ci-dessus, n° 72, affaire Eriksson c. Suède (22 juin 1989) (résolution DH (93) 3 du 26 janvier 1993).

188. *Affaire Niemietz c. Allemagne, arrêt du 16 décembre 1992 (série A n° 251-B)*

- L'arrêt a été traduit en allemand et publié dans la *Neue Juristische Wochenschrift* (résolution DH (93) 24 du 11 juin 1993).

189. *Affaire Hadjianastassiou c. Grèce, arrêt du 16 décembre 1992 (série A n° 252)*

- Dans le nouveau code pénal militaire, entré en vigueur le 1^{er} février 1995, le délai pour déposer un pourvoi en cassation est porté à vingt jours à compter de l'enregistrement de la transcription des éléments de l'arrêt au greffe (résolution DH (95) 213 du 11 septembre 1995).

190-192. *Affaires Funke, Crémieux et Mialhe (n° 1) c. France, arrêts du 25 février 1993 (série A n° 256-A, B et C)*

- Les lois de finances des 30 décembre 1986 et 29 décembre 1989 ont amendé l'article 64 du code des douanes ; désormais, toute visite domiciliaire (hormis le cas de flagrant délit) doit compter avec l'autorisation motivée du président du tribunal de grande instance ou d'un juge délégué par lui (résolutions DH (93) 53 du 9 novembre 1993 et DH (94) 51 et 83 des 21 septembre et 16 novembre 1994).

- En janvier 1990, la réglementation des changes a été modifiée, de façon à permettre à un résident d'avoir des biens à l'étranger et de ne pas être obligé de rapatrier ses revenus. En outre, la pratique des agents des douanes et la jurisprudence du Conseil constitutionnel assortissent la communication de documents auxdits agents d'importantes garanties (résolution DH (94) 83 du 16 novembre 1994).

193-197. *Affaires Pizzetti, De Micheli, Salesi, Trevisan et Billi c. Italie, arrêts du 26 février 1993 (série A n° 257-A à G)*

- Voir ci-dessus, n° 103-105, affaires Zanghì, Brigandì et Santilli c. Italie (19 février 1991) (résolutions DH (95) 206 à 210 du 11 septembre 1995).

198. *Affaire Messina c. Italie, arrêt du 26 février 1993 (série A n° 257-H)*

- Voir ci-dessus, n° 106-120, affaires Motta, Manzoni, etc. c. Italie (19 février 1991). En outre, par une circulaire du 14 mars 1994, adressée aux directeurs de prisons, le ministère de la Justice a instauré un nouveau régime de contrôle de la correspondance des détenus (résolution DH (94) 62 du 21 septembre 1994).

185-186. *Cases of Giancarlo and Francesco Lombardo v. Italy, judgments of 26 November 1992 (Series A nos. 249-B and C)*

- A legislative decree of 15 November 1993, later transformed into Act No. 19 of 14 January 1994, established regional chambers of the Court of Audit to ensure that cases would be heard within a reasonable time (Resolutions DH (94) 25 and 26 of 21 March 1994).

187. *Case of Olsson v. Sweden (no. 2), judgment of 27 November 1992 (Series A no. 250)*

- See above, no. 72, case of Erikson v. Sweden (22 June 1989) (Resolution DH (93) 3 of 26 January 1993).

188. *Case of Niemietz v. Germany, judgment of 16 December 1992 (Series A no. 251-B)*

- The judgment of the Court was translated into German and published in the *Neue Juristische Wochenschrift* (Resolution DH (93) 24 of 11 June 1993).

189. *Case of Hadjianastassiou v. Greece, judgment of 16 December 1992 (Series A no. 252)*

- The new Military Criminal Code, which came into force on 1 February 1995, increased the time-limit for filing an appeal on points of law to twenty days from the date of registering the transcription of the elements of the judgment at the registry (Resolution DH (95) 213 of 11 September 1995).

190-192. *Cases of Funke, Crémieux and Mialhe (no. 1) v. France, judgments of 25 February 1993 (Series A no. 256-A, B and C)*

- The Budget Acts of 30 December 1986 and 29 December 1989 amended Article 64 of the Customs Code. All home searches, except those carried out in connection with an *in flagrante delicto* procedure, have to be authorised in advance by a reasoned order of the president of the *Tribunal de grande instance* or a judge designated by him (Resolutions DH (93) 53 of 9 November 1993 and DH (94) 51 and 83 of 21 September and 16 November 1994).

- In January 1990 amendments to the exchange control regulations allowed residents to possess assets abroad and removed the obligation to repatriate any revenues acquired outside France. In addition, the customs authorities' practice and the jurisprudence of the *Conseil Constitutionnel* have changed to the effect that the communication of documents to customs officials is subject to certain important guarantees (Resolution DH (94) 83 of 16 November 1994).

193-197. *Cases of Pizzetti, De Micheli, Salesi, Trevisan and Billi v. Italy, judgments of 26 February 1993 (Series A nos. 257-A to G)*

- See above, nos. 103-105, cases of Zanghi, Brigandì and Santilli v. Italy (19 February 1991) (Resolutions DH (95) 206 to 210 of 11 September 1995).

198. *Case of Messina v. Italy, judgment of 26 February 1993 (Series A no. 257-H)*

- See above, nos. 106-120, cases of Motta, Manzoni, etc. v. Italy (19 February 1991). In addition, in a circular letter of 14 March 1994 addressed to the directors of prisons, the Ministry of Justice established a new method for monitoring the correspondence of prisoners (Resolution DH (94) 62 of 21 September 1994).

199. *Affaire Kokkinakis c. Grèce, arrêt du 25 mai 1993 (série A n° 260-A)*

- Par une circulaire du 3 août 1993, le ministère de la Justice a transmis l'arrêt aux autorités judiciaires compétentes, afin qu'elles adaptent leur interprétation de la loi grecque aux exigences de l'arrêt. Depuis 1994, seules deux condamnations ont été prononcées pour des actes de prosélytisme envers des mineurs (résolution DH (97) 576 du 15 décembre 1997).

200. *Affaire Bunkate c. Pays-Bas, arrêt du 26 mai 1993 (série A n° 248-A)*

- Voir ci-dessus, n° 183, affaire Abdoella c. Pays-Bas (25 novembre 1992)(résolution DH (95) 92 du 7 juin 1995).

201. *Affaire Ruiz-Mateos c. Espagne, arrêt du 23 juin 1993 (série A n° 262)*

- L'arrêt a fait l'objet d'une large diffusion dans les milieux juridiques en Espagne. En outre, des postes supplémentaires de juges ont été créés auprès de chaque *Audiencia Provincial* et l'adoption de la loi organique n° 6/1988 du 9 juin 1988 a permis au Tribunal constitutionnel de rejeter par une procédure sommaire les recours d'*amparo* non fondés, allégeant ainsi sa charge de travail (résolution DH (94) 27 du 21 mars 1994).

202. *Affaire Hoffmann c. Autriche, arrêt du 23 juin 1993 (série A n° 255-C)*

- Par un décret du 23 décembre 1993, publié dans l'*Amtsblatt der österreichischen Justizverwaltung* (1994/8), le ministère fédéral de la Justice a porté l'arrêt à la connaissance des autorités concernées. Celui-ci a aussi fait l'objet le 10 mars 1994 d'une étude approfondie au sein de la section du droit de la famille de l'association des juges autrichiens (résolution DH (94) 44 du 9 juin 1994)

203. *Affaire Schuler-Zraggen c. Suisse, arrêt du 24 juin 1993 (série A n° 263)*

- Dès le 22 août 1991, le Tribunal fédéral des assurances avait modifié sa jurisprudence afin d'éviter toute discrimination dans l'administration des preuves.

- Conformément aux articles 139 a) et 141, alinéa 1 c) de la loi fédérale sur l'organisation judiciaire, telle qu'amendée le 15 février 1992, la requérante a demandé la révision de l'arrêt rendu le 21 juin 1988 par le Tribunal fédéral des assurances. Par un arrêt du 24 mars 1994, ledit tribunal a annulé la décision attaquée et a octroyé à l'intéressée, à titre rétroactif, une pension d'invalidité (résolution DH (95) 95 du 7 juin 1995).

204. *Affaire Sigurður Sigurjónsson c. Islande, arrêt du 30 juin 1993 (série A n° 264)*

- La loi n° 61/1995, entrée en vigueur le 8 mars 1995, a supprimé l'exigence d'appartenir à un syndicat spécifique pour pouvoir exploiter une entreprise de taxi (résolution DH (95) 36 du 4 mai 1995).

205. *Affaire Massa c. Italie, arrêt du 24 août 1993 (série A n° 265-B)*

- Voir ci-dessus, n°s 185-186, affaires Giancarlo et Francesco Lombardo c. Italie (26 novembre 1992) (résolution DH (94) 32 du 4 mai 1994).

199. *Case of Kokkinakis v. Greece, judgment of 25 May 1993 (Series A no. 260-A)*

- In a circular letter of 3 August 1993 the Ministry of Justice drew the attention of the competent legal authorities to their obligations to interpret Greek law in conformity with the requirements of the judgment. Since 1994 there have been only two convictions for the proselytism of minors (Resolution DH (97) 576 of 15 December 1997).

200. *Case of Bunkate v. the Netherlands, judgment of 26 May 1993 (Series A no. 248-A)*

- See above, no. 183, case of Abdoella v. the Netherlands (25 November 1992) (Resolution DH (95) 92 of 7 June 1995).

201. *Case of Ruiz-Mateos v. Spain, judgment of 23 June 1993 (Series A no. 262)*

- The judgment was widely published in Spanish legal circles. Additional judicial positions were created in each *Audiencia Provincial*. Institutional Law No. 6/1998 of 9 June 1988 was enacted to alleviate the Constitutional Court's workload by establishing a summary procedure for the rejection of inadmissible *amparo* appeals (Resolution DH (94) 27 of 21 March 1994).

202. *Case of Hoffmann v. Austria, judgment of 23 June 1993 (Series A no. 255-C)*

- In a Decree of 23 December 1993 published in *Amtsblatt der österreichische Juristenzeitung* (1994/8), the Federal Ministry of Justice brought the judgment to the attention of the authorities concerned. The judgment was the object of an in-depth study by the Family Law Section of the Association of Austrian judges (Resolution DH (94) 44 of 9 June 1994).

203. *Case of Schuler-Zgraggen v. Switzerland, judgment of 24 June 1993 (Series A no. 263)*

- On 22 August 1992, the Federal Insurance Court changed its case-law so as to avoid discrimination in relation to the taking of evidence.

- Under Articles 139a and 141, paragraph 1 (c), of the Federal Act on the Organisation of the Judiciary, as amended on 15 February 1992, the applicant requested a revision of the Federal Insurance Court's judgment. In a judgment of 24 March 1994 the court quashed the former decision and awarded the applicant an invalidity pension with retroactive effect (Resolution DH (95) 95 of 7 June 1995).

204. *Case of Sigurður Sigurjónsson v. Iceland, judgment of 30 June 1993 (Series A no. 264)*

- Law no. 61/1995, which came into force on 8 March 1995, abolished the requirement that taxi drivers have to belong to a specified trade union in order to operate (Resolution DH (95) 36 of 4 May 1995).

205. *Case of Massa v. Italy, judgment of 24 August 1993 (Series A no. 265-B)*

- See above, nos. 185-186, cases of Giancarlo and Francesco Lombardo v. Italy (26 November 1992) (Resolution DH (94) 32 of 4 May 1994).

206. *Affaire Sekanina c. Autriche, arrêt du 25 août 1993 (série A n° 266-A)*

- Le ministère fédéral de la Justice a adressé aux présidents des cours d'appel et aux procureurs de la République auprès de celles-ci une circulaire contenant des recommandations au sujet de la motivation des décisions refusant une indemnité pour la détention provisoire subie (résolution DH (94) 49 du 9 juin 1994).

207. *Affaire Saïdi c. France, arrêt du 20 septembre 1993 (série A n° 261-C)*

- L'arrêt a été publié au Bulletin de la Cour de cassation en vue de sa diffusion au niveau national (résolution DH (94) 12 du 3 février 1994).

208. *Affaire Kremzow c. Autriche, arrêt du 21 septembre 1993 (série A n° 268-B)*

- L'arrêt a été transmis à la Cour suprême aux fins de l'informer des obligations lui incombant à la suite de l'arrêt (résolution DH (94) 11 du 3 février 1994).

209. *Affaire Dombo Beheer B.V. c. Pays-Bas, arrêt du 27 octobre 1993 (série A n° 274)*

- La loi du 3 décembre 1987, entrée en vigueur le 1^{er} avril 1988, a profondément modifié le droit de la preuve en matière civile. A présent, l'article 190 du code de procédure civile autorise les parties à témoigner dans leur propre cause (arrêt, p. 17, § 27, et résolution DH (94) 10 du 3 février 1994).

210. *Affaire Scopelliti c. Italie, arrêt du 23 novembre 1993 (série A n° 278)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 103-105, affaires Zanghì, Brigandì et Santilli c. Italie (19 février 1991) (résolution DH (95) 89 du 7 juin 1995).

211. *Affaire Informationsverein Lentia et autres c. Autriche, arrêt du 24 novembre 1993 (série A n° 276)*

- La loi du 1^{er} janvier 1994 a libéralisé la radiophonie locale et régionale. Amendée le 1^{er} mai 1997, après une décision de la Cour constitutionnelle annulant certaines de ses dispositions, elle prévoit désormais que le droit de l'ÖRF d'émettre dans tout le pays est limité à quatre chaînes et que l'octroi des licences de radiodiffusion privée est confié à une nouvelle autorité : l'autorité régionale de la radio et du câble. La loi établit aussi un nouveau plan de répartition des fréquences.

- L'arrêt de la Cour constitutionnelle du 27 septembre 1995 a déclaré inconstitutionnelle la législation interdisant la retransmission active par câble et a conduit à l'adoption de la loi du 24 avril 1997 relative à la radiodiffusion par câble et par satellite. En vertu de cette loi, la radiodiffusion par satellite peut s'effectuer avec l'autorisation de l'autorité régionale. Ses décisions sont susceptibles de recours devant une commission composée pour partie de juges (résolution DH(98) 142 du 11 juin 1998).

206. *Case of Sekanina v. Austria, judgment of 25 August 1993 (Series A no. 266-A)*

- In a circular note addressed to the Presidents of the Courts of Appeal and the Public Prosecutors attached to the Courts of Appeal, the Federal Ministry of Justice made recommendations concerning the reasoning of decisions refusing payment of compensation for wrongful detention (Resolution DH (94) 49 of 9 June 1994).

207. *Case of Saïdi v. France, judgment of 20 September 1993 (Series A no. 261-C)*

- The judgment was published in the *Bulletin de la Cour de cassation* to ensure its dissemination at the national level (Resolution DH (94) 12 of 3 February 1994).

208. *Case of Kremzow v. Austria, judgment of 21 September 1993 (Series A no. 268-B)*

- The judgment was transmitted to the Supreme Court to draw its attention to the implications of this decision (Resolution DH (94) 11 of 3 February 1994).

209. *Case of Dombo Beheer B.V. v. the Netherlands, judgment of 27 October 1993 (Series A no. 274)*

- The Act of 3 December 1987, which came into force on 1 April 1988, amended extensively the law of evidence in civil proceedings. Article 190 of the Code of Civil Proceedings now authorises parties to give evidence on their own behalf (judgment, p. 17, § 27 and Resolution DH (94) 10 of 3 February 1994).

210. *Case of Scopelliti v. Italy, judgment of 23 November 1993 (Series A no. 278)*

- See above, nos. 103-105, cases of Zanghì, Brigandì and Santilli v. Italy (19 February 1991) (Resolution DH (95) 89 of 7 June 1995).

211. *Case of Informationsverein Lentia and Others v. Austria, judgment of 24 November 1993 (Series A no. 276)*

- The Regional Broadcasting Act of 1 January 1994 liberalised local and regional sound radio. The Act was amended on 1 May 1997, following a decision by the Constitutional Court annulling certain provisions of the law. It now provides that the right of the ÖRF to broadcast nation-wide is limited to a maximum of 4 programmes and that the issue of licences for private broadcasting is entrusted to a new authority, the Regional Radio and Cable Authority. A new frequency allocation plan is appended to this law.

- The judgment of the Constitutional Court of 27 September 1995 has declared unconstitutional the regulations forbidding active cable retransmission. It led to the adoption of the Cable and Satellite Broadcasting Act of 24 April 1997 which came into force on 1 July 1997. Under this Act, satellite broadcasting may take place with the authorisation of the Regional Radio and Cable Broadcasting Authority. Judicial control of its decisions lies with a Commission composed in part of judges (Resolution DH (98) 142 of 11 June 1998).

212. *Affaire Holm c. Suède, arrêt du 25 novembre 1993 (série A n° 279-A)*

- Un résumé en suédois de l'arrêt a été publié dans *Svenska Juristtidning*. Dans un projet de loi relatif au champ d'application des règles constitutionnelles sur la liberté d'expression (1997/98 :43, pp. 132-135), soumis au parlement en décembre 1997, le gouvernement conclut que, suite à l'incorporation de la Convention dans l'ordre juridique suédois, les règles générales relatives à la récusation des juges, contenues dans le Code de procédure judiciaire, sont également applicables aux jurés (résolution DH (98) 205 du 10 juillet 1998).

213. *Affaire Zander c. Suède, arrêt du 25 novembre 1993 (série A n° 279-B)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 54-55, affaires Pudas et Bodén c. Suède (27 octobre 1987) (résolution DH (94) 28 du 21 mars 1994).

214. *Affaire Burghartz c. Suisse, arrêt du 22 février 1994 (série A n° 280-B)*

- Selon un amendement à l'article 177 a) de l'ordonnance sur l'état civil, entré en vigueur le 1^{er} juillet 1994, le fiancé peut aussi, après le mariage, conserver son nom, suivi du nom de famille, lorsque les fiancés ont choisi de porter le patronyme de la femme comme nom de famille. Le requérant a fait usage de la possibilité offerte par une disposition transitoire à cet amendement et porte aujourd'hui le nom Schnyder Burghartz (résolution DH (94) 61 du 21 septembre 1994).

215. *Affaire Raimondo c. Italie, arrêt du 22 février 1994 (série A n° 281-A)*

- Le ministère de la Justice a diffusé une traduction italienne de l'arrêt aux autorités concernées (résolution DH (96) 468 du 13 septembre 1996).

216. *Affaire Fredin c. Suède (n° 2), arrêt du 23 février 1994 (série A n° 283-A)*

- Suite à l'incorporation de la Convention en droit suédois à partir du 1^{er} janvier 1995, la Cour administrative suprême a adapté à la jurisprudence de la Cour sa pratique concernant la tenue d'audiences. La loi de 1988 relative à la révision judiciaire de certaines décisions administratives a été modifiée en avril 1995 de telle manière que, dorénavant, seules les décisions du gouvernement seront révisées par la Cour administrative suprême, celles des autres autorités le seront par les cours d'appel administratives (résolution DH (95) 94 du 7 juin 1995).

217. *Affaire Muti c. Italie, arrêt du 23 mars 1994 (série A n° 281-C)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 185-186, affaires Giancarlo et Francesco Lombardo c. Italie (26 novembre 1992) (résolution DH (94) 78 du 19 octobre 1994).

218. *Affaire Silva Pontes c. Portugal, arrêt du 23 mars 1994 (série A n° 286-A)*

- Une loi du 20 août 1992, assortie de son décret d'application du 15 septembre 1993, et le décret-loi du 17 juin 1994 réorganisent le système judiciaire en vue de faire face à la surcharge de travail des juridictions et d'accélérer l'examen des affaires (résolution DH (94) 79 du 19 octobre 1994).

212. *Case of Holm v. Sweden, judgment of 25 November 1993 (Series A no. 279-A)*

- A summary in Swedish of the judgment has been published in *Svenska Juristtidning*. In a bill concerning the scope of constitutional rules on freedom of expression (1997/98: 43, pp. 132-135), tabled with Parliament in December 1997, the Government concluded that, following the incorporation of the Convention into Swedish legal order, the general rules on disqualification of judges in the Code of Judicial Procedure would also apply to jurors (Resolution DH (98) 205 of 10 July 1998).

213. *Case of Zander v. Sweden, judgment of 25 November 1993 (Series A no. 279-B)*

- See above, nos. 54-55, cases of Pudas and Bodén v. Sweden (27 October 1987) (Resolution DH (94) 28 of 21 March 1994).

214. *Case of Burghartz v. Switzerland, judgment of 22 February 1994 (Series A no. 280-B)*

- According to an amendment of section 177 (a) of the Civil Status Ordinance, which came into force on 1 July 1994, a fiancé may retain his name followed by the family name when both fiancés have chosen to bear the name of the wife as the family name after marriage. Under the transitional provisions of this amendment the applicant chose to change his name to Schnyder Burghartz (Resolution DH (94) 61 of 21 September 1994).

215. *Case of Raimondo v. Italy, judgment of 22 February 1994 (Series A no. 281-A)*

- The Ministry of Justice distributed an Italian translation of the judgment to the authorities concerned (Resolution DH (96) 468 of 13 September 1996).

216. *Case of Fredin v. Sweden (no. 2), judgment of 23 February 1994 (Series A no. 283-A)*

- Following the incorporation of the Convention into Swedish law on 1 January 1995, the Supreme Administrative Court changed its practice with regard to the holding of oral hearings in line with the jurisprudence of the Court. The Act of 1988 on judicial review of certain administrative decisions was amended in April 1995. Henceforth, the Supreme Administrative Court will review only those decisions taken by the government, while those taken by other authorities will be reviewed by administrative courts of appeal (Resolution DH (95) 94 of 7 June 1995).

217. *Case of Muti v. Italy, judgment of 23 March 1994 (Series A no. 281-C)*

- See above, nos. 185-186, cases of Giancarlo and Francesco Lombardo v. Italy (26 November 1992) (Resolution DH (94) 78 of 19 October 1994).

218. *Case of Silva Pontes v. Portugal, judgment of 23 March 1994 (Series A no. 286-A)*

- An Act of 20 August 1992, as implemented by a decree of 15 September 1993, and the legislative decree of 17 June 1994, reorganised the court system to deal effectively with the courts' workload and speed up the examination of cases (Resolution DH (94) 79 of 19 October 1994).

219. *Affaire Van de Hurk c. Pays-Bas, arrêt du 19 avril 1994 (série A n° 288)*

- Un nouveau code administratif général, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994, a remplacé la loi de 1954 sur la justice administrative en matière économique. Il ne contient pas de dispositions semblables à l'article 74 de cette loi, habilitant une autorité administrative à porter atteinte à l'autorité de chose jugée d'un arrêt (résolution DH (94) 63 du 21 septembre 1994).

220. *Affaire Vallée c. France, arrêt du 26 avril 1994 (série A n° 289-A)*

- Un décret (n° 93-906) du 12 juillet 1993 précise les conditions d'exercice par le fonds d'indemnisation des hémophiles et des transfusés contaminés par le SIDA de l'action subrogative devant les juridictions civiles, ainsi que les modalités de coordination et collaboration entre celles-ci et le fonds afin d'accélérer la procédure (résolution DH (95) 7 du 11 janvier 1995).

221. *Affaire De Moor c. Belgique, arrêt du 23 juin 1994 (série A n° 292-A)*

- La loi du 19 novembre 1992 a modifié l'article 432 du code judiciaire, lequel exige désormais que tout refus d'inscription sur la liste des avocats soit motivé. Une telle décision est susceptible de recours devant le conseil de discipline d'appel, puis en cassation. Les audiences devant le conseil de l'Ordre en matière disciplinaire sont publiques (résolution DH (94) 80 du 19 octobre 1994).

222. *Affaire Karlheinz Schmidt c. Allemagne, arrêt du 18 juillet 1994 (série A n° 291-B)*

- Les autorités concernées du *Land* de Bade-Wurtemberg et celles de la Bavière et de la Saxe, les deux autres *Länder* dotés d'une réglementation similaire, n'ont plus demandé le paiement de la contribution de sapeur-pompier. Par la suite, la Cour constitutionnelle fédérale a déclaré, dans son arrêt du 24 janvier 1995 (1 BvL 18/93 u.a.; EuGRZ 1995, 410), que les réglementations n'imposant qu'aux hommes l'obligation d'effectuer un service de sapeur-pompier ou de payer à la place une contribution constituaient une discrimination fondée sur le sexe, et les a annulées (résolution DH (96) 100 du 22 mars 1996).

223. *Affaire Vendittelli c. Italie, arrêt du 18 juillet 1994 (série A n° 293-A)*

- Le ministère de la Justice a envoyé une circulaire à toutes les juridictions en attirant leur attention sur la nécessité de libérer les biens sous séquestre judiciaire dès que cette mesure n'est plus nécessaire dans l'intérêt de la procédure (résolution DH (95) 90 du 7 juin 1995).

224. *Affaire Karakaya c. France, arrêt du 26 août 1994 (série A n° 289-B)*

- Voir ci-dessus, n° 220, affaire Vallée c. France (26 avril 1994) (résolution DH (95) 6 du 11 janvier 1995).

225. *Affaire Hentrich c. France, arrêt du 22 septembre 1994 (série A n° 296-A)*

- L'administration fiscale n'a plus exercé son droit de préemption à partir de juin 1997 (résolution DH (98) 86 du 22 avril 1998).

219. *Case of Van de Hurk v. the Netherlands, judgment of 19 April 1994 (Series A no. 288)*

- A new General Administrative Code came into force on 1 January 1994 to replace the Industrial Appeals Act of 1954. There are no provisions in the new Code similar to section 74 in the former Act which had empowered an executive authority to interfere with the binding force of a judgment (Resolution DH (94) 63 of 21 September 1994).

220. *Case of Vallée v. France, judgment of 26 April 1994 (Series A no. 289-A)*

- Decree no. 93-906 of 12 July 1993 lays down the conditions in which the compensation fund for haemophiliacs and transfusion patients infected by AIDS may exercise its subrogation rights in civil proceedings. It also sets out practical arrangements to aid co-ordination between the courts and the fund to accelerate the compensation procedure (Resolution DH (95) 7 of 11 January 1995).

221. *Case of De Moor v. Belgium, judgment of 23 June 1994 (Series A no. 292-A)*

- The Act of 19 November 1992 amended Article 432 of the Judicial Code by requiring that any rejection of an application for enrolment on the list of pupil advocates has to state reasons. An appeal lies from such a decision to the Disciplinary Appeals Board and then to the Court of Cassation. Henceforth, hearings before the Bar Council in disciplinary matters will be public (Resolution DH (94) 80 of 19 October 1994).

222. *Case of Karlheinz Schmidt v. Germany, judgment of 18 July 1994 (Series A no. 291-B)*

- The relevant authorities of the *Land* of Bad-Wurtemberg and of two other *Länder* with similiar regulations (Bavaria and Saxony) stopped requesting the payment of fire-service levies. Subsequently, in its judgment of 24 January 1995 (1 BvL 18/93 u.a; EuGRZ 1995, 410), the Federal Constitutional Court held that the regulations which imposed only on men the duty of doing fire service or paying a levy in lieu were discriminatory and annulled them (Resolution DH (96) 100 of 22 March 1996).

223. *Case of Vendittelli v. Italy, judgment of 18 July 1994 (Series A no. 293-A)*

- The Ministry of Justice sent a circular letter to all courts drawing their attention to the necessity to release goods from court-ordered sequestration as soon as the sequestration is not required in the interests of the proceedings (Resolution DH (95) 90 of 7 June 1995).

224. *Case of Karakaya v. France, judgment of 26 August 1994 (Series A no. 289-B)*

- See above, no. 220, case of Vallée v. France (26 April 1994) (Resolution DH (95) 6 of 11 January 1995).

225. *Case of Hentrich v. France, judgment of 22 September 1994 (Series A no. 296-A)*

- The Revenue has not exercised its right of pre-emption since June 1997 (Resolution DH (98) 86 of 22 April 1998).

226-227. *Affaires Lala et Pelladoah c. Pays-Bas, arrêts du 22 septembre 1994 (série A n^{os} 297-A et B)*

- La Cour suprême a changé la jurisprudence en cause (notamment par un arrêt du 10 janvier 1995) de façon à admettre qu'un accusé absent, alors qu'il a été cité à comparaître, a le droit de se faire représenter par son avocat même s'il ne justifie pas son absence (résolutions DH (95) 240 et 241 du 19 octobre 1995).

228. *Affaire Jersild c. Danemark, arrêt du 23 septembre 1994 (série A n° 298)*

- La Cour suprême, dans un arrêt du 28 octobre 1994 acquittant un journaliste accusé d'ingérence dans la vie privée d'un ministre, s'est référée à l'arrêt de la Cour. Cette affaire n'est qu'un exemple des nombreux arrêts de la Cour suprême et des cours d'appel s'inspirant de cette jurisprudence.

- La Cour spéciale de révision a autorisé, le 24 janvier 1995, la réouverture de la procédure dirigée contre M. Jersild et autres (résolution DH (95) 212 du 11 septembre 1995).

229. *Affaire Hokkanen c. Finlande, arrêt du 23 septembre 1994 (série A n° 299-A)*

- Une loi entrée en vigueur en décembre 1996 porte amendement à la législation litigieuse concernant l'exécution des décisions relatives à la garde des enfants et au droit de visite. En outre, l'arrêt a été communiqué aux ministères de la Justice et des Affaires Sociales et de la Santé. Ce dernier ministère a organisé en mars 1996 un séminaire sur la garde, le droit de visite et la protection des enfants pour 150 travailleurs sociaux où l'accent a été mis sur l'affaire (résolution DH (96) 608 du 15 novembre 1996).

230. *Affaire Kroon et autres c. Pays Bas, arrêt du 27 octobre 1994 (série A n° 297-C)*

- Une loi du 24 décembre 1997, entrée en vigueur le 1^{er} avril 1998, a modifié le titre du code civil concernant les droits parentaux. Si la présomption de paternité subsiste en faveur du mari de la mère de l'enfant, la procédure en désaveu de paternité peut être intentée par le mari, par la mère ou par l'enfant. Le père biologique peut ensuite faire établir sa paternité par sa reconnaissance de l'enfant ou par une action en justice (résolution DH (98) 148 du 11 juin 1998).

231. *Affaire Demai c. France, arrêt du 28 octobre 1994 (série A n° 289-C)*

- Voir ci-dessus, n° 220, affaire Vallée c. France (26 avril 1994) (résolution DH (95) 5 du 11 janvier 1995).

232-233. *Affaires Boner et Maxwell c. Royaume-Uni, arrêts du 28 octobre 1994 (série A n^{os} 300-B et C)*

- L'ancien régime écossais d'appel et d'aide judiciaire en matière pénale a été remplacé par un nouveau système, introduit par la loi de 1995 sur la justice pénale (Ecosse), dont les dispositions comme celles de la loi de 1975 ont été intégrées au code de procédure pénale (Ecosse) de 1995, entré en vigueur le 1^{er} avril 1996 (résolutions DH (96) 155 et 156 du 15 mai 1996).

226-227. Cases of Lala and Pelladoah v. the Netherlands, judgments of 22 September 1994 (*Series A nos. 297-A and B*)

- The Supreme Court reversed the case-law in question (in particular in a judgment of 10 January 1995) to allow an accused who is absent from a hearing to which he has been summoned to be represented by counsel even if the absence is not justified (Resolutions DH (95) 240 and 241 of 19 October 1995).

228. *Case of Jersild v. Denmark, judgment of 23 September 1994 (Series A no. 298)*

- In a decision of 28 October 1994 the Supreme Court referred to the judgment of the European Court in acquitting a journalist who was charged with invasion of privacy in relation to a minister. This judgment is one of a number in which the Supreme Court and the Appeal Courts applied the jurisprudence of the European Court.

- On 24 January 1995 the Special Court of Review gave leave for the case against Mr Jersild and others to be reopened (Resolution DH (95) 212 of 11 September 1995).

229. *Case of Hokkanen v. Finland, judgment of 23 September 1994 (Series A no. 299-A)*

- In December 1996 a law came into force which amended the relevant legislation concerning the execution of custody and access orders. The judgment was communicated to the Ministries of Justice and Social Affairs and Health. In March 1996 the latter organised a seminar on custody and access rights and the protection of children for 150 social workers in which the case was highlighted (Resolution DH (96) 608 of 15 November 1996).

230. *Case of Kroon and Others v. the Netherlands, judgment of 27 October 1994 (Series A no 297-C)*

- A law of 24 December 1997, which entered into force on 1 April 1998, amended the Title of the Civil Code concerning parental rights. While the presumption of paternity remains in favour of the husband of the child's mother, proceedings to contest the paternity may be instituted by him or by the mother or the child. The biological father's paternity can then be established by his recognition of the child or by judicial proceedings (Resolution DH (98) 148 of 11 June 1998).

231. *Case of Demai v. France, judgment of 28 October 1994 (Series A no. 289-C)*

- See above, no. 220, case of Vallée v. France (26 April 1994) (Resolution DH (95) 5 of 11 January 1995).

232-233. *Cases of Boner and Maxwell v. the United Kingdom, judgments of 28 October 1994 (Series A nos. 300-B and C)*

- The former Scottish system of appeal and legal aid in criminal cases was replaced by a new system established under the Criminal Justice (Scotland) Act 1995. Its provisions and those of the Criminal Procedure (Scotland) Act 1975 were consolidated into the Criminal Procedure (Scotland) Act 1995, which came into force on 1 April 1996 (Resolutions DH (96) 155 and 156 of 15 May 1996).

234. *Affaire Beaumartin c. France, arrêt du 24 novembre 1994 (série A n° 296-B)*

- Par un arrêt du 29 juin 1990, le Conseil d'Etat (en assemblée plénière) a abandonné la pratique du renvoi préjudiciel au ministre des Affaires étrangères pour interprétation d'une convention internationale. En outre, une réforme du contentieux administratif a été engagée dès le 31 décembre 1987 pour faire face aux problèmes d'engorgement du Conseil d'Etat. La loi du 8 février 1995 transfère à cinq cours administratives d'appel l'essentiel des compétences du Conseil d'Etat. Enfin, la loi du 6 février 1995 (loi quinquennale sur la justice) prévoit le recrutement de 180 magistrats et la création de 200 postes au greffe des juridictions administratives (résolution DH (95) 254 du 20 novembre 1995).

235. *Affaire Les saints monastères c. Grèce, arrêt du 9 décembre 1994 (série A n° 301-A)*

- Les lois n°s 1811/1988 et 1700/1987 ont été amendées par la loi n° 2413/96, promulguée et publiée au *Journal officiel* le 17 juin 1996. En vertu de l'article 55 de cette loi, les monastères non parties à la Convention du 11 mai 1988 ont le droit de saisir les juridictions grecques en défense de leurs droits et intérêts, en invoquant des dispositions légales et des moyens de preuve à leur disposition avant la publication des lois amendées. Tout acte administratif antérieur relatif aux monastères intéressés est considéré comme nul et non avenu (arrêt du 1^{er} septembre 1997 sur l'application de l'article 50, *Recueil* 1997-V, § 6, et résolution DH (97) 577 du 15 décembre 1997).

236-237. *Affaires Ruiz Torija et Hiro Balani c. Espagne, arrêts du 9 décembre 1994 (série A n°s 303-A et B)*

- Une traduction espagnole des arrêts a été publiée dans le *Boletín de Jurisprudencia Constitucional* et dans d'autres revues juridiques. Vu le statut de la Convention et de la jurisprudence

de la Cour en droit espagnol, les tribunaux doivent adapter leur pratique à la jurisprudence se dégageant de cet arrêt (résolutions DH (95) 251 et 253 du 20 novembre 1995).

238. *Affaire López Ostra c. Espagne, arrêt du 9 décembre 1994 (série A n° 303-C)*

- Voir ci-dessus, n°s 236-237, affaires Ruiz Torija et Hiro Balani c. Espagne (9 décembre 1994). Vu le statut de la Convention et de la jurisprudence de la Cour en droit espagnol, les tribunaux administratifs compétents et les autorités municipales doivent adapter leurs pratiques à l'arrêt en ce qui concerne le contrôle des nuisances causées aux citoyens par des stations d'épuration (résolution DH (95) 252 du 20 novembre 1995).

239. *Affaire Schouten et Meldrum c. Pays-Bas, arrêt du 9 décembre 1994 (série A n° 304)*

- Le nouveau code administratif général (*Algemene Wet Bestuursrecht*), entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994, prévoit de nouvelles règles de procédure administrative et, notamment, un recours au tribunal d'arrondissement contre les décisions d'une association professionnelle concernant des cotisations à un régime de sécurité sociale. Un appel est possible devant la Commission centrale de recours (résolution DH (96) 21 du 9 février 1996).

240. *Affaire Vereniging Weekblad Bluf! c. Pays-Bas, arrêt du 2 février 1995 (série A n° 306-A)*

- Une traduction néerlandaise de l'arrêt a été publiée dans le *Nederlands Juristenblad* (année 70 (1995), pp. 207-208) (résolution DH (96) 101 du 22 mars 1996).

234. *Case of Beaumartin v. France, judgment of 24 November 1994 (Series A no. 296-B)*

- In a judgment of 29 June 1990 a plenary session of the *Conseil d'Etat* abandoned its practice of making a preliminary reference to the Minister of Foreign Affairs on questions of interpretation of international treaties. Furthermore, a reform of administrative procedure was adopted on 31 December 1987 to deal with problems resulting from the excessive workload in the *Conseil d'Etat*. The Act of 8 February 1995 transferred the key areas of jurisdiction of the *Conseil d'Etat* to five administrative courts of appeal. The Act of 6 February 1995 (*loi quinquennale sur la justice*) provides for the recruitment of 180 magistrates and the creation of 200 posts within the registries of administrative courts (Resolution DH (95) 254 of 20 November 1995).

235. *Case of the Holy Monasteries v. Greece, judgment of 9 December 1994 (Series A no. 301-A)*

- Laws nos. 1811/1988 and 1700/1987 were amended by Law no. 2413/96 as published in Official Gazette of 17 June 1996. Article 55 of this law provides that monasteries not party to the agreement of 11 May 1988 may refer to Greek Courts in defence of their rights and interests, invoking the legal provisions and adducing evidence available to them before the publication of the amended laws. All prior administrative acts relating to the monasteries concerned are considered null and void (judgment of 1 September 1997, on the application of Article 50, *Reports* 1997-V, § 6, and Resolution DH (97) 577 of 15 December 1997).

236-237. *Cases of Ruiz Torija and Hiro Balani v. Spain, judgments of 9 December 1994 (Series A nos. 303-A and B)*

- A Spanish translation of the judgments was published in the *Boletín de Jurisprudencia Constitucional* and in other legal periodicals. In view of the status of the Convention and the Court's case-law in Spanish law, the tribunals will have to adapt their practice to the jurisprudence in this case (Resolutions DH (95) 251 and 253 of 20 November 1995).

238. *Case of López Ostra v. Spain, judgment of 9 December 1994 (Series A no. 303-C)*

- See above, nos. 236-237, cases of Ruiz Torija and Hiro Balani v. Spain (9 December 1994). In view of the status of the Convention and the Court's case-law in Spanish law, the competent administrative tribunals and municipal authorities will have to adapt their practices concerning the control of nuisance caused to citizens by waste-treatment plants (Resolution DH (95) 252 of 20 November 1995).

239. *Case of Schouten and Meldrum v. the Netherlands, judgment of 9 December 1994 (Series A no. 304)*

- The new General Administrative Code (*Algemene Wet Bestuursrecht*), which came into force on 1 January 1994, provides new rules of procedure for administrative proceedings and, in particular, a right of appeal to the Regional Court against decisions of occupational associations concerning social security contributions. An appeal lies to the Central Appeals Tribunal (Resolution DH (96) 21 of 9 February 1996).

240. *Case of Vereniging Weekblad Bluf! v. the Netherlands, judgment of 2 February 1995 (Series A no. 306-A)*

- A Dutch translation of the judgment was published in *Nederlands Juristenblad* (year 70 (1995), pp. 207-208) (Resolution DH (96) 101 of 22 March 1996).

241. *Affaire Welch c. Royaume-Uni, arrêt du 9 février 1995 (série A n° 307-A)*

- La loi de 1986 (*Drug Trafficking Offences Act 1986*) a été remplacée par une nouvelle loi, de 1994, la *Drug Trafficking Act 1994*, entrée en vigueur le 3 février 1995. Dorénavant, une ordonnance de confiscation ne sera plus prononcée dans tous les cas, mais seulement à la demande du procureur ou par le tribunal d'office.

- L'ordonnance de confiscation contre le requérant n'a été et ne sera pas exécutée, la saisie-conservatoire de ses biens par la *High Court* du 31 juillet 1987 a été annulée et les sommes saisies restituées (résolution DH (97) 222 du 15 mai 1997).

242. *Affaire Allenet de Ribemont c. France, arrêt du 10 février 1995 (série A n° 308)*

- Une loi du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale - adoptée avant l'arrêt de la Cour - prévoit en son article 47, titre V, que le juge peut constater une atteinte à la présomption d'innocence en cours de procédure et ordonner une mesure de rectification. En outre, l'arrêt a été publié dans le Bulletin d'information de la Cour de cassation (résolution DH (95) 247 du 19 octobre 1995).

243. *Affaire McMichael c. Royaume-Uni, arrêt du 24 février 1995 (série A n° 307-B)*

- Le *Children's Hearings (Scotland) Rules 1996*, entré en vigueur le 1^{er} avril 1997, prévoit la communication des pièces du dossier non seulement au président et aux membres de la commission de l'enfance, mais aussi aux parents et à toute personne intéressée (résolution DH (97) 508 du 29 octobre 1997).

244. *Affaire Quinn c. France, arrêt du 22 mars 1995 (série A n° 311)*

- Un résumé de l'arrêt a été publié dans le Bulletin d'information de la Cour de cassation (n° 413 du 15 juillet 1995). En outre, l'arrêt a été distribué aux procureurs généraux, présidents des cours d'appel et autorités pénitentiaires, accompagné d'une circulaire du ministère de la Justice (résolution DH (97) 575 du 15 décembre 1997).

245. *Affaire Fischer c. Autriche, arrêt du 26 avril 1995 (série A n° 312)*

- La loi du 13 août 1997 portant modification de la loi relative au tribunal administratif est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1997. Désormais, le tribunal administratif peut décider de ne pas tenir une audience, nonobstant la demande d'une partie, mais seulement si cela n'est pas contraire à l'article 6 de la Convention (résolution DH (98) 85 du 22 avril 1998).

246. *Affaire Paccione c. Italie, arrêt du 27 avril 1995 (série A n° 315-A)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 185-186, affaires Giancarlo et Francesco Lombardo c. Italie (26 novembre 1992) (résolution DH (95) 85 du 7 juin 1995).

241. *Case of Welch v. the United Kingdom, judgment of 9 February 1995 (Series A no. 307-A)*

- The Drug Trafficking Offences Act of 1986 was replaced by a new law, the Drug Trafficking Act 1994, which came into force on 3 February 1995. Under this new law a confiscation order is no longer mandatory in all cases. Instead, confiscation is only pursued following a request by the prosecutor or where the court decides to proceed of its own motion.

- The confiscation order imposed on the applicant has not been and will not be enforced. The restraint order made by the High Court on 31 July 1987 was fully discharged and the money returned (Resolution DH (97) 222 of 15 May 1997).

242. *Case of Allenet de Ribemont v. France, judgment of 10 February 1995 (Series A no. 308)*

- An Act of 4 January 1993 reforming criminal procedure, which was passed before the Court's judgment was delivered, provides in Part V, Section 47, that the courts may rule that there has been a breach of the principle of the presumption of innocence during the course of proceedings and order a rectifying measure. Furthermore, the judgment was published in the *Bulletin d'information de la Cour de cassation* (Resolution DH (95) 247 of 19 October 1995).

243. *Case of McMichael v. the United Kingdom, judgment of 24 February 1995 (Series A no. 307-B)*

- On 1 April 1997 the Children's Hearings (Scotland) Rules 1996 came into force. It provides that any information or document in the file shall be made available to the parents of the child and concerned persons, as well as to the chairman and members of the Children's Hearing Board (Resolution DH (97) 508 of 29 October 1997).

244. *Case of Quinn v. France, judgment of 22 March 1995 (Series A no. 311)*

- A summary of the Court's judgment was published in the *Bulletin d'information de la Cour de cassation* (no. 413, of 15 July 1995). The judgment was distributed, together with a circular letter from the Ministry of Justice, to the Public Prosecutors and the First Presidents of the Courts of Appeal as well as to the prison authorities (Resolution DH (97) 575 of 15 December 1997).

245. *Case of Fischer v. Austria, judgment of 26 April 1998 (Series A no. 312)*

- The Amended Administrative Court Act of 13 August 1997 entered into force on 1 September 1997. The Administrative Court may now decide not to hold a hearing, notwithstanding a party's application, only when this would not be contrary to Article 6 of the Convention (Resolution DH (98) 85 of 22 April 1998).

246. *Case of Paccione v. Italy, judgment of 27 April 1995 (Series A no. 315-A)*

- See above, nos. 185-186, cases of Giancarlo and Francesco Lombardo v. Italy (26 November 1992) (Resolution DH (95) 85 of 7 June 1995).

247.-248. *Affaires Yağcı et Sargin et Mansur c. Turquie, arrêts du 8 juin 1995 (série A n^{os} 319 A et B)*

- L'article 110 du code de procédure pénale, tel qu'amendé par la loi 3842, entrée en vigueur le 1^{er} décembre 1992, prévoit pour la détention provisoire une durée maximum de deux ans si la peine maximale prévue par la loi est inférieure à sept ans d'emprisonnement. Si elle est supérieure, la détention provisoire peut être prolongée en fonction des circonstances de l'affaire (résolutions DH (96) 22 et 23 du 9 février 1996).

- La législation concernant les délits de propagande communiste, qui constituaient les principaux chefs d'accusation contre les requérants dans cette affaire, a été abrogée par la loi n° 3713, entrée en vigueur le 12 avril 1991 (résolution DH (96) 23 du 9 février 1996, affaire Yağcı et Sargin).

249. *Affaire Jamil c. France, arrêt du 8 juin 1995 (série A n° 317-B)*

- L'arrêt a été publié dans le Bulletin d'information de la Cour de cassation (résolution DH (96) 675 du 15 novembre 1996).

250. *Affaire Tolstoy Miloslavsky c. Royaume-Uni, arrêt du 13 juillet 1995 (série A n° 316 B)*

- Selon la loi de 1990 sur les juridictions et les services juridiques, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1991, la cour d'appel a le pouvoir de substituer sa propre appréciation des dommages-intérêts à celle d'un jury (arrêt, §§ 27-28, et résolution DH (96) 20 du 9 février 1996).

251. *Affaire Nasri c. France, arrêt du 13 juillet 1995 (série A n° 320-B)*

- Voir ci-dessus, n° 171, affaire Beldjoudi c. France (26 mars 1992). Les autorités françaises se sont engagées à ne pas exécuter l'arrêté d'expulsion à l'encontre du requérant (résolution DH (96) 86 du 9 février 1996).

252. *Affaire Kampanis c. Grèce, arrêt du 13 juillet 1995 (série A n° 318-B)*

- Afin d'éviter le risque de répétition de la violation constatée dans cette affaire, l'article 287 du code de procédure pénale a été modifié par la loi n° 2298/95 (J.O. 62 du 4 avril 1995), qui prévoit la citation à comparaître obligatoire du détenu aux fins d'être entendu par la chambre d'accusation, avant qu'elle ne statue sur la prolongation de la détention provisoire (résolution DH (96) 367 du 25 juin 1996).

253. *Affaire Kerojärvi c. Finlande, arrêt du 19 juillet 1995 (série A n° 322)*

- Le tribunal des assurances (*vakuutusoiikos-försäkringsdomstolen*) a adopté le 30 octobre 1995 de nouvelles règles de procédure selon lesquelles tout demandeur a le droit de commenter les avis du fonds d'indemnisation (*tapaturmavirasto-olycksfallverket*). Par ailleurs, le demandeur sera informé de tout dossier complémentaire réuni d'office par le tribunal des assurances (résolution DH (96) 607 du 15 novembre 1996).

254. *Affaire Vogt c. Allemagne, arrêt du 26 septembre 1995 (série A n° 323)*

- Le ministère fédéral de l'Intérieur a transmis l'arrêt aux gouvernements des *Länder* ; il était cependant de l'avis qu'on ne pouvait pas rouvrir d'anciennes procédures sur cette base. La traduction allemande de l'arrêt est parue dans la *Europäische Grundrechte Zeitung* 1995 (résolution DH (97) 12 du 28 janvier 1997).

247-248. *Cases of Yağcı and Sargin and Mansur v. Turkey, judgments of 8 June 1995 (Series A no. 319-A and B)*

- Article 110 of the Code of Criminal Procedure, as amended by Law no. 3842, which came into force on 1 December 1992, provides that detention pending trial shall not exceed two years if the maximum sentence laid down by law is less than seven years' imprisonment. If the maximum sentence laid down by law is greater, detention pending trial may be continued if the circumstances of the case so warrant (Resolutions DH (96) 22 and 23 of 9 February 1996).

- The legislation making it an offence to disseminate communist propaganda, the main charge against the applicants in the case, was repealed by Law no. 3713 which came into force on 12 April 1991 (Resolution DH (96) 23 of 9 February 1996, case of Yağcı and Sargin).

249. *Case of Jamil v. France, judgment of 8 June 1995 (Series A no. 317-B)*

- The judgment was published in the *Bulletin d'information de la Cour de cassation* (Resolution DH (96) 675 of 15 November 1996).

250. *Case of Tolstoy Miloslavsky v. the United Kingdom, judgment of 13 July 1995 (Series A no. 316-B)*

- Under the Courts and Legal Services Act 1990, which came into force on 1 January 1991, the Court of Appeal has the power to substitute its own assessment of damages for that of the jury (judgment, §§ 27-28, and Resolution DH (96) 20 of 9 February 1996).

251. *Case of Nasri v. France, judgment of 13 July 1995 (Series A no. 320-B)*

- See above, no. 171, case of Beldjoudi v. France (26 March 1992). The French authorities have undertaken not to enforce the deportation order against the applicant (Resolution DH (96) 86 of 9 February 1996).

252. *Case of Kampanis v. Greece, judgment of 13 July 1995 (Series A no. 318-B)*

- In order to avoid a repetition of the violation found in this case, Article 287 of the Code of Criminal Procedure was amended by Law no. 2298/95 (Official Gazette no. 62 of 4 April 1995). It provides that an accused has to be summoned to appear at a hearing before the Indictment Division before a decision regarding continued detention pending trial is taken (Resolution DH (96) 367 of 25 June 1996).

253. *Case of Kerojärvi v. Finland, judgment of 19 July 1995 (Series A no. 322)*

- On 30 October 1995 the Insurance Court (*vakuutusoiikos-försäkringsdomstolen*) adopted new procedural rules enabling applicants to make observations on the opinion of the State Office for Accident Compensation (*tapaturmavirasto-olycksfallverket*). In addition, applicants are to be informed whenever the Insurance Court opens any additional files of its own motion (Resolution DH (96) 607 of 15 November 1996).

254. *Case of Vogt v. Germany, judgment of 26 September 1995 (Series A no. 323)*

- The Federal Ministry of the Interior transmitted the judgment to the *Länder* authorities. However, it was of the opinion that it would be impossible to reopen old dismissal procedures on the basis of the judgment. A German translation of the judgment was published in the *Europäische Grundrechte Zeitung* 1995 (Resolution DH (97) 12 of 28 January 1997).

255. *Affaire Diennet c. France, arrêt du 26 septembre 1995 (série A n° 325-A)*

- Les articles 13, 15 et 26 du décret n° 48-1671 du 26 octobre 1948 ont été modifiés par le décret n° 93-181 du 5 février 1993. Désormais, les audiences devant un organe de l'Ordre des médecins, se prononçant en matière disciplinaire, sont publiques, le président pouvant cependant, d'office, à la demande d'une des parties ou du plaignant, interdire l'accès du public à la salle ; les décisions sont aussi publiques. Enfin, dans son arrêt du 14 février 1996 dans l'affaire Maubleu, le Conseil d'Etat a accepté l'applicabilité de l'article 6 aux juridictions disciplinaires ordinaires (résolution DH (97) 352 du 11 juillet 1997).

256. *Affaire Scollo c. Italie, arrêt du 28 septembre 1995 (série A n° 315-C)*

- Dans une circulaire du 27 septembre 1996, le ministère de l'Intérieur invite tous les préfets de la République à se conformer à l'arrêt de la Cour, en assurant, si nécessaire avec le concours de la force publique, l'exécution des ordres judiciaires d'expulsion d'un appartement. Par ailleurs, un projet de loi prévoit des amendements substantiels à la législation relative à l'exécution forcée des ordres d'expulsion des tribunaux (résolution DH (97) 503 du 29 octobre 1997).

257. *Affaire Procola c. Luxembourg, arrêt du 28 septembre 1995 (série A n° 326)*

- La loi du 27 octobre 1995 (*Mémorial* n° A 89, p. 2060), modifiant la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat, ajoute à l'article 22 un alinéa 3 nouveau interdisant aux membres du Comité du contentieux de siéger dans des affaires relatives à l'application de normes discutées lors des délibérations du Conseil d'Etat auxquelles ils ont pris part. A partir du 15 juillet 1996, cette loi intérimaire sera remplacée par une loi définitive rédigée dans le même esprit (résolution DH (96) 19 du 9 février 1996).

258-262. *Affaires Palaoro, Pfarrmeier, Pramstaller, Schmautzer et Umlauf c. Autriche, arrêts du 23 octobre 1995 (série A n°s 328-A et B, 329-A, B et C)*

- Les problèmes de caractère général soulevés par l'arrêt de la Cour dans ces affaires ont été résolus par la mise en place de chambres administratives indépendantes (*Unabhängige Verwaltungssenate*), suite à un amendement à la Constitution fédérale de 1929, adopté le 29 novembre 1988 (*Bundesgesetzblatt* no. 685/1988). Les chambres ont commencé à fonctionner le 1^{er} janvier 1991. Le code de procédure générale administrative et le code de procédure pénale administrative ont été amendés en conséquence le 19 janvier 1991 (*Bundesgesetzblatt* no. 52/1991) (résolutions DH (96) 150 à 154 du 15 mai 1996).

263. *Affaire Gradinger c. Autriche, arrêt du 23 octobre 1995 (série A n° 328-C)*

- Voir ci-dessus n°s 258-262, affaires Palaoro, Pfarrmeier, etc. c. Autriche (23 octobre 1995). La Cour constitutionnelle a rendu le 5 décembre 1996 un arrêt annulant l'article 99 § 6 c) du code de la route. Depuis le 22 janvier 1997, les autorités administratives n'ont plus compétence pour examiner les affaires qui relèvent aussi des tribunaux pénaux, ce qui empêchera qu'une personne soit jugée deux fois pour les mêmes faits (résolution DH (97) 301 du 29 octobre 1997).

264. *Affaire Ribitsch c. Autriche, arrêt du 4 décembre 1995 (série A n° 336)*

- Le ministère fédéral de l'Intérieur a publié l'arrêt dans la circulaire 63.220/108-11/20/96 du 21 mai 1996. Les autorités de police en ont informé leurs subordonnés et l'ont utilisé dans la formation des policiers (résolution DH (97) 351 du 11 juillet 1997).

255. *Case of Diennet v. France, judgment of 26 September 1995 (Series A no. 325-A)*

- Articles 13, 15 and 26 of Decree No. 48-1671 of 26 October 1948 were amended by Decree no. 93-181 of 5 February 1993. Henceforth, hearings before a disciplinary board of the Medical Association (*l'Ordre des médecins*) are to be in public. However, the Chairman of the body may of his own motion or on an application by one of the parties or by the person who brought the complaint, exclude the public. The decisions are also to be made public. Furthermore, in its judgment of 14 February 1996 in the case of Maubleu, the *Conseil d'Etat* accepted that Article 6 applied to disciplinary organs of professional associations (Resolution DH (97) 352 of 11 July 1997).

256. *Case of Scollo v. Italy, judgment of 28 September 1995 (Series A no. 315-C)*

- On 27 September 1996 the Ministry of the Interior sent a circular letter to all prefects in the country and instructed them to follow the Court's judgment and to ensure that eviction orders were executed, if necessary with the help of the police. In addition, a new bill provides for certain substantive amendments to the legislation relating to the enforcement of eviction orders issued by the national courts (Resolution DH (97) 503 of 29 October 1997).

257. *Case of Procola v. Luxembourg, judgment of 28 September 1995 (Series A no. 326)*

- The Law of 27 October 1995 (*Mémorial* no. A 89, p. 2060), which amends the Law of 8 February 1961 defining the organisation of the *Conseil d'Etat*, adds a new sub-section 22 (3) prohibiting members of the Judicial Committee from sitting in cases relating to the application of legislation considered in *Conseil d'Etat* deliberations in which they had participated. As from 15 July 1996 this interim law is to be replaced by a definitive act drafted in the same spirit (Resolution DH (96) 19 of 9 February 1996).

258-262. *Cases of Palaoro, Pfarrmeier, Pramstaller, Schmautzer and Umlauf v. Austria, judgments of 23 October 1995 (Series A nos. 328-A and B, 329-A, B and C)*

- Following an amendment to the 1929 Federal Constitution adopted on 29 November 1988 (*Bundesgesetzblatt* no. 685/1988), the general problems raised by the Court's judgment in these cases were remedied by the establishment of independent administrative tribunals (*Unabhängige Verwaltungssenate*). The tribunals began to operate on 1 January 1991. On 19 January 1991 the General Administrative Procedures Act and Administrative Criminal Code were amended to take account of these changes (*Bundesgesetzblatt* no. 52/1991) (Resolutions DH (96) 150 to 154 of 15 May 1996).

263. *Case of Gradingner v. Austria, judgment of 23 October 1995 (Series A no. 328-C)*

- See above nos. 258-262, cases of Palaoro, Pfarrmeier, etc. v. Austria (23 October 1995). In a judgment of 5 December 1996 the Federal Constitutional Court repealed Article 99 § 6 (c) of the Road Traffic Act. Since 22 January 1997 the competence of district administrations to examine cases which also come within the jurisdiction of the Criminal Courts has been removed to prevent the conviction of a person twice in respect of the same facts (Resolution DH (97) 301 of 29 October 1997).

264. *Case of Ribitsch v. Austria, judgment of 4 December 1995 (Series A no. 336)*

- The Federal Ministry of the Interior published the judgment in Circular 63.220/108-11/20/96 of 21 May 1996. The police authorities have instructed the relevant subsidiary organs accordingly and the case is now used in police training courses (Resolution DH (97) 351 of 11 July 1997).

265. *Affaire Terranova c. Italie, arrêt du 4 décembre 1995 (série A n° 337-B)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 185-186, Giancarlo et Francesco Lombardo c. Italie (26 novembre 1992) (résolution DH (97) 504 du 29 octobre 1997).

266. *Affaire A et autres c. Danemark, arrêt du 8 février 1996 (Recueil 1996-I)*

- L'arrêt a été distribué aux juridictions concernées et un résumé en danois a été publié dans *EU-ret eg Mennes Keret* (n° 3, juin 1996). Un fonds d'indemnisation pour les hémophiles a été institué en juin 1995. Dans un arrêt du 3 octobre 1996, la Cour suprême du Danemark a estimé que les autorités nationales de la santé étaient responsables de l'infection par le virus du SIDA de l'un des requérants, mais non de deux autres (résolution DH (96) 606 du 15 novembre 1996).

267. *Affaire Botten c. Norvège, arrêt du 19 février 1996 (Recueil 1996-I)*

- L'arrêt a fait l'objet d'une large diffusion dans les milieux juridiques ; notamment, le Directeur général du parquet a envoyé le 2 mai 1996 une circulaire à tous les procureurs en leur indiquant certaines mesures à prendre. Vu le statut de la Convention en droit norvégien, la Cour suprême ne manquera pas de prendre des mesures afin de citer à comparaître les prévenus et de les entendre directement (résolution DH (97) 220 du 15 mai 1997).

268. *Affaire Lobo Machado c. Portugal, arrêt du 20 février 1996 (Recueil 1996-I)*

- L'arrêt a été communiqué à la Cour suprême et aux tribunaux supérieurs ; en conséquence, les pratiques litigieuses ont automatiquement cessé et le procureur général n'assiste plus aux délibérations de la Cour suprême. En outre, le décret-loi n° 180 du 25 septembre 1996 prévoit que les documents de la procédure sont communiqués au requérant comme au procureur général. Ce changement a été repris dans l'article 334 3 c) du code de procédure civile (résolution DH (97) 221 du 15 mai 1997).

269-270. *Affaires Hussain et Singh c. Royaume-Uni, arrêts du 21 février 1996 (Recueil 1996-I)*

- Par un décret de 1997, la loi relative aux les sanctions pénales est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1997. Les nouvelles dispositions prévoient que les personnes détenues pour la durée qu'il plaira à Sa Majesté seront traitées de la même manière que les détenus condamnés à une peine perpétuelle discrétionnaire à l'expiration de la période « punitive » de la peine (*tariff*). Voir ci-dessus, n° 47, affaire Weeks c. Royaume-Uni (2 mars 1987) (résolutions DH (98) 149 et 150 du 11 juin 1998).

271. *Affaire Bulut c. Autriche, arrêt du 22 février 1996 (Recueil 1996-II)*

- L'arrêt a été communiqué aux autorités directement concernées. La loi n° 762 du 30 décembre 1996, entrée en vigueur le 1^{er} mars 1997, modifie l'article 35, alinéa 2, du code de procédure pénale. Les observations du procureur sur un pourvoi en nullité (*Nichtigkeitsbeschwerde*) présenté par l'accusé doivent impérativement être communiquées à celui-ci, sauf lorsque le procureur prend position en faveur de l'accusé ou si le recours est intégralement admis (résolution DH (97) 500 du 29 octobre 1997).

272. *Affaire Mitap et Müftüoğlu c. Turquie, arrêt du 25 mars 1996 (Recueil 1996-II)*

- L'arrêt a été traduit vers le turc et diffusé par le Ministère de la Justice auprès des juridictions concernées, en particulier la Cour de cassation. Une traduction de l'arrêt a été publiée dans la revue *Ankara Barosu Dergisi* (résolution DH (98) 89 du 22 avril 1998).

265. *Case of Terranova v. Italy, judgment of 4 December 1995 (Series A no. 337-B)*

- See above, nos. 185-186, Giancarlo and Francesco Lombardo v. Italy (26 November 1992) (Resolution DH (97) 504 of 29 October 1997).

266. *Case of A and Others v. Denmark, judgment of 8 February 1996 (Reports 1996-I)*

- The judgment was distributed to the relevant courts and a summary in Danish was published in *EU-ret eg Menneskeret* (no. 3, June 1996). A compensation fund for haemophiliacs was established in June 1995. In a judgment of 3 October 1996 the Danish Supreme Court held that the national health authorities were responsible for the infection of one of the applicants with the AIDS virus, but not for the infection of the other two applicants (Resolution DH (96) 606 of 15 November 1996).

267. *Case of Botten v. Norway, judgment of 19 February 1996 (Reports 1996-I)*

- The judgment was widely distributed within legal circles. In particular, the Director General of Public Prosecutions sent a circular letter on 2 May 1996 to all state prosecutors advising them of appropriate measures. In view of the standing of the Convention in Norwegian law, the Supreme Court will in the future have to take positive measures to summon accused persons to appear before it and to hear them directly (Resolution DH (97) 220 of 15 May 1997).

268. *Case of Lobo Machado v. Portugal, judgment of 20 February 1996 (Reports 1996-I)*

- The judgment was transmitted to the Supreme Court and to the higher courts. As a result, the practices in question have ceased and the Attorney-General no longer attends the deliberations of the Supreme Court. In addition, Legislative Decree No. 180 of 25 September 1996 provides that documents concerning the proceedings are communicated to the appellant on the same terms as to the Attorney-General. This change was reflected in an amendment to Article 334 (3) c of the Code of Civil Procedure (Resolution DH (97) 221 of 15 May 1997).

269-270. *Cases of Hussain and Singh v. the United Kingdom, judgments of 21 February 1996 (Reports 1996-I)*

- An Order of 1997 brought the Crime (Sentences) Act 1997 into force on 1 October 1997. Under the new provisions, detainees at Her Majesty's pleasure are treated in the same way as discretionary life prisoners, once their tariff has expired. See above, no. 47, case of Weeks v. the United Kingdom (2 March 1987) (Resolutions DH (98) 149 and 150 of 11 June 1998).

271. *Case of Bulut v. Austria, judgment of 22 February 1996 (Reports 1996-II)*

- The judgment was transmitted to the authorities directly concerned. Act No. 762 of 30 December 1996, which came into force on 1 March 1997, amended Article 35, paragraph 2 of the Code of Criminal Procedure. Observations submitted by a public prosecutor in response to an accused's appeal on grounds of nullity (*Nichtigkeitsbeschwerde*) have to be communicated to the accused except when the prosecutor takes a position in favour of the accused or when the appeal is allowed in full (Resolution DH (97) 500 of 29 October 1997).

272. *Case of Mitap et Müftüoğlu v. Turkey, judgment of 25 March 1996 (Reports 1996-II)*

- The judgment has been translated into Turkish and circulated by the Ministry of Justice to the jurisdictions concerned and, in particular, to the Court of Cassation. A translation of the judgment has been published in the law journal *Ankara Barosu Dergisi* (Resolution DH (98) 89 of 22 April 1998).

273. *Affaire Goodwin c. Royaume-Uni, arrêt du 27 mars 1996 (Recueil 1996-II)*

- L'arrêt a bénéficié d'une large couverture médiatique et a été publié dans plusieurs revues juridiques. Dans quelques affaires, les tribunaux britanniques ont pris en compte la jurisprudence de la Cour dans l'interprétation de la législation en cause (résolution DH (97) 507 du 29 octobre 1997).

274. *Affaire Ausiello c. Italie, arrêt du 21 mai 1996 (Recueil 1996-III)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 185-186, affaires Giancarlo et Francesco Lombardo c. Italie (26 novembre 1992) (résolution DH (96) 381 du 25 juin 1996).

275. *Affaire Benham c. Royaume-Uni, arrêt du 10 juin 1996 (Recueil 1996-III)*

- Le *Lord Chancellor* a modifié le règlement de 1989 sur la portée de l'assistance et du conseil juridique par un nouveau règlement, de 1997. Celui-ci permet d'obtenir l'assistance juridique dans les procédures liées à la non-exécution d'une injonction, lorsque le défendeur risque l'emprisonnement. En outre, le système de permanence de *solicitors* auprès des *magistrates' courts* a été étendu pour couvrir ce genre de procédures (résolution DH (97) 506 du 29 octobre 1997).

276. *Affaire Ferrantelli et Santangelo c. Italie, arrêt du 7 août 1996 (Recueil 1996-III)*

- Par un arrêt (n° 371) du 2 novembre 1996, la Cour constitutionnelle a déclaré inconstitutionnel l'article 34, alinéa 2, du code de procédure pénale dans la mesure où il permettait que le même juge participe à plusieurs instances dans le cadre d'une même procédure pénale (résolution DH (97) 502 du 29 octobre 1997).

277. *Affaire Johansen c. Norvège, arrêt du 7 août 1996 (Recueil 1996-III)*

- La loi sur la protection de l'enfance du 17 juillet 1953 a été remplacée avec effet au 1^{er} janvier 1993 par la loi de 1992 sur les services de protection à l'enfance. Cette loi crée un nouvel organe juridictionnel au sein de ces services, le conseil social de comté, qui peut donner son consentement à une adoption, en l'absence de celui des parents, et décide du droit de visite de ceux-ci. Les décisions du conseil à cet égard peuvent faire l'objet d'un contrôle juridictionnel (chapitre 33 du code de procédure civile). En outre, l'arrêt a été traduit en norvégien et distribué à tous les services de protection de l'enfance (résolution DH (97) 505 du 29 octobre 1997).

278. *Affaire Terra Woningen B.V. c. Pays-Bas, arrêt du 17 décembre 1996 (Recueil 1996-VI)*

- L'arrêt a été publié dans la revue juridique *Nederlands Juristen Comité voor Mensen rechten*, n° 5, 1997, pp. 617-628. Dans la mesure où la Convention et les arrêts de la Cour ont un effet direct en droit néerlandais, les tribunaux ne s'estimeront plus liés par les conclusions des autorités administratives relatives à la pollution du sol (résolution DH (98) 204 du 10 juillet 1998).

279. *Affaire Scott c. Espagne, arrêt du 18 décembre 1996 (Recueil 1996-VI)*

- L'arrêt a été publié dans le bulletin d'information du ministère de la Justice (n° 1793, pp. 798-799, du 15 mars 1997) (résolution DH (97) 354 du 11 juillet 1997).

273. *Case of Goodwin v. the United Kingdom, judgment of 27 March 1996 (Reports 1996-II)*

- The judgment received wide coverage in the media and was published in several legal periodicals. In several cases the British Courts have taken into account the Court's jurisprudence when interpreting the relevant legislation (Resolution DH (97) 507 of 29 October 1997).

274. *Case of Ausiello v. Italie, judgment of 21 May 1996 (Reports 1996-III)*

- See above, nos. 185-186, cases of Giancarlo and Francesco Lombardo v. Italy (26 November 1992) (Resolution DH (96) 381 of 25 June 1996).

275. *Case of Benham v. the United Kingdom, judgment of 10 June 1996 (Reports 1996-III)*

- The Lord Chancellor replaced the Legal Advice and Assistance Regulations 1989 with a new law in 1997. Under the new regulations legal representation is available in proceedings relating to a failure to obey a court order when a defendant risks imprisonment. In addition, the magistrates courts' duty solicitor scheme was extended to cover this type of proceedings (Resolution DH (97) 506 of 29 October 1997).

276. *Case of Ferrantelli and Santangelo v. Italy, judgment of 7 August 1996 (Reports 1996-III)*

- In its judgment no. 371 of 2 November 1996, the Constitutional Court declared Article 34, paragraph 2 of the Code of Criminal Procedure to be unconstitutional insofar as it allowed the same judge to participate at several instances in the consideration of a criminal case (Resolution DH (97) 502 of 29 October 1997).

277. *Case of Johansen v. Norway, judgment of 7 August 1996 (Reports 1996-III)*

- The Child Welfare Act of 17 July 1953 was replaced by the Child Welfare Services Act 1992 on 1 January 1993. The act created a new adjudicating body within the child welfare services, the County Social Welfare Board, which can give its consent to an adoption in the absence of the parents' consent and can decide on access rights. The Board's decisions are subject to judicial review (chapter 33 of the Code of Civil Procedure). In addition, the judgment was translated into Norwegian and distributed to all child welfare authorities (Resolution DH (97) 505 of 29 October 1997).

278. *Case of Terra Woningen B.V. v. the Netherlands, judgment of 17 December 1996 (Reports 1996-VI)*

- The judgment was published in the law journal *Nederlands Juristen Comité voor Mensenrechten*, no. 5, 1997, pp. 617-628. Since the Convention and the judgments of the Court have direct effect in Dutch law, the courts will no longer consider themselves bound by the administrative authorities' findings in respect of soil pollution (Resolution DH (98) 204 of 10 July 1998).

279. *Case of Scott v. Spain, judgment of 18 December 1996 (Reports 1996-IV)*

- The judgment was published in the information bulletin of the Ministry of Justice (no. 1793, pp. 798-799, of 15 March 1997) (Resolution DH (97) 354 of 11 July 1997).

280. *Affaire Mauer c. Autriche, arrêt du 18 février 1997 (Recueil 1997-I)*

- Voir ci-dessus, n^{os} 258-262, affaires Palaoro, Pfarrmeier etc. c. Autriche (23 octobre 1995) (résolution DH (97) 404 du 17 septembre 1997).

281. *Affaire Nideröst-Huber c. Suisse, arrêt du 18 février 1997 (Recueil 1997-I)*

- L'arrêt a été transmis aux juridictions directement concernées (résolution DH (97) 407 du 17 septembre 1997).

282. *Affaire Van Raalte c. Pays-Bas, arrêt du 21 février 1997 (Recueil 1997-I)*

- La loi du 21 décembre 1988 (*Staatsblad* 1988, n° 631) avait aboli à compter du 1^{er} janvier 1989 l'exemption au profit des femmes célibataires, sans enfants, âgées de 45 ans et plus, de l'obligation de verser des cotisations au titre de la loi sur les allocations familiales (arrêt, § 28, et résolution DH (97) 353 du 11 juillet 1997).

283. *Affaire De Haes et Gijssels c. Belgique, arrêt du 24 février 1997 (Recueil 1997-I)*

- L'arrêt a été communiqué à la Cour de cassation et à la cour d'appel de Bruxelles et publié dans diverses revues juridiques (résolution DH (97) 406 du 17 septembre 1997).

284. *Affaire Findlay c. Royaume-Uni, arrêt du 25 février 1997 (Recueil 1997-I)*

- La loi sur les forces armées de 1996 est entrée en vigueur 1^{er} avril 1997. Dorénavant, les différentes fonctions de l'officier convocatrice sont assumées par trois organes distincts. En outre, chaque cour martiale compte un *judge-advocate* dont l'avis sur les points de droit lie la cour. Enfin, le rôle d'officier confirmateur est supprimé et un droit de recours contre la peine auprès de la cour martiale d'appel a été introduit (résolution DH (98) 11 du 18 février 1998).

285. *Affaire Mantovanelli c. France, arrêt du 18 mars 1997 (Recueil 1997-II)*

- L'arrêt de la Cour a été publié partiellement et commenté dans la Gazette du Palais des 24-25 octobre 1997 (résolution DH (98) 87 du 22 avril 1998)

286. *Affaire Foucher c. France, arrêt du 18 mars 1997 (Recueil 1997-II)*

- La Cour de cassation a opéré dans son arrêt du 12 juin 1996 un revirement de jurisprudence ; désormais, le prévenu peut avoir accès à son dossier pénal et obtenir la communication des pièces y figurant. En outre, l'arrêt de la Cour européenne a été publié dans le bulletin de la Cour de cassation et transmis aux autorités directement concernées (résolution DH (98) 146 du 11 juin 1998).

287. *Affaire Loukanov c. Bulgarie, arrêt du 20 mars 1997 (Recueil 1997-II)*

- L'arrêt a été traduit en bulgare et publié dans la revue trimestrielle *Droits de l'Homme* (n° 2, 1997). Par lettre circulaire du 26 janvier 1998 (n° RD-02-08-5), le ministre de la Justice a adressé la traduction de l'arrêt aux procureurs régionaux et aux présidents des tribunaux régionaux (résolution DH (98) 203 du 10 juillet 1998).

280. *Case of Maufer v. Austria, judgment of 18 February 1997 (Reports 1997-I)*

- See above, nos. 258-262, cases of Palaoro, Pfarrmeier etc. v. Austria (23 October 1995) (Resolution DH (97) 404 of 17 September 1997).

281. *Case of Nideröst-Huber v. Switzerland, judgment of 18 February 1997 (Reports 1997-I)*

- The judgment was transmitted to the courts directly concerned (Resolution DH (97) 407 of 17 September 1997).

282. *Case of Van Raalte v. the Netherlands, judgment of 21 February 1997 (Reports 1997-I)*

- The Act of 21 December 1988 (*Staatsblad* 1988, No. 631) abolished, with effect from 1 January 1989, the provision by which single women aged 45 and over without children were exempted from social welfare contributions under the General Child Benefits Act (judgment, § 28, and Resolution DH (97) 353 of 11 July 1997).

283. *Case of De Haes and Gijssels v. Belgium, judgment of 24 February 1997 (Reports 1997-I)*

- The judgment was transmitted to the Court of Cassation and the Brussels Court of Appeal and published in various legal periodicals (Resolution DH (97) 406 of 17 September 1997).

284. *Case of Findlay v. the United Kingdom, judgment of 25 February 1997 (Reports 1997-I)*

- The Armed Forces Act 1996 entered into force on 1 April 1997. The different functions of the convening officer are now carried out by three separate bodies. Furthermore, each court-martial includes a judge-advocate whose advice on points of law is binding on the court. The role of the confirming officer has been abolished and a right of appeal against sentence to the Courts-Martial Appeal Court has been introduced (Resolution DH (98) 11 of 18 February 1998).

285. *Case of Mantovanelli v. France, judgment of 18 March 1997 (Reports 1997-II)*

- The judgment was partially published and commented on in the *Gazette du Palais* of 24-25 October 1997 (Resolution DH (98) 87 of 22 April 1998).

286. *Case of Foucher v. France, judgment of 18 March 1997 (Reports-II)*

- In its judgment of 12 June 1996, the Court of Cassation changed its case-law. A defendant will henceforth be able to consult his criminal file and obtain copies of the documents contained in it. The Court's judgment was published in the *Bulletin de la Cour de cassation* and transmitted to the authorities directly concerned (Resolution DH (98) 146 of 11 June 1998).

287. *Case of Lukanov v. Bulgaria, judgment of 20 March 1997 (Reports 1997-II)*

- The judgment has been translated into Bulgarian and published in the quarterly *Human Rights* (no. 2, 1997). In a circular letter of 26 January 1998 (No. RD-02-08-5), the Minister of Justice disseminated the translation of the judgment to the regional prosecutors and to the presidents of regional courts (Resolution DH (98) 203 of 10 July 1998).

288. *Affaire Stallinger et Kuso c. Autriche, arrêt du 23 avril 1997 (Recueil 1997-II)*

- L'article 39 § 2, alinéa 6, de la loi sur la Cour administrative (BGBl. 1 NO. 88/1997) a été modifié avec effet au 1^{er} septembre 1997. Dorénavant, la Cour administrative pourra se passer d'audience, nonobstant la demande d'une partie, si celle-ci ne peut contribuer à éclaircir davantage l'affaire et si cela n'est pas contraire à l'article 6 § 1 de la Convention (résolution DH (97) 405 du 17 septembre 1997).

289. *Affaire D. c. Royaume-Uni, arrêt du 2 mai 1997 (Recueil 1997-III)*

- Le gouvernement a octroyé au requérant un permis de séjour définitif au Royaume-Uni, où il continuera à recevoir un traitement médical approprié et des soins palliatifs (résolution DH (98) 10 du 18 février 1998).

290. *Affaire Oberschlick c. Autriche (n°2), arrêt du 1 juillet 1997 (Recueil 1997-IV)*

- Par une décision du 11 novembre 1997, la Cour suprême a cassé les arrêts de la cour pénale régionale et de la cour d'appel de Vienne des 23 mai 1991 et 25 mars 1992 respectivement, et a ordonné la réouverture de la procédure devant la cour pénale régionale de Vienne (résolution DH (98) 145 du 11 juin 1998).

291. *Affaire De Haan c. Pays-Bas, arrêt du 26 août 1997 (Recueil 1997-V)*

- La loi générale sur le droit administratif, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1994, a remplacé les commissions de recours par des sections de droit administratif des tribunaux d'arrondissement. Leurs décisions en matière de sécurité sociale sont susceptibles de recours devant la commission centrale de recours, qui jouit désormais de la plénitude de juridiction en appel (résolution DH (98) 9 du 18 février 1998).

292. *Affaire Robins c. Royaume-Uni, arrêt du 23 septembre 1997 (Recueil 1997-V)*

- L'arrêt de la Cour européenne a été diffusé auprès de la Commission d'aide judiciaire, du Service de la sécurité sociale et de la Cour d'appel et un résumé a été publié dans des revues juridiques (résolution DH (98) 90 du 22 avril 1990).

293. *Affaire Coyne c. Royaume-Uni, arrêt du 24 septembre 1997 (Recueil 1997-V)*

- Voir ci-dessus, n° 284, affaire Findlay c. Royaume-Uni (25 février 1997) (résolution DH (98) 12 du 18 février 1998).

294. *Affaire Radio ABC c. Autriche, arrêt du 20 octobre 1997 (Recueil 1997-VI)*

- Voir ci-dessus, n° 211, affaire Informationsverein Lentia et autres c. Autriche (24 novembre 1993) (résolution DH (98) 142 du 11 juin 1998).

288. *Case of Stallinger and Kuso v. Austria, judgment of 23 April 1997 (Reports 1997-II)*

- An amendment to section 39 § 2, sub-paragraph 6 of the Administrative Court Act (BG-BI-1 No. 88/1997) entered into force on 1 September 1997. Henceforth, the Administrative Court may decide not to hold a hearing, notwithstanding a party's application, if it appears that a hearing cannot shed further light on the case, provided that this would not be contrary to Article 6 § 1 of the Convention (Resolution DH (97) 405 of 17 September 1997).

289. *Case of D. v. United Kingdom, judgment of 2 May 1997 (Reports 1997-III)*

- The Government granted the applicant indefinite leave to remain in the United Kingdom, where he will continue to receive adequate medical treatment and palliative care (Resolution DH (98) 10 of 18 February 1998).

290. *Case of Oberschlick v. Austria (no. 2), judgment of 1 July 1997 (Reports 1997-IV)*

- By a decision of 11 November 1997, the Supreme Court set aside the judgments of the Vienna Regional Criminal Court and of the Vienna Court of Appeal, of 23 May 1991 and 25 March 1992 respectively, and referred the case back to the Vienna Regional Criminal Court for reopening of the proceedings (Resolution DH (98) 145 of 11 June 1998).

291. *Case of De Haan v. the Netherlands, judgment of 26 August 1997 (Reports 1997-IV)*

- The General Administrative Act, which entered into force on 1 January 1994, replaced the Appeals Tribunals by administrative law divisions of the Regional Courts. An appeal against their decisions in social security disputes lies to the Central Appeals Tribunal, which now has full jurisdiction in appeal (Resolution DH (98) 9 of 18 February 1998).

292. *Case of Robins v. the United Kingdom, judgment of 23 September 1997 (Reports 1997-V)*

- The European Court's judgment was circulated to the Legal Aid Board, the Department of Social Security and the Court of Appeal and summaries of the judgment have been published in various legal reviews (Resolution DH (98) 90 of 22 April 1990).

293. *Case of Coyne v. the United Kingdom, judgment of 24 September 1997 (Reports 1997-V)*

- See above, no. 284, case of Findlay v. the United Kingdom (25 February 1997) (Resolution DH (98) 12 of 18 February 1998).

294. *Case of Radio ABC v. Austria, judgment of 20 October 1997 (Reports 1997-V)*

- See above, no. 211, case of Informationsverein Lentia and Others v. Austria (24 November 1993) (Resolution DH (98) 143 of 11 June 1998).

b) En cas de radiation d'une affaire du rôle à la suite d'un règlement amiable

1. *Affaire De Becker c. Belgique, arrêt du 27 mars 1962 (série A n° 4)*

- Par une loi du 30 juin 1961, le Parlement avait modifié l'article 123 sexies du code pénal belge, en limitant l'application des déchéances des droits civils et politiques encourues par des personnes condamnées pour collaboration avec l'ennemi (arrêt, pp. 14-17, § 19).

2. *Affaire Skoogström c. Suède, arrêt du 2 octobre 1984 (série A n° 83)*

- Une commission de révision du code de procédure judiciaire fut créée en 1983. Elle a informé la police, le parquet et les tribunaux du contenu du rapport de la Commission européenne des Droits de l'Homme sur cette affaire (résolution DH (85) 16 du 28 juin 1985). Un amendement au code de procédure judiciaire, adopté le 17 décembre 1987, est entré en vigueur le 12 avril 1988. Voir ci-dessus, section 1, n° 35, affaire McGoff c. Suède (26 octobre 1984).

3. *Affaire Can c. Autriche, arrêt du 30 septembre 1985 (série A n° 96)*

- Amendé par une loi du 25 novembre 1987, entrée en vigueur le 1^{er} mars 1988, l'article 45 § 3 du code de procédure pénale limite à des cas exceptionnels la surveillance des rencontres de l'inculpé détenu avec son avocat et confère un pouvoir discrétionnaire au juge d'instruction. La décision du juge à cet égard doit être motivé et peut faire l'objet d'appel (résolution DH (88) 5 du 26 avril 1988).

4. *Affaire Ben Yaacoub c. Belgique, arrêt du 27 novembre 1987 (série A n° 127)*

- La Cour de cassation avait opéré le 29 mai 1985 un revirement de jurisprudence sur le point litigieux et estimé que l'exercice successif des fonctions de président de la chambre du conseil ayant statué sur le renvoi en jugement et de juge du fond étaient incompatibles (arrêt, p. 9, § 15).

- Les effets de l'arrêté de renvoi de la Belgique pris à l'égard de M. Ben Yaacoub en raison de sa condamnation ont été levés le 30 août 1992 (résolution intérimaire DH (88) 13 du 29 septembre 1988 et résolution finale DH (92) 58 du 10 novembre 1992).

5. *Affaire Jón Kristinsson c. Islande, arrêt du 1^{er} mars 1990 (série A n° 171-B)*

- Une loi du 19 mai 1989 (n° 92/1989) sur la séparation des pouvoirs judiciaire et administratif au niveau des districts, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1992, confie l'administration de la police à des agents de l'exécutif du district et l'examen des affaires pénales à des juges de tribunaux de district (arrêt, pp. 44-45, § 14).

6. *Affaire Nyberg c. Suède, arrêt du 31 août 1990 (série A n° 181-B)*

- Le 23 avril 1987, les parents nourriciers rendirent l'enfant à M. et M^{me} Nyberg en Allemagne et la famille a retrouvé son unité. Dans deux décisions de juin 1986 et mai 1988, le médiateur parlementaire a critiqué le comportement du Conseil social de district après juin 1986 (arrêt, pp. 39-40, §§ 10-11).

b. After a case has been struck out of the list following a friendly settlement

1. *Case of De Becker v. Belgium, judgment of 27 March 1962 (Series A no. 4)*

- In an Act of 30 June 1961, the Parliament amended Article 123 *sexies* of the Belgian Criminal Code and limited the use of forfeiture of civil and political rights of persons convicted of collaboration with the enemy (judgment, pp. 14-17, § 19).

2. *Case of Skoogström v. Sweden, judgment of 2 October 1984 (série A no. 83)*

- A commission for the revision of the Code of Judicial Procedure was established in 1983. It informed the police, the prosecutors and the judiciary of the contents of the report of the European Commission of Human Rights concerning this case (Resolution DH (85) 16 of 28 June 1985). An amendment to the Swedish Code of Judicial Procedure was enacted on 17 December 1987 and entered into force on 12 April 1988. See above, Section a, no. 35, case of McGoff v. Sweden (26 October 1984).

3. *Case of Can v. Austria, judgment of 30 September 1985 (série A no. 96)*

- Amended by an Act of 25 November 1987, which entered into force on 1 March 1988, Article 45 § 3 of the Code of Criminal Procedure restricts to exceptional cases the supervision of meetings between a suspect in detention on remand and his lawyer and confers discretion in this respect on the investigating judge. The decision of the judge in this regard must be reasoned and can be the subject of an appeal (Resolution DH (88) 5 of 26 April 1988).

4. *Case of Ben Yaacoub v. Belgium, judgment of 27 November 1987 (Series A no. 127)*

- On 29 May 1985 the Court of Cassation reversed its jurisprudence on the issue in question and concluded that the successive exercise of the functions of committals judge and trial judge were incompatible (judgment, p. 9, § 15).

- The expulsion order made against the applicant, Mr Ben Yaacoub, on account of his conviction was lifted on 30 August 1992 (Interim Resolution DH (88) 13 of 29 September 1988 and Final Resolution DH (92) 58 of 10 November 1992).

5. *Case of Jón Kristinsson v. Iceland, judgment of 1 March 1990 (Series A no. 171-B)*

- The Law of 19 May 1989 (No. 92/1989) concerning the separation of judicial and administrative powers at district level came into force on 1 July 1992. It assigned police administration to District Executive agents, and the examination of criminal cases to judges of the District courts (judgment, pp. 44-45, § 14).

6. *Case of Nyberg v. Sweden, judgment of 31 August 1990 (Series A no. 181-B)*

- On 23 April 1987 the foster parents returned the child to Mr and Mrs Nyberg in Germany and the family was reunited. In two decisions of June 1986 and May 1988 the Parliamentary Ombudsman criticised the conduct of the District Social Committee after June 1986 (judgment, pp. 39-40, §§ 10-11).

7. *Affaire Djerroud c. France, arrêt du 23 janvier 1991 (série A n° 191-B)*

- L'arrêté d'expulsion pris à l'encontre du requérant a été abrogé le 18 février 1991 et un permis de résidence expirant le 17 février 2001 lui a été délivré (arrêt, pp. 29-30, § 11 et résolution DH (91) 15 du 6 juin 1991).

8. *Affaire Muyldermans c. Belgique, arrêt du 23 octobre 1991 (série A n° 214-A)*

- L'arrêt de la Cour des comptes rendu à l'encontre de la requérante a été déclaré non-exécutoire par la loi du 29 juillet 1992 portant dispositions fiscales et financières (article 65). Ensuite, une loi du 3 avril 1995, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1995, instaure un procès contradictoire et public devant la Cour des comptes, y compris le droit pour la personne mise en cause de comparaître en personne, assistée d'un avocat si elle le désire. Les possibilités d'exclure le public font référence implicite à l'article 6 § 1 de la Convention. La nouvelle loi prévoit aussi que les arrêts de la Cour des comptes sont motivés et prononcés en audience publique. Ils peuvent faire l'objet d'un pourvoi en cassation (résolution DH (96) 18 du 9 février 1996).

9. *Affaire Mlynek c. Autriche, arrêt du 27 octobre 1992 (série A n° 242-C)*

- Par une décision du 12 juillet 1993, le gouvernement autrichien a dispensé le requérant des frais et dépens, y compris les frais d'expertise, afférents à la procédure litigieuse devant le tribunal pénal régional de Vienne (résolution DH (93) 30 du 21 septembre 1993).

10. *Affaire K. c. Autriche, arrêt du 2 juin 1993 (série A n° 255-B)*

- Une loi, adoptée par le Parlement le 30 juillet 1993 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1994, a modifié le code de procédure pénale de manière à relever de l'obligation de déposer les personnes susceptibles de s'incriminer elles-mêmes par leurs propres déclarations (résolution DH (93) 42 du 15 octobre 1993).

11. *Affaire Lamguindaz c. Royaume-Uni, arrêt du 28 juin 1993 (série A n° 258-C)*

- L'arrêté d'expulsion contre le requérant a été annulé et le consulat du Royaume-Uni à Casablanca lui a octroyé un visa lui autorisant un séjour illimité au Royaume-Uni, pendant lequel il peut demander sa naturalisation (résolution DH (93) 55 du 9 novembre 1993).

12. *Affaire Colman c. Royaume-Uni, arrêt du 28 juin 1993 (série A n° 258-D)*

- Dès mai 1990, le *General Medical Council* révisa son règlement sur la publicité de manière à autoriser, entre autres, la publication par voie de presse de renseignements sur les services assurés par les médecins (arrêt, p. 110, § 10 et résolution DH (93) 44 du 15 octobre 1993).

13. *Affaire Boyle c. Royaume-Uni, arrêt du 28 février 1994 (série A n° 282-B)*

- La loi de 1989 sur les enfants, entrée en vigueur le 16 novembre 1991, accorde à toute personne autorisée par le tribunal à présenter une telle demande, la possibilité de faire examiner par un tribunal la question de ses contacts avec un enfant confié à l'autorité locale (résolution DH (94) 65 du 21 septembre 1994).

7. *Case of Djeroud v. France, judgment of 23 January 1991 (Series A no. 191-B)*

- The deportation order against the applicant was rescinded on 18 February 1991 and a residence permit valid until 17 February 2001 was issued to him (judgment, pp. 29-30, § 11 and Resolution DH (91) 15 of 6 June 1991).

8. *Case of Muyldermans v. Belgium, judgment of 23 October 1991 (Series A no. 214-A)*

- The Audit Court's judgment against the applicant was declared unenforceable by the Law of 29 July 1992 concerning tax and financial provisions (section 65). Subsequently, a Law of 3 April 1995 which came into force on 1 September 1995, provides for an adversarial and public hearing before the Audit Court, including the right for the persons concerned to appear before the court and to be assisted by a lawyer if they so wish. Reference is made to Article 6 § 1 of the Convention regarding the possibility to exclude the public. The new legislation also provides that the judgments of the Audit Court have to be reasoned and delivered at a public hearing. An appeal on points of law lies to the Court of Cassation (Resolution DH (96) 18 of 9 February 1996).

9. *Case of Mlynek v. Austria, judgment of 27 October 1992 (Series A no. 242-C)*

- In a decision of 12 July 1993 the Government of Austria exonerated the applicant from the obligation to pay costs and fees (including experts' fees) incurred in the proceedings before the Vienna Regional Criminal Court (Resolution DH (93) 30 of 21 September 1993).

10. *Case of K. v. Austria, judgment of 2 June 1993 (Series A no. 255-B)*

- On 30 July 1993 Parliament adopted a law, which entered into force on 1 January 1994, amending the Code of Criminal Procedure. It provides that persons who risk giving self-incriminating evidence should be exempted from the obligation to testify (Resolution DH (93) 42 of 15 October 1993).

11. *Case of Lamguindaz v. the United Kingdom, judgment of 28 June 1993 (Series A no. 258-C)*

- The deportation order against the applicant was revoked. The Consulate of the United Kingdom in Casablanca issued a visa giving him indefinite leave to remain in the United Kingdom in order to make an application for naturalisation (Resolution DH (93) 55 of 9 November 1993).

12. *Case of Colman v. the United Kingdom, judgment of 28 June 1993 (Series A no. 258-D)*

- In May 1990 the General Medical Council revised its rules on advertising to allow, *inter alia*, the publication in the press of information about medical services (judgment, p. 110, § 10 and Resolution DH (93) 44 of 15 October 1993).

13. *Case of Boyle v. the United Kingdom, judgment of 28 February 1994 (Series A no. 282-B)*

- The Children Act 1989, which came into force on 16 November 1991, makes it possible for any person who has obtained the leave of the court to make an application to have the question of contact with a child placed in local authority care determined by a court (Resolution DH (94) 65 of 21 September 1994).

14. *Affaire Friedl c. Autriche, arrêt du 31 janvier 1995 (série A n° 305-B)*

- La loi sur les services de sûreté, entrée en vigueur le 1^{er} mars 1993, régit entre autres le rassemblement, l'utilisation et la conservation par la police de données personnelles, y compris des photographies ou enregistrements. Les plaintes relatives à ces questions peuvent être portées devant des tribunaux administratifs indépendants (arrêt, pp. 15-16, § 12 et résolution DH (95) 35 du 4 mai 1995).

15. *Affaire Telesystem Tirol Kabeltelevision c. Autriche, arrêt du 9 juin 1997 (Recueil 1997-III)*

- Voir ci-dessus, section a), n° 211, affaire Informationsverein Lentia et autres c. Autriche (24 novembre 1993) (résolution DH (98) 144 du 11 juin 1998).

14. *Case of Friedl v. Austria, judgment of 31 January 1995 (Series A no. 305-B)*

- The Security Services Act, which came into force on 1 March 1993, regulated *inter alia* the gathering, use and holding of personal data by the police including photographs and tapes. Complaints regarding these issues may be lodged with independent administrative tribunals (judgment, pp. 15-16, § 12 and Resolution DH (95) 35 of 4 May 1995).

15. *Case of Telesystem Tirol Kabeltelevision v. Austria, judgment of 9 June 1997 (Reports 1997-III)*

- See above, Section a, no. 211, case of Informationsverein Lentia and Others v. Austria (24 November 1993) (Resolution DH (98) 144 of 11 June 1998).

C. Arrêts se trouvant pendants devant le Comité des Ministres du Conseils de l'Europe

- Affaire De Geouffre de la Pradelle c. France, arrêt du 16 décembre 1992 (série A n° 253-B)
- Affaire Modinos c. Chypre, arrêt du 22 avril 1993 (série A n° 259)
- Affaire Papamichalopoulos et autres c. Grèce, arrêt du 24 juin 1993 (série A n° 260 B)
- Affaire Poitrimol c. France, arrêt du 23 novembre 1993 (série A n° 277-A)
- Affaire Vereinigung Demokratischer Soldaten Österreichs et Gubi c. Autriche, arrêt du 19 décembre 1994 (série A n° 302)
- Affaire Loizidou c. Turquie, arrêt du 23 mars 1995 (série A n° 310)
- Affaire Pressos Compania Naviera S.A. et autres c. Belgique, arrêt du 20 novembre 1995 (série A n° 332)
- Affaire John Murray c. Royaume-Uni, arrêt du 8 février 1996 (*Recueil* 1996-I)
- Affaire Vermeulen c. Belgique, arrêt du 20 février 1996 (*Recueil* 1996-I)
- Affaire Remli c. France, arrêt du 23 avril 1996 (*Recueil* 1996-II)
- Affaire Amuur c. France, arrêt du 25 juin 1996 (*Recueil* 1996-III)
- Affaire Zubani c. Italie, arrêt du 7 août 1996 (*Recueil* 1996-IV)
- Affaire Matos e Silva, Lda., et autres c. Portugal, arrêt du 16 septembre 1996 (*Recueil* 1996-IV)
- Affaire Akdivar et autres c. Turquie, arrêt du 16 septembre 1996 (*Recueil* 1996-IV)
- Affaire Katikaridis et autres c. Grèce, arrêt du 15 novembre 1996 (*Recueil* 1996-V)
- Affaire Tsomtsos c. Grèce, arrêt du 15 novembre 1996 (*Recueil* 1996-V)
- Affaire Ceteroni c. Italie, arrêt du 15 novembre 1996 (*Recueil* 1996-V)
- Affaire Calogero Diana c. Italie, arrêt du 15 novembre 1996 (*Recueil* 1996-V)
- Affaire Domenichini c. Italie, arrêt du 15 novembre 1996 (*Recueil* 1996-V)
- Affaire Chahal c. Royaume-Uni, arrêt du 15 novembre 1996 (*Recueil* 1996-V)
- Affaire Saunders c. Royaume-Uni, arrêt du 17 décembre 1996 (*Recueil* 1996-VI)
- Affaire Vacher c. France, arrêt du 17 décembre 1996 (*Recueil* 1996-VI)
- Affaire Duclos c. France, arrêt du 17 décembre 1996 (*Recueil* 1996-VI)
- Affaire Ahmed c. Autriche, arrêt du 17 décembre 1996 (*Recueil* 1996-VI)
- Affaire Loizidou c. Turquie, arrêt du 18 décembre 1996 (*Recueil* 1996-VI)
- Affaire Aksoy c. Turquie, arrêt du 18 décembre 1996 (*Recueil* 1996-VI)
- Affaires Valsamis et Efstratiou c. Grèce, arrêt du 18 décembre 1996 (*Recueil* 1996-VI)
- Affaire Guillemin c. France, arrêt du 21 février 1997 (*Recueil* 1997-I)
- Affaire Z c. Finlande, arrêt du 25 février 1997 (*Recueil* 1997-I)
- Affaire Muller c. France, arrêt du 17 mars 1997 (*Recueil* 1997-II)
- Affaire Paskhalidis et autres c. Grèce, arrêt du 19 mars 1997 (*Recueil* 1997-II),
- Affaire Hornsby c. Grèce, arrêt du 19 mars 1997 (*Recueil* 1997-II)
- Affaire P.L. c. France, arrêt du 2 avril 1997 (*Recueil* 1997-II)
- Affaire Van Mechelen et autres c. Pays-Bas, arrêt du 23 avril 1997 (*Recueil* 1997-III)
- Affaire Tsirlis et Kouloumpas c. Grèce, arrêt du 29 mai 1997 (*Recueil* 1997-III)
- Affaire Georgiadis c. Grèce, arrêt du 29 mai 1997 (*Recueil* 1997-III)
- Affaire Pentidis et autres c. Grèce, arrêt du 9 juin 1997 (*Recueil* 1997-III)
- Affaire Van Orschoven c. Belgique, arrêt du 25 juin 1997 (*Recueil* 1997-III)
- Affaire Halford c. Royaume-Uni, arrêt du 25 juin 1997 (*Recueil* 1997-III)
- Affaire Philis (no. 2) c. Grèce, arrêt du 27 juin 1997 (*Recueil* 1997-IV)
- Affaires Pammel et Probstmeier c. Allemagne, arrêts du 1^{er} juillet 1997 (*Recueil* 1997-IV)
- Affaire Torri c. Italie, arrêt du 1^{er} juillet 1997 (*Recueil* 1997-IV)
- Affaire Akkuş c. Turquie, arrêt du 9 juillet 1997 (*Recueil* 1997-IV)
- Affaires A.P., M.P. et T.P., et E.L., R.L. et J.O.-L. c. Suisse, arrêts du 29 août 1997 (*Recueil* 1997-V)
- Affaires De Santa, Laparlocia, Abenavoli et Nicodemo c. Italie, arrêts du 2 septembre 1997 (*Recueil* 1997-V)
- Affaire Aydin c. Turquie, arrêt du 24 septembre 1997 (*Recueil* 1997-VI)
- Affaire Mehemi c. France, arrêt 26 septembre 1997 (*Recueil* 1997-VI)

C. Judgments pending before the Committee of Ministers of the Council of Europe

- Case of De Geouffre de la Pradelle v. France, judgment of 16 December 1992 (Series A no. 253-B)
- Case of Modinos v. Cyprus, judgment of 22 April 1993 (Series A no. 259)
- Case of Papamichalopoulos and Others v. Greece, judgment of 24 June 1993 (Series A no. 260-B)
- Case of Poitrimol v. France, judgment of 23 November 1993 (Series A no. 277-A)
- Case of Vereinigung Demokratischer Soldaten Österreichs and Gubi v. Austria, judgment of 19 December 1994 (Series A no. 302),
- Case of Loizidou v. Turkey, judgment of 23 March 1995 (Series A no. 310)
- Case of Pressos Compania Naviera S.A. and Others v. Belgium, judgment of 20 November 1995 (Series A no. 332)
- Case of John Murray v. the United Kingdom, judgment of 8 February 1996 (*Reports* 1996-I)
- Case of Vermeulen v. Belgium, judgment of 20 February 1996 (*Reports* 1996-I)
- Case of Remli v. France, judgment of 23 April 1996 (*Reports* 1996-II)
- Case of Amuur v. France, judgment of 25 June 1996 (*Reports* 1996-III)
- Case of Zubani v. Italy, judgment of 7 August 1996 (*Reports* 1996-IV)
- Case of Matos e Silva, Lda., and Others v. Portugal, judgment of 16 September 1996 (*Reports* 1996-IV)
- Case of Akdivar and Others v. Turkey, judgment of 16 September 1996 (*Reports* 1996-IV)
- Case of Katikaridis and Others v. Greece, judgment of 15 November 1996 (*Reports* 1996-V)
- Case of Tsomtsos and Others v. Greece, judgment of 15 November 1996 (*Reports* 1996-V)
- Case of Ceteroni v. Italy, judgment of 15 November 1996 (*Reports* 1996-V)
- Case of Calogero Diana v. Italy, judgment of 15 November 1996 (*Reports* 1996-V)
- Case of Domenichini v. Italy, judgment of 15 November 1996 (*Reports* 1996-V)
- Case of Chahal v. the United Kingdom, judgment of 15 November 1996 (*Reports* 1996-V)
- Case of Saunders v. the United Kingdom, judgment of 17 December 1996 (*Reports* 1996-VI)
- Case of Vacher v. France, judgment of 17 December 1996 (*Reports* 1996-VI)
- Case of Duclos v. France, judgment of 17 December 1996 (*Reports* 1996-VI)
- Case of Ahmed v. Austria, judgment of 17 December 1996 (*Reports* 1996-VI)
- Case of Loizidou v. Turkey, judgment of 18 December 1996 (*Reports* 1996-VI)
- Case of Aksoy v. Turkey, judgment of 18 December 1996 (*Reports* 1996-VI)
- Cases of Valsamis and Efstratiou v. Greece, judgments of 18 December 1996 (*Reports* 1996-VI)
- Case of Guillemin v. France, judgment of 21 February 1997 (*Reports* 1997-I)
- Case of Z v. Finland, judgment of 25 February 1997 (*Reports* 1997-I)
- Case of Muller v. France, judgment of 17 March 1997 (*Reports* 1997-II)
- Case of Paskhalidis and Others v. Greece, judgment of 19 March 1997 (*Reports* 1997-II),
- Case of Hornsby v. Greece, judgment of 19 March 1997 (*Reports* 1997-II)
- Case of P.L. v. France, judgment of 2 April 1997 (*Reports* 1997-II)
- Case of Van Mechelen and Others v. the Netherlands, judgment of 23 April 1997 (*Reports* 1997-III)
- Case of Tsirlis and Kouloumpas v. Greece, judgment of 29 May 1997 (*Reports* 1997-III)
- Case of Georgiadis v. Greece, judgment of 29 May 1997 (*Reports* 1997-III)
- Case of Pentidis and Others v. Greece, judgment of 9 June 1997 (*Reports* 1997-III)
- Case of Van Orshoven v. Belgium, judgment of 25 June 1997 (*Reports* 1997-III)
- Case of Halford v. the United Kingdom, judgment of 25 June 1997 (*Reports* 1997-III)
- Case of Philis v. Greece (no. 2), judgment of 27 June 1997 (*Reports* 1997-IV)
- Cases of Pammel and Probstmeier v. Germany, judgments of 1 July 1997 (*Reports* 1997-IV)
- Case of Torri v. Italy, judgment of 1 July 1997 (*Reports* 1997-IV)
- Case of Oberschlick v. Austria (no. 2), judgment of 1 July 1997 (*Reports* 1997-IV)
- Case of Akkuş v. Turkey, judgment of 9 July 1997 (*Reports* 1997-IV)
- Cases of A.P., M.P. and T.P., and E.L., R.L. and J.O.-L. v. Switzerland, judgments of 29 August 1997 (*Reports* 1997-V)
- Cases of De Santa, Lapalorcia, Abenavoli and Nicodemo v. Italy, judgments of 2 September 1997 (*Reports* 1997-V)
- Case of Aydin v. Turkey, judgment of 24 September 1997 (*Reports* 1997-VI)
- Case of Mehemi v. France, judgment 26 September 1997 (*Reports* 1997-VI)

- Affaire R.M.D. c. Suisse, arrêt du 26 septembre 1997 (*Recueil* 1997-VI)
- Affaire Sur c. Turquie, arrêt du 3 octobre 1997 (*Recueil* 1997-VI)
- Affaire Papageorgiou c. Grèce, arrêt du 22 octobre 1997 (*Recueil* 1997-VI)
- Affaire Johnson c. Royaume-Uni, arrêt du 24 octobre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaire Paez c. Suède, arrêt du 30 octobre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaires Szücs et Werner c. Autriche, arrêts du 24 novembre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaire Zana c. Turquie, arrêt du 25 novembre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaire Grigoriades c. Grèce, arrêt du 25 novembre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaire Sakir et autres c. Turquie, arrêt du 26 novembre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaire Stamoulakatos c. Grèce (n° 2), arrêt du 26 novembre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaire Mentés et autres c. Turquie, arrêt du 28 novembre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaire Raninen c. Finlande, arrêt du 16 décembre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaire Eglise catholique de la Canée c. Grèce, arrêt du 16 décembre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaire Camenzind c. Suisse, arrêt du 16 décembre 1997 (*Recueil* 1997-VII)
- Affaire Parti communiste unifié de Turquie et autres c. Turquie, arrêt du 30 janvier 1998 (*Recueil* 1998-I)
- Affaire Higgins et autres c. France, arrêt du 19 février 1998 (*Recueil* 1998-I)
- Affaire Paulser-Medalen c. Suède, arrêt du 19 février 1998 (*Recueil* 1998-I)
- Affaire Bowman c. Royaume-Uni, arrêt du 19 février 1998 (*Recueil* 1998-I)
- Affaire Guerra et autres c. Italie, arrêt du 19 février 1998 (*Recueil* 1998-I)
- Affaire Kaya c. Turquie, arrêt du 19 février 1998 (*Recueil* 1998-I)
- Affaire Larissis et autres c. Grèce, arrêt du 24 février 1998 (*Recueil* 1998-I)
- Affaire Pafitis et autres c. Grèce, arrêt du 26 février 1998 (*Recueil* 1998-I)
- Affaire Marte et Achberger c. Autriche, arrêt du 5 mars 1998 (*Recueil* 1998-I)
- Affaire Kopp c. Suisse, arrêt du 25 mars 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Belziuk c. Pologne, arrêt du 25 mars 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire J.J. c. Pays-Bas, arrêt du 27 mars 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire K.D.B. c. Pays-Bas, arrêt du 27 mars 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Reinhardt et Slimane-Kaïd c. France, arrêt du 31 mars 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Daud c. Portugal, arrêt du 21 avril 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Estima Jorge c. Portugal, arrêt du 21 avril 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Pilot c. France, arrêt du 22 avril 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Richard c. France, arrêt du 22 avril 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaires S.R. c. Italie, arrêt du 23 avril 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Fisanotti c. Italie, arrêt du 23 avril 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Doustaly c. France, arrêt du 23 avril 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Selçuk et Asker c. Turquie, arrêt du 24 avril 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Mavronichis c. Chypre, arrêt du 24 avril 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Henra c. France, arrêt du 24 avril 1998 (*Recueil* 1998-II)
- Affaire Leterme c. France, arrêt du 24 avril 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Gautrin et autres c. France, arrêt du 20 mai 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Vasilescu c. Roumanie, arrêt du 22 mai 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Kurt c. Turquie, arrêt du 25 mai 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Parti socialiste de Turquie et autres c. Turquie, arrêt du 25 mai 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Cazenave de la Roche c. France, arrêt du 9 juin 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Twalib c. Grèce, arrêt du 9 juin 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Texeira de Castro c. Portugal, arrêt du 9 juin 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Tekin c. Turquie, arrêt du 9 juin 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Incal c. Turquie, arrêt du 9 juin 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Sidiropoulos et autres c. Grèce, arrêt du 10 juillet 1998 (*Recueil* 1998-...)
- Affaire Tinnelly et Sons Ltd et Mc Elduff et autres c. Royaume-Uni, arrêt du 10 juillet 1998 (*Recueil* 1998-...)

- Case of R.M.D. v. Switzerland, judgment of 26 September 1997 (*Reports* 1997-VI)
- Case of Sur v. Turkey, judgment of 3 October 1997 (*Reports* 1997-VI)
- Case of Papageorgiou v. Greece, judgment of 22 October 1997 (*Reports* 1997-VI)
- Case of Johnson v. the United Kingdom, judgment of 24 October 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Case of Paez v. Sweden, judgment of 30 October 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Cases of Szűcs and Werner v. Austria, judgments of 24 November 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Case of Zana v. Turkey, judgment of 25 November 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Case of Grigoriades v. Greece, judgment of 25 November 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Case of Sakik and Others v. Turkey, judgment of 26 November 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Case of Stamoulakatos v. Greece (no. 2), judgment of 26 November 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Case of Menteş and Others v. Turkey, judgment of 28 November 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Case of Raninen v. Finland, judgment of 16 December 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Case of Canea Catholic Church v. Greece, judgment of 16 December 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Case of Camenzind v. Switzerland, judgment of 16 December 1997 (*Reports* 1997-VII)
- Case of the United Communist Party of Turkey and Others v. Turkey, judgment of 30 January 1998 (*Reports* 1998-I)
- Case of Higgins and Others v. France, judgment of 19 February 1998 (*Reports* 1998-I)
- Case of Paulsen-Medalen and Svensson v. Sweden, judgment of 19 February 1998 (*Reports* 1998-I)
- Case of Bowman v. the United Kingdom, judgment of 19 February 1998 (*Reports* 1998-I)
- Case of Guerra and Others v. Italy, judgment of 19 February 1998 (*Reports* 1998-I)
- Case of Kaya v. Turkey, judgment of 19 February 1998 (*Reports* 1998-I)
- Case of Larissis and Others v. Greece, judgment of 24 February 1998 (*Reports* 1998-I)
- Case of Pafitis and Others v. Greece, judgment of 26 February 1998 (*Reports* 1998-I)
- Case of Marte and Achberger v. Austria, judgment of 5 March 1998 (*Reports* 1998-I)
- Case of Kopp v. Switzerland, judgment of 25 March 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Belziuk v. Poland, judgment of 25 March 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of J.J. v. the Netherlands, judgment of 27 March 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of K.D.B. v. the Netherlands, judgment of 27 March 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Reinhardt and Slimane-Kaïd v. France, judgment of 31 March 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Daud v. Portugal, judgment of 21 April 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Estima Jorge v. Portugal, judgment of 21 April 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Pailot v. France, judgment of 22 April 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Richard v. France, judgment of 22 April 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of S.R. v. Italy, judgment of 23 April 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Fisanotti v. Italy, judgment of 23 April 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Doustaly v. France, judgment of 23 April 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Selçuk and Asker v. Turkey, judgment of 24 April 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Mavronichis v. Cyprus, judgment of 24 April 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Henra v. France, judgment of 29 April 1998 (*Reports* 1998-II)
- Case of Leterme v. France, judgment of 29 April 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of Gautrin and Others v. France, judgment of 20 May 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of Vasilescu v. Romania, judgment of 22 May 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of Kurt v. Turkey, judgment of 25 May 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of the Socialist Party and Others v. Turkey, judgment of 25 May 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of Cazenave de la Roche v. France, judgment of 9 June 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of Twalib v. Greece, judgment of 9 June 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of Teixeira de Castro v. Portugal, judgment of 9 June 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of Tekin v. Turkey, judgment of 9 June 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of Incal v. Turkey, judgment of 9 June 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of Sidiropoulos and Others v. Greece, judgment of 10 July 1998 (*Reports* 1998-)
- Case of Tinnelly & Sons Ltd and Others and McElduff and Others v. the United Kingdom, judgment of 10 July 1998 (*Reports* 1998-)

**V. AFFAIRES PENDANTES TRANSMISES A LA GRANDE CHAMBRE
DE LA NOUVELLE COUR
PENDING CASES TRANSMITTED TO THE GRAND CHAMBER OF
THE NEW COURT
(Article 5 § 5, Protocole / Protocol No. 11)**

I. Article 50 seulement / only

1. Zubani I

II. Au principal / Merits

2. Sutherland	UK
3. Zielinski & Pradal	F
4. Oğur	TR
5. Chassagnou & autres / Others(Dumont + Montion)	F
6. Tsavachidis	GR
7. Garcia Ruiz	E
8. Matthews	UK
9. Laino □	I
10. Janowski	PL
11. Podbielski	PL
12. Buscarini & autres / Others	SM
13. Selmouni	F
14. Waite & Kennedy	D
15. Dumont & autres / Others	F
16. Montion	F
17. Beer & Regan	D
18. Fressoz & Roire	F
19. Karataş	TR
20. Arslan	TR
21. Polat	TR
22. Ceylan	TR
23. Okçuoğlu	TR
24. Gerger	TR
25. Erdoğan & Ince	TR
26. Sürek	TR
27. Van Geyseghem	B
28. Başkaya & Okçuoğlu	TR
29. Sürek & Özdemir	TR
30. Sürek (no. 2)	TR
31. Sürek (no. 3)	TR
32. Sürek (no. 4)	TR
33. Dalban	RO
34. Pélissier & Sassi	F
35. Larkos	CY
36. Papachelas	GR
37. Civet	F
38. Bottazzi	I
39. Nikolova	BG
40. A.P. c. Italie / v. Italy	I
41. Iatridis	GR
42. Aquilina	M
43. T.W. c. Malte / v. Malta	M

44. Musial	PL
45. Cable & autres / Others	UK
46. Elliott	UK
47. Poinen	UK
48. Partoon	UK
49. Birnie	UK
50. Pascoe	UK
51. Jarrett	UK
52. Frame	UK
53. Roger Smith	UK
54. Battle	UK
55. Hunt	UK
56. Billing	UK
57. Hiley	UK
58. Barron	UK
59. Rodgers	UK
60. McDauid	UK
61. Hugh Campbell	UK
62. Young	UK
63. Finch	UK
64. Gooch	UK
65. Smart	UK
66. Roberts	UK
67. Gareth Smith	UK
68. Evans	UK
69. Potter	UK
70. Boullemier	UK
71. Graham	UK
72. Ledger	UK
73. Wardle	UK
74. Lewis	UK
75. Wilson	UK
76. Curran	UK
77. Bruce	UK
78. Nash	UK
79. Powell	UK
80. Hood	UK
81. Di Mauro	I
82. A.L.M. c. Italie / v. Italy	I
83. Ferrari	I
84. Humen	PL
85. Bladet Tromsø A/S & Stenås	N
86. Öztürk	TR
87. Çakıcı	TR
88. Tanrikulu	TR
89. ÖZDEP	TR
90. Rekvényi	H
91. Wille	FL
92. X c. Pays-Bas / v. the Netherlands ☐	NL

☐ Affaires introduites en vertu du Protocole n° 9 et retenues / Cases referred under Protocol No. 9 and accepted for consideration

VI. COMPOSITION DE LA COUR COMPOSITION OF THE COURT

A. Composition de la Cour actuelle – Composition of the present Court¹

(par ordre de préséance / in order of precedence)

M. Rudolf BERNHARDT, président	(Allemand/German)
M. THÓR VILHJÁLMSOON, vice-président	(Islandais/Icelandic)
M. Feyyaz GÖLCÜKLÜ	(Turc/Turkish)
M. Franz MATSCHER	(Autrichien/Austrian)
M. Louis-Edmond PETTITI	(Français/French)
M. Ronald MACDONALD	(Canadien/Canadian) ²
M. Carlo RUSSO	(Italien/Italian)
M. Alphonse SPIELMANN	(Luxembourgeois/Luxemburger)
M. Jan DE MEYER	(Belge/Belgian)
M. Nicolas VALTICOS	(Grec/Greek)
M ^{me} Elisabeth PALM	(Suédoise/Swedish)
M. Isi FOIGHIEL	(Danois/Danish)
M. Raimo PEKKANEN	(Finlandais/Finnish)
M. Andreas Nicolas LOIZOU	(Cyprite/Cypriot)
M. José Maria MORENILLA	(Espagnol/Spanish)
Sir John FREELAND	(Britannique/British)
M. András B. BAKA	(Hongrois/Hungarian)
M. Manuel Antonio LOPES ROCHA	(Portugais/Portuguese)
M. Luzius WILDHABER	(Suisse/Swiss)
M. Giuseppe MIFSUD BONNICI	(Maltais/Maltese)
M. Jerzy MAKARCZYK	(Polonais/Polish)
M. Dimitar GOTCHEV	(Bulgare/Bulgarian)
M. Bohumil REPIK	(Slovaque/Slovakian)
M. Peter JAMBREK	(Slovène/Slovenian)
M. Karel JUNGWIERT	(Tchèque/Czech)
M. Pranas KŪRIS	(Lituanien/Lithuanian)
M. Uno LÕHMUS	(Estonien/Estonian)
M. Egils LEVITS	(Letton/Latvian)
M. Josep CASADEVALL	(Andorran)
M. Petrus VAN DIJK	(Néerlandais/Dutch)
M. Tudor PANTIRU	(Moldave/Moldovan)
M. Marin VOICU	(Roumain/Romanian)
M. Volodymyr BUTKEVYCH	(Ukrainien/Ukrainian)
M. Vladimir TOUMANOV	(Russe/Russian)
M. Herbert PETZOLD, greffier / Registrar	(Allemand/German)
M. Paul MAHONEY, greffier adjoint / Deputy Registrar	(Britannique/British)

Notes du greffier/Notes by the Registrar:

1. Les sièges des juges au titre de l'Albanie, de la Croatie, de l'Irlande, de Norvège, de Saint Marin, et de "l'ex-République Yougoslave de Macédoine" se trouvent vacants. /

The seats of the judges in respect of Albania, Croatia, Ireland, Norway, San-Marino, and "the former Yugoslav Republic of Macedonia" are currently vacant.

2. Elu au titre du Liechtenstein. / Elected as the judge in respect of Liechtenstein.

**B. Anciens présidents de la Cour européenne des Droits de l'Homme
Former Presidents of the European Court of Human Rights**

Lord (Arnold Duncan) McNAIR (Britannique/British) : 1959 - 1965

René Samuel CASSIN (Français / French) : 1965 - 1968

Henri ROLIN (Belge / Belgian) : 1968 - 1971

Sir Humphrey WALDOCK (Britannique / British) : 1971 - 1974

Giorgio BALLADORE PALLIERI (Italien / Italian) : 1974 - 1980

Gérard WIARDA (Néerlandais / Dutch) : 1981 - 1985

Rolv RYSSDAL (Norvégien / Norwegian) : 1985 - 1998

**C. Vice-présidents de la Cour européenne des Droits de l'Homme
Vice-Presidents of the European Court of Human Rights**

René Samuel CASSIN (Français / French) : 1959 - 1965

Henri ROLIN (Belge / Belgian) : 1965-1968

Sir Humphrey WALDOCK (Britannique / British) : 1968 - 1971

Giorgio BALLADADORE PALLIERI (Italien / Italian) : 1971 - 1974

Hermann MOSLER (Allemand / German) : 1974 - 1977

Gérard J. WIARDA (Néerlandais / Dutch) : 1977 - 1980

Rolv RYSSDAL (Norvégien / Norwegian) : 1981 - 1985

Walter GANSHOF VAN DER MEERSCH (Belge / Belgian) : 1985 - 1986

John J. CREMONA (Maltais / Maltese) : 1986 - 1992

Rudolf BERNHARDT (Allemand / German) : 1992 - 1998

THOR VILHJÁLMSSON (Islandais / Icelandic) 1998.

D. Ancien juges / Former judges***Mandat*****Autrichien / Austrian***

VERDROSS, Alfred	1959 -1977
------------------	------------

Belge / Belgian

ROLIN, Henri	1959 - 1973 Vice-President: 1965-1968 President: 1968-1971
GANSHOF VAN DER MEERSCH, Walter	1973 - 1986 Vice-President: 1985-1986

Britannique / British

McNAIR Lord (Arnold Duncan)	1959-1966
WALDOCK, Sir Humphrey	1966 - 1974 Vice-President: 1968-1971 President: 1971-1974
FITZMAURICE, Sir Gerald	1974 - 1980
EVANS, Sir Vincent	1980 - 1990

Cypriote / Cypriot

ZEKIA, Mehmed	1961 1984
---------------	-----------

Danois / Danish

ROSS, Alf Niels Christian	1959-1971
PEDERSEN, Helga	1971-1980
SØRENSEN, Max	1980-1981
GERSING, Jørgen	1982-1989

Français / French

CASSIN, René Samuel	1959-1976 Vice-President: 1959-1965 President: 1965-1968
TEITGEN, Pierre-Henri	1976-1980

Allemande / German

MOSLER, Hermann	1959-1980 Vice-President: 1974-1977
-----------------	--

* Le curriculum vitae des juges se trouve dans l'annuaire de la Convention de l'année suivant celle de leur élection / The curricula vitae of judges are to be found in the Yearbook of the Convention following the year of their election

Mandat***Grecque / Greek***

MARIDAKIS, Georges	1959-1970
EVRIENIS, Dimitris	1975-1986

Islandais / Icelandic

ARNALDS, Einar	1959-1967
SIGURJONSSON, Sigurgeir	1967-1971

Irlandais :/ Irish

McGONIGAL, Richard	1959-1964
MAGUIRE, Conor Alexander	1965-1971
O'DONOGHUE, Philip	1971-1980
WALSH, Brian	1980-1998

Italien / Italian

BALLADORE PALLIERI, Giorgio	1959-1980
	Vice-President: 1971-1974
	President: 1974-1980

Luxembourgeois / Luxemburger

RODENBOURG, Eugène	1959-1975
DELVAUX, Henri	1976-1977
LIESCH, Léon	1977-1985

Néerlandais / Dutch

VAN ASBECK Baron Frederik Mari	1959-1966
WIARDA, Gérard J.	1966-1985
	Vice-President: 1977-1980
	President: 1981-1985
DONNER, André	1986-1987
MARTENS, Sibrand Karel	1988-1996

Portuguais / Portuguese

PINHEIRO FARINHA, João de Deus	1977-1991
--------------------------------	-----------

Maltais / Maltese

CREMONA, John	1965-1974
	Vice-President: 1986-1992

Mandat***Norvégien / Norwegian***

WOLD, Terje	1959-1972
RYSSDAL, Rolv	1973-1998
	Vice-President: 1981-1985
	President: 1985-199

Saint-Marin / San Marino

BIGI, Federico	1991-1996
----------------	-----------

Espagnol / Spanish

GARCÍA DE ENTERRIA	1978-1986
CARRILLO SALCEDO, Juan Antonio	1986-1989

Suédois / Swedish

HOLMBÄCK, Åke Ernst	1959-1971
PETRÉN, Sture	1971-1976
LAGERGREN, Gunnar	1977-1988

Suisse / Swiss

FAVRE, Antoine	1963-1974
BINDSCHIEDLER-ROBERT, Denise	1975-1991

Turc / Turkish

ARIK, Kemel Fikret	1959-1965
BILGE, Suat	1966-1972
BOZER, Ali	1973-1977

E. Juges ad hoc / Ad hoc judges

H. SCHIMA (Neumeister c. Autriche / v. Austria)

Baron L. FREDERICQ (De Becker c. Belgique / v. Belgium)

A. MAST (Linguistique Belge c. Belgique / v. Belgium)

A. VANWELKENHUYZEN (Le Compte, Van Leuven & De Meyere c. Belgique / v. Belgium)

W. GANSHOF VAN DER MEERSCH (Mathieu-Mohin & Clerfayt c. Belgique / v. Belgium))

M. STORME (Borgers; Van Orshoven c. Belgique / v. Belgium)

J. VAN COMPERNOLLE (Vermeulen c. Belgique / v. Belgium)

G. PIKIS (Modinos; Andronicou & Constantinou c. Chypre / v. Cyprus)

B. GOMARD (Nielsen; Barfod; Hauschildt c. Danemark / v. Denmark)

A. PHILIP (Jersild c. Danemark / v. Denmark)

L. TORRES BOURSAULT (Barberà, Messegue & Jabardo c. Espagne / v. Spain)

D. RUIZ-JARABO COLOMER (Ruiz-Mateos c. Espagne / v. Spain)

J.A. CARRILLO SALCEDO (Castells; Drozd & Janousek c. Espagne / v. Spain)

J. BLAYNEY (Pine Valley Developments Ltd & Others; Open Door and Dublin Well Woman; Keegan c. Irlande / v. Ireland)

G. GISLASON (Thorgeir Thorgeirson c. Islande / v. Iceland)

C.W. DUBBINK (Bentham c. Pays-Bas / v. the Netherlands)

S.K. MARTENS (Berrehab c. Pays-Bas / v. the Netherlands)

H.L.J. ROELVINK (Wassink c. Pays-Bas / v. the Netherlands)

J. MELO FRANCO (Baraona c. / v. Portugal))

Sir Robert JENNINGS (X. c./ Royaume-Uni / v. the United Kingdom)

G. LAGERGREN (Margareta & Roger Andersson c. Suède / v. Sweden)

VII. DIVERS-MISCELLANEOUS

A. Amici curiae

(Article 37 § 2 du règlement A et article 39 § 2 du règlement B de la Cour /
Rule 37 § 2 of the Rules of Court A and Rule 39 § 2 of Rules of Court B)

(a) Autorisés / authorised

Affaire/Case	Demandeurs/ Applicant(s) for leave	Date de l'arrêt/ Date of judgment
Malone	Post Office Engineering Union	2. 8.1984
Ashingdane	"MIND" (National Association for Mental Health)	28. 5.1985
Lingens	"Interights" (pour le compte de / on behalf of) International Press Institute	8. 7.1986
Monnell & Morris	"Justice" (section britannique de la Commission internationale de Juristes / British section of the International Commission of Jurists)	2. 3.1987
Capuano	Conseil de l'Ordre des avocats et avoués de Rome	25. 6.1987
Brogan & Others	Northern Ireland Standing Advisory Commission on Human Rights	29.11.1988
Soering	Amnesty International	7. 7.1989
<i>Observer & Guardian Sunday Times</i> (no. 2)	Article 19 (International Centre against Censorship)	26.11.1991
Open Door & Dublin Well Woman	Article 19 Society for the Protection of Unborn Children	29.10.1992
X c. / v. France	Association française des hémophiles	31. 3.1992
Drozd & Janousek	Conseil exécutif de la Principauté d'Andorre	26. 6.1992
Pham Hoang	Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation	25. 9.1992
Brannigan & McBride	Standing Advisory Commission on Human Rights Amnesty International Liberty, Interights and the Committee on the Administration of Justice (jointly)	26. 5.1993
Ruiz-Mateos	Gouvernement allemand / German Government Gouvernement portugais / Portuguese Government	23. 6.1993

Informationsverein Lentia & autres / Others	Interights & Article 19	24.11.1994
Otto-Preminger-Institut	Article 19 & Interights	20. 9.1994
Jersild	Human Rights Watch	23. 9.1994
Hokkanen	Mr & Mrs Nick (grands-parents maternels / maternal grandparents)	23. 9.1994
Prager & Oberschlick	Interights & Article 19	26. 4.1995
McCann & autres / Others	- Amnesty International - British-Irish Rights Watch, - The Committee on the Administration of Justice, - Inquest & Liberty	27. 9.1995
Goodwin	"Article 19" & Interights	27. 3.1996
Lobo Machado	Gouvernement belge / Belgian Government	20. 2. 1996
John Murray	- Amnesty International - Justice, - Liberty - The Standing Advisory Commission on Human Rights	8. 2. 1996
Saunders	Liberty	17.12.1996
Wingrove	- Article 19 & Interights (jointly) - Rights International	25.11.1996
Chahal	- Amnesty International - Justice - Liberty, The Centre for Advice on Individual Rights in Europe & The Joint Council for the Welfare of Immigrants (jointly)	15.11.1996
Akdivar & autres / Others	Amnesty International	16.9.1996
Laskey, Jaggard & Brown	Rights International	19.2.1997
Buckley	Mr A.J. Buck, Neighbourhood Watch Co-ordinator	25.9.1996
X, Y and Z c. Royaume-Uni / v. the United Kingdom	Rights International	22.4.1997
Aydin	Amnesty International	25.9.1997
Gregory	Rights International	25.2.1997
Halford	Liberty	25.6.1997

McGinley & Egan	- The Campaign for Freedom of Information and Liberty (jointly)	9.6.1998
Kurt	Amnesty International	25.5.1998
Sheffield & Horsham	Liberty	30.7.1998
Incal	- Article 19 - Liberty	9.6.1998
Teixeira de Castro	Justice	9.6.1998
Tinnelly & Sons Ltd and Others and McElduff and Others	The Standing Advisory Commission on Human Rights	10.7.1998
Ahmed and Others	Liberty	2.9.1998
Assenov and Others	- European Roma Rights Center - Amnesty International	28.10.1998

(b) Non autorisés / refused

Affaire / Case	Demandeurs / Applicant(s) for leave	Date de l'arrêt / Date of judgment
Goddi	Consiglio dell'Ordine degli Avvocati e Procuratori di Roma	9. 4.1984
Ashingdane	Mr Kynaston (requérant dans une cause semblable pendante devant la Commission / applicant with similar case before the Commission)	28. 5.1985
Glasenapp Kosiek	United Kingdom Prison Officers' Association	28. 8.1986
Leander	National Council for Civil Liberties for - the Civil Service Union, - the Civil and Public Servants Association - the First Division Association	26. 3.1987
Capuano	- Consiglio dell'Ordine degli Avvocati e Procuratori di Roma - Associazione Italiana dei Giovani Avvocati	25. 6.1987
Caleffi Vocaturu	5 associations syndicales / 5 trade union associations: - Confederazione Generale Italiana del Lavoro - Confederazione Italiana Sindacati Lavoratori - Unione Italiana Lavoratori - Associazione sindacale aziende petrolifere - Consorzio industriale zona Ariccia, castelli Romani e aree limitrofe	24. 5.1991

Y c. Royaume Uni / v. the United Kingdom	Epoch Worldwide	29.10.1992
Modinos	International Lesbian and Gay Association	22. 4.1993
Scollo	Associazione Sindacale Piccoli Proprietari Immobiliari	28. 9.1995
Saunders	Mr I.J. Lyons, Mr A.K. Parnes and G.M. Ronson	17.12.1996
Cantoni	Conseil national de l'Ordre des pharmaciens	15.11.1996
De Haes & Gijssels	Rights International	24.2.1997
Ahmet Sadik	Rights International	15.11.1996
Johansen	Mouvement international ATD Quart Monde	7.8.1996
Mantovanelli	Rights International	18.3.1997
Van Mechelen & autres / Others	Rights International	23.4.1997
H.L.R. c. France	Rights International	29.4.1997
Van Mechelen & autres / Others	Rights International	23.4.1997
Pentidis & autres / Others	The Rutherford Institute	9.6.1997
Bowman	The Rutherford Institute	19.3.1998
McGinley & Egan	New Zealand Nuclear Test Veterans' Association	9.6.1998

B. Relations de la Cour avec les hautes juridictions des Etats contractants et des cours internationales
Relations of the Court with the highest legal jurisdictions of Contracting States and international courts

COURT	DATE	PLACE
Court of Justice of the European Communities	9 November 1972	Luxembourg
	9 May 1973	Strasbourg
	29 September 1977	Luxembourg
	29 October 1979	Strasbourg
Inter American Court of Human Rights	21 January 1980	Costa Rica
	23 September 1981	Strasbourg
Court of Justice of the European Communities	28 April 1983	Luxembourg
German Federal Labour Court	26 September 1983	Strasbourg
Italian Constitutional Court	12 December 1983	Rome
	25 March 1985	Strasbourg
Conseil d'État belge	21 October 1985	Strasbourg
Inter American Court of Human Rights	12 January 1986	Costa Rica
French Constitutional Court	22 June 1987	Strasbourg
German Federal Constitutional Court	20 October 1987	Strasbourg
Swiss Federal Tribunal	23 February 1988	Strasbourg
French Constitutional Court	14 June 1988	Paris
Maltese Constitutional Court	23 November 1988	Strasbourg
French Conseil d'État	21 April 1989	Strasbourg
Austrian Constitutional Court	26 April 1989	Strasbourg
French Court of Cassation	19 February 1990	Strasbourg
German Federal Constitutional Court	30 March 1990	Karlsruhe
Austrian Constitutional Court	30 April 1990	Vienna
French Court of Cassation	22 June 1990	Paris
German Federal Court of Justice	23 October 1990	Strasbourg
Hungarian Constitutional Court	19 November 1990	Strasbourg
French Court of Cassation	28 November 1990	Paris
Swedish Court of Appeal	21 April 1991	Strasbourg
German Federal Court of Justice	6 June 1991	Strasbourg
Finnish Supreme Court	25 September 1991	Strasbourg
Dutch Supreme Court (Hoge Raad)	25 November 1991	Strasbourg
Inter American Court of Human Rights	11 December 1991	Costa Rica
Swedish Supreme Court (Högsta Domstolen)	23 March 1992	Strasbourg
Swiss Federal Tribunal	31 August 1992	Lausanne
Swedish Administrative Court (Regeringsrätten)	21 September 1992	Strasbourg
Bulgarian Constitutional Court	30 September 1992	Strasbourg
German Federal Constitutional Court	30 September 1992	Strasbourg
German Federal Court of Justice	23 October 1992	Karlsruhe
Swedish Supreme Court (Högsta Domstolen)	23 November 1992	Strasbourg
Swedish Administrative Court (Regeringsrätten)	24 January 1993	Strasbourg
Swedish Administrative Court (Regeringsrätten)	22 March 1993	Strasbourg
Danish Supreme Court	19 April 1993	Strasbourg

COURT	DATE	PLACE
9th Conference of European Constitutional Courts	19 April 1993	Paris
Conference of Supreme Courts of Member States of the European Community	18 May 1994	Lisbon
Hungarian Supreme Court	19 September 1994	Strasbourg
Bulgarian Supreme Court	19 September 1994	Strasbourg
Slovenian Constitutional Court	2 March 1995	Ljubljana
Hungarian Supreme Court	21 April 1995	Strasbourg
Bulgarian Supreme Court	24 April 1995	Strasbourg
German Constitutional Court	14 July 1995	Strasbourg
Romanian Constitutional Court	14 July 1995	Strasbourg
Swiss Federal Tribunal	3 October 1995	Lausanne
French Court of Cassation and Conseil d'État	20 October 1995	Paris
10th Conference of European Constitutional Courts	6 May 1996	Budapest
Swiss Federal Tribunal	11 June 1996	Lausanne
Albanian Constitutional Court	26 August 1996	Strasbourg
Human Rights Chamber	8 October 1996	Strasbourg
Court of Justice of the European Communities	14 March 1997	Strasbourg
Slovak Constitutional Court	24 April 1997	Strasbourg
Polish Constitutional Tribunal	21 May 1997	Warsaw
Court of Justice of the European Communities	27 June 1997	Strasbourg
Slovak Constitutional Court	22 September 1997	Strasbourg
Constitutional Court of Bosnia-Herzegovina	23 September 1997	Strasbourg
Czech Constitutional Court	24 September 1997	Strasbourg
German Constitutional Court	10 October 1997	Strasbourg
Inter American Court of Human Rights	4 November 1997	Costa Rica
Latvian Constitutional Court	23 March 1998	Strasbourg
Russian Supreme Court of Arbitration	20 May 1998	Strasbourg
Moldovan Constitutional Court	20 May 1998	Strasbourg
Ukrainian Supreme Court	22 June 1998	Strasbourg
Swiss Federal Tribunal	23 June 1998	Strasbourg
Supreme Court of the United States	9 July 1998	Strasbourg

In addition, under an agreement between the "Ecole nationale de la magistrature française" and the court registry, the latter has regularly organised seminars since 1978, systematically during sessions of the Court, for groups of French judges undergoing further training.

C. Publications

1. Arrêts et décisions de la Cour/Judgments and decisions of the Court

a) Textes officiels/Official texts

Série A fascicules¹ des publications de la Cour/Series A fascicules¹ of the Publications of the Court

Carl Heymanns Verlag KG²
Luxemburger Strasse 449
D-50939 Köln

b) Traduction allemande/German translation

Entscheidungen des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte, herausgegeben von H. Golsong, H. Petzold, H.P. Furrer, vol. 1 à 3
(en préparation, volumes 4 à 9)

Carl Heymanns Verlag KG²
Luxemburger Strasse 449
D-50939 Köln

c) Traduction espagnole/Spanish translation

Boletín de Jurisprudencia constitucional, Cortes Generales, Madrid

2. Mémoires, plaidoiries et documents/Pleadings, oral arguments and documents

Série B³ des publications de la Cour/Series B³ of the Publications of the Court

Carl Heymanns Verlag KG²
Luxemburger Strasse 449
D-50939 Köln

1. Depuis 1996/As from 1996.

2. Carl Heymanns Verlag se charge aussi de les diffuser, en collaboration, pour la Belgique, avec les Etablissements Emile Bruylant (rue de la Régence 67, B-1000 Bruxelles), pour le Luxembourg, avec la Librairie Promoculture (14, rue Duchscher (place de Paris), B.P. 1142, L-1011 Luxembourg-Gare) et, pour les Pays-Bas, avec B.V. Juridische Boekhandel & Antiquariaat A. Jongbloed & Zoon (Noordeinde 39, NL-2514 GC La Haye)/By arrangement with the publisher these publications are also obtainable: in Belgium, from Etablissements Emile Bruylant (rue de la Régence 67, B-1000 Bruxelles); in Luxembourg, from Librairie Promoculture (14, rue Duchscher (place de Paris), B.P. 1142, L-1011 Luxembourg-Gare); and in the Netherlands, from B.V. Juridische Boekhandel & Antiquariaat A. Jongbloed & Zoon (Noordeinde 39, NL-2514 GC 's The Hague).

3. Supprimée en juin 1995 (dernier numéro paru : n° 104-A à C)/Discontinued in June 1995 (final issue: no. 104-A to C)